

سكرا من الاموال

celui du skieur

# Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE ET UNIÈME ANNÉE - N° 12406 - 6 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

- DIMANCHE 16-LUNDI 17 DÉCEMBRE 1984

## Modernisation et chômage

Alors que le PS réunit les 15 et 16 décembre une convention nationale sur le thème « modernisation et progrès social », les dernières statistiques de l'emploi indiquent que le nombre des chômeurs s'est accru en un an d'environ 300 000. (Lire page 20.)

Une bonne part des maux dont nous souffrons sont le résultat de décisions prises dans un passé plus ou moins récent, au nom de ce qui paraissait être alors la « modernité », et cela à tous les échelons. Qui peut nier aujourd'hui que la montée du chômage en France, plus rapide que presque partout ailleurs, ne soit la conséquence d'une politique qui, depuis une bonne dizaine d'années, a presque constamment visé à étaler les effets de la crise, dans l'espoir d'abord que celle-ci serait de courte durée, ensuite qu'on pourrait la vaincre par des méthodes inspirées d'une « autre logique » ? En tout cas, M. Lionel Jospin, qui, dans son intervention devant la convention du Parti socialiste sur la « modernisation et le progrès social », n'hésite pas à reprocher à la droite « de n'avoir pas su prendre le tournant des années 70 » et d'avoir fait supporter aux entreprises le choc pétrolier, oublie de mentionner la complexité objective de la gauche dans cette politique.

Il n'y a pas longtemps non plus qu'un chef d'entreprise qui estimait prudent d'affecter une partie des formidables profits de l'expansion (première phase) au renforcement de ses fonds propres passait pour incurablement conservateur. Combien de patrons « modernes » de la fin des années 60 et des années 70, qui ont emprunté à tout va, mordent aujourd'hui la poussière, condamnant leurs salariés au chômage ou à une retraite prématurée qui ne vaut guère mieux, sans compter le fait — aussi grave pour la communauté nationale — que ceux d'entre eux qui s'en sortent le moins mal, sont néanmoins obligés, pour corriger leurs erreurs d'il y a quelques années, de cesser toute embauche, et notamment toute embauche de jeunes.

Si on considère que tout ce qui est contemporain, notamment dans le domaine des idées, est par là même « moderne », on risque en effet de préparer très mal l'avenir, même à court terme. C'est ce qui rend fascinant, à son insu peut-être, le titre choisi par le Parti socialiste comme thème de sa convention. Toute la question est précisément de savoir ce qui, parmi tout ce qui paraît aujourd'hui « moderne » et qui charrie forcément beaucoup d'illusions, correspond à un « progrès ». La difficulté provient du fait bien connu que ce qui semble le plus attrayant (la retraite à soixante ans, par exemple, et le « partage du travail » pour combattre le chômage) a le plus de chance de se révéler à la longue comme le moins « progressiste ».

Cela ne veut pas dire non plus que la modernisation équivaut au plus rébarbatif. Tel est, pour avoir tant retardé les échéances, le piège dans lequel est en train de tomber le pouvoir. Si la « modernisation » passe souvent par la réduction des effectifs, et donc par encore un peu moins d'emplois, elle ne se confond pas avec l'assainissement des structures industrielles et financières. Il en est de la vie collective comme de la vie privée : on n'accepte de se défaire des vieilles et parfois confortables habitudes que dans la perspective d'un confort supplémentaire.

D'autres « modernisations », allant dans le sens d'une plus grande libéralisation, seraient nécessaires pour redonner aux Français l'espoir sinon de « changer la vie », du moins de « vivre mieux ». Faute de quoi, ils risquent de refuser la modernisation et de n'avoir pas le progrès social.

PAUL FABRA.

## M. Mitterrand s'explique sur sa politique extérieure

Le chef de l'Etat répond aux critiques que suscite son action en Afrique et précise sa stratégie européenne

M. François Mitterrand doit répondre dimanche 16 décembre, de 19 heures à 20 heures, sur TF1, aux questions de plusieurs journalistes sur la politique extérieure de la France.

La nécessité, pour le chef de l'Etat, de s'expliquer en détail, à une heure de grande écoute, sur sa politique étrangère, devant les caméras de TF1, répond à un constat inquiétant : le relatif

consensus observé jusqu'à ces derniers mois autour de la ligne diplomatique suivie à l'Elysée a fait place à un flot de critiques qui ne le cèdent en rien, en importance et en virulence, à celles dont le pouvoir fait l'objet sur le terrain de la politique intérieure. Une maxime de la sagesse électorale française assure certes qu'on ne gagne jamais un scrutin sur la politique extérieure. Mais il arrive qu'on la perde pour de telles raisons — c'est même là un chemin connu de la gauche française...

Le président de la République doit, au premier chef, donner des éclaircissements sur sa politique au Tchad. Il s'efforcera de dissiper le profond malaise créé par la façon dont la France, en signant la déclaration conjointe du 16 septembre avec la Libye, puis au moment de l'entrevue de Crète le 15 novembre dernier avec le colonel Kadhafi, a pu sembler dupe du « numéro un » de Tripoli, toujours aussi peu pressé d'honorer sa parole.

BERNARD BRIGOUËUX.  
(Lire la suite page 3.)

## La convention nationale du PS

(LIRE PAGE 9)



## Premier accord entre Washington et La Havane depuis 1977

Les Etats-Unis accueilleront chaque année vingt mille Cubains candidats à l'émigration

De notre envoyé spécial

La Havane. — Pour la première fois depuis 1977, les Etats-Unis et Cuba ont, le vendredi 14 décembre, signé un accord bilatéral (1). Il s'agit d'un texte technique, réglant certains problèmes relatifs à la migration de citoyens cubains vers les Etats-Unis. Il est conclu après une période de tension en Amérique centrale pendant laquelle Washington a désigné La Havane comme la « source » de la crise. L'accord a donc une portée politique, régionale, mais aussi plus vaste : bien qu'ayant sa propre dynamique, le concert gringant américano-cubain n'en est pas moins un bon indice de la relative amélioration actuelle des relations entre les deux super-grands.

De ce point de vue, l'accord du 14 décembre est à rapprocher du projet de rencontre, en janvier, entre MM. George Shultz et Andreï Gromyko à Genève. M. Fidel Castro a d'ailleurs, dans un discours prononcé le 8 décembre, considéré par l'avance que les deux événements devaient être appréciés comme des « signes positifs » d'une amélioration du climat mondial.

Le nouvel accord américano-cubain règle différents problèmes relatifs à la situation de plusieurs milliers de ressortissants cubains :

1) Il prévoit le rapatriement par La Havane de 2746 « délinquants et déséquilibrés mentaux », que les autorités castristes avaient « remis en prime » parmi les quelque 125 000 *marilettos* (2), qui avaient quitté leur patrie entre avril et septembre 1980 à bord de la « flottille de la liberté », en direction de la Floride. Les Etats-Unis souhaitent se débarrasser de ces personnes qui encombrant depuis quatre ans une prison d'Atlanta (Géorgie) et un hôpital de Washington.

2) Le texte prévoit également que les Etats-Unis accorderont en 1985 des visas à 3 000 anciens prisonniers politiques et à leurs proches parents. Ce chiffre, selon l'accord, pourra être augmenté au cours des années suivantes.

JEAN-PIERRE CLERC.  
(Lire la suite page 4.)

## AU JOUR LE JOUR

La comète de Halley s'annonce à l'horizon de nos frayeurs. Il suffit — l'expérience l'a montré — qu'elle circule dans les parages de notre bonne vieille Terre pour que tout se dérègle ici-bas. Cataclysmes, guerres, épidémies, horreurs diverses, le bilan de ses précédents passages ne peut laisser personne indifférent.

## Comète

Songez que cette comète, maudite et belle, sera tout près de nous en mars 1986. Au moment précis où, en France, l'opposition tentera de reprendre le pouvoir à la gauche. Encore un coup monté par la galaxie de la droile!

BRUNO FRAPPAT.

Avec ce numéro  
**LE MONDE**  
**AUJOURD'HUI**  
Sciences, médecine, formes et idées nouvelles  
**A la rencontre de la comète**

## LA « PISTE BULGARE »

Mais qui donc voulait tuer le pape ?

(Pages 4 et 5)

## ESPAGNE

Gibraltar sans la grille

(Page 6)

## COTE-D'IVOIRE

« Fraternité-Matin » a vingt ans

(Page 7)

## CULTURE

Le cinéma chinois à Paris

(Page 13)

## BIOLOGIE ET ÉTHIQUE

## Les apprentis sorciers

par JEAN DAUSSET

Le professeur Jean Dausset, prix Nobel de médecine et professeur au Collège de France, a participé aux débats que le Comité national d'éthique vient d'organiser à Paris. Il nous donne son point de vue sur la responsabilité scientifique du biologiste dans la reproduction humaine.

Le Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé, présidé par le professeur Jean Bernard, vient de se prononcer en faveur d'une grande enquête nationale sur les problèmes que posent les nouvelles techniques de reproduction artificielle. Il est, en effet, essentiel qu'un véritable débat de société s'instaure sur ces graves problèmes.

Le Mouvement universel de la responsabilité scientifique (1) ne peut rester étranger à ce débat, et il est sans doute bon à cette occasion de l'éclaircir à l'ensemble de la responsabilité scientifique des biologistes. Il ne s'agit certes pas d'une remise en cause de la recherche biologique et de sa finalité, qui est claire pour tous, mais de s'interroger sur les risques d'utilisation désordonnée ou abusive des connaissances et des techniques biologiques appliquées à l'homme.

Jusqu'ici, perçu le plus souvent comme bienfaiteur, le biologiste, au sens large du terme (en incluant médecins et chercheurs en bio-science) ne risque-t-il pas d'apparaître comme un apprenti sorcier ? Bienfaiteur, il l'a été largement et il l'est encore. Pasteur et les vaccinations contre les infections non parasitaires; Fleming et les antibiotiques; et toute la communauté scientifique ont fortement contribué à diminuer la mortalité infantile et à doubler en quelques années l'espérance de vie.

Bienfaiteur, il l'est encore lorsqu'il s'efforce de trouver de nouvelles techniques pour alléger la souffrance des couples qui aspirent à avoir un enfant.

(Lire la suite page 11.)

(1) Le Mouvement universel de la responsabilité scientifique, 127, boulevard Saint-Michel, 75005 Paris. Tél. : 326-43-98. L'adhésion ouvre l'accès, chaque année, à trois cycles de conférences, ou permet de recevoir, à prix réduit, celles-ci sous forme de cassettes ou de vidéo-cassettes. Cette année, les cycles suivants sont organisés : De l'informatique à l'intelligence artificielle; L'agressivité est-elle innée?; Génétique et tolérance.

Voir loin et large  
pour mieux assumer  
l'avenir

JACQUES DELORS

ANDRE FONTAINE  
PIERRE LI  
SORTIR DE  
L'HEXAGONIE



278p.  
85F

UPLAN

Stock



# Dates

## RENDEZ-VOUS

**Lundi 17 décembre.** — M. Mitterrand reçoit le prince Sihanouk.  
— Bruxelles : conseil des ministres de l'industrie de la CEE.

**Mardi 18 décembre.** — Chine : visite officielle de Mme Thatcher pour la signature de l'accord sur Hong-kong.

**Mardi 19 décembre.** — Genève : réunion des ministres de l'OEPE.  
— Pakistan : référendum sur la législation islamique.

**Vendredi 21 décembre.** — Chine : visite du premier vice-premier ministre soviétique, M. Arkhipov.

**Samedi 22 décembre.** — Camp David (Etats-Unis) : rencontre Reagan-Thatcher.  
— Salvador : début de la trêve entre le gouvernement et la guérilla (jusqu'au 3 janvier).

**Bangladesh** : grève générale à l'appel de l'opposition.  
— Singapour : élections générales.

## Sports

**Dimanche 16 décembre.** — Athlétisme : cross du Figaro au bois de Boulogne.

**Tennis** : finale de la coupe Davis Suède-Etats-Unis à Göteborg (jusqu'au 18).

**Lundi 17 décembre.** — Ski alpin : Coupe du monde à Madonna di Campiglio (Italie).

**Vendredi 21 décembre.** — Ski alpin : Coupe du monde à Bormio (Italie).

**Samedi 22 décembre.** — Basket-ball : tournoi international de Noël à Paris.  
— Football : vingt et unième journée du championnat de France de première division.

## Le Monde

5, RUE DES ITALIENS,  
75427 PARIS CEDEX 09  
C.C.P. 4207-23 PARIS  
Tél. MONDIPAR 690572 F  
Tél. : 246-72-23

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Laurens,  
directeur de la publication

Anciens directeurs :  
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)  
Jacques Tassin (1969-1982)

Durée de la société :  
cinquante ans à compter du  
10 décembre 1944.

Capital social :  
300.000 F

Principaux associés de la société :  
Société civile  
« Les Rédacteurs du Monde »,  
MM. André Laurens, gérant,  
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Directeur de la rédaction :  
Thomas Ferecni.

Impression :  
S. J. des Italiens  
PARIS-10

Reproduction interdite de tout article  
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 57 437  
ISSN : 0395-2037

## ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE :  
341 F 685 F 859 F 1 000 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS  
PAR VOIE NORMALE :  
661 F 1 245 F 1 819 F 2 360 F

ÉTRANGER (par messagerie) :  
L - BELGIQUE/LUXEMBOURG/PAYS-BAS :  
381 F 765 F 979 F 1 240 F

IL - SUISSE/TURISME :  
454 F 830 F 1 197 F 1 530 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.  
Les abonnés qui paient par chèque postal (ou par mandat) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines au plus) : non abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de réviser tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

## PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 5 dr. ; Tunisie, 500 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 35 fr. ; Canada, 1,50 \$ ; Côte d'Ivoire, 450 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 180 pes. ; E.-U., 1,10 \$ ; G.-B., 55 p. ; Grèce, 75 dr. ; Irlande, 55 p. ; Italie, 1 800 L. ; Liban, 475 P. ; Norvège, 0,250 kr. ; Pays-Bas, 2,50 fl. ; Portugal, 100 esc. ; Suède, 450 F SFA ; Suisse, 9 fr. ; Tchécoslovaquie, 110 sk.

## IL Y A QUARANTE ANS, LE MANIFESTE DE DEBRECEN

# La Hongrie nouvelle naît dans un temple

Le 21 décembre 1944, l'histoire du Grand Temple réformé de la ville de Debrecen, lieu traditionnel du calvinisme hongrois, était de nouveau le théâtre d'un événement historique. Quarante-vingt-cinq ans plus tôt, le 14 avril 1849, les patriotes réunis autour du chef du gouvernement révolutionnaire de Lajos Kossuth, engagés dans une lutte héroïque contre l'Autriche, y avaient proclamé la déchéance des Habsbourg et instauré la République.

Cette fois, d'autres patriotes se retrouvaient dans la salle de l'édifice noble et sévère à huit colonnes ioniques construit au début du dix-neuvième siècle, pour approuver la formation du premier gouvernement de la Hongrie nouvelle. Plus de mille chars soviétiques et allemands se sont affrontés en octobre 1944 autour de la ville située au centre de la plaine hongroise. Après une bataille acharnée, remportée par l'armée rouge au prix de lourds sacrifices, le front s'est déplacé vers l'ouest. Budapest, où règne le terreur fasciste et encore entre les mains des Allemands et leurs acolytes, les croix-fléchées.

Depuis plusieurs semaines à Szeged, deuxième ville libérée du pays, les partis démocratiques sortis de l'illégalité se réunissent : le 3 décembre, ils créent le Front de l'indépendance nationale. Mais on attendait ici beaucoup d'importance aux symboles, et la ville a mauvaise réputation. En effet, en 1919, à l'issue de la première guerre mondiale, suivie de l'éphémère République des conseils de Béla Kun, c'est de Szeged qu'est parti le mouvement contre-révolutionnaire de l'amiral Horthy, élu régent de Hongrie en 1920.

D'où le choix de Debrecen, haut lieu du patriotisme comme capitale provisoire. La décision est prise à Moscou par des émissaires communistes coupés — depuis l'éclatement de la guerre entre la Hongrie et l'URSS — de leurs camarades restés dans le pays pour organiser sur place tant bien que mal un mouvement de résistance.

**Le retour des « Moscovites »**

Les principaux dirigeants de l'émigration moscovite s'appellent Ernő Gerő, Mihály Farkas, József Révai, Imre Nagy, Zoltan Vas et Matyas Rakosi. Ce dernier, leur chef de file, l'un des dirigeants les plus respectés du mouvement communiste international, a passé de longues années dans les prisons de Horthy pour être finalement échangé en 1940... contre les trophées retournés en URSS : les drapeaux de la guerre d'indépendance de 1848-1849, écartés par le tsar allié au Kaiser. Plus ou moins confortablement installés au célèbre hôtel Lux, où sont hébergés les exilés communistes des pays est-européens, les « Moscovites » préparent leur retour.

A partir de 1943, l'armée rouge passe à la contre-attaque et repousse les envahisseurs du terri-

toire soviétique. Chaque jour, Radio Kossuth, diffusée de Moscou et notamment animée par Imre Nagy (le futur héros malheureux de l'insurrection de 1956), exhorte les Hongrois à résister aux Allemands et au régime de l'amiral Horthy.

Pour mesurer la susceptibilité de ses alliés occidentaux, Staline ne souhaite pas la prise de pouvoir des communistes en Hongrie dès la guerre terminée. Il demande à Molotov, commissaire du peuple

— de faire venir à travers les lignes du front des personnalités de droite pour les faire participer au futur cabinet.

Organisateur et agitateur hors pair, affecté comme officier politique auprès de l'état-major de l'armée rouge, Zoltan Vas est le premier dirigeant de l'émigration moscovite à entrer, en octobre, en territoire hongrois. Il est chargé de l'organisation de l'administration mise en place au rythme de l'avance des troupes soviétiques.

Il compte sur le concours de toutes les forces patriotiques, mais, recommandant partout que la direction de la nouvelle police appartienne aux communistes. « On ne connaît pas l'avenir », explique-t-il, « il est préférable que ce soient les communistes qui enserment les autres plutôt que le contraire (1) ».

Zoltan Vas, qui devait jouer un rôle de premier plan dans l'histoire de son pays, s'imagina certes qu'à partir de 1949 et pendant plusieurs années les cadres les plus illustres du parti seraient tous à tour bourgeois et victimes de... leurs camarades, dont, évidemment, les responsables de la police.

Pendant que Zoltan Vas s'active dans les territoires libérés du jour fasciste, Matyas Rakosi, futur « Staline hongrois », élabore, avec son second, Ernő Gerő, et Imre Nagy, à Moscou, le texte de la proclamation solennelle qui deviendra la charte de la Hongrie nouvelle. Le texte définitif est adopté, le 5 décembre, en présence de Molotov. D'autres dirigeants, dont József Révai (jusqu'à sa mise à l'écart, en 1957, le maître de l'idéologie), se trouvent déjà à Szeged, avant leur transfert, à Debrecen, en camions de l'armée rouge, seul moyen de transport à l'époque.

Matyas Rakosi doit rester à Moscou, Staline lui interdisant formellement de se montrer en première ligne, pour éviter que les Occidentaux ne posent des questions embarrassantes sur la présence du numéro un du communisme hongrois au moment de la naissance du nouveau régime qui doit être pluraliste... pour le moment. De même, les émissaires de Moscou — parmi lesquels Zoltan Vas — s'efforcent de neutraliser les tentatives de certains éléments « socialistes » opposés à la création de formations non communistes et qui réclament l'instauration immédiate d'une dictature du prolétariat, sur le modèle soviétique.

**Les propositions-clés du PC**

Le 12 décembre 1944, dans le plus grand secret, le Kremlin a désigné son ambassadeur (V. D. Pouchkine) auprès d'un gouvernement... qui n'existe pas. A partir de ce jour, les événements se précipitent. Molotov approuve la composition du cabinet hongrois : les futurs ministres se rassemblent à Debrecen, où se réunissent l'état-major du Parti communiste — du moins son aile « moscovite », désormais aile. Car, en même temps à Budapest, le comité central de l'autre « Parti communiste » est tenu dans l'ignorance complète. Traqués par les Allemands, sept membres du comité tiennent réunion dans la cave d'une maison de l'allée Ajtósi-Dürer. Ils décident de prendre contact avec les camarades des territoires libérés pour s'informer de la situation. Antal Apró (actuel président de l'Assemblée nationale) fait partie de la délégation, qui réussit à franchir dans des circonstances rocambolesques les lignes du front.

A Debrecen, ils rencontrent pour la première fois des communistes rentrés d'exil (Matyas Ra-

kosi est toujours « gardé en réserve » à Moscou), mais aussi les nouveaux députés de l'Assemblée nationale provisoire « élus » par les citoyens sur la place publique, dans les villes et les villages libérés de l'occupation allemande, l'acclamation populaire remplaçant le scrutin. Sur les 230 parlementaires, 89 appartiennent au Parti communiste, 57 au Parti des petits propriétaires, 43 aux Sociaux-démocrates, 16 aux Nationaux-paysans, 13 au Parti démocrate, et 12 se déclarent sans étiquette politique. Le pluralisme du Parlement est formellement respecté, mais les positions-clés de l'administration sont d'ores et déjà entre les mains du PC. D'autant plus facilement que, malgré leur petit nombre (qui contraste avec le pourcentage élevé de leurs députés), seuls les communistes poursuivent des objectifs précis et se révèlent d'excellents organisateurs.

**« Trop d'hommes de droite »**

Quoi qu'il en soit, lorsque le 21 décembre 1944, à 14 heures 30, les 226 députés présents (sur 230) entonnent l'hymne national hongrois dans l'Oratoire du Grand Temple, l'émotion est générale. L'Assemblée nationale provisoire adopte dans l'enthousiasme le Manifeste élaboré à Moscou et qui n'a rien de « révolutionnaire ». Il prévoit la rupture immédiate avec l'Allemagne, la concentration de toutes les énergies, dans le but de soutenir les Alliés, la nécessité d'une réforme agraire radicale (condition fondamentale de la transformation démocratique de la société), la mise sous contrôle de l'Etat des grandes banques et des cartels, la nationalisation des usines d'électricité et des exploitations de pétrole. On décide également la constitution, dans toutes les communes, de comités nationaux composés des représentants des partis démocratiques.

Les députés approuvent ensuite la composition d'un gouverne-

ment provisoire de douze membres, dont trois seulement — Imre Nagy, József Gabor et Erik Molnár — représentent le Parti communiste. Les autres ministres appartiennent à différentes formations : le cabinet compte trois généraux horthystes, dont le premier ministre Dálnoki Miklós.

Dans ses comptes-rendus de la session, la Pravda se félicite du caractère démocratique du gouvernement. Paradoxalement, c'est à Londres que plusieurs journaux, dont le Tribune et l'Economist critiquent le nombre élevé d'hommes politiques conservateurs titulaires de portefeuille ministériel et reprochent aux Soviétiques d'avoir favorisé le « sauvetage » des éléments horthystes.

En février 1952, lorsque la période du culte de la personnalité est à son apogée, Matyas Rakosi, « le meilleur disciple hongrois du grand Staline », dévoile en détail, dans une conférence prononcée devant l'Ecole supérieure du parti, les ruses, les menaces, les pressions et les menaces dont lui et son entourage ont fait usage pour éliminer leurs adversaires à l'extérieur et à l'intérieur du parti.

Plus tard, Matyas Rakosi reconnaît le sort réservé aux « ennemis du peuple », comme pratiquement tous les protagonistes de la journée historique du 21 décembre 1944. Quant aux communistes « de l'intérieur » encorcelés il y a quarante ans à Budapest dans l'attente des armées soviétiques libératrices, ils traversèrent, eux aussi, de dures épreuves. Quelques-uns survivront aux prisons du régime stalinien et échapperont aux poteaux d'exécution : depuis plus d'un quart de siècle, ils exercent le pouvoir en Hongrie, répétant le pays le plus « libéral » du monde socialiste. Le plus connu de ces « rescapés du stalinisme » s'appelle János Kádár.

THOMAS SCHREIBER.

(1) Cf. les Mémoires de Zoltan Vas Vizeknapok elöljáró (Ma vie mouvementée), en hongrois, Magvet, 1980.

## Correspondance

### Ferhat Abbas et « l'indépendance confisquée »

M. Jean-Jacques de Felice nous écrit à propos du livre de Ferhat Abbas *L'indépendance confisquée* (Le Monde du 9 novembre) :

Ayant bien connu, et généralement en prison, beaucoup des personnages cités, puis les ayant revus après l'indépendance pour leur demander, à l'égard de leurs opinions démenties, le respect des mêmes droits qu'ils avaient revendiqués avec nous, je n'ai pu que lire avec beaucoup d'attention tout ce que Ferhat Abbas a écrit à leur sujet.

Aussi si-je été personnellement choqué par quelques évidentes déformations ou contre-vérités (...). Affirmer par exemple (pages 49-50) que Bachir Bouaziz, un des responsables de la défection FLN à Fresnes, aurait été aidé par les autorités françaises lors de sa spectaculaire évasion en octobre 1961 de l'hôpital central est un message abso-

lutement faux. Et, à l'égard de son évasion, il n'est pas acceptable que Ferhat Abbas, dans une évidente volonté d'outrager l'honneur d'un résistant, affirme aujourd'hui que Ben Ali, au moment de son arrestation, aurait (page 15) : « tenu une miraculeuse charge et se serait bien gardé de s'en servir ».

Ferhat Abbas a évidemment le droit d'écrire l'histoire de son pays comme il l'entend, même si l'oubli de son nom est une erreur grave, mais il ne peut pas, pour justifier l'absence de la phrase, évoquer l'apport de la crise d'Agadir en 1911 au domaine africain algérien.

**Le « bec de canard »**

M. J.-C. Allain nous écrit :

En page 2 de votre édition datée 2-3 décembre, dans l'article de M. Cornavin consacré aux colonies algériennes, un mot a été oublié, dont l'absence change le sens de la phrase, évoquant l'apport de la crise d'Agadir en 1911 au domaine africain algérien.

**L'affaire d'Agadir rapportée à l'Allemagne, contre l'abandon de ses droits sur le Maroc, une petite pointe de terrain entre Logone et Chari (le bec de canard) quelque 275 000 km² d'Afrique équatoriale française.** Il est en fait l'article. Il faut rétablir : « contre l'abandon de ses droits sur le Maroc et d'une petite pointe de terrain... » car c'est l'Allemagne qui cède le « bec de canard » à la France qui en souhaitait l'acquisition tout pour montrer au public qu'il s'agissait d'un échange de territoire et d'une rectification de frontières que pour satisfaire des préoccupations militaires de sécurité et de transport par eau. Cette cession allemande constitue l'article 2 de la partie coloniale des accords du 4 novembre 1911.

Je me souviens encore de l'émotion considérable qui saisit alors la direction et le personnel de la prison, du durcissement des contrôles, des fouilles et des appels s'abaissant sur des centaines de détenus algériens, tous à la fois ravis de voir l'un de

leurs responsables réunir une magnifique évasion, mais aussi soucieux d'un prévisible renforcement de la répression.

De la même façon et même si, à mes yeux, le refus de tuer n'est jamais déshonorant, il n'est pas acceptable que Ferhat Abbas, dans une évidente volonté d'outrager l'honneur d'un résistant, affirme aujourd'hui que Ben Ali, au moment de son arrestation, aurait (page 15) : « tenu une miraculeuse charge et se serait bien gardé de s'en servir ».

Ferhat Abbas a évidemment le droit d'écrire l'histoire de son pays comme il l'entend, même si l'oubli de son nom est une erreur grave, mais il ne peut pas, pour justifier l'absence de la phrase, évoquer l'apport de la crise d'Agadir en 1911 au domaine africain algérien.

**Le « bec de canard »**

M. J.-C. Allain nous écrit :

En page 2 de votre édition datée 2-3 décembre, dans l'article de M. Cornavin consacré aux colonies algériennes, un mot a été oublié, dont l'absence change le sens de la phrase, évoquant l'apport de la crise d'Agadir en 1911 au domaine africain algérien.

**L'affaire d'Agadir rapportée à l'Allemagne, contre l'abandon de ses droits sur le Maroc, une petite pointe de terrain entre Logone et Chari (le bec de canard) quelque 275 000 km² d'Afrique équatoriale française.** Il est en fait l'article. Il faut rétablir : « contre l'abandon de ses droits sur le Maroc et d'une petite pointe de terrain... » car c'est l'Allemagne qui cède le « bec de canard » à la France qui en souhaitait l'acquisition tout pour montrer au public qu'il s'agissait d'un échange de territoire et d'une rectification de frontières que pour satisfaire des préoccupations militaires de sécurité et de transport par eau. Cette cession allemande constitue l'article 2 de la partie coloniale des accords du 4 novembre 1911.

Je me souviens encore de l'émotion considérable qui saisit alors la direction et le personnel de la prison, du durcissement des contrôles, des fouilles et des appels s'abaissant sur des centaines de détenus algériens, tous à la fois ravis de voir l'un de

leurs responsables réunir une magnifique évasion, mais aussi soucieux d'un prévisible renforcement de la répression.

De la même façon et même si, à mes yeux, le refus de tuer n'est jamais déshonorant, il n'est pas acceptable que Ferhat Abbas, dans une évidente volonté d'outrager l'honneur d'un résistant, affirme aujourd'hui que Ben Ali, au moment de son arrestation, aurait (page 15) : « tenu une miraculeuse charge et se serait bien gardé de s'en servir ».

Ferhat Abbas a évidemment le droit d'écrire l'histoire de son pays comme il l'entend, même si l'oubli de son nom est une erreur grave, mais il ne peut pas, pour justifier l'absence de la phrase, évoquer l'apport de la crise d'Agadir en 1911 au domaine africain algérien.

**Le « bec de canard »**

M. J.-C. Allain nous écrit :

En page 2 de votre édition datée 2-3 décembre, dans l'article de M. Cornavin consacré aux colonies algériennes, un mot a été oublié, dont l'absence change le sens de la phrase, évoquant l'apport de la crise d'Agadir en 1911 au domaine africain algérien.

**L'affaire d'Agadir rapportée à l'Allemagne, contre l'abandon de ses droits sur le Maroc, une petite pointe de terrain entre Logone et Chari (le bec de canard) quelque 275 000 km² d'Afrique équatoriale française.** Il est en fait l'article. Il faut rétablir : « contre l'abandon de ses droits sur le Maroc et d'une petite pointe de terrain... » car c'est l'Allemagne qui cède le « bec de canard » à la France qui en souhaitait l'acquisition tout pour montrer au public qu'il s'agissait d'un échange de territoire et d'une rectification de frontières que pour satisfaire des préoccupations militaires de sécurité et de transport par eau. Cette cession allemande constitue l'article 2 de la partie coloniale des accords du 4 novembre 1911.

Je me souviens encore de l'émotion considérable qui saisit alors la direction et le personnel de la prison, du durcissement des contrôles, des fouilles et des appels s'abaissant sur des centaines de détenus algériens, tous à la fois ravis de voir l'un de

leurs responsables réunir une magnifique évasion, mais aussi soucieux d'un prévisible renforcement de la répression.

De la même façon et même si, à mes yeux, le refus de tuer n'est jamais déshonorant, il n'est pas acceptable que Ferhat Abbas, dans une évidente volonté d'outrager l'honneur d'un résistant, affirme aujourd'hui que Ben Ali, au moment de son arrestation, aurait (page 15) : « tenu une miraculeuse charge et se serait bien gardé de s'en servir ».

Ferhat Abbas a évidemment le droit d'écrire l'histoire de son pays comme il l'entend, même si l'oubli de son nom est une erreur grave, mais il ne peut pas, pour justifier l'absence de la phrase, évoquer l'apport de la crise d'Agadir en 1911 au domaine africain algérien.

**Le « bec de canard »**

M. J.-C. Allain nous écrit :

En page 2 de votre édition datée 2-3 décembre, dans l'article de M. Cornavin consacré aux colonies algériennes, un mot a été oublié, dont l'absence change le sens de la phrase, évoquant l'apport de la crise d'Agadir en 1911 au domaine africain algérien.

**L'affaire d'Agadir rapportée à l'Allemagne, contre l'abandon de ses droits sur le Maroc, une petite pointe de terrain entre Logone et Chari (le bec de canard) quelque 275 000 km² d'Afrique équatoriale française.** Il est en fait l'article. Il faut rétablir : « contre l'abandon de ses droits sur le Maroc et d'une petite pointe de terrain... » car c'est l'Allemagne qui cède le « bec de canard » à la France qui en souhaitait l'acquisition tout pour montrer au public qu'il s'agissait d'un échange de territoire et d'une rectification de frontières que pour satisfaire des préoccupations militaires de sécurité et de transport par eau. Cette cession allemande constitue l'article 2 de la partie coloniale des accords du 4 novembre 1911.

Je me souviens encore de l'émotion considérable qui saisit alors la direction et le personnel de la prison, du durcissement des contrôles, des fouilles et des appels s'abaissant sur des centaines de détenus algériens, tous à la fois ravis de voir l'un de

leurs responsables réunir une magnifique évasion, mais aussi soucieux d'un prévisible renforcement de la répression.

De la même façon et même si, à mes yeux, le refus de tuer n'est jamais déshonorant, il n'est pas acceptable que Ferhat Abbas, dans une évidente volonté d'outrager l'honneur d'un résistant, affirme aujourd'hui que Ben Ali, au moment de son arrestation, aurait (page 15) : « tenu une miraculeuse charge et se serait bien gardé de s'en servir ».

Ferhat Abbas a évidemment le droit d'écrire l'histoire de son pays comme il l'entend, même si l'oubli de son nom est une erreur grave, mais il ne peut pas, pour justifier l'absence de la phrase, évoquer l'apport de la crise d'Agadir en 1911 au domaine africain algérien.

## AFIN DU CONSEIL ATLANTIQUE

### Reagan prend très au sérieux pour parler avec les Soviétiques

Notre correspondant

Washington, 16 décembre. — Le président Reagan a tenu, mardi 14 décembre, une conférence de presse pour annoncer qu'il avait décidé de se rendre à Moscou, en septembre 1985, pour participer au sommet du Conseil atlantique. Cette décision a été accueillie avec enthousiasme par les médias américains, qui voient dans ce voyage une marque de la volonté de Reagan de se rapprocher de l'Union soviétique.

Selon M. Reagan, le voyage à Moscou n'est pas une simple formalité diplomatique, mais une véritable mission de paix. Il s'agit de montrer aux Soviétiques que les États-Unis sont prêts à dialoguer avec eux, à discuter de la réduction des armements nucléaires, et à travailler ensemble pour la sécurité mondiale.

Reagan a également souligné que ce voyage n'empêchera pas les États-Unis de maintenir une posture ferme en matière de défense. Il a déclaré que les Américains ne se laisseront pas impressionner par les menaces soviétiques, et qu'ils continueront à renforcer leur capacité de défense.

Enfin, Reagan a annoncé qu'il avait décidé de se rendre à Berlin-Ouest, en septembre 1985, pour participer au sommet du Conseil atlantique. Cette décision a également été accueillie avec enthousiasme par les médias américains.

Le voyage à Berlin-Ouest sera l'occasion pour Reagan de rencontrer les dirigeants de l'OTAN, et de discuter avec eux de la situation en Europe. Il s'agit de montrer aux Européens que les États-Unis sont toujours engagés dans la défense de l'Europe, et qu'ils continueront à travailler avec eux pour la sécurité.

En conclusion, Reagan a déclaré que son voyage à Moscou et à Berlin-Ouest n'est pas une simple mission diplomatique, mais une véritable mission de paix. Il s'agit de montrer aux Soviétiques et aux Européens que les États-Unis sont prêts à dialoguer avec eux, à discuter de la réduction des armements nucléaires, et à travailler ensemble pour la sécurité mondiale.

**Les principaux points**

Le voyage à Moscou n'est pas une simple formalité diplomatique, mais une véritable mission de paix. Il s'agit de montrer aux Soviétiques que les États-Unis sont prêts à dialoguer avec eux, à discuter de la réduction des armements nucléaires, et à travailler ensemble pour la sécurité mondiale.

Le voyage à Berlin-Ouest sera l'occasion pour Reagan de rencontrer les dirigeants de l'OTAN, et de discuter avec eux de la situation en Europe. Il s'agit de montrer aux Européens que les États-Unis sont toujours engagés dans la défense de l'Europe, et qu'ils continueront à travailler avec eux pour la sécurité.

En conclusion, Reagan a déclaré que son voyage à Moscou et à Berlin-Ouest n'est pas une simple mission diplomatique, mais une véritable mission de paix. Il s'agit de montrer aux Soviétiques et aux Européens que les États-Unis sont prêts à dialoguer avec eux, à discuter de la réduction des armements nucléaires, et à travailler ensemble pour la sécurité mondiale.

**Le voyage à Berlin-Ouest**

Le voyage à Berlin-Ouest sera l'occasion pour Reagan de rencontrer les dirigeants de l'OTAN, et de discuter avec eux de la situation en Europe. Il s'agit de montrer aux Européens que les États-Unis sont toujours engagés dans la défense de l'Europe, et qu'ils continueront à travailler avec eux pour la sécurité.

En conclusion, Reagan a déclaré que son voyage à Moscou et à Berlin-Ouest n'est pas une simple mission diplomatique, mais une véritable mission de paix. Il s'agit de montrer aux Soviétiques et aux Européens que les États-Unis sont prêts à dialoguer avec eux, à discuter de la réduction des armements nucléaires, et à travailler ensemble pour la sécurité mondiale.

**Le voyage à Moscou**

Le voyage à Moscou n'est pas une simple formalité diplomatique, mais une véritable mission de paix. Il s'agit de montrer aux Soviétiques que les États-Unis sont prêts à dialoguer avec eux, à discuter de la réduction des armements nucléaires, et à travailler ensemble pour la sécurité mondiale.

En conclusion, Reagan a déclaré que son voyage à Moscou et à Berlin-Ouest n'est pas une simple mission diplomatique, mais une véritable mission de paix. Il s'agit de montrer aux Soviétiques et aux Européens que les États-Unis sont prêts à dialoguer avec eux, à discuter de la réduction des armements nucléaires, et à travailler ensemble pour la sécurité mondiale.

**Le voyage à Berlin-Ouest**

Le voyage à Berlin-Ouest sera l'occasion pour Reagan de rencontrer les dirigeants de l'OTAN, et de discuter avec eux de la situation en Europe. Il s'agit de montrer aux Européens que les États-Unis sont toujours engagés dans la défense de l'Europe, et qu'ils continueront à travailler avec eux pour la sécurité.

En conclusion, Reagan a déclaré que son voyage à Moscou et à Berlin-Ouest n'est pas une simple mission diplomatique, mais une véritable mission de paix. Il s'agit de montrer aux Soviétiques et aux Européens que les États-Unis sont prêts à dialoguer avec eux, à discuter de la réduction des armements nucléaires, et à travailler ensemble pour la sécurité mondiale.

**Le voyage à Moscou**

Le voyage à Moscou n'est pas une simple formalité diplomatique, mais une véritable mission de paix. Il s'agit de montrer aux Soviétiques que les États-Unis sont prêts à dialoguer avec eux, à discuter de la réduction des armements nucléaires, et à



1550

# Étranger

ECEN

ns un temple

## LA FIN DU CONSEIL ATLANTIQUE DE BRUXELLES

M. Reagan prend très au sérieux la réouverture des pourparlers avec les Soviétiques, assure M. Shultz

De notre correspondant

Bruxelles. — La session d'automne du conseil atlantique a pris fin vendredi 14 décembre, sans avoir clairement réglé le problème que le secrétaire général de l'OTAN avait défini lui-même comme « crucial » dans ses consultations. Les membres de l'alliance attendaient en effet du secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, qu'il fasse connaître la façon dont les Etats-Unis abordent, le 7 janvier, les conversations prévues à Genève avec le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Gromyko. Ils ont dû se contenter de promesses selon lesquelles une consultation étroite et permanente serait maintenue avec tous les alliés de Washington (le Monde du 15 décembre).

Avant que le secrétaire d'Etat américain ne parte pour Moscou, le lord Carrington, secrétaire général de l'organisation, avait résumé le problème avec une conclusion toute britannique : si M. Shultz

était venu à Bruxelles avec un plan précis pour les négociations de Genève, tous les Européens lui auraient reproché de le mettre devant un fait accompli ; mais comme il n'a pas adopté une telle attitude, il s'est contenté de dire que les Américains ne savent pas ce qu'ils veulent, a estimé l'ancien secrétaire au Foreign Office.

Selon M. Shultz, le président Reagan prend en tout cas le problème des négociations avec l'Union soviétique « très au sérieux ». Quant à la « guerre spatiale », le secrétaire d'Etat américain, compte tenu des inquiétudes européennes en la matière, a fait de son mieux pour minimiser son importance, du moins l'actualité du programme de recherche des Etats-Unis destinée à créer un système efficace de défense contre les fusées intercontinentales. Certes, a-t-il reconnu, il est possible, et même souhaitable, que les recherches poursuivies dans ce domaine aboutissent, d'ici un certain nombre d'années, à la mise sur pied d'un

programme crédible de défense. A l'heure actuelle, toutefois, il serait prématuré de porter un jugement sur le résultat éventuel de ces recherches.

Les forces nucléaires de la Grande-Bretagne — et donc celles de la France — pourraient-elles être incluses dans un accord américano-soviétique sur le désarmement nucléaire ? C'est là, selon le secrétaire d'Etat américain, un problème qui se situe encore « à une certaine distance ». D'ici là, il est préférable de ne pas en parler. Quant à la question de savoir de quelle manière les alliés seront consultés après la rencontre de Genève, M. Shultz a reconnu que le problème est toujours en discussion. Selon lui, les « mécanismes traditionnels » ont jusqu'ici fonctionné de façon très satisfaisante. Un dictionnaire américain, a-t-il ajouté, veut que « si quelque chose n'est pas cassé, il ne faut pas le réparer ».

J. W.

## Les principaux points du communiqué

Bruxelles (AFP). — Voici les principaux points du communiqué publié à l'issue de la réunion des ministres des affaires étrangères de l'alliance atlantique, vendredi 14 décembre à Bruxelles :

Les ministres « se félicitent de la rencontre prochaine entre M. Shultz et M. Gromyko, qui vont discuter de nouvelles négociations sur l'ensemble des problèmes concernant les armes nucléaires intercontinentales et à portée intermédiaire et les armes spatiales (...). » « Faute d'obtenir par la négociation un résultat concret rendant les déploiements inutiles », les alliés, « soulignent leur détermination de poursuivre le déploiement des missiles nucléaires de portée intermédiaire, comme prévu. Mais ils sont prêts à retirer les missiles déjà en place dès la conclusion d'un accord équilibré, vérifiable et équitable. »

« La poursuite du développement du potentiel militaire soviétique reste un sujet de préoccupation majeure », qui « oblige l'alliance à maintenir des forces propres à garantir [sa] sécurité collective (...). » « L'approche de ce qui pourrait être une nouvelle phase du processus de contrôle des armements, les consultations (...) restent d'une importance particulière » à l'intérieur de l'alliance. « La dissuasion et la défense associées au

contrôle des armements et au désarmement, ainsi qu'un dialogue constructif avec les pays de l'Est, sont parties intégrantes d'une politique cohérente visant à une paix stable. » Les pays alliés sont prêts à « un effort réel pour établir de meilleures relations entre l'Est et l'Ouest. Des contacts bilatéraux réguliers de haut niveau peuvent y contribuer. »

« La sécurité que nous recherchons pour nous-mêmes n'est pas une sécurité assurée aux dépens de l'Union soviétique ou de quelque autre pays. Aucune de nos armes ne sera jamais utilisée autrement que pour répondre à une agression (...). La meilleure façon d'aborder le problème des armes chimiques est la plus radicale : il faut les éliminer dans le monde entier (...). » « Une haute priorité » est accordée aux « efforts entrepris dans ce sens à la conférence sur le désarmement de Genève. »

« A la conférence de Stockholm sur le désarmement en Europe (1), les alliés « recherchent un accord sur des mesures de confiance et de sécurité militairement significatives. » Aux MBFR de Vienne, ils « œuvrent pour la conclusion d'un accord vérifiable prévoyant des réductions des forces conventionnelles et visant à établir la parité à des niveaux les plus bas. »

« Il est inacceptable que l'Union soviétique, au mépris des engagements de non-recours à la menace et de non-usage de la force qu'elle a souscrits, continue de mettre en cause l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Afghanistan. D'autres problèmes demeurent gravement préoccupants. Les récents événements de Pologne confirment la nécessité d'une réconciliation nationale. La maintien d'une situation stable à Berlin et alentour demeure un élément essentiel dans les relations Est-Ouest. Une circulation sans entraves sur toutes les voies d'accès est d'une importance fondamentale. »

L'Espagne a réservé sa position sur ce communiqué, comme elle le fait désormais en attendant un référendum sur son appartenance à l'OTAN. La Grèce et le Danemark, qui n'approuvent pas le déploiement des euro-missiles, ont également manifesté leur réserve, mais seulement sur ce sujet particulier.

(1) La CDE de Stockholm a achevé le même jour sa première année de travaux. A cette occasion, le délégué soviétique s'est vivement pris au « revanchisme » ouest-allemand, présenté comme « un des plus dangereux phénomènes en Europe ».

## L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'ONU

La politique d'Israël dans les territoires occupés est à nouveau condamnée

Nations unies (New-York) (AFP). — L'Assemblée générale de l'ONU a condamné, le vendredi 14 décembre, par 115 voix contre 2 (Israël et les Etats-Unis), les violations « persistantes et continues » par Israël dans les territoires occupés des conventions de Genève de 1949 sur la protection des civils en temps de guerre. Vingt-huit pays se sont abstenus, dont ceux d'Europe occidentale.

L'Assemblée a adopté huit résolutions sur les conséquences des pratiques israéliennes sur les droits de l'homme dans les territoires arabes occupés et onze autres résolutions sur l'aide aux réfugiés palestiniens. Israël a été seul à voter contre quatre des huit résolutions. Les violations israéliennes des conventions de Genève sont qualifiées, dans l'une des résolutions, « de crime de guerre et d'effrontement à l'humanité ».

Par 143 voix contre 1 (Israël), une des résolutions adoptées demande à Israël de cesser toute action susceptible de modifier les caractères légaux, géographiques et démographiques des territoires occupés, y compris Jérusalem.

Les résolutions condamnent les tentatives d'assassinat contre trois maires de Cisjordanie et demandent à Israël d'abroger les mesures

d'expulsion et d'emprisonnement prises contre les maires d'Hébron, d'Halhul, et le juge Sharia d'Hébron. Ils réclament aussi la libération de prisonniers palestiniens qui auraient dû faire l'objet d'échanges de détenus l'an dernier, et leur transfert à Alger. Ils sont pour la plupart intermédiaires actuellement au camp d'Anwar, au Liban.

Une résolution condamne la coopération entre Israël et l'Afrique du Sud : une autre déplore qu'Israël interdise l'accès des territoires occupés à une commission d'enquête des Nations unies.

### La répression au sud du Liban

D'autre part, le gouvernement libanais a élevé, le vendredi 14 décembre, une protestation auprès des Nations unies à la suite des opérations militaires lancées, jeudi, par les forces israéliennes au sud du Liban, et s'est réservé le droit de demander une réunion du Conseil de sécurité de l'ONU. L'ambassadeur du Liban à l'ONU, M. Rachid Fakhoury, a indiqué que près de quatre mille soldats israéliens ont participé à ces opérations, qui ont fait, selon lui, au moins quatre morts et des dizaines de blessés parmi les populations civiles.

« La FINUL n'a pu résister à l'incursion israélienne (qui se déroulait dans la zone où elle est déployée), étant donné les tirs d'artillerie lourde et les mitrailleurs auxquels ont procédé de nombreux hélicoptères israéliens engagés dans cette opération », écrit l'ambassadeur dans sa lettre au secrétaire général de l'ONU.

Il a accusé, en outre, les forces israéliennes d'avoir empêché les ambulances du Comité international de la Croix-Rouge de transférer les morts et les blessés vers des hôpitaux, et les « casques bleus » de la FINUL de procéder à une évaluation des dommages causés.

A Beyrouth, le porte-parole de la FINUL, M. Timor Goksel, a fait état de deux affrontements — dont un avec usage d'armes à feu — entre les forces des Nations unies et l'armée israélienne au cours de l'opération menée par celle-ci dans le sud du Liban.

Dès jeudi soir, le chef du Mouvement chiite Amal, M. Nabih Berri, avait appelé la population à observer, le samedi, une grève générale pour protester « contre les crimes commis par l'armée israélienne ».

### Namibie

La correspondante de la BBC et du « Guardian » a été arrêtée

(De notre correspondant en Afrique australe.) Johannesburg. — La correspondante à Windhoek (Namibie) de la BBC et du quotidien britannique The Guardian, M<sup>lle</sup> Gwen Lister, a été arrêtée, vendredi 14 décembre, pour avoir ouvert une lettre qui lui était parvenue. Il s'agissait d'un courrier recommandé pour lequel elle avait reçu un avis, mais qui était adressé au receveur des postes. Depuis une semaine, M<sup>lle</sup> Lister avait constaté des perturbations dans la distribution de son courrier. Elle s'en était plainte au receveur. En voyant cette enveloppe, elle a cru que c'était une réponse à sa demande. En fait, il s'agissait bien d'une erreur, et de taille. Cette lettre « Top secret » émanait du lieutenant-général Christie Zisman, responsable du département d'investigation criminelle de la police à Pretoria. Elle demandait un préavis des postes namibiennes d'intercepter le courrier de la journaliste pour une période allant du 3 décembre au 2 juin. Motif : « Dans l'intérêt de la sécurité de l'Etat. » Explication : « C'est une ancienne reporter du Windhoek Observer. Elle entretenait des relations avec des leaders de la SWAPO (Organisation du peuple du Sud-Ouest africain), une organisation dont l'objet est de renverser le système actuel en Namibie au moyen de la violence armée et de le remplacer par un système marxiste de gouvernement. Par ses contacts au Windhoek Observer, elle fait progresser les objectifs de la SWAPO en leur fournissant du matériel de propagande. » Cette mesure a été prise en application d'une loi de 1958 sur l'interception des articles postaux. La SWAPO a pour une branche politique légale qui a pignon sur rue en Namibie. Le Windhoek Observer est une publication autorisée, bien qu'elle ait déjà, à plusieurs reprises, été bannie. M<sup>lle</sup> Lister avait quitté ce journal au mois de septembre dernier. Elle risque d'être inculpée de violation de secret officiel et de violation de correspondance pour la première lettre d'un courrier qu'elle ne devait plus recevoir.

M. B.-R.

### Mauritanie

Levee du couvre-feu. — Le couvre-feu instauré après le coup d'Etat de mercredi 12 décembre, de 19 heures à 5 heures du matin, a été levé vendredi 14 décembre, indique un communiqué officiel. Les aéroports et les frontières, qui avaient également été fermés, ont été ouverts à la libre circulation, ajoute le communiqué qui précise que la situation « ne nécessite plus le maintien des mesures restrictives prises le 12 décembre ». Les liaisons téléphoniques et télégraphiques avec l'étranger ont également été rétablies. — (AFP.)

## Correspondance

Ferhat Abbas

et l'indépendance

## M. Mitterrand s'explique sur sa politique extérieure

(Suite de la première page.)

Mais le message, tout comme celui qui a été délivré lors du sommet franco-africain de Banjul, s'adressera, au moins autant qu'aux Français, à leurs partenaires africains, qui redoutent qu'un certain « lâchage » du Tchad, s'il devait se confirmer, n'en annonce d'autres. C'est un problème de crédibilité diplomatique et militaire. M. Mitterrand pourrait aussi, à cette occasion, dire ce qu'il pense de la proposition de M. Kadhafi sur la création d'une commission internationale d'observation (lire page 20).

Il reviendra également sur deux initiatives récentes de sa politique arabe : son voyage en Syrie, qui n'eût trouvé sa pleine justification aux yeux d'une bonne partie de l'opinion que si le bilan en avait été moins mitigé, et peut-être aussi l'envoi de M. Cheysson, alors ministre des relations extérieures, aux cérémonies du 1<sup>er</sup> novembre à Alger. Cette décision a profondément heurté l'électorat rapatrié, qui ne compte certes pas parmi les gros bataillons de la gauche, mais dont le basculement partiel en faveur du « changement », en 1981, avait contribué au succès des candidats socialistes à l'élection présidentielle puis aux législatives, tout particulièrement dans le Midi.

Au-delà de ces considérations électorales, au demeurant, le chef de l'Etat tient beaucoup à ce que les Français comprennent, et si possible admettent, les raisons de ce geste à l'égard de la République algérienne, même si l'événement ainsi commé-

moré avait été, le 1<sup>er</sup> novembre 1954, l'assassinat de civils innocents et non une victoire militaire sur le colonialisme.

Le troisième grand volet de cette explication présidentielle pourrait être la Nouvelle-Calédonie. L'intuité de l'émission — « La politique de la France dans le monde » — pose en effet d'abord le sujet sans avoir l'air de considérer déjà ce territoire d'outre-mer français comme une terre étrangère, dont les problèmes relèveraient de la seule diplomatie. Mais aucune décision formelle, compte tenu de la difficulté du sujet et des conséquences possibles de la moindre déclaration, n'avait encore été arrêtée ce samedi en début d'après-midi à l'Elysée. S'il décide finalement d'en parler, M. Mitterrand pourra notamment répondre aux accusations de l'opposition selon lesquelles la démarche de M. Pisani, faisant suite à certaines propositions de dirigeants socialistes (en particulier la consultation des Néo-Calédoniens en deux collèges électoraux séparés, comme jadis en Algérie), annonce un abandon des positions françaises dans l'archipel, voire, ultérieurement, dans le Pacifique.

Mais le chef de l'Etat souhaiterait aussi ouvrir des perspectives plus engageantes, dans d'autres domaines de la diplomatie qui lui tiennent à cœur, en particulier la construction européenne et les relations Est-Ouest. Sur le premier point, il cherchera, dans les mois qui viennent, à faire de la « marche à

l'un » une des grandes ambitions à proposer aux Français. Non sans mesurer, toutefois, qu'il s'agit là d'un thème faiblement mobilisateur en l'état actuel des choses, si ce n'est à l'encontre : tout pas en avant, et en particulier l'élargissement à l'Espagne (plus qu'au Portugal), heurte des intérêts catégoriels ou régionaux importants ; cependant que les « européens » de l'opposition (voire de la majorité) déploient à voix de plus en plus haute le côté « songe creux » des propositions récemment avancées par le rapport de M. Maurice Faure au nom du comité Dooge. Un rapport dont nul n'ignore qu'il a toute la sympathie de l'Elysée.

Quant aux relations Est-Ouest, la réouverture prochaine des pourparlers américano-soviétiques, avec la rencontre Shultz-Gromyko les 7 et 8 janvier à Genève, peut redonner à M. Mitterrand l'occasion de prendre des initiatives, en particulier en invitant M. Tchernenko à Paris (même si le Quai d'Orsay estime « tout à fait prématuré » de parler du voyage de M. Dumas à Moscou, destiné à préparer une telle rencontre). Le départ des ministres communistes peut, en vertu d'un paradoxe qui n'est qu'apparent, conduire M. Mitterrand à tenir aux dirigeants du Kremlin un langage plus souple. Surtout maintenant que où la fermeté des Occidentaux dans l'affaire des euro-missiles, encore vérifiée vendredi au conseil atlantique de Bruxelles, ne fait plus guère de doute.

BERNARD BRIGOLEUX.

## L'Iran pourrait procéder à des détournements d'avions

« si un jour cela devient nécessaire »

Téhéran (AFP). — L'Iran refuse d'extraire les quatre pirates de l'air auteurs du détournement de l'Airbus des Koweït Airways comme le lui demandent les Etats-Unis, a réaffirmé, le vendredi 14 décembre, le président du Parlement, M. Rafsanjani, qui a démenti à nouveau toute implication de la République islamique dans cette affaire. Dans le sermon qu'il a prononcé devant les fidèles rassemblés à l'université de Téhéran, il n'a pas exclu que son pays pratique lui-même ouvertement des détournements « si un jour cela devient nécessaire ».

« Jusqu'à aujourd'hui, nous n'avons pas trouvé nécessaire d'agir. Actuellement, ce sont d'autres dans le monde qui accomplissent ces détournements mais si un jour cela devient nécessaire, nous nous engagerons directement et agissons », a-t-il averti.

« Ou bien la sécurité existe pour toutes les lignes aériennes dans le monde et pour cela il faut se mettre d'accord, ou bien si elle n'existe pas pour les lignes d'un pays que vous [les pays occidentaux] détestez, alors soyez sûrs que vous-mêmes ne pouvez pas bénéficier de cette sécurité », a affirmé encore M. Rafsanjani.

Il a répété que l'Iran n'extraderait pas ces pirates, comme l'avait déjà annoncé mercredi le premier ministre, M. Mir Hossein Mousavi. « La justice islamique est totalement indépendante et personne ne peut l'influencer », a souligné M. Rafsanjani pour expliquer le refus de l'Iran.

Se référant ensuite aux déclarations d'officiels américains demandant cette extradition sur la base des conventions internationales signées par l'Iran, le président du Parlement a demandé que soient extradés d'abord l'ex-président Abolhassan Bani Sadr et le dirigeant des Moudjahidin du peuple, M. Massoud Radjavi, réfugiés à Paris, « des voleurs à main armée responsables de détournements d'avions iraniens ». Il a affirmé qu'il faut également « juger ou extraditer le commandant des opérations de Tabas » (l'opération de sauvetage des otages de l'ambassade des Etats-Unis de Téhéran, décidée par le président Jimmy Carter, le 25 avril 1980, qui avait échoué dans le désert près de cette ville du centre de l'Iran).

M. Rafsanjani s'en est pris à la France « dont tout le monde sait qu'elle est la base des terroristes mondiaux », ainsi qu'à l'Egypte vers laquelle des avions iraniens avaient été détournés. « Votre tour viendra un jour, les choses ne peuvent rester ainsi », a-t-il affirmé.







سلافة الجاهل

# Étranger

## ais qui don ier le pape

ITALIENNE

## émonté, un mette

Le pape a été ému par la situation en Italie. Il a demandé aux autorités de faire tout pour rétablir l'ordre et la paix.

Le pape a été ému par la situation en Italie. Il a demandé aux autorités de faire tout pour rétablir l'ordre et la paix.

Le pape a été ému par la situation en Italie. Il a demandé aux autorités de faire tout pour rétablir l'ordre et la paix.

Le pape a été ému par la situation en Italie. Il a demandé aux autorités de faire tout pour rétablir l'ordre et la paix.

Le pape a été ému par la situation en Italie. Il a demandé aux autorités de faire tout pour rétablir l'ordre et la paix.

Le pape a été ému par la situation en Italie. Il a demandé aux autorités de faire tout pour rétablir l'ordre et la paix.

Le pape a été ému par la situation en Italie. Il a demandé aux autorités de faire tout pour rétablir l'ordre et la paix.

Le pape a été ému par la situation en Italie. Il a demandé aux autorités de faire tout pour rétablir l'ordre et la paix.

Le pape a été ému par la situation en Italie. Il a demandé aux autorités de faire tout pour rétablir l'ordre et la paix.

Le pape a été ému par la situation en Italie. Il a demandé aux autorités de faire tout pour rétablir l'ordre et la paix.

Le pape a été ému par la situation en Italie. Il a demandé aux autorités de faire tout pour rétablir l'ordre et la paix.

Le pape a été ému par la situation en Italie. Il a demandé aux autorités de faire tout pour rétablir l'ordre et la paix.

Le pape a été ému par la situation en Italie. Il a demandé aux autorités de faire tout pour rétablir l'ordre et la paix.

Le pape a été ému par la situation en Italie. Il a demandé aux autorités de faire tout pour rétablir l'ordre et la paix.

Le pape a été ému par la situation en Italie. Il a demandé aux autorités de faire tout pour rétablir l'ordre et la paix.

Le pape a été ému par la situation en Italie. Il a demandé aux autorités de faire tout pour rétablir l'ordre et la paix.

Le pape a été ému par la situation en Italie. Il a demandé aux autorités de faire tout pour rétablir l'ordre et la paix.

Le pape a été ému par la situation en Italie. Il a demandé aux autorités de faire tout pour rétablir l'ordre et la paix.

Le pape a été ému par la situation en Italie. Il a demandé aux autorités de faire tout pour rétablir l'ordre et la paix.

Le pape a été ému par la situation en Italie. Il a demandé aux autorités de faire tout pour rétablir l'ordre et la paix.

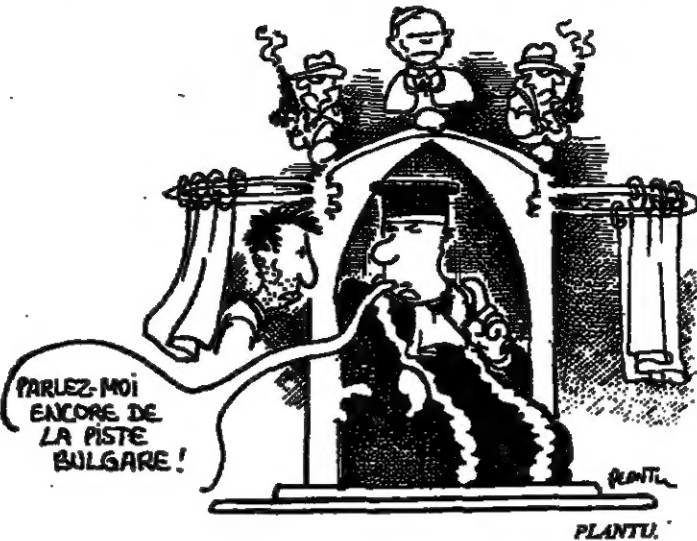
Le pape a été ému par la situation en Italie. Il a demandé aux autorités de faire tout pour rétablir l'ordre et la paix.

L'enquête sur la « piste bulgare » est terminée. La magistrature romaine a ficelé un gros dossier et connaît, dans le détail, le scénario de l'attentat contre Jean-Paul II. Reste à confondre les commanditaires. Sans doute la Bulgarie et, derrière elle, le KGB, mais c'est bien difficile à établir formellement. Pour leur part, les Bulgares se débattaient comme le diable dans un bûcher. A les en croire, il s'agit d'un tissu de calomnies ourdies par l'impérialisme américain. Et le « parrain » compromis, qu'ils ont longtemps protégé, a reçu notre envoyé spécial pour se défendre et déculpiser ses « amis ».

## en scène soupçonné

mière rencontre, Celenk demanda à Agca s'il voulait toujours commettre un attentat contre le pape, comme il en avait manifesté l'intention par une lettre envoyée au journal turc *Mil-Yet* après son éviction de prison. Sur la réponse affirmative d'Agca, Celenk lui présenta Agca, qui devait l'aider à organiser l'opération à Rome. Lors de son interrogatoire par le juge Martella, à Sofia, en juillet 1983, Bekir Celenk a rejeté

PHILIPPE PONS.



## UN ENTRETIEN AVEC BEKIR CELENK A SOFIA

# « Je n'ai rien à voir dans cette sale affaire »

De notre envoyé spécial

Sofia. — Bekir Celenk, le « parrain » de l'attentat contre le pape selon certains, n'habite plus le Park Hotel Moskva. Il s'est retiré, depuis une dizaine de jours, dans une modeste pension de Sofia. « Je n'ai plus les moyens », dit-il, car je ne peux plus exercer mon métier d'homme d'affaires et je suis obligé de vivre sur mes économies. » Cet homme, dont Ali Agca affirme qu'il lui a proposé une somme de 3 millions de marks pour assassiner le pape, est également recherché par la police turque, depuis janvier 1981, pour contrebande et infraction à la législation sur les devises.

Il vient au rendez-vous, à peine un peu en retard, sans paraître inquiet. Il est en fait soumis à une surveillance étroite, bien que discrète, de la milice bulgare, mais reste libre de ses mouvements, dans la ville du moins. Hôte malgré lui de la Bulgarie depuis bientôt deux ans, il vit en « otage ». « Je répète, dit-il, que je suis prêt à aller à Rome pour comparaître devant la justice italienne. Mais, pour cela, il faut que les autorités bulgares y consentent et que les Italiens me donnent la garantie qu'ils me renverront, à l'issue du procès, en Turquie et non en Bulgarie. »

Pourquoi cet homme a-t-il été placé « sous contrôle » des autorités bulgares, et non pas arrêté, depuis que la justice italienne a annoncé qu'il était soupçonné de complicité dans l'attentat contre le pape ? Si l'on en croit M. Traikov, directeur de l'Agence téléphonique bulgare (BTA), c'est tout simplement parce que, « pour arrêter un homme, il faut qu'une accusation concrète pèse contre lui. Les autorités bulgares ne connaissent pas le chef d'accusation du juge d'instruction italien contre Bekir Celenk. »

L'homme d'affaires se défend : « Je suis victime des calomnies d'un menteur, Ali Agca. Je n'ai rien à voir dans cette sale affaire et les Bulgares n'ont aucun droit de me garder ici jusqu'à la fin du procès Anonov. » Il en veut surtout à Agca : « C'est un pauvre type, dit-il. A supposer même que les Bulgares aient vraiment voulu faire éliminer le pape jugé trop gênant, ils auraient sûrement trouvé un vrai professionnel du calibre d'un Carlos ou un tireur expérimenté de la Mafia italienne ; ils ne se seraient pas adressés à cet amateur maniaque et sans scrupules. » Il ajoute : « Que personne ne pense que je prends la défense des Bulgares à propos

de cette affaire. Mais la logique s'oppose à de telles fantaisies. Si vous avez commandé l'attentat à l'équipe Agca-Anonov, auriez-vous osé aller à l'arrestation de son complice sur la place Saint-Pierre, et ce pendant plus d'un an et demi ? Cette contradiction ne vous saute pas aux yeux ? »

Quant aux accusations lancées contre lui par la justice turque, il répond calmement que, de ce côté-là, il est prêt à répondre à toutes les « calomnies », selon lesquelles il aurait été impliqué dans de multiples affaires de contrebande, et qu'il n'hésiterait pas une seconde à regagner la Turquie, s'il en avait la possibilité.

## « Mystification ! »

Celenk veut aller à Rome, ne serait-ce que pour être confronté avec Agca. Il dit être certain qu'il sera totalement blanchi au terme du procès, et ajoute qu'il a déjà beaucoup souffert « des lenteurs inadmissibles de la justice italienne, qui a mis plus de deux ans pour terminer son enquête avant d'envoyer le dossier devant le tribunal de Rome. »

En attendant l'ouverture du procès Anonov, les publications officielles bulgares s'efforcent, en tout cas, de ridiculiser ceux qui, à l'étranger, mettent en cause « le bras long du terrorisme bulgare ». Les Bulgares ont certes d'autres préoccupations, mais ils sont visiblement fâchés de voir ainsi ternir l'image de leur pays. Selon eux, la campagne menée à l'étranger sur le thème de la « piste bulgare » a été savamment orchestrée par Washington, et l'on ne peut plus idéologique que juridique.

« Mystification, Dr Martella », c'est sous ce titre et sous la plume de M. Bojan Traikov, le directeur de l'Agence téléphonique bulgare (BTA), qui passe pour être le porte-parole « officiel » du gouvernement de Sofia, qu'a commencé, la semaine dernière, la publication d'une série de neuf lettres ouvertes dans *Rabotnichesko delo*, l'organe de parti.

Nous recevons dans son bureau de la BTA, M. Traikov souligne, encore une fois, que MM. Martella et Albano ont décliné d'incriminer Anonov en se fondant uniquement sur des « indices indirects », c'est-à-dire sur les « révélations » d'Agca. Il accuse les magistrats italiens, d'avoir violé le code de procédure pénal qui exige « un nombre suffisant de preuves » avant de conclure à la culpabilité d'un prévenu. M. Traikov est catégorique : « On ne saurait prêter foi à Agca. Ce dernier, selon lui, est à la fois un « menteur invétéré » et un « criminel récidiviste », bien décidé à bénéficier de la nouvelle législation italienne, prévoyant des remises de peine en échange de « services rendus » aux autorités.

## Les « factions » du Vatican

« Pourquoi dénonce-t-on la « piste bulgare », se demande M. Traikov. C'est très simple : « Il ne fait aucun doute que ce prétendu complot imputé à la Bulgarie ne vise pas uniquement notre pays, mais surtout l'Union soviétique, avec laquelle nous entretenons d'excellentes relations. Bref, les Américains visent à discréditer le système socialiste aux yeux de l'opinion mondiale. »

Pour Georgy Stoychev, rédacteur à Sofia Presse, le juge Martella « ne devait pas écarter

aussi facilement l'hypothèse d'un attentat perpétré par les Loups gris, organisation de l'extrême droite nationaliste turque, dont on a démontré que certains membres ont des relations avec le milieu des contrebandiers d'armes et de stupéfiants. Pourquoi la justice italienne a-t-elle négligé l'hypothèse d'un régime de compte entre les différentes factions du Vatican ? Qui donc a été épargné ces dernières années par les scandales politico-financiers ? »

Les Italiens, eux aussi, y trouvent leur compte, estime par sa part M. Philip Bokov, directeur adjoint de Sofia Presse. « En embrouillant les pistes, ils pouvaient faire oublier le scandale du Vatican, faire oublier que le terrorisme italien a des racines nationales, en faisant accepter l'idée à l'opinion que le terrorisme italien n'est, après tout, qu'un produit importé. »

Pour Teodor Svetkov, adjoint au directeur de la division de la lutte contre le trafic des stupéfiants au ministère des douanes bulgares, les médias occidentaux « incriminent injustement les Bulgares », alors que pas un seul d'entre eux n'est impliqué dans la moindre affaire de contrebande. « Ils ne reconnaissent pas le fait que Sofia continue à lutter énergiquement dans ce domaine, avec la découverte d'importantes affaires de contrebande. »

Enfin, le journaliste turc Ugur Mumcu, « bête noire » des Bulgares parce qu'il avait été le premier à dénoncer la tolérance, voire la complicité, de leurs services envers les mafiosi turcs à Sofia, mais qui continue néanmoins d'accuser les auteurs américains Sterling et Henze de liens avec la CIA, estime que réduire cette affaire à la « piste bulgare » est simpliste. Dans une série d'articles publiés par le quotidien d'Istanbul *Cumhuriyet* (centre gauche), Mumcu affirme qu'Agca est un « Loup gris idéologique » utilisé par les « parrains » turcs et qu'il a certainement eu des contacts avec certains Bulgares à Rome pour monter des affaires de trafic. Mais, de là à conclure qu'Agca et Anonov ont travaillé ensemble pour éliminer le pape, Mumcu se montre plutôt sceptique. Il estime que l'affaire aurait beaucoup plus de chances d'être éclaircie si elle s'inscrivait dans un cadre plus large, avec le dossier de la bande de trafiquants de Trente, celui du scandale de la loge P-2 ou encore dans les ténébreuses activités du « Vatican et de la Mafia ».

Ph. P.

## Un gros bonnet de la drogue

Bekir Celenk est né en 1934 en Turquie dans une petite ville proche de la frontière italienne. Fils d'un marchand de montres, il fut une adolescence tourmentée, marquée par de nombreux démêlés avec la police. Puis il se rendit à Munich où il créa une petite entreprise d'import-export, travaillant avec la Turquie et le Proche-Orient, et spécialisée dans le commerce des montres. Au cours des années 1970, il fonda avec des amis la compagnie Oscar Maritime, disposant de bateaux de 250 à 4 000 tonnes battant pavillon panaméen. Cette société était liée, à travers un autre Turc vivant à Los Angeles, à Henri Arsan, un Syrien arrêté à Milan en

1982 (puis mort en prison) qui était le personnage central d'un gigantesque trafic d'armes et de drogue entre le Proche-Orient et l'Europe. Selon les autorités turques et les spécialistes américains des narcotiques, Bekir Celenk est l'un des grands trafiquants de drogue et d'armes de la région. La police suisse intercepta d'ailleurs au début des années 1970 une conversation téléphonique entre Celenk et un trafiquant connu de morphine basé en Turquie. Un autre trafiquant, arrêté en Allemagne, avait le nom de Celenk sur son carnet d'adresses.

## Les Etats-Unis ne s'opposent plus à la demande d'adhésion de la Pologne au FMI

Le chargé d'affaires des Etats-Unis à Varsovie, M. John Davis, a annoncé, vendredi 14 décembre, aux autorités polonaises que Washington allait cesser de s'opposer à la demande d'adhésion de la Pologne au Fonds monétaire international, indiquant que l'agence Associated Press. L'annonce officielle devrait en être faite lundi à Washington.

« droits communs », ou pour ceux qui ont été arrêtés après l'amnistie). D'autre part, l'agence officielle PAF a annoncé que le procès des quatre officiers de la police politique, inculpés dans l'affaire de l'assassinat du Père Popieluszko, s'ouvrirait le 27 décembre à Torun.

Cette décision était attendue depuis que les autorités polonaises ont fait libérer deux militants de Solidarité accusés, dans un premier temps, de « haute trahison » et exclus à ce titre de l'amnistie décrétée en juillet dernier (le Monde du 10 décembre). Le président Reagan avait annoncé que les Etats-Unis attendraient pour lever leurs sanctions une application « complète » de l'amnistie, et Washington avait fait savoir qu'elle emboîterait le pas à la libération des deux militants en question (les Etats-Unis ne s'estimant pas en mesure de faire pression pour une remise en liberté des prisonniers politiques considérés comme des

Enfin, les autorités italiennes ont confirmé que M. Giulio Andreotti, ministre des affaires étrangères, se rendrait comme prévu en visite à Varsovie du 20 au 23 décembre. Le gouvernement polonais semblait tenir beaucoup à cette visite, pour effacer un peu l'effet de l'amnistie, décidée à la dernière minute par Bonn, de la visite prévue en novembre de M. Genscher, chef de la diplomatie ouest-allemande.

Le porte-parole polonais, M. Urban, s'est d'ailleurs abstenu cette fois de faire publiquement des recommandations sur ce que devrait être le comportement des visiteurs occidentaux pendant leur séjour à Varsovie.

## Irlande du Nord

### Un soldat britannique condamné à perpétuité pour le meurtre d'un jeune catholique

Belfast (AFP). — Un soldat britannique, Ian Thain, a été condamné, le vendredi 14 décembre, à la prison à vie pour avoir tué un jeune homme, Thomas Reilly, dans un quartier catholique de Belfast en août 1982. C'est la première fois qu'un membre des troupes britanniques en opération en Irlande du Nord est condamné pour meurtre eut qu'une aussi lourde peine est prononcée. Cette sentence a surpris dans les milieux catholiques. Elle risque d'être critiquée par les forces de sécurité et dans la communauté protestante, qui fera valoir les dangers auxquels sont exposés les soldats britanniques dans la province et les pertes qu'ils ont subies ces quinze dernières années.

On ignorait vendredi où le condamné allait purger sa peine, les juges semblant réticents à l'idée de l'envoyer dans la prison de Maze (Long Kesh pour les catholiques) où il se trouverait parmi des militants des organisations armées républicaines et loyalistes.

L'incident s'était produit lors d'une des manifestations qui marquent chaque année, dans les quartiers catholiques, l'anniversaire de l'instauration par Londres, en 1971, de la procédure d'internement sans procès. Thomas Reilly, vingt-trois ans, s'éloignait d'une zone d'affrontements entre policiers et manifestants lorsqu'il a été tué d'une balle dans le dos par Ian Thain.

D'autre part, un jeune catholique de dix-huit ans a été battu à mort vendredi à Belfast. Selon la police, il ne s'agit pas d'un nouvel acte de violence inter-communautaire, mais d'une action « punitive » de l'IRA. L'organisation entend en effet faire elle-même la police dans les quartiers où elle est solidement implantée, et fait à sa façon justice contre les jeunes délinquants. Quarante personnes auraient ainsi été victimes des brigades punitives de l'IRA depuis le début de l'année dans la province. En novembre dernier, par exemple, un habitant de Londonderry, accusé par l'IRA de fournir illégalement des boissons alcooliques à des adhéscents, avait été roué de coups et hospitalisé.

## Vietnam

### Un important procès d'espionnage s'ouvre à Ho-Chi-Minh-Ville

Ho-Chi-Minh-Ville (AFP). — Le procès de vingt et un Vietnamiens, dont plusieurs anciens militaires de l'ancien régime sud-vietnamien, s'est ouvert le vendredi 14 décembre, à Ho-Chi-Minh-Ville (ex-Saïgon) en présence d'une vingtaine de journalistes étrangers et sous la lumière des projecteurs de télévision.

L'acte d'accusation déclare que le groupe était soutenu depuis cinq ans par les autorités chinoises et thaïlandaises pour organiser des attentats devant provoquer une déstabilisation du régime. Des relations auraient en outre été nouées à Bangkok avec des membres de l'ambassade américaine. Le groupe aurait enfin cherché à recruter des hommes de main dans les camps de réfugiés vietnamiens de la frontière entre la Thaïlande et le Cambodge. Les accusés ont été arrêtés entre 1981 et 1984. Plus de cent personnes seraient, au total, impliquées dans l'affaire.

Le procès est le plus important du genre depuis la prise de pouvoir par les communistes en 1975.

## Correspondance

Bangkok. — Le procès qui s'est ouvert à Ho-Chi-Minh-Ville n'est pas vraiment une surprise. Le 9 septembre dernier, le quotidien de l'armée, *Quan Doi Nhan Dan*, avait publié un long article sur « la lutte contre la guerre de sabotage menée par l'ennemi à Ho-Chi-Minh-Ville », dénonçant notamment ceux qui cherchaient à « restaurer une partie du réseau commercial des anciens résidents chinois ». Ce texte attirait d'autant plus l'attention que son auteur, M. Le Thanh Van, est directeur des services de sécurité de Ho-Chi-Minh-Ville.

blique populaire de Chine. Il n'a jamais prétendu cependant que son « comité de salut national » même une quelconque lutte armée à l'intérieur du Vietnam.

« Nos ennemis, écrivait-il, ont intensifié leur guerre psychologique en tirant avantage des difficultés présentes de notre peuple (...), du négativisme qui règne parmi certains cadres dégénérés et pervers. » Il existe plusieurs organisations qui, à l'étranger, affirment disposer de groupes de résistance intérieurs au Vietnam. Un amiral de l'ancien régime, M. Hoang Co Minh, résident aux Etats-Unis, et dont on dit qu'il effectue de discrets et fréquents voyages en Asie du Sud-Est, compte parmi les opposants les plus farouches de la République socialiste du Vietnam. Il semble qu'il contrôle un certain nombre d'agents recrutés souvent parmi les anciens militaires de la République du Sud-Vietnam, et dont la principale activité paraît être le renseignement. Un ancien ministre de la justice du gouvernement révolutionnaire provisoire (GRP) du Front national de libération, M. Truong Nhu Tang, est connu, de son côté, pour avoir des contacts réguliers avec la République

Enfin, signalons qu'une mystérieuse radio, émettant sans doute à partir de la Chine au nom d'un « Front national vietnamien de résistance », a fait son apparition il y a quelques mois.

Un ancien général de l'armée sud-vietnamienne, M. Lam Van Phat, arrivé récemment en Occident, nous avait déclaré pour sa part qu'il ne croyait pas à l'existence, pour le moment, d'une véritable résistance armée au Vietnam. Seul le FULRO (Front uni de libération des races opprimées) continue une lutte armée sporadique dans la région des hauts plateaux, trouvant son soutien parmi les minorités et une aide matérielle auprès des Khmers rouges voisins, avec lesquels le Front entretient des relations plus pratiques qu'idéologiques.

Le réseau, dont une partie des membres vont être jugés, est le plus vaste jamais mis au jour. Le Vietnam accuse avant tout la Chine populaire et la Thaïlande. La Chine ne cache pas depuis 1978 son aversion pour le régime de Hanoi. Bangkok affirme bien entendu tout ignorer de l'affaire, mais il est certain, ainsi que le reconnaissent les autorités de Ho-Chi-Minh-Ville, que les opposants, d'où qu'ils viennent, trouvent une complicité passive parmi une population à tout le moins désempée.

JACQUES BEKAERT.



# Etranger

## ESPAGNE

### Gibraltar sans la grille

L'accord qui vient d'être signé entre l'Espagne et la Grande-Bretagne (le Monde du 29 novembre) va ressusciter le « faubourg espagnol » de la colonie. La Lina, qui voit depuis toujours Gibraltar derrière la grille, attend beaucoup de la suppression de cet obstacle. Pour ses commerçants, c'est une levée d'écran.

#### De notre envoyé spécial

La Lina-de-la-Conceptión. — Le Rocher est là, juste en face, et sa silhouette massive domine la ville avec insolence : où qu'on aille, on ne voit que lui. Il est les situations géographiques qui déterminent un destin : depuis des siècles, La Lina a vécu au rythme des soubresauts de l'histoire de Gibraltar. La Lina, d'ailleurs, n'est en fait qu'un faubourg espagnol de Gibraltar. Qu'y a-t-il de plus incongru, en effet, que cette grille qui, à quelques kilomètres à peine du centre de la ville, sépare le territoire du roi Juan Carlos de celui de Sa Gracieuse Majesté britannique ?

Aujourd'hui, l'histoire semble prête à réparer ses injustices à l'égard de La Lina : Londres et Madrid viennent en effet de parvenir à un accord permettant enfin la réouverture de cette grille maudite, quinze ans après sa fermeture sur l'ordre de Franco. La Lina, qui s'y croyait plus, est désormais en effervescence : chacun, dans cette ville où 90 % de la population active est au chômage, spéculé sur le « boom » économique qui ne va pas manquer de se produire.

Au fond de son magasin de bois, M. Juan Barranquero, président de l'Association des petites et moyennes entreprises de La Lina, qui regroupe quelques six cents commerçants et petits patrons, se frotte les mains. « La Lina est sauvée, affirme-t-il. Les Llanitos [habitants de Gibraltar] vont venir ici pour acheter, pour investir, pour s'installer. »

L'enthousiasme de M. Barranquero est compréhensible : ne travaille-t-il pas pour le secteur de la construction, qui sera l'un des plus privilégiés ? Vu la pénurie de logements que connaît le Rocher, des centaines de familles de Gibraltar viendront sans doute s'installer du côté espagnol. On attend avec impatience ici que le gouvernement révoque une vieille loi de 1933 qui fait de la ville une « zone militaire » et interdit aux étrangers d'y acheter des biens immobiliers. Chacun se sent déjà une âme de capitaliste audacieux : on attirera les touristes qui avaient la fâcheuse habitude de s'en tenir aux plages de la Costa del Sol et qui, avec l'ouverture de la grille, ne manqueraient pas de pousser jusqu'à Gibraltar. On créera une société d'investissement mixte entre Espagnols et Llanitos pour relancer l'économie de la baie d'Algeiras. Pas de doute, à La Lina, les projets vont bon train.

#### Une réparation historique

L'ouverture partielle de la grille en décembre 1982 (pour les Espagnols et les habitants de Gibraltar seulement, et se déplaçant à pied) constitue, il est vrai, un précédent prometteur : les ménages de Gibraltar ont déjà pris l'habitude de venir chaque matin faire leurs emplettes à La Lina, où les produits sont moins chers. « Chaque semaine, les banques de cette ville changent des livres sterling pour l'équivalent de 7 millions de pesetas » (400 000 francs), affirme un commerçant, qui a vu grossir de manière spectaculaire son chiffre d'affaires.

C'est une réparation historique : car qui donc avait davantage souffert des ardeurs patriotiques du général Franco que les habitants de la région ? « Gibraltar tombera comme un fruit mûr », avait assuré le Caudillo en décrétant, en juin 1969, l'interdiction de toute communication, par terre, air, mer... et téléphone, en-

tre l'Espagne et le Rocher. Ce fut en fait un singulier blocus qui, comme l'affirme un journaliste local, « porta plus préjudice aux castillans qu'aux gibraltariens ». Car les villes des environs, qui avaient envoyé à Gibraltar un contingent de main-d'œuvre dépassant, à son apogée, les douze mille travailleurs (la plupart originaires de La Lina), durent faire face du jour au lendemain à un chômage massif.

A titre de compensation, le régime franquiste assura en priorité aux habitants de La Lina de petits travaux dans l'administration nationale. La ville passa alors de 80 000 à 40 000 habitants, se vida de sa jeunesse, et, aux quatre coins du territoire, on retrouva la désolation des travailleurs de La Lina, laissés à l'abandon, petits fonctionnaires à Léon ou chauffeurs à Saragosse. Le « fruit mûr », de son côté, se portait très bien : les habitants de Gibraltar importaient tous leurs produits de Grande-Bretagne, et avaient remplacé les Espagnols par des travailleurs marocains, moins qualifiés mais moins rémunérés.

On comprend que, dans ces conditions, les habitants de La Lina soient plus pressés encore que leurs cousins de Gibraltar de voir la grille se rouvrir. Mais cet événement tant attendu n'apportera pas que des avantages. Fromage tout d'un coup au rôle de ville-frontière, La Lina risque de connaître bientôt les inconvénients que suppose une telle situation. Déjà, la police locale fourbit ses armes pour faire face à un éventuel essor de la contrebande et, surtout, du trafic de la drogue, qui constitue déjà le problème numéro un de la région.

#### Le transit de la drogue

« Le hachisch est transporté depuis le Maroc jusqu'à l'une ou l'autre plage déserte dans des vedettes ultra-rapides, bien plus puissantes que celles dont nous disposons », explique un membre



Extrait de « l'Illustration », 1854.

des forces de l'ordre spécialiste du problème. Entre Tarifa et Marbella, il est impossible de contrôler chaque route de la côte. D'autant qu'il s'agit de bandes bien organisées à l'échelon international : le vendeur est marocain, le transporteur est de Gibraltar, l'intermédiaire est espagnol et l'acheteur final est italien, français ou allemand.

Ces dernières années, le problème s'est aggravé. Au fur et à mesure que le trafic du hachisch prenait de l'ampleur, les acheteurs éprouvèrent davantage de difficultés à transporter les sommes d'argent nécessaires. Aussi prirent-ils l'habitude de payer leurs pourvoyeurs en héritage. Centres de transit des « drogues douces », La Lina et les villes environnantes sont ainsi devenues centres de consommation des « drogues dures ». Curieusement, le nombre de délits contre la propriété ne s'en est pas pour autant trouvé augmenté : plutôt que d'attaquer une banque ou de cambrioler une résidence, l'héréditaire de la région préfère se lancer, à son tour, dans le trafic de hachisch, comme une géographie complique semble l'y inviter.

La perspective de voir augmenter, avec l'ouverture de la frontière, le nombre de trafics en tous genres ne suffit pas toutefois à refroidir l'enthousiasme des habitants de La Lina. C'est que la suppression des communications avec la « ville-sœur » de Gibraltar ne constituait pas seulement un problème économique. Ce fut

aussi, surtout, un problème humain. Combien de familles la grille n'a-t-elle pas coupées en deux ? Combien d'Espagnols mariés à des Llanitos durent-elles renoncer à fonder le sol de leur pays, distant pourtant de quelques kilomètres à peine ? Durant quatorze ans, les familles s'agglutinaient chaque dimanche le long des deux postes frontalières pour se crier, d'un côté à l'autre, les dernières nouvelles. C'était le seul moyen de savoir ce que devenaient ceux « d'en face ».

#### Madrid ne comprend rien

Et sans doute les ressentiments accumulés durant ces longues années constituent-ils aujourd'hui l'obstacle le plus sérieux à une future intégration du Rocher à l'Espagne. Les habitants de La Lina en sont davantage conscients que la plupart de leurs compatriotes. « A Madrid, personne n'a jamais compris le problème de Gibraltar », affirme M. Juan Carmona, socialiste, qui vient d'abandonner la mairie de La Lina qu'il occupait depuis 1979. « Pour être les hommes politiques de la capitale, ils ont dû en finir avec la question de Gibraltar. »

« Il faut conquérir culturellement la population de Gibraltar, poursuit M. Carmona. Il faut que les Llanitos prennent l'habitude de venir en Espagne pour se dis-

traire le samedi soir ou pour aller au cinéma, qu'ils envoient leurs enfants à l'école chez nous, qu'ils achètent des produits espagnols, qu'ils voient de la publicité espagnole. La tâche n'est pas impossible : même si les enfants de Gibraltar étudient aujourd'hui en anglais, leurs parents continuent à leur parler notre langue dès qu'ils rentrent de l'école, avec le même accent andalou que leurs compatriotes de La Lina ou d'Algeiras. Et puis, maintenant que plus rien ne s'y oppose légalement, il faut s'implanter économiquement à Gibraltar, en force, comme les Chinois l'ont fait à Hongkong durant des années. »

Tant que le gouvernement britannique insiste sur le droit des Llanitos à « décider de leur propre sort », cette politique d'« assimilation pacifique » est sans doute la seule possible. Encore l'Espagne doit-elle réussir à convaincre les habitants de Gibraltar qu'il leur faut bien être espagnols. « Quel spectacle avons-nous donné aux Llanitos ? s'exclame un journaliste de La Lina. Une guerre civile sanglante, des années de famine et de mort, une dictature interminable et, finalement, une grille qui les a maintenus en prison durant quatre ans et qui a coûté leurs familles en deux. » Les transfuges que cette situation a provoqués les habitants de Gibraltar les comprennent d'autant mieux qu'eux aussi, en fin de compte, les ont longtemps subis.

THÉRIE MALINAK.

## AUTRICHE

### Le barrage de la discorde

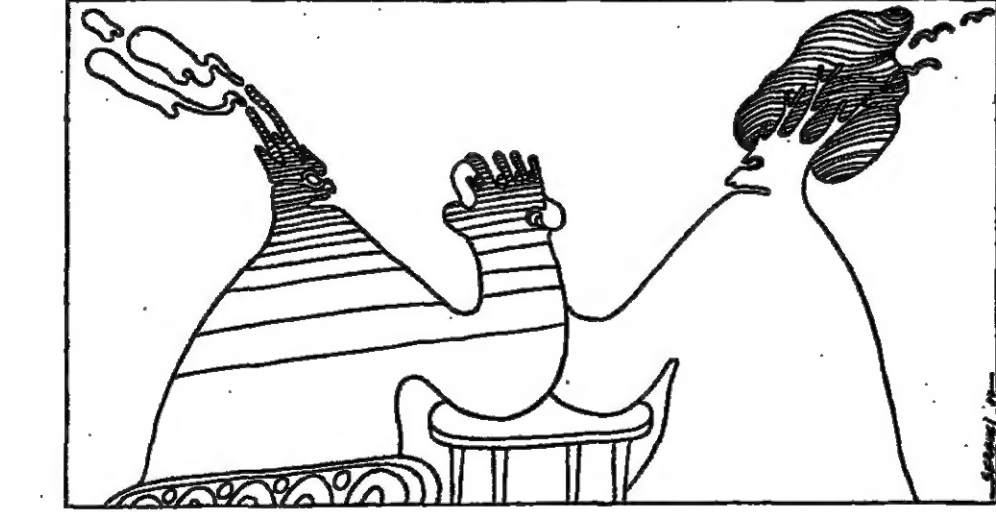
Les Verts allemands ont tant fait parler d'eux qu'on oublie leurs cousins d'Autriche. Ils n'ont pas encore de parti mais ils se battent contre un barrage qui serait la dernière grande forêt alluviale d'Europe. Mardi dernier, 1500 d'entre eux ont affronté les gendarmes et se sont couchés devant les bulldozers.

#### De notre envoyé spécial

Vienne. — Est-ce un symbole ? Au clocher à bulbe vert-de-gris de Stopfenreuth, le village prévu pour le rassemblement, le cadran de l'horloge est bloqué à minuit moins cinq. Pour les Verts autrichiens et tous les opposants au projet de barrage hydro-électrique de Hainburg — le dixième et en principe ultime ouvrage programmé sur le Danube — c'est en effet le combat de la dernière chance. Tous les verrous administratifs ont sauté : la « plus belle forêt alluviale d'Europe » doit disparaître sous les coups de bûche des bulldozers et des scrapers de la DOKW (Donaukraftwerk), l'EDF locale.

Ainsi en ont décidé M. Ernst Brezovsky, le secrétaire d'Etat à l'environnement de Basse-Autriche, puis le ministre fédéral de l'Agriculture et des forêts, M. Günther Hayden. Plus rien, formellement, ne s'oppose à l'ouverture du chantier. Ni la pétition signée par cinquante-cinq biologistes des universités d'Autriche, ni la résolution rédigée par dix-neuf professeurs de l'université agricole de Vienne, ni le rapport des dix-huit experts de la protection de la nature.

Quant aux conventions internationales comme celles de Berne et de Ramsar sur la protection des zones humides, auxquelles l'Autriche a pourtant souscrit, elles sont devenues chiffons de papier



SERGUEL

devant l'urgence qui dérange les ingénieurs de la DOKW.

En ce samedi 3 décembre, les opposants déploient leurs bataillons sur les lieux mêmes du conflit : une vaste prairie cernée par les flots gris du Danube et les bois sombres de l'Anwald, cette forêt inondable qui, à la belle saison, évoque l'Amazonie. Tout au long du parcours, entre l'église de Stopfenreuth et le Danube, flottent la bannière autrichienne et, maladroïtement accrochées aux balcons et aux fenêtres, des banderoles de papier peint : « Retenir unsere Auen », supplie l'une (Sauvez notre forêt fluviale). « Grün ist die Aue, Beton ist grau », ironise une autre en vers (Verte est la forêt, mais le béton est gris).

Plusieurs milliers de manifestants, venus pour certains du lointain Tyrol, convergent à l'heure dite dans ce pré du bout de l'Europe, à un jet de pierre de la frontière tchécoslovaque. Aux groupes habitués de Verts et d'Alternativen in jeans, parkas et baskets, se sont joints d'honorables citoyens en loden

et chapeaux à plume, et même quelques élégantes en pelisse et bottes fourrées. Il ne sera pas dit que les Vienneois auront laissé détruire sans réagir — même à retardement — ce dernier lambeau de nature presque sauvage. Ça, non !

Tout l'après-midi, juchés sur une estrade de bûches de paille, les orateurs se succèdent au micro pour encourager leurs troupes, serrées autour des braseros et du mât de dix-huit mètres planté au milieu de la prairie. « Dix-huit mètres, c'est la hauteur de la digue qui sera construite ici même », explique un organisateur. L'écologiste suisse Franz Weber, flanqué d'une petite troupe de journalistes étrangers, annonce que sa fondation va mener un combat sans merci contre le projet. Il a écrit au président de la République, M. Rudolf Kirchschläger ; il a attaqué en justice des décisions contraires aux conventions internationales — à l'instar du World Wildlife Fund, l'autre organisation mondiale basée en Suisse ; il menace même de lancer une campagne pour le boycottage touristique de

l'Autriche, ce qui suscite quelques remous dans l'assistance.

Il faut dire que, bien avant tout le monde — avant même les militants de Greenpeace qui ont profité de l'occasion pour faire une démonstration acrobatique sur le pont de Hainburg — Franz Weber a battu le rappel contre le projet. N'écouter que son cœur, il a fondé dès que le professeur Gustav Wendelberger, un éminent botaniste de l'université de Vienne, l'a appelé au secours.

#### Le Danube « recadré »

Il a aussi reçu le soutien de Konrad Lorenz, l'éthologiste prix Nobel de médecine, qui, de sa retraite d'Altenberg, a lancé une pétition populaire (Volksbegehren) contre le barrage et pour la transformation de l'Anwald en parc national (l'Autriche n'en a pas).

« J'ai le malheur d'être photographe », explique fièrement le patriarche, âgé aujourd'hui de quatre-vingt-un ans. J'aurais

mauvaise conscience si je ne mettais pas mon image au service de cette cause. Tous ces projets sont nuisibles à la catastrophe. Il est vrai que, presque sous ses fenêtres, on voit le Danube complètement transformé, « recadré », passé à la moulinette de béton du barrage de Greifenstein, s'accrochant en courbe de fiction.

Sur la tribune de paille de Stopfenreuth, cependant, deux orateurs très attendus surgissent, projetés dans l'actualité la semaine précédente : Freda Meissner-Blau, animatrice d'une émission de télévision bien connue en Autriche (Club 2), et Günther Neumayr, président du Syndicat des journalistes. Freda est interdite d'antenne depuis le jour où, indignée par la décision du ministre Brezovsky (29 novembre), elle l'a traité de « détournement de lois » et de « criminel contre la nature », au cours d'une conférence de presse du comité des femmes — représentant les six formations politiques autrichiennes — organisée pour défendre la qualité de l'eau. Un coup de téléphone l'après-midi même lui apprenait qu'elle n'animait pas son émission habituelle, consacrée ce soir-là à l'infamie handicapée.

Manque de chance pour « l'ORF Block » — expression tournant en dérision la radio-télévision autrichienne, sur le modèle de l'ORF Block (le bloc de l'Est). — le journaliste appelé à la remplacer ce soir-là se résume aussi et donne même raison à sa consœur pour le barrage de Hainburg. Günther Neumayr, à son tour, est suspendu. Il se trouve que l'un et l'autre sont des membres connus du Parti socialiste, tout-puissant dans l'Autriche du chancelier Sinowatz.

Freda est la femme de M. Paul Blau, soixante-neuf ans, ancien rédacteur en chef de l'Arbeiter Zeitung, journal du Parti socialiste, aujourd'hui mis au pas par la touche en raison de ses positions anticoncéssaires. Quant au jovial Günther, c'est un fidèle de parti, dont il semblait exclu de craindre une trahison.

#### Les socialistes empêtrés

La presse, naturellement, s'est emparée de l'affaire. Le journal populaire Neue Kronen Zeitung, à publié la « une » d'un dessin représentant Günther Neumayr déguisé en corf de l'Anwald, perché derrière des hauberts. Quant au respectable Die Presse, quotidien des milieux d'affaires, il a publié sur trois colonnes la « une » d'un dessin de l'homme à la main, regardant tomber l'arbre de Hainburg sur la mère Démocratie avec sa petite-fille Pédition populaire ! Oh, certes, le journal Die Presse n'en est pas pour autant devenu l'organe des écologistes, ce qu'à Dieu ne plaise. Mais il jubile de voir le pouvoir socialiste empêtré dans un conflit qui lui aliène une partie de l'intelligentsia et de la jeunesse autrichiennes.

De fait, les deux grands partis du pays — socialiste et populiste — voient aujourd'hui leurs organisations de jeunesse respectives faire sécession pour défendre le Danube vert. Devant la coalition politique des béatitudes — le Parti populiste s'est rallié au barrage en entrant dans la majorité gouvernementale, — une partie de la jeune génération ne se reconnaît plus dans les institutions du pays. La forêt de Hainburg va sans doute disparaître. Mais, en mourant, elle va peut-être donner naissance à un nouveau parti écologique. C'est ainsi que la vieille Europe, jusque dans ses confins les plus sûrs, cède à la tentation du « mal vert ».

ROGER GANS.

## PAKISTAN

### Un homme va

Après 24 heures à l'hôpital, le législateur pakistanais est sorti de sa coma. Il est maintenant capable de parler et de manger. Le 19 décembre, un journaliste pakistanais, M. J. Khan, a été tué par un soldat de l'armée pakistanaise. Le 20 décembre, un journaliste pakistanais, M. J. Khan, a été tué par un soldat de l'armée pakistanaise. Le 21 décembre, un journaliste pakistanais, M. J. Khan, a été tué par un soldat de l'armée pakistanaise.

#### Conséquences

Après 24 heures à l'hôpital, le législateur pakistanais est sorti de sa coma. Il est maintenant capable de parler et de manger. Le 19 décembre, un journaliste pakistanais, M. J. Khan, a été tué par un soldat de l'armée pakistanaise. Le 20 décembre, un journaliste pakistanais, M. J. Khan, a été tué par un soldat de l'armée pakistanaise. Le 21 décembre, un journaliste pakistanais, M. J. Khan, a été tué par un soldat de l'armée pakistanaise.

## COTE D'IVOIRE

### Fraternité-Mat

Après 24 heures à l'hôpital, le législateur ivoirien est sorti de sa coma. Il est maintenant capable de parler et de manger. Le 19 décembre, un journaliste ivoirien, M. J. Khan, a été tué par un soldat de l'armée ivoirienne. Le 20 décembre, un journaliste ivoirien, M. J. Khan, a été tué par un soldat de l'armée ivoirienne. Le 21 décembre, un journaliste ivoirien, M. J. Khan, a été tué par un soldat de l'armée ivoirienne.

Après 24 heures à l'hôpital, le législateur ivoirien est sorti de sa coma. Il est maintenant capable de parler et de manger. Le 19 décembre, un journaliste ivoirien, M. J. Khan, a été tué par un soldat de l'armée ivoirienne. Le 20 décembre, un journaliste ivoirien, M. J. Khan, a été tué par un soldat de l'armée ivoirienne. Le 21 décembre, un journaliste ivoirien, M. J. Khan, a été tué par un soldat de l'armée ivoirienne.

Après 24 heures à l'hôpital, le législateur ivoirien est sorti de sa coma. Il est maintenant capable de parler et de manger. Le 19 décembre, un journaliste ivoirien, M. J. Khan, a été tué par un soldat de l'armée ivoirienne. Le 20 décembre, un journaliste ivoirien, M. J. Khan, a été tué par un soldat de l'armée ivoirienne. Le 21 décembre, un journaliste ivoirien, M. J. Khan, a été tué par un soldat de l'armée ivoirienne.



PAKISTAN

# Un homme vaut-il deux femmes ?

**Le général Zia continue à « islamiser » la législation au Pakistan et va organiser, mercredi 19 décembre, un référendum-plébiscite. Châtiments médiévaux, fustigement du prêt à intérêt. La majorité des formations politiques et des avocats du pays dénoncent une « supercherie » destinée à maintenir pendant cinq ans le président au pouvoir. Quant aux femmes, elles n'ont qu'à bien se tenir...**

Correspondance

Karachi. — Humaira est une militante active du WAF démocrate, issu du mouvement féministe Women's Action Forum. Elle dirige un projet de développement, financé par les Nations unies à l'occasion de l'Année de la femme, et reproche au régime du général Zia Ul Haq de « s'en prendre à l'adultère au lieu de s'attaquer aux vrais problèmes du pays, liés à la pauvreté ». Le gouvernement réprime que les militantes du WAF sont « élitistes, occidentales et anti-islamiques », comme Bénazir Bhutto, la fille du premier ministre exécuté en 1979.

Tehmina Ahmed, une jeune photographe, n'accepte pas cette accusation. « Les femmes des milieux aisés, dit-elle, sont éduquées et peuvent aider leurs sœurs défavorisées à lutter contre leur sort. » Sur les quelque 60 000 écoles primaires du pays, 20 000 seulement sont réservées aux filles ; 13 % des femmes savent lire et écrire, contre 31 % des hommes.

Les militantes du WAF sont, pour la plupart, des cadres supérieures

ayant appartenu au Parti populaire pakistanais d'Ali Bhutto. Humaira fait partie de la « jeunesse dorée », qui a fait ses études dans des universités américaines. Leur position sociale permet aux militantes du WAF de braver la loi martiale et d'organiser un groupe de pression efficace contre le gouvernement. Elles organisent des débats sur des thèmes tels que « les droits de l'homme et la femme pakistanaise » et publient des résolutions dans la presse.

On leur a fait grief d'être un « club d'intellectuelles », snobs parce qu'elles tiraient leurs premiers discours en anglais. Pour attirer dans leur mouvement les « femmes au foyer » et devenir plus crédibles, elles s'expriment maintenant dans leurs réunions en ourdou, langue officielle du Pakistan, et discutent des problèmes d'emploi, de drogue, etc.

La Journée internationale de la femme, du 8 mars 1984, qu'elles ont patronnée à Karachi, a été un succès. On y a vu des femmes volées, des « intellectuelles libérées » et des potières illettrées rire ensemble quand leur fut présenté le sketch de la femme-policier dont le témoignage « n'était pas recevable », la valeur juridique étant fixée à « la moitié de celle d'une déposition masculine ».

La « fornication illégale »

C'est en septembre 1981 que plusieurs mouvements de femmes se sont réunis à Karachi autour du Women's Action Forum pour protester contre la condamnation pour adultère d'une fille de quinze ans. Il y avait là l'APWA (All Pakistani Women's Association), la plus ancienne organisation féminine du Pakistan, et le Tehrik-e-Niswan, formé aussi en 1981 et situé plus à gauche. Par la suite, le WAF est devenu un mouvement féministe autonome.

Dans un article du magazine pakistanais *She* publié en avril dernier, Najma Babar rappelle que la Zina Ordinance (ordonnance sur la fornication illégale), loi pénale islamique réprimant le crime d'adultère, qui fut introduite en 1978, est à la fois injuste et « non islamique ».

Injuste, car elle permet de condamner à la flagellation sur une place publique jusqu'à ce que mort s'ensuive des innocentes ou de simples victimes d'un concours de circonstances. Ce fut le cas d'une deuxième épouse dont le mariage n'avait pas été enregistré. L'effroyable châtiment pourrait même frapper une femme enceinte à la suite d'un viol ; le fait qu'elle ne soit pas mariée permettrait de l'accuser de zina, et le viol pourrait fort bien être impossible à démontrer faute de témoins. Non islamique, car le Coran lui-même ne mentionne nulle part une peine aussi cruelle. Une demande de révision de la Zina Ordinance est en instance d'examen devant la Cour suprême.

Les protestations de femmes contre l'attitude du régime à leur égard se multiplient. En septembre 1982, les athlètes féminines de l'équipe pakistanaise n'ont pas eu le droit de participer aux Jeux asiatiques de Delhi. En février 1983, à Lahore, une manifestation de cent cinquante femmes contre un projet de loi portant que le témoignage de deux femmes est nécessaire pour contester celui d'un homme a été brutalement réprimée. A leur honneur, de nombreux hommes, dont des avocats mais aussi des mollahs progressistes, ont soutenu alors la cause des féministes.

Un autre projet de loi prévoit que l'indemnité pour la mort accidentelle d'une femme sera la moitié de celle exigée pour un homme, et que la peine de mort ne pourra être de-

mandée contre un meurtrier que si sa victime est un homme.

Une circulaire du gouvernement sur le port obligatoire du tchador pour les femmes travaillant dans les services publics a également fait l'objet de vives protestations. Une représentante de la télévision pakistanaise a préféré quitter son poste. Le WAF rejette évidemment les conclusions de la commission Ansari, chargée de fixer les règles des élections promises pour 1985, selon lesquelles les candidates féminines devraient pour se présenter avoir l'autorisation de leur mari et... être âgées de plus de cinquante ans. Une manière de barrer la route à Bénazir Bhutto.

« A la cuisine »

Des militantes comme Attiya Owaïs vont plus loin et démontrent que « l'islam punif », tel que le conçoivent les hommes, peut être contesté. Elle a publié une brochure dans laquelle elle dénonce ces projets de loi à la lumière du Coran et du *fiqh* (droit musulman). Une mauvaise traduction des mots arabes et une fausse interprétation des versets du Coran ont porté préjudice aux femmes. Lorsqu'on se réfère à Khadija, l'épouse du prophète Mohammed, femme d'affaires s'il en fut, ou bien à la reine de Saba, mentionnée dans le Coran, on voit à l'évidence que l'islam ne vise pas à enfermer la femme entre quatre murs. Le général Zia lui-même a dû se désolidariser d'une déclaration faite à la télévision par un membre du Conseil islamique sur la « vraie place » d'une femme... « à la cuisine ». Les deux filles de M. Zia Ul Haq ne sont pas aux fourneaux : l'une est médecin et l'autre informaticienne.

« Les victimes potentielles des lois pénales islamiques », me dit Hu-



FRANCHINI.

malra, ne comprennent rien aux implications de ces textes. Le problème est politique, nous devons réclamer le rétablissement de la Constitution de 1973 et de la démocratie, qui nous garantit les mêmes droits qu'aux hommes. La majorité illettrée des femmes pakistanaise a besoin de soins, d'éducation, de travail rémunéré.

Des projets de développement ont apporté l'espoir dans le kutchi abadi de Golimar. Les kutchi abadis sont des campements sédentaires où l'extension de Karachi a transformé en immenses bidonvilles, dont la population peut atteindre, comme à Orangi, jusqu'à deux millions d'habitants d'ethnies et de religions différentes. Le groupe qui anime le projet a mis l'accent sur la scolarisation des enfants, l'alphabetisation et la création de travaux rémunérés pour les femmes adultes.

L'école maternelle s'est installée dans une maison qui bruit de rires et de chuchotements et dont les murs sont couverts de dessins d'enfants. L'institutrice, une jeune psychologue, gère parallèlement une cantine qui permet aux habitants du campement d'emporter dans leur gamelle une nourriture équilibrée pour un prix très modique. Dans les quartiers hindous, les plus pauvres, ces écoles accueillent des enfants jusqu'à quinze ans, parce qu'ils ne peuvent plus être admis dans les écoles publiques.

L'alphabetisation des femmes adultes est plus difficile. Dans un grenier ensolé, Netra enseigne depuis des semaines à une unique élève. Assidue et enthousiaste, celle-ci explique que « les autres ne viennent pas parce qu'elles trouvent les cours trop difficiles et qu'elles n'ont pas le temps. Il faut balayer, cuire les rotis (gâteaux). Moi, j'expédie mon travail très vite pour venir étudier ».

Chez une matrone du quartier hindou, sous une nuée de mouches, les femmes se réunissent et parlent : « Vous êtes contentes de la machine à coudre ? », leur dit l'animatrice. Vous en avez deux autres, mais il faut les installer dans une pièce plus accessible à toutes. Vous ne pouvez garder les machines que si vous assistez aux cours une heure par jour. C'est la règle. Les jolis vêtements aux couleurs du ciel, du soleil, de la terre et des plantes sont incrustés de morceaux de miroir et témoignent du sens esthétique de ces femmes qu'on veut conduire au statut d'artisan.

En cherchant des idées de travail rémunéré pour les habitantes de Golimar, Humaira et ses coéquipières ont rencontré dans un magasin un vieil homme en train de placer ses tapis. Comme il était lui-même originaire d'un kutchi abadi, elles l'ont chargé de s'occuper de l'atelier de tissage. Aujourd'hui, les femmes de Golimar tissent, avec de la ficelle, des fibres de noix de coco pour les revêtements muraux, des chiffons de salles de bains, des tapis de salles de bains. Elles peuvent écouler leurs marchandises sur le marché de Karachi ou bien trouver un moyen de les exporter. Un homme vaut-il vraiment deux d'entre elles ?

HASSINA GOULAMALY.

COTE-D'IVOIRE

# Fraternité-Matin a vingt ans

Vingt ans, c'est un bel âge pour un quotidien. Surtout en Afrique, où la presse n'est guère gâtée. Avec le Soleil, de Dakar, Fraternité-Matin, d'Abidjan, est l'un des « grands » quotidiens de langue française. Et, compte tenu de quelques contraintes, ses journalistes ne sont certainement pas les plus malheureux du continent.

De notre envoyé spécial

Abidjan. — Sur l'estrade, une douzaine de chanteurs et chanteuses se débattaient dans une joyeuse frénésie. Le rythme endiablé fait passer des vers macaroniques, mais le « tube » a été choisi par un jury qui s'est infligé l'écoute d'un millier de cassettes pour décerner son prix de 1 million de francs CFA (20 000 francs français). En attendant que le président, l'assistance se rendait à grand-peine de trépasser et de reprendre en chœur :

« Fraternité-Matin, tu es mon journal ! Dans le bus comme en voiture Au bureau comme au chantier Fraternité-Matin, je te lis partout... »

Le principal quotidien d'Afrique francophone fête ses vingt ans dans l'allégresse. Vendant plus de quarante mille exemplaires, il compte bien atteindre les cent mille en 1986. Il vient, à l'occasion de cet anniversaire, de refaire sa maquette dans un style de simplicité élégante. Aujourd'hui, le chef de l'Etat se dérange pour lui — ce qu'il ne fera pas demain pour le sommet franco-africain de Bujumbura. Tassé dans son fauteuil, il accuse son âge mais a l'œil vif et ne paraît pas trop épuisé par sa grippe diplomatique. En son nom, le grand chancelier de l'ordre du mérite décore à la chaîne cinquante-trois « responsables du succès du journal » dont quelques Français. La SNEP (Société nationale des entreprises de presse) détient en effet 20 % du capital du quotidien — contre 49 % à l'origine — et assure la gérance de ce groupe florissant où pour 94 % le personnel est ivoirien. On apprend au fil des discours que 58 % des Abidjanais lisent *Fraternité-Matin*, comme dit l'homme de la rue, la *Fraternité*, que l'exploitation est très bénéficiaire, que l'Etat — chose rarissime

en Afrique — ne verse pas un centime au quotidien. Celui-ci se prépare au fac-similé pour les lecteurs du centre du pays, va acheter une très moderne rotative et dispose de sept-cent cinquante points de vente et de cinq cents petits criques dans la seule ville d'Abidjan.

L'affaire marche bien et le libéralisme ivoirien y trouve, visiblement, l'une de ses meilleures vitrines en des temps que la sécheresse de l'an dernier a rendus difficiles. Mais un vent plus favorable commence à souffler et la *Fraternité* — en dépit d'une augmentation de son prix de vente — a traversé sans dommage la mauvaise passe. Le journal maintient son taux d'inventures — le « bouillon » — à 12 %, ce qui tient de la prouesse. Les étrangers conviés à la fête apprécient en connaisseurs. Les Africains envient surtout le climat détendu dans lequel travaillent leurs confrères. Ici, en effet, la presse est libre et s'exprime librement, et la règle du jeu interne est l'une des moins pesantes du continent.

« Ce n'est pas facile d'être journaliste dans nos pays », soupire un reporter en boubou bleu ciel. *Fraternité-Matin* est, lui-aussi, rédigé par des militants du parti unique et doit « coopérer activement à la tâche du développement », souci louable et formule extensible à l'infini. Mais, en dehors de l'élémentaire tabou touchant au chef de l'Etat — « On ne critique pas un chef africain. On le loue ou on se tait » — et au problème brûlant de sa succession — « Voyons ! on aurait l'air de dire qu'il va mourir ! » — les rédacteurs ici se sentent plutôt les coudées franches. Ils sont tenus à ne pas insister sur les problèmes des chefs d'Etat amis. « Le président déteste ça ». La seule sanction jamais enregistrée dans l'histoire de *Fraternité-Matin* — un an d'interdiction d'écrire mais avec maintien du traitement — a frappé un journaliste « mal élevé » qui, lors de sa visite à Abidjan, s'était avisé de poser des questions de politique intérieure française à M. Giscard d'Estaing.

Cette bienveillance observée, le « Vieux » ne déteste pas qu'on chante poillies à ses ministres et qu'on dénonce l'incurie de son administration. Des campagnes rondement menées ont eu des conséquences importantes, notamment en matière de santé publique, où la *Fraternité* a fait changer les choses. « Quand nous arrivons dans un ministère, nous sommes reçus tout

de suite, dit un journaliste, ravi. Et il faut entendre la secrétaire, un peu effrayée, chuchoter au téléphone : Monsieur le ministre, c'est la Fraternité... »

La *Fraternité* a su se faire respecter. Elle y a été aidée par son directeur général et ministre de l'Information, M. Ahmadou Thiame, qui rappelle avec fierté avoir été le premier porteur d'une carte de presse dans le pays — « une carte française » — et, en 1956, avoir frôlé la révocation. « C'est Houphouët qui m'a sauvé en intervenant auprès de Guy Mollet. Mon crime : j'avais fait diffuser une déclaration de la SFIO contre celle de mon parti... ». M. Thiame — titulaire de son portefeuille depuis sept ans — a fait adopter un statut des journalistes « privés » qui lui en a sauvé gré, car ils supportaient mal d'être traités en fonctionnaires.

Ici, on s'amuse...

A *Fraternité-Matin*, ils sont une soixantaine, jeunes — trente ans de moyenne d'âge, — et dans leur grande majorité titulaires d'une licence et formés par trois ans d'institut de presse à Dakar et des stages en France et au Canada. Le directeur de la rédaction, Auguste Miremont — un professionnel chevronné au regard malin derrière ses fines lunettes — a la réputation, tout comme son ministre, de « couvrir » ses subordonnés. Il les mène avec une douce fermeté, et toute l'équipe offre le spectacle réconfortant d'une décontraction efficace. « On s'amuse, même quand il y a beaucoup de travail... ». Les rares anciens rappellent que, pour lancer le quotidien, il a fallu s'échiner jusqu'à seize heures par jour, tant le matériel, choisi ultra moderne d'emblée, donnait des soubresauts aux essayeurs de plumes.

Pour M. Miremont, le succès du journal tient à son originalité : il gagne de l'argent. « Nous avons été créés par un chef d'Etat et nous conservons une autonomie de fonctionnement, vingt ans après. Ce n'est pas banal dans un système de parti unique ! Nous pouvons aborder tous les thèmes et faire parler les gens. Ainsi, nous avons exprimé le mécontentement général face à l'expérience de télévision "couleur", qui a été abandonnée à la suite de ce mouvement d'opinion ».

Avec sa petite moustache, son regard direct et ses gestes vifs, b'm Yéti, timbalde de la rubrique U. I.

isme, se veut un « reporter au ras du sol ». Il incarne bien la nouvelle génération de journalistes africains, vrais « pros », sachant que le président du style Watergate leur est refusé, mais n'acceptant plus d'être des griots de cour, des fonctionnaires préposés aux besoins de plume. « Quand je passe la frontière, je ne dis jamais que je suis de la presse. Après, je raconte comment les policiers ou les douaniers traitent M. Tout-le-Monde. C'est intéressant, non ? ». Des difficultés particulières ? « Oui. Dans les villages, pour avoir le moindre renseignement, il faut des heures. Les gens, par tradition, vous baladent de chef en chef, et on demande l'avis des sages. C'est tenné ! »

Les poissons sacrés

Peut-être, mais du moins, pour ce qui est de l'originalité des sujets traités, la presse africaine est imbattable. Bin Yéti vient de consacrer une « série » aux « poissons sacrés ». Il parle avec émerveillement de ceux de Sapia, dans la région de Boundoukou, la petite ville aux trente-deux mosquées. Dans la campagne avoisinante, l'islam gagne du terrain. Que vont devenir les silures, alors que chacun d'entre eux est, dans la représentation du monde des villageois, lié à la vie de chaque paysan. A chaque décès « naturel », le poisson est recueilli et enterré en grande pompe par un féticheur. Que fera l'islam triomphant ? « On gardera les poissons sacrés. Ici toutes les croyances se superposent et font bon ménage... ». En tout cas, ce sujet d'enquête sur les rapports de l'islam et de la mortalité en rivière eût sans doute ravi Alphonse Allais.

Le désir de se rapprocher des lecteurs, de les informer et de les instruire est sensible à toutes les pages, et le journal joue, dans la vie sociale, un rôle irremplaçable pour la cohésion du pays. Avec une préférence pour le sport, passion nationale, et d'abord le football puisque nous sommes en Afrique, mais sans ignorer les thèmes moins « grand public ». La chanson de l'anniversaire le proclame :

« Des nouvelles économiques ! Fraternité-Matin, tu es mon journal ! »

Quel autre « rubricard » de cette spécialité pourrait se vanter de faire danser les foules ?

Une chose agace souverainement les journalistes africains : le peu de



cas que leurs compatriotes « intellectuels » font trop souvent de leur travail. « C'est trop facile, à la fin », nous dit un ivoirien. Ils nous traitent de porte-coton du pouvoir, mais eux, ils se gardent bien de prendre position. Ils n'acceptent même pas, par crainte de déplaire, qu'on cite leur nom dans une enquête. « Et son voisin de renchérir : « En plus, les gens sont susceptibles ! ». M. Thiame résume la situation : « Un jour, le journaliste africain est un monsieur très bien et le lendemain il passe pour un salaud. Entre-temps, il a écrit qu'un maire ne faisait pas balayer les rues de sa ville... »

Le compteur malgré lui

Petits malheurs, bien connus de tous ceux qui, en Afrique et ailleurs, froissent des vanités ou dérangent des intérêts. A cet égard, la *Fraternité* n'a pas trop à se plaindre, et il est rare que les récriminations ébranlent la sérénité de son directeur de la rédaction. Dans d'autres pays, la situation faite aux journalistes est beaucoup moins enviable. Tel des participants aux agapes d'Abidjan a dû, en dix minutes, apprendre et faire savoir à ses lecteurs que son président, mort de façon soudaine, n'était plus, comme il l'avait encore écrit la veille, « la lumière de l'Afrique », mais un abominable tyran. Tel autre a trouvé une façon de se tirer d'affaire qu'il propose à la route : « Moi, si je dois écrire quelque chose qui risque de

créer problème, je cherche une citation de mon président à l'appui. Il y en a toujours une qui s'y prête, il a tant écrit ! ». Le malin se rassure au milieu des rires et des félicitations.

Dans le petit groupe de confrères en lisse, Célestin, journaliste camerounais, n'est pas le moins joyeux. Pourtant, il a éprouvé dans le choix l'inconvénient d'exercer ce périlleux métier. En 1969, il était allé « couvrir » le congrès du parti unique de son pays. Appartenant à un journal catholique, il avait eu la malchance que son évêque fût, à l'époque, fort mal vu du pouvoir. Alors, il ont monté un beau complot. La sécurité a décidé que j'étais chargé par l'évêque d'apporter du poison à une fille qui devait séduire le président et l'assassiner au saut du lit en lui faisant un mauvais café. « Pas de procès, mais des interrogatoires « poussés », qui ont laissé des cicatrices, et plus de quatre ans de prison ».

Célestin n'a pas de rancune, l'évêque s'en est tiré ainsi que la Judith qui n'avait d'ailleurs jamais rencontré son Holopherne. Et le compteur malgré lui, un peu scandalisé, de conclure : « Evidemment, un journaliste, ça fait bien dans une conspiration. Mais tout de même, ces gens de la sécurité qui font croire que leur président est volage ! »

PAUL-JEAN FRANCESCHINI.







# La convention nationale du Parti socialiste

Le PS réunit, samedi 15 et dimanche 16 décembre, à Evry, dans l'Essonne, une convention nationale autour du thème : Modernisation et progrès social. Outre M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, et d'autres dirigeants socialistes, plusieurs ministres, dont le premier d'entre eux, M. Laurent Fabius, devaient s'adresser aux militants. L'épreuve de la réalité née de l'exercice du

pouvoir a fait « bouger les lignes » à l'intérieur du parti, on a pu le constater notamment lors de la préparation de cette convention.

Certains vont jusqu'à imaginer une recombinaison interne du parti sur d'autres bases que les courants qui structurent aujourd'hui le PS.

Si une telle hypothèse ne semble pas prendre suffisamment en compte le poids de ces courants dans

la vie du parti, on estime, néanmoins, dans l'entourage de M. Jospin, qu'une certaine redistribution des cartes serait souhaitable avant l'échéance de 1986.

De même source, on indique qu'une telle recombinaison pourrait se faire dans le cadre des courants actuels. Il s'agirait plutôt de s'appuyer sur une nouvelle majorité « transversale ». Cette majorité serait composée de socialistes de tous bords, qui seraient

d'accord sur quelques axes et seraient en mesure d'imposer aux « caniques » de leurs courants respectifs cette vision commune.

Nous publions, ci-dessous, un texte représentatif de l'émergence d'une telle sensibilité, puisqu'il exprime un point de vue commun à plusieurs socialistes, de sensibilité différente, sur l'évolution du PS.

## M. Jospin : l'emploi et le pouvoir d'achat nous feront gagner ou perdre les élections

Les débats de la convention nationale du Parti socialiste sur la « modernisation et le progrès social » ont été ouverts, samedi en fin de matinée à Evry, par une intervention de M. Lionel Jospin.

Le premier secrétaire du Parti socialiste a évoqué la perspective des élections législatives de 1986 et répondu implicitement aux critiques qui lui sont adressées. « Il y a des hypothèses qu'on écarte avec hauteur et qui, pourtant, vous tombent sur le nez », a-t-il dit à propos d'une éventuelle défaite de la gauche, allusion aux récentes déclarations de M. Michel Rocard.

Gagner en 1986 suppose, selon lui, que les socialistes commencent à modifier leur état d'esprit, en prenant conscience que le gouvernement « travaille pour l'ensemble du pays », mais que la règle du jeu démocratique est telle que l'« on gague seulement avec la moitié ».

M. Jospin estime que les socialistes, depuis trois ans et demi, ont largement fait la preuve de leur « volonté de gestion » et de leur « esprit de responsabilité ».

Depuis trois ans et demi, a-t-il dit, le gouvernement a modernisé l'Etat (décentralisation), la société (prime de mort, IVG...), l'économie (secteur public, recherche, politique industrielle). Mais il est passé d'une phase « d'optimisme de la modernisation » à celle du « pessimisme de la modernisation » (restructurations). Du moins l'opinion a-t-elle ressenti, selon lui, cette évolution en ces termes.

Il reste, à son avis, des domaines dans lesquels le gouvernement peut encore rendre le processus de modernisation plus efficace moins rude. Il en va ainsi de son financement. Le transfert au profit de l'épargne et de l'investissement ne doit pas se faire, a-t-il affirmé, « au prix d'une détérioration du rapport salaires-profits ». « Drainer des fonds vers les entreprises, oui ; qu'ils aillent seulement vers les patrons, non. Il faut veiller à ce que les salariés aient aussi leur part, même différée, des progrès de la productivité et des plus-values réalisées ».

A propos de la flexibilité, M. Jospin qualifie de « flexibilité résidue » celle qui consiste à « dégraisser » des effectifs. Il demande que, en cas d'échec des négociations entre le patronat et les syndicats sur cette question, le gouvernement « n'accepte de légiférer ou de décréter que sur les points acceptés par les syndicats (...) ». L'affaire a pris un tour politique et symbolique, tel qu'il y va de la crédibilité des socialistes.

syndicats « pour empêcher que soit porté atteinte aux droits du monde du travail dans la négociation sur la flexibilité de l'emploi. La modernisation (...) ne se fera pas sur le dos des salariés », a-t-il déclaré. Au sujet des TUC (travaux d'utilité collective), M. Jean Poperen juge « significatif » et « nouveau » que « Georges Marchais se retrouve avec Stoléru et d'autres politiciens de droite pour rejeter par le sarcasme cette initiative ».

Pour M. Jean Poperen, « la France n'a pas envie de voir revenir la France d'avant ». « Disons mieux : les générations nouvelles se que nous sommes, ce qu'en ce moment nous faisons, a-t-il dit. La France qu'elles espèrent, ce n'est pas la France revancharde, frileuse, raciste, répressive, égoïste, la France de Dupond-le-Jote, encadrée par Le Pen et chloroformée par Hersant. La France de l'an 2000, dans nous qui avons charge d'y travailler ».

## POINT DE VUE

## Pour être modernes soyons démocrates !

Qui ne voit que nous vivons la fin d'une époque ? L'hégémonie intellectuelle des idées socialistes sur la société civile, a fait place à la vague des théories libérales, fussent-elles les plus sauvages. L'union de la gauche, vecteur d'une stratégie de conquête du pouvoir, n'a pas résisté à son essor, même si, qu'on le veuille ou non, les trois-quarts des cent dix propositions du candidat François Mitterrand sont déjà entrées en vigueur. Quant à la droite, si elle avait, jusque-là, accepté les vertus de l'Etat-providence, quitta à alourdir continuellement les prélèvements obligatoires, elle fait, aujourd'hui, une marche arrière franche et joyeuse.

Les Français eux-mêmes ont changé. Hier encore, ils espéraient dans les solutions miraculeuses, c'est-à-dire idéologiques, de sorte de crise. Aujourd'hui, ils n'ont plus d'illusions. Ils nous font d'ailleurs payer cher cette mue, en nous rendant responsables, non pas tant de la politique de rigueur, chacun sachant bien qu'elle est incontournable, mais de cette prise de conscience mutuelle dont il n'était plus possible de différer, une dernière fois, encore, l'effort.

Un nouveau paysage politique se dessine donc : le « changement » souvent brutal mais toujours mythique que est incarné par d'autres que nous (PCF et libéraux doctrinaires) : la crise qui avait égaré le système démocratique le menace aujourd'hui par ses effets perturbateurs (chômage, immigration, insécurité). Quant aux mouvements sociaux sur lesquels la gauche comptait s'appuyer pour poursuivre le régime de la société française, ils sont restés atones ou, pire, ont renforcé les rayons déjà bien garnis des corporations.

Dans ce contexte, l'enjeu pour les socialistes est simple : ou bien ils

Par JEAN-YVES LE DRIAN  
JEAN-PIERRE MIGNARD  
JEAN-MICHEL GAILLARD  
ET FRANCIS HOLLANDE (\*)

fort comme si rien n'avait bougé et s'arabourent sur leurs croyances anciennes et leurs indéniables acquis, mais le risque est alors réel d'un isolement grandissant par rapport à l'opinion, ou bien ils construisent au cœur même de la crise et dans l'expérience du pouvoir les bases d'un nouveau contrat et ils se modernisent. Cela suppose néanmoins de torde le cou à quelques tabous préhistoriques.

Disons-le tout net, au risque de provoquer la conception dogmatique du rôle de la classe ouvrière, l'idée que le lieu du travail pourrait être aussi un espace de liberté, la notion d'appartenance des individus à des groupes sociaux solidaires, l'affirmation d'un programme politique à temporel, tout cela doit être abandonné. Le Parti socialiste est sans doute le premier parti ouvrier du pays, mais son ambition ne doit pas d'être aussi le parti de toute la société ? Aussi doit-il s'adresser aux individus tout autant qu'aux groupes, en appeler au réel bien plus qu'aux mythes, adopter une démarche modeste, c'est-à-dire non pas peureuse, mais adaptée aux temps qui viennent.

Dans cette conception, l'Etat, loin d'être absent d'entier un rôle fondamental, il doit porter l'efficacité de ses interventions pour que « ça marche » et qu'ainsi soit réduite l'angoisse croissante des Français. Et mettre du libre choix partout, pour être mieux acceptés. Il doit aussi, dans cette période d'incertitude, où l'envie de comprendre est évidente, anticiper, prévoir, annoncer les évolutions, bref devenir un « Etat éclairé ».

Dans ce contexte, l'enjeu pour les socialistes est simple : ou bien ils

Cette modernisation de notre discours est d'autant plus indispensable que jamais autant qu'aujourd'hui, le socialisme démocratique en tant que mode d'organisation n'a jamais paru aussi bien convenir à l'appréhension des bouleversements actuels.

La gauche, en effet, n'est pas un projet économique, mais un système de valeurs. Elle n'est pas une façon de produire, mais une manière d'être. Aussi est-elle moderne dès lors qu'elle est elle-même : c'est-à-dire d'abord démocratique.

Notre pays sera vaincu par la crise s'il lui concède comme tribut, en charge d'un hypothétique succès, le sectarisme économique, la régression sociale ou la haine raciale. La démocratie, nécessaire mariage entre l'égalité des droits et des chances et la liberté, notamment celle d'être différent, est le seul moyen d'assumer convenablement la mutation technologique. Cela vaut aussi bien pour l'ordre interne que pour les rapports internationaux.

Si le « libéralisme est de retour », la gauche est toujours là ; sa survie historique dépendra de sa capacité à se « restructurer » d'abord elle-même pour faire accepter la modernisation de la société dans son ensemble. Mais si nous sommes les plus confiants dans les vertus de l'idéal démocratique, nous n'en sommes pas les seuls dépositaires. Aussi face aux périls qui grossissent (racisme, peur, pauvreté, montées des extrémismes), ayons le front de proposer un consensus stratégique entre tous les courants démocratiques du pays. Ainsi, au-delà du clivage gauche-droite, pourrions-nous affirmer les principes sur lesquels notre société doit impérativement reposer et les limites qu'il convient de ne jamais dépasser, à moins de déchoir. Tout le monde y gagnera...

C'est aussi tout cela la modernisation.

Dès lors, le terrain de l'action politique se déplace. « Sachons », a dit M. Jospin, que les questions qui nous feront gagner ou perdre sont les mêmes vieilles questions : celle de l'emploi d'abord et, surtout, celle du pouvoir d'achat, celle du sentiment de justice, celle du sentiment de notre fermeté et de notre autorité dans la direction des affaires. Choisir ce qui nous envoie, ce qui permet à l'électorat qui est le nôtre de s'identifier à nous et à notre gouvernement, voilà ce qui doit nous guider. Une fois les choix faits, dégageons, tous les moyens nécessaires ».

M. Jospin appelle de ses vœux un mouvement de mobilisation qui engage le PS, mais aussi le gouvernement et « s'il en décide ainsi » le président de la République. Le PS, indique-t-il, est « dans l'intérêt d'un signal ».

Le premier secrétaire du PS avait d'abord expliqué aux militants pourquoi, selon lui, son parti incarne « la modernité » alors que la droite représente « l'archaïsme » (économique, social et sur les problèmes de société), et le parti communiste « l'immobilisme ».

M. Poperen : le comique de M. Barre

Auparavant, M. Jean Poperen avait présenté le rapport d'activités du parti. Observant que, avec une hausse des prix de 0,3 % en novembre, « il est quasiment acquis que le parti de 7 % sur l'année sera tenu », M. Jean Poperen a invité les socialistes à prendre conscience de ce qu'ils sont « en train de réinventer la droite à échoué ». « Il devient véritablement comique, a-t-il dit, d'entendre le savant économiste Barre vous faire la leçon du haut de sa suffisance et de ses 15 % d'inflation ».

M. Jean Poperen a réaffirmé l'engagement du PS aux côtés des

combasivité et son esprit d'union dans le camp de Buchenwald. L'un décide dans les salons de la collaboration, l'autre souffrit dans sa chair (...)

« En réalité, décider de ne pas choisir sur le champ de la mort pour tous, choisir que « la loi du milieu » soit imposée dans les camps par les détenus de droit commun, que la barbarie nazie mélangée aux patriotes et aux combattants anti-hitlériens. Le choix fondamental, Marcel Paul l'a fait dès le premier jour en France, en s'engageant avec son parti dans la Résistance.

« Pourtant, Pierre-Henri Teitgen a bien connu, comme nous, la nocivité de l'argument selon lequel la lutte était « engrenage » dangereux. Et il sait bien qu'il est heureux que des Français d'opinions diverses aient su surmonter cet obstacle et agir quand il le fallait, jusqu'à organiser l'insurrection armée à Buchenwald. »

« Le Sénat et la montagne. — Le Sénat a adopté en dernière lecture, vendredi 14 décembre, à l'unanimité (le PC s'abstient), le projet de loi relatif au développement et à la protection de la montagne.

Les modifications apportées par les sénateurs au texte précédemment voté par l'Assemblée nationale ne sont apparues, ni aux yeux de M. René Souchen, secrétaire d'Etat à l'agriculture et à la forêt, ni à ceux de M. Jean Faure (Union centriste, Isère), rapporteur de la commission des affaires culturelles, comme devant faire obstacle à un accord en commission mixte paritaire.

« M. Stoléru (PR) : jour le jeu en 1986. — M. Lionel Stoléru, ancien secrétaire d'Etat de M. Giscard d'Estaing et membre du bureau politique du PR, a déclaré vendredi 14 décembre sur Europe 1 qu'il « approuve sur le fond M. Barre quand il dit que la victoire (de l'opposition en 1986) doit être massive. Si cette victoire est tellement massive que M. Mitterrand décide de son plein gré de démissionner naturellement, c'est une bonne chose pour nous (...) ». « Mais, a-t-il ajouté, là où je ne suis plus d'accord avec M. Barre, c'est dans l'hypothèse où M. Mitterrand décide de rester : je souhaite à ce moment-là que l'opposition devenue majorité joue le jeu, c'est-à-dire qu'elle gouverne avec le président de la République élu jusqu'en 1988. »

Au congrès du PSU

LÉGER RECUL DES AMIS DE M<sup>me</sup> BOUCHARDEAU

(De notre correspondant.)

Bourges. — Le quinzième congrès du PSU s'est ouvert, le vendredi 14 décembre, à Bourges, en présence de trois cent cinquante délégués. Le vote sur les textes d'orientation, selon des résultats non définitifs, n'a pas clairement départagé les courants.

Le texte qui a reçu la caution de M<sup>me</sup> Huguette Bouchardeau, ministre de l'environnement, et de M. Serge Depaquit, secrétaire national, est en léger recul (21-22 %) par rapport au congrès de Vénissieux, en juin 1983, à côté du texte signé par M. Jacques Salvaat, porte-parole adjoint (24-25 %); mais M. Depaquit et M<sup>me</sup> Bouchardeau devraient bénéficier du soutien d'un nouveau courant (13-13,5 %), issu des rangs de leurs partisans. Deux autres tendances semblent courtées du jeu des alliances en raison de leur volonté de rupture, plus affirmée chez l'une (9-9,5 %) que chez l'autre (31 %), avec le gouvernement.

## FACE AU NAZISME

## M. Roland Leroy réplique à M. P.-H. Teitgen

M. Roland Leroy a répondu dans l'Humanité du 14 décembre — journal dont il est directeur — à la mise en cause par M. Pierre-Henri Teitgen de Marcel Paul, ancien ministre du général de Gaulle, pour son attitude de militant communiste au camp de Buchenwald (le Monde du 15 décembre). Reprenant la comparaison faite par M. Teitgen avec l'ancien ministre de l'intérieur du gouvernement de Vichy, M. Leroy, lui-même membre du bureau politique du PCF, écrit :

« Il y a des différences qui ne peuvent s'estomper. L'un, Fuchus, a fait fuir des Français en les livrant à la bête immonde, encourageant ainsi les hitlériens à développer leur répression contre tous les patriotes ; l'autre, Marcel Paul, a sauvé des vies de Français de toutes opinions, a su redonner à des déportés le goût et le sens de l'humain, a fait fuir la flamme de la solidarité de lutte, en un mot, a su maintenir la Résistance dans sa

combaisivité et son esprit d'union dans le camp de Buchenwald. L'un décide dans les salons de la collaboration, l'autre souffrit dans sa chair (...)

« En réalité, décider de ne pas choisir sur le champ de la mort pour tous, choisir que « la loi du milieu » soit imposée dans les camps par les détenus de droit commun, que la barbarie nazie mélangée aux patriotes et aux combattants anti-hitlériens. Le choix fondamental, Marcel Paul l'a fait dès le premier jour en France, en s'engageant avec son parti dans la Résistance.

« Pourtant, Pierre-Henri Teitgen a bien connu, comme nous, la nocivité de l'argument selon lequel la lutte était « engrenage » dangereux. Et il sait bien qu'il est heureux que des Français d'opinions diverses aient su surmonter cet obstacle et agir quand il le fallait, jusqu'à organiser l'insurrection armée à Buchenwald. »


REPORT DU « GRAND JURY RTL-LE MONDE » DU 16 DÉCEMBRE

En raison de l'insurrection stivisée de M. François Mitterrand, dimanche 16 décembre sur TF1 à 19 heures, l'émission hebdomadaire « Le Grand Jury RTL-Le Monde » qui devait avoir lieu ce même jour est supprimée.

Le « Grand Jury » reprendra le cours normal de ses émissions dominicales à partir du 23 décembre.

# LE 16 DÉCEMBRE

## l'abbé PIERRE compte sur VOUS



### TOUS VOUS VIENDREZ, AU GRAND GALA: DANIEL GUCHARD, ANNIE CORDY, HÉRIE VILARD et tous les artistes de variétés associés, sous le grand chapiteau du stade, Porte de LA CHAPELLE à 14 heures 30 et 20 heures 30. (Billets en vente : sur place, dans les 3 FNAC, à HACHETTE OPÉRA et RADIO BOCAI, 100 avenue LÉNINE, 92000 NANTERRE).

### TOUS VOUS DONNEREZ.

Déposez : argent, vivres et vêtements, dans les mairies d'arrondissement et à l'Hôtel de Ville de PARIS, de 9 heures à 17 heures. Ou envoyez vos dons :

- Par chèque bancaire à l'ordre de : "LE NOËL DE L'ABBÉ PIERRE" à FRANCE-SOIR, 100 rue Réaumur, 75002 PARIS.
- Ou par virement au C.C.P. : 15.247.54.X "AVAS. LE NOËL DE L'ABBÉ PIERRE".

Pour tous renseignements, téléphonez ou : 271.21.22.



# France

## A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

### Les constructions près des aérodromes seront rendues plus difficiles

Six millions de personnes habitant quelque trois cents cinquante communes ont peu ou prou à souffrir du bruit des avions décollant ou atterrissant sur les aérodromes français. Si, au temps de l'urbanisme à tout va et du développement économique sans mesure, nul ne s'est beaucoup inquiété du voisinage difficile des logements et des avions, depuis 1973 les pouvoirs publics ont pris conscience, produisant des circulaires pour limiter la construction aux abords des aérodromes, créant une taxe permettant d'indemniser les riverains. Le conseil des ministres du 2 mars 1983 a décidé d'accroître cette action.

Légiférer devenait obligatoire. Ne serait-ce que parce que les lois de décentralisation n'autorisent que le Parlement à imposer des directives d'urbanisme aux collectivités locales. L'Assemblée nationale a donc adopté le vendredi 14 octobre, en première lecture, un projet de loi limitant les possibilités d'urbanisme au voisinage des aérodromes. Seuls les députés socialistes ont voté pour, l'opposition et les communistes s'abstenant, pour des raisons opposées d'ailleurs.

L'objectif est clair : « éviter l'installation de populations supplémentaires dans les zones bruyantes sans pour autant enlever celles qui y

habitent déjà dans une sorte de périmètre interdit », ainsi que l'a résumé M. Paul Quilès, ministre de l'urbanisme, du logement et des transports (le Monde du 25 octobre). Pour ce faire, trois zones de bruit dégressif seront créées autour des aérodromes. Les possibilités de construction y seront plus ou moins limitées. Dans chacune seront établis « par l'autorité administrative » des plans d'exposition au bruit qui s'imposent aux documents d'urbanisme locaux ; les certificats d'urbanisme devront signaler aux candidats à la construction l'existence de ces zones.

Même les socialistes ont jugé cela un peu insuffisant. M. Paulette Nevoux (PS, Val-de-Marne) et M. Jean-Pierre Fourré (PS, Seine-et-Marne) auraient au moins voulu que les possibilités actuelles d'aide financière à l'isolation phonique des logements existants soient accrues. Sans aller jusque-là, le rapporteur de la commission de la production, M. Georges Le Bail (PS, Hauts-de-Seine), a fait inclure les aérodromes militaires parmi ceux dont le voisinage pourrait être concerné par la loi ; rendu obligatoire la consultation des commissions consultatives de l'environnement, « lorsqu'elles existent », a fait préciser le gouver-

nement, lors de l'établissement des plans d'exposition au bruit ; facilité la construction des équipements liés à l'activité aéronautique.

Les communistes, tout en souhaitant, par la voix de M. Paul Mercieca (PC, Val-de-Marne), la limitation du bruit à la source ou « la réparation des dégâts causés », ont estimé qu'une telle législation était trop contraignante pour les communes concernées. Gérant nombre de celles-ci, ils auraient souhaité que l'établissement de plans d'exposition au bruit et que ceux-ci ne s'imposent pas aux documents d'urbanisme ; de plus, ils auraient souhaité que, dans la zone de bruit le moins fort, puissent être construites des habitations collectives.

A l'inverse, le RPR, représenté par M. Roland Nungesser (RPR, Val-de-Marne), aurait souhaité une législation plus stricte, notamment par l'interdiction des rénovations et réhabilitations sur les zones les plus bruyantes et de développement de l'activité aérienne créant de nouvelles zones de bruit.

Seul les socialistes ont voté pour le projet après avoir rejeté ces propositions extrêmes et contraires.

THIERRY BRÉNIER.

### Les socialistes ne veulent pas faciliter la construction sur les anciennes fortifications de Paris

L'urbanisme permet-il le consensus ? Les conditions de discussion du projet de loi modifiant les principes d'aménagement, pour tirer les conséquences de la décentralisation de compétences urbanistiques aux collectivités locales, pourraient

le laisser penser (le Monde du 23 et celui du 24-25 juin 1984). L'opposition s'est abstenue en deuxième lecture, le vendredi 14 décembre, à l'Assemblée nationale, alors que celle-ci a retenu de nombreuses

modifications introduites par le Sénat.

Sur quelques points, toutefois, des désaccords persistent entre les deux chambres du Parlement. Ainsi les députés ont refusé la distinction entre communes de plus ou de moins de dix mille habitants dans l'exercice du droit de préemption, alors que le gouvernement avait souhaité une formule transactionnelle. De même, ils n'ont pas accepté de faire figurer l'Agence des espaces verts de la région Ile-de-France parmi les bénéficiaires possibles de la taxe des espaces naturels sensibles, car il s'agit là d'une prérogative départementale. Ils ont aussi refusé la diminution de moitié du taux maximum de cette taxe opérée par les sénateurs. Par ailleurs, ils ont rétabli la possibilité pour le préfet de se substituer aux organismes sociaux ne respectant pas les règles d'attribution des logements sociaux, ainsi que l'établissement par lui de ces règles.

Le Sénat avait aussi prévu des possibilités de modification de plan local d'urbanisme (PLU). Malgré les vives critiques des communistes, l'Assemblée, à l'initiative du gouvernement, les a encore étendues en permettant le doublement de ce plan local, dans toutes les communes, dans les six mois suivant les élections municipales. De même, toujours à l'initiative de M. Paul Quilès, ministre de l'urbanisme, du logement et des transports, elle a repris des idées du Sénat, en limitant la portée, sur la modification des schémas directeurs d'aménagement et d'urbanisme, et des plans d'occupation des sols (POS). Mais elle a refusé de rendre au préfet le pouvoir de s'opposer au permis de construire des constructions pouvant recevoir plus de cent personnes.

Les socialistes et M. Quilès ont été en désaccord à propos de la levée des servitudes imposées à la Ville de Paris sur les emplacements des anciennes fortifications (le Monde du 14 décembre). Le Sénat avait proposé de les faire entièrement disparaître alors que les plus anciennes remontent à un décret des 8-10 juillet 1791. La commission avait pensé faire bénéficier Lille de ce même avantage. Le ministre était d'accord à condition d'accroître la publicité faite autour du devenir de ces terrains et d'élucider la procédure de révision du POS le concernant.

Malgré vingt minutes de suspension de séance, il n'a pu convaincre ses amis, bien qu'il leur ait fait valoir que « la ceinture verte » de Paris concernée « n'avait pas de vert que le nom » ; qu'il fallait mettre fin à « un imbroglio juridique » ; qu'il n'était pas possible de revenir sur la responsabilité des élus locaux voulue par la décentralisation ; qu'il y allait de l'avenir de la ZAC Champigny, donc de la responsabilité financière de l'Etat, et que les règles du POS étaient suffisamment contraignantes.

Th. B.

## Le communiqué officiel du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni vendredi 14 décembre sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme de ses travaux, le communiqué suivant a été publié :

### AVIATION CIVILE INTERNATIONALE

A l'initiative de la France, le protocole du 10 mai 1984, dont la ratification va être soumise au Parlement, interdit l'usage des armes contre les avions civils en vol. Le ministre des relations extérieures a présenté au conseil des ministres un projet de loi autorisant la ratification du protocole du 10 mai 1984 portant amendement de la convention de Chicago relative à l'aviation civile internationale.

Ce protocole pose, pour la première fois en droit international, le principe de l'interdiction d'utiliser des armes contre les avions civils en vol.

Il a été conclu à l'initiative de la France pour prévenir le renouvellement de drames pareils à celui intervenu le 1<sup>er</sup> septembre 1983, lorsque un avion de la compagnie Korean Airlines fut abattu avec deux cent soixante-neuf passagers à bord.

### CONVENTIONS INTERNATIONALES

Le ministre des relations extérieures a présenté au conseil des ministres deux projets de loi autorisant la ratification de conventions internationales :

— La convention franco-monténégroise du 16 février 1984 a pour objet de fixer les droits économiques de la principauté de Monténégro sur le plateau continental qui s'étend dans le prolongement de sa mer territoriale ;

— L'avenant du 16 juillet 1984 à la convention fiscale franco-sénégalaise du 29 mars 1974 a pour objet d'établir entre les deux pays de nouvelles règles concernant l'imposition des revenus, notamment celles qui concernent la jouissance de biens immobiliers ou l'exploitation de mines, de carrières ou d'autres ressources naturelles.

### ARMES A FEU

Améliorer la sécurité et éviter la banalisation des armes à feu. — Le ministre de l'intérieur et de la décentralisation a présenté au conseil des ministres un projet de loi réglementant et limitant la publicité en faveur des armes à feu et de leurs munitions.

Ce projet prévoit notamment : — L'interdiction de l'envoi à toutes personnes autres que celles qui en font la demande expresse ou les armuriers professionnels, de documents publicitaires en faveur des armes et munitions ; — Une définition précise du contenu de l'information susceptible d'être donnée aux acheteurs potentiels de ces matériels ;

— L'interdiction de faire coexister dans un même document, et notamment dans les catalogues de vente par correspondance, la publicité en faveur des armes et munitions et la promotion d'autres produits.

Parallèlement, pour éviter la banalisation de l'achat de ces produits, un décret prévoit que la vente au public des armes à feu ne pourra être effectuée que dans des locaux fixes et permanents. Ces locaux ne pourront accueillir d'autres activités commerciales, à l'exception de celles qui sont liées directement à la pratique de la chasse, du tir sportif ou de la pêche.

### ATTRIBUTIONS DU MINISTRE DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA SOLIDARITÉ NATIONALE

Le conseil des ministres a entendu une communication du ministre des relations extérieures sur la session ministérielle du conseil de l'Atlantique nord des 13 et 14 décembre qui a été précédée par la réunion traditionnelle à quatre (Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, République fédérale d'Allemagne) sur les affaires de Berlin.

Le ministre a rendu compte de l'intérêt que suscitent de la part des pays de l'alliance les perspectives liées à la rencontre soviéto-américaine de Genève les 7 et 8 janvier prochains. Il a saisi cette occasion pour rappeler les positions françaises. La France approuve la disponibilité des deux parties à négocier sur l'ensemble de leurs ar-

gements nucléaires et spatiaux. Tout en étant consciente du fait que le processus risque d'être long et difficile, elle espère que les deux parties manifesteront une égale volonté de parvenir à des résultats concrets et vérifiables aboutissant à des réductions substantielles de leurs arsenaux ainsi qu'à une limitation des utilisations militaires de l'espace.

En marge de la session, le ministre a eu un entretien avec M. George Shultz, secrétaire d'Etat américain, sur un certain nombre de questions bilatérales.

### CONDITION D'IMPLANTATION DES NOUVELLES ACTIVITÉS

Assouplissement du régime des autorisations d'implantation pour faciliter les efforts pour le développement des zones de conversion. — Le ministre d'Etat, chargé du Plan et de l'aménagement du territoire, a présenté au conseil des ministres une communication sur l'implantation des nouvelles activités.

S'il revient aux entreprises de déterminer la localisation de leurs activités, l'Etat de son côté doit veiller au développement équilibré du territoire. Il dispose à cet effet de plusieurs moyens : primes d'aménagement du territoire, contrats de plan entre l'Etat et les régions, programmes de développement des pôles de conversion, régime réglementaire d'autorisation des localisations. C'est ce dernier régime, devenu inadéquat, qui doit être revu.

1. — La réforme de la procédure d'agrément. — La procédure de l'agrément subordonné à un accord administratif la construction ou l'utilisation de bureaux et de locaux industriels en Ile-de-France.

Il est nécessaire aujourd'hui de renforcer la compétitivité de la capitale au regard des grandes métropoles européennes, de moderniser le parc des bureaux et d'alléger les règles pour les entreprises, particulièrement pour les petites et moyennes entreprises dynamiques. Cela doit se faire dans le cadre d'un aménagement équilibré du pays avec, en Ile-de-France, une priorité reconnue aux villes nouvelles et à l'est de l'agglomération.

Dans cette perspective, le gouvernement a décidé :

1) De supprimer toute procédure d'agrément pour les opérations suivantes :

— Implantations de locaux de toute nature (bureaux, locaux industriels, entrepôts) dans les villes nouvelles ;

— Construction de bureaux non affectés et rénovation de bureaux sans extension de surface ;

2) De doubler les seuils d'agrément pour la construction ou l'extension :

— De locaux industriels (seuil porté à 3000 mètres carrés) ;

— De bureaux affectés (seuil porté à 2000 mètres carrés).

L'agrément est en revanche maintenu pour toutes les opérations des administrations de l'Etat.

### MESURES INDIVIDUELLES

Le conseil des ministres a adopté les mesures individuelles suivantes :

— M. Charles de Villaines, conseiller maître à la Cour des comptes, est nommé président de chambre à la Cour des comptes.

— M. Yvonne Thobald-Paoli est nommée conseiller d'Etat en service extraordinaire.

— M. Charles Barbeau, maître des requêtes au Conseil d'Etat, est nommé directeur général de l'administration au ministère de l'intérieur et de la décentralisation.

— M. Gérard Borgey, préfet en service détaché, est nommé préfet hors cadre.

— M. Christian Blanc, préfet, commissaire de la République du département des Hautes-Pyrénées, est nommé préfet hors cadre.

— M. Philippe Bodin est nommé président du conseil d'administration de la Société française de câbles sous-marins et de radio.

— M. Bernard Attali, président du conseil d'administration du Groupe des assurances nationales et M. Jean-Claude Morel, directeur général du personnel et de l'administration de la Commission des Communautés européennes, sont nommés membres titulaires du Conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat.

Un bilan de la mise en œuvre de cette procédure sera établi chaque année.

Ces nouvelles mesures de simplification viennent compléter celles arrêtées récemment pour permettre la création d'entreprises en moins d'un mois et pour encourager les investissements étrangers en France.

II. — La poursuite des efforts pour le développement des zones de conversion. — Un programme concernant la recherche, la formation, l'accueil des entreprises dans les pôles de conversion vient d'être arrêté par le gouvernement. Il sera complété par un nouveau programme d'infrastructure, d'un montant supérieur à 500 millions de francs, financé par la quatrième tranche du Fonds spécial grands travaux.

### POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

Assurer un meilleur service du public dans un cadre de travail rénové. — Le ministre délégué chargé des PTT a présenté au conseil des ministres une communication sur l'amélioration des conditions d'accueil des usagers des PTT.

Le réseau des établissements de la poste et des télécommunications comporte plus de dix-huit mille points de contact avec le public, répartis sur l'ensemble du territoire. Le ministre a annoncé un ensemble de mesures de modernisation de ce réseau destinées à le rendre plus efficace, à mieux l'adapter au service des usagers et à améliorer les conditions de travail des personnels.

1) Un programme de rénovation des bureaux de poste sera engagé en 1985 pour la construction et le réaménagement de six mille bureaux. Ces opérations, qui s'étaleront sur quatre ans, concerneront aussi bien le patrimoine de l'Etat que les immeubles mis à disposition par les municipalités.

2) Un programme d'information des bureaux de poste sera lancé simultanément à partir d'opérations pilotes menées dans un certain nombre de bureaux depuis deux ans.

Il vise à implanter dans quatorze mille établissements des matériels micro-informatiques et télématiques, adaptés aux besoins des usagers et des personnels : trente mille postes de travail seront ainsi équipés dans les quatre ans à venir. La formation des personnels débutera en 1985.

L'implantation des applications informatiques et télématiques dans les agences commerciales des télécommunications sera achevée en 1988.

3) L'information et l'accueil du public seront améliorés par un ensemble de mesures : signalisation des points d'accueil, personnalisation des relations avec les usagers, implantation de minitels en libre service dans les bureaux de poste, accueil téléphonique au « 14 » et actions de formation des personnels.

Ces actions seront complétées par la simplification et la mise à jour des textes et des procédures concernant les rapports entre l'administration et les utilisateurs. Ces améliorations viseront à mieux garantir les droits des usagers, à renforcer la concertation au niveau national et à la mettre en œuvre au plan local.

### LUTTE CONTRE LA FRAUDE FISCALE

Orienté en priorité vers les fraudes les plus graves, amélioré dans ses méthodes, le contrôle fiscal a accru son efficacité. — Le secrétaire d'Etat chargé du budget et de la consommation a présenté au conseil des ministres une communication sur les résultats de la lutte contre la fraude fiscale.

L'action menée depuis trois ans a porté ses fruits, puisque le montant des droits non rappelés a atteint 19.275 milliards de francs en 1983, dernière année connue, soit une hausse de 20 % par rapport à 1982. Ce résultat a été obtenu sans que le nombre d'opérations de contrôle se soit accru. Il est dû pour l'essentiel à l'amélioration de la qualité du contrôle fiscal et à sa réorientation vers les secteurs où la fraude est la plus forte et vers les entreprises ou contribuables dont les obligations fiscales sont les plus élevées.

Cette politique sera poursuivie dans l'avenir en mettant l'accent sur trois priorités :

— La lutte contre les fraudes les plus graves ;

— La généralisation des vérifications des groupes d'entreprises ;

— La meilleure adaptation des techniques de vérification aux enjeux réels : en particulier, il sera recouru plus largement à la méthode dite de « vérification diagnostique » qui permet, pour les petites entreprises de prendre la

rapidement une décision sur la poursuite ou l'arrêt de la vérification.



# Fourrures George V

## Exceptionnel!

### magasins ouverts

# dimanche 16 décembre

## de 10h. à 19h

### 40, Av George V PARIS 8<sup>e</sup>



150

DE L'ANTIRACISME A L'ÉGALITÉ

Le microbe de Farida Belghoul

Comparer la France à un vélomoteur (« pour avancer, il lui faut du mélange ») était un slogan ingénieux. L'illustrer et le tester en parcourant l'Hexagone sur des machines pétaradantes frisant la perfection. Pourquoi alors tout gâcher par des propos au vitriol ? Les « rouleurs de l'égalité », enfants d'immigrés pour la plupart, ont brouillé les cartes, ces dernières semaines, en s'en prenant aux groupes antiracistes qui passaient pour leurs meilleurs défenseurs.

Farida Belghoul est le personnage le plus en vue de Convergence 84. Née à Paris, âgée de vingt-six ans, cette fille d'émigré algérien a décroché une maîtrise d'économie puis réalisé deux films. C'est une militante pleine de fougue qui s'étonne d'être interrogée sur sa nationalité. « Qu'est-ce que ça veut dire ? En France, ce n'est pas la nationalité qui compte mais le statut. Pour trouver un logement en HLM, il ne suffit pas d'avoir la nationalité française quand on est Maghrébin ou Américain ».

Rien ne l'agace autant que les questions posées « en termes d'État-nation ». Elle vous renvoie volontiers tout aux arrières, à la Commune, lorsque, toute personne vivante, travaillant et luttant à Paris était considérée comme citoyen, sans regard pour sa nationalité. Ne pourrait-on être aujourd'hui de



nationalité algérienne ou marseillaise et citoyen de l'État français ? demande Farida Belghoul.

« Madame la France dévore ! »

Insistez un peu, et elle vous parle de son enfance. Le dilemme Franco-Algérie, elle l'a toujours connu. « A l'école, les institutrices me trouvaient l'image dévalorisée qu'elles avaient de mes parents. Ceux-ci se battaient contre cette image et m'associaient à leur com-

bat... Plus tard, à l'Université, Farida Belghoul a résisté aux tentatives d'assimilation. « Madame la France dévore ! Pour mes camarades, il fallait absolument que je sois comme eux. Mais elle a faussé compagnie à « ces petits bourgeois, vite entrés dans les cadres existants ». Résoudre le dilemme France-Algérie ? « Et pourquoi donc ? La meilleure façon de rester moi-même, c'est d'entretenir le dilemme. » Elle n'avait pu obtenir de bourse d'études ni de la France ni de l'Algé-

Les apprentis sorciers

(Suite de la première page.)

Ces techniques sont diverses :

L'homme est-il stérile ? On peut alors s'adresser au don bénévole et anonyme de spermatozoïdes et pratiquer l'insémination artificielle de la femme.

La femme est-elle stérile ? Plusieurs cas peuvent schématiser :

- Dans le cas le plus fréquent, les ovules sains ne parviennent pas dans l'utérus, car les trompes sont obstruées. On peut y remédier en prélevant les ovules de la femme, en les fécondant en éprouvette avec les spermatozoïdes de l'homme et en implantant cet embryon dans l'utérus de la femme, qui porte alors son propre enfant dont elle est à la fois la mère génétique et utérine ;

- Dans un deuxième cas, les ovules sont déficients, mais l'utérus de la femme peut porter un enfant. La logique serait, comme dans le cas de l'homme stérile, de recourir au don d'ovule (bénévole et anonyme), de le fertiliser avec les spermatozoïdes de l'homme et d'implanter cet embryon dans l'utérus de la femme, qui est alors une mère utérine mais non une mère génétique ;

- Troisième cas, l'utérus de la femme ne peut porter un enfant. C'est alors que l'on a imaginé de recourir à une autre femme. Les ovules de la femme stérile sont prélevés, sont fécondés avec les spermatozoïdes de l'homme, et cet embryon, qui est génétiquement l'enfant du couple, est implanté dans l'utérus de cette autre femme. Celle-ci est mère utérine (ou couveuse) mais non génétique.

En généralisant, disons que du moment où sperm, ovule et même embryon peuvent être congelés en attendant d'être implantés, bien d'autres cas de figure peuvent être envisagés.

Un défi extraordinaire

Parmi ceux-ci, il y en a un dans lequel la femme, étrangère au couple, est à la fois donneuse d'ovule (qui n'est plus alors un don anonyme) et préteuse d'utérus. C'est le cas de la femme, dite improprement mère de substitution, qui accepte d'être inséminée avec les spermatozoïdes du futur père adoptif. Le Comité d'éthique a pris position contre cette pratique, car la femme étrangère au couple est une vraie mère, utérine et génétique, qui abandonne, volontairement et la plus souvent contre rétribution, son propre enfant, avec toutes les conséquences que cela peut entraîner, en particulier pour l'enfant, dont l'intérêt doit être prioritaire.

Ces diverses situations appellent un débat de société, car elles posent plus de problèmes de moralité et de conscience que de problèmes de science, comme le démontre le fait qu'aux États-Unis le recours à un tiers rémunéré apparaît en général comme normal et ne choque pas.

Naturellement, chacune de ces situations mériterait de longs développements, mais je pense avoir suffisamment montré l'extraordinaire défi lancé à la société. Les Français vont-ils en déchoir. Personnellement, je pense qu'une seule considération doit guider les esprits : le respect de la personne humaine et de sa dignité.

La France a une attitude exemplaire en ce qui concerne les produits biologiques d'origine humaine. Ils n'ont pas de prix, ils ne peuvent faire l'objet de profits. Notre cohorte de donneurs de sang bénévoles fait l'admiration et l'envie de nombreux pays. Chaque Français est présumé volontaire pour le don d'organes après le mort. Le don de sperme est anonyme. La France va-t-elle ouvrir la voie à la location d'utérus et au trafic d'embryons ? Ou bien suivra-t-elle la ligne qu'elle s'est déjà tracée ?

Bienfaitrice encore, la médecine génétique a la prétention de l'être lorsqu'il s'agit de donner à un couple qui court le risque d'avoir des enfants anormaux.

Le grand public ne soupçonne pas la profonde souffrance, souvent cachée, des familles dans lesquelles il existe une maladie héréditaire entraînant, après un long calvaire, une mort inéluctable ou une entération mentale grave.

Les biologistes ont mis au point de nombreux tests pour tenter de prédire in utero les enfants atteints ou susceptibles de l'être. L'analyse du code génétique de l'enfant, faisable depuis peu dès la septième ou la huitième semaine de gestation, bouleverse la médecine prédictive en permettant de donner à une date assez précise des informations précises. Dans tous les cas, le rôle du médecin-généticien se borne à indiquer le plus exactement possible les risques encourus. La décision d'intervenir la grossesse reste entièrement au couple, parfois douloureusement confronté à une situation d'incertitude lorsque la science ne peut donner que des probabilités.

Heureusement se profile à l'horizon des possibilités de traitement de certaines maladies héréditaires dues à la déficience d'un gène par l'introduction du gène normal manquant dans les cellules de l'enfant. Cela a déjà été réalisé chez l'animal et pourrait, peut-être, être envisagé chez l'homme.

Apprentis sorcier, le biologiste risque de le devenir s'il n'y prend garde. En effet, le génie génétique ouvre des perspectives incertaines que chacun ressent, sans d'ailleurs en connaître exactement les limites. On a vu paraître, dans une des meilleures revues internationales de biologie, la photographie d'un souris géante provenant d'un embryon dans lequel un gène de croissance de rat avait été introduit. Cette souris croisée à une souris normale a eu un certain nombre de descendants géants. Le gène de croissance avait donc été transmis.

Chez l'animal encore, il est possible de diviser les embryons, chaque partie pouvant donner naissance à des êtres complets et tous jumeaux provenant d'un embryon unique.

Enfin, on sait que dans chaque cellule existe un noyau qui renferme tout le programme génétique d'un être. On a pu expérimentalement introduire dans un embryon un tel noyau qui se substitue au programme de l'embryon et ainsi obtenir un être génétiquement identique au donneur de noyau.

La tentation de l'eugénisme

On frémit à l'idée des abus qui pourraient être faits de l'utilisation de ces techniques chez l'homme. Un pouvoir autoritaire pourrait dépeindre in utero les enfants porteurs de gènes jugés mauvais et les éliminer. La tentation de l'eugénisme est proche de la tentation totalitaire. Il pourrait aussi faire manipuler, en plus ou en moins, des gènes au niveau des embryons humains ou même faire engendrer des êtres identiques.

Au cours de sa longue histoire, l'homme a su maîtriser et utiliser à son profit les forces de la nature, le feu, l'atome. Récemment, la révolution biologique lui apporte la maîtrise des usines chimiques d'une extrême précision que sont les cellules et les bactéries. Son nouveau pouvoir ne doit pas le gâcher. Il faut souhaiter qu'il ne participe jamais à aucune tentative d'améliorer l'espèce humaine, rêve chimérique et dangereux, et qu'il s'assigne plutôt un but, peut-être plus modeste mais déjà immense : celui de préserver la diversité de la faune et de la flore, richesses inestimables et essentielles à la persistance de la vie sur la Terre, dont celle de l'homme, et qu'il œuvre pour que le cerveau humain, ce cadeau merveilleux de la nature, soit utilisé au plein de ses capacités, car cela devrait permettre, d'après les lois de l'évolution, un nouvel accroissement de son intellectuel.

Non, les biologistes ne sont pas prêts à jouer les apprentis sorciers !

JEAN DAUSSET.

« Je ne répondrais aux conditions d'aucun côté. Toute notre vie s'est déroulée ainsi, sans pouvoir compter sur l'un des deux États. Et notre identité d'immigrés s'est forgée en conséquence. »

Assise entre deux chaises ? - Ah non, de grâce ! L'histoire des chaises, c'est un truc de sociologues français. On maghrébins, d'ailleurs... Une logique d'État-nation. Nous, nous vivons avec la seule culture qui soit vraiment la nôtre : celle des quartiers. Nous nous appelons « Farid des Minguettes ». « Omar de Châteauroux ». Nobles à notre manière, vous voyez. »

La culture de ces jeunes immigrés s'est donc construite à la périphérie des villes ou en dehors d'elles, loin des espaces de décision et de consommation. « On nous a mis hors de la cité, pour nous accuser ensuite d'être hors la loi. L'immigration a été marginalisée. Elle est devenue un monde mystérieux qui nourrit tous les fantasmes de l'imaginaire national. »

Cette opposition banlieue-centre-ville est essentielle. L'ignorance, c'est renoncer à comprendre quoi que ce soit aux propos de Farida Belghoul et de ses amis de Convergence, immigrés et français. Leur récent tour de France à vélomoteur a été un malentendu : « A chaque étape, nous étions accueillis par les représentants de groupes organisés, habitants du centre-ville. Nous nous sommes aperçus qu'ils n'avaient aucun contact réel avec nos semblables, les jeunes des quartiers périphériques. Ces groupes organisés se mobilisent dès qu'il y a une initiative ou un incident. Ils mettent alors en avant leur boutique, leur idéologie, s'enferment dans des débats généraux et semblent soulager leur mauvaise conscience. Notre tour de France n'a fait que révéler cet état de choses. »

Cow-boys assermentés

N'y avait-il vraiment rien d'autre à révéler ? On attendait plutôt des « rouleurs de l'égalité » qu'ils montrent une France accueillante, comme pour la « marche des Beurs » en 1983, ou qu'ils révélaient au contraire la xénophobie et ses dangers... Mais Farida Belghoul en a assez d'entendre parler d'immigrés et de racisme. « Vous ne comprenez pas que ces réseaux antiracistes forment un écran et empêchent de voir la réalité ? Chaque fois qu'un jeune immigré est tué, par exemple, des associations crient au racisme. Or ce n'est pas toujours le mobile du crime. Le vrai problème est celui de la chasse aux jeunes, immigrés ou non, c'est celui des milices d'auto-défense, des arrestations abusives, par ces cow-boys assermentés que sont certains policiers. A servir le racisme à toutes les sauces, on finit par le banaliser et à occulter tous les problèmes qui ne sont pas seulement ceux des immigrés. »

Les étrangers sont, en France, beaucoup moins nombreux qu'on croit, dit Farida Belghoul. « Nous ne sommes pas étrangers à la réalité française : aux conditions de travail, de logement, à la télévision, etc. On nous a enfermés pendant des années sur le terrain des différences culturelles. Et d'ailleurs à sens unique : pourquoi serions-nous les seuls différents, par rapport à un modèle dominant ? Pourquoi est-ce toujours le dominé qui doit montrer sa différence ? Le fameux droit à la différence n'aboutit jamais à l'égalité, c'est une forme voilée de l'exclusion. »

Pas assez clair ? Elle revient à la charge : « On s'appuie sur les différences culturelles pour favoriser des ségrégations politiques, sociales et territoriales. La France est un pays qui... respecte les différences. Au point d'imposer des justices différentes, des conditions de vie différentes, et de perpétuer ainsi l'ordre établi. »

Il n'est pas facile de passer d'un combat antiraciste, axé sur la cohabitation entre les communautés culturelles, à un combat politique, fondé sur l'égalité. Farida Belghoul l'a constaté de manière très concrète : Convergence 84, qui était totalement indépendant, nous a laissé un tron de 150000 francs. Si vous pouviez indiquer le CCP... (1). »

Prochaines initiatives ? Trop tôt pour en parler. « Convergence est comme un microbe, dit Farida Belghoul. Il faut qu'il incube. Ça demandera du temps. »

ROBERT SOLÉ.

(1) CCP 1021 50 N Paris. A l'ordre de Farida Belghoul (en cas de Convergence).

L'école sauvage de Limans

De notre correspondant régional

Limans. - Limans : 158 habitants, un village des Alpes-de-Haute-Provence, près de Forcalquier. Depuis le 7 septembre, sept écoles de six à onze ans y attendent un maître. Pour la deuxième année consécutive, la municipalité à majorité de gauche réclamait en vain la réouverture de l'école communale. Lassée, elle a organisé avec les parents d'élèves une école sauvage qui se prolonge... Tous les matins, un ancien instituteur sans emploi occupe bénévolement le pupitre. L'après-midi, les parents, à tour de rôle, croquent le relais.

L'école de Limans avait fermé officiellement en 1968, faute d'effectifs suffisants. Le dossier de réouverture présenté par la municipalité aux autorités académiques réunissant apparemment toutes les conditions requises pour la création d'une classe unique : nombre d'élèves largement supérieur au seuil exigé - il y en aurait vingt-trois l'an prochain, - bâtiment scolaire existant, logement de fonction rapidement disponible. Le conseil avait même voté les crédits de rénovation, et les parents s'étaient chargés des travaux dans le courant de l'été dernier. Rien ne manquait : ni le matériel scolaire, récupéré sans bourse délier auprès de la mairie communale de Berre-l'Étang (Bouches-du-Rhône), ni les manuels, fournis par les écoles de plusieurs communes environnantes.

En 1983, le dépôt de la demande aurait été trop tardif. En 1984, il n'y avait pas de moyens. Jusqu'à la dernière rentrée, la plupart des enfants de Limans allaient à l'école à Forcalquier, à 10 kilomètres. Comptaient les horaires du service de ramassage scolaire, il fallait plus de deux heures chaque jour de transport ou d'attente, avec un départ du village à 7 h 15 et un retour à 18 h. Dans deux autres communes du canton, l'une à égale distance, l'autre plus proche de Forcalquier, observe le maire (div. g.) de Limans, M. Gilbert Combe, quarante-deux ans, deux classes uniques plus faibles en effectifs ont été maintenues. C'est d'ailleurs ce qui recommande la loi Montagne. Pourquoi nous en refusent l'application ?

L'histoire de Limans est celle de beaucoup de petites communes de ce secteur frappées par l'exode rural. Une population à son apogée, plus de cinq cents habitants à la fin du siècle dernier. Puis un lent dépeuplement conduisant le village à son étage démographique : une centaine d'âmes en 1956.

Comme partout, la vie s'est tarie avec l'extinction progressive des commerces et des services. A la fin des années 70, trois des quatre bistrots, le coiffeur, le boulanger, le boucher, le buraliste, ont mis la clé sous la porte. Le minotier, au bord de la Lave, la rivière qui traverse Limans, a arrêté ses machines pour devenir un simple distributeur de produits céréaliers. Le service de cas quotidiens a été supprimé. Seule la poste est res-

tée entablée, une heure chaque matin, avec un préposé itinérant. L'école, elle, existait depuis toujours. Les archives du département en mentionnent même une au seizième siècle... Entre les deux guerres, l'école actuelle possédait deux classes. L'espace de deux générations, elle n'accueillait plus à sa fermeture que cinq élèves.

Les enfants de Longo Mai

Depuis plus de trois mois, la municipalité a multiplié les interventions à tous les niveaux, y compris jusqu'à la présidence de la République. Peine perdue puisque la réouverture d'une école, en vertu des mesures de déconcentration, relève de la seule compétence des autorités académiques. Or celles-ci restent sur leurs positions et manifestent même une irritation de plus en plus devant l'obstination de leurs interlocuteurs. Récemment, le nouvel inspecteur d'académie des Alpes-de-Haute-Provence, M. Caillaud, est sorti de ses gonds en menaçant les parents d'élèves récalcitrants de leur faire supprimer le versement des allocations familiales... Le maire de Limans, lui, a été averti qu'il risquait d'être « destitué ».

Les élus et la population de la commune « rebelle » ne sont pourtant pas isolés dans leur action. Les syndicats d'enseignants (SNUI-PESC et SGEN-CFDT) et la fédération départementale des parents d'élèves Andrieu ont, dès le début, apporté leur soutien. Sur le plan politique, les partis de gauche (fédérations départementales du PC et du PSU, sections de Forcalquier du PS) se sont également déclarés solidaires, tout comme les dix maires - dont sept de l'opposition - du canton de Forcalquier. « Leur cause est juste et administrativement défendable. Donc, je la défends », affirme pour sa part le maire (RPR) et conseiller général de Forcalquier, M. Pierre Delmas.

On murmure en fait que le véritable raison du refus opposé à la municipalité de Limans n'est pas d'ordre administratif. Elle aurait trait à une discrimination politique visant la coopérative Longo Mai, dont les enfants représentent plus de la moitié des effectifs scolaires de la commune. Longo Mai, qui se réclame d'un mouvement internationaliste d'extrême gauche, s'est attiré certes des antipathies. Mais la question posée à Limans est - ou devrait être - celle de l'intérêt des enfants... Trois d'entre eux, élèves de CM2, courent le risque, si le conflit se trouve pas rapidement une solution, d'être rattachés l'an prochain à l'entrée en classe de submé de l'enseignement secondaire.

GUY PORTE.

Vous aurez bien plus de succès... devenez  
**Graphologue MSI**  
apprenez quelques choses que les autres ignorent. Acquérez une science qui fera des jaloux. Informations gratuites sur notre formation par correspondance avec diplôme de fin d'études par  
MSI-Ecole Suisse de Graphologie  
Dep. M.F. Beau-Site 85, CH-2603 Pully (Berne)

**MAITRISE de L'ENERGIE**

Mardi 18 décembre dans "Le Monde" daté 19

- Régionalisation et contrats de plan.
- Matières premières : les nouveaux chercheurs d'or.
- L'invité du mois : Pierre Gaussens, président de la Commission énergie des ingénieurs et scientifiques de France.

**Des industriels parlent du Fonds grands travaux**



150 ١٥٠



1550

## Culture

Centre Georges Pompidou

Cinéma chinois



### CINEMA CHINOIS

Rétrospective de 140 films. Nouvelle Salle de projection Cinéma Vidéo  
15 décembre 1984 - 28 février 1985  
Exposition : Salle d'Animation et Foyer du Cinéma

## Trésors de la Cinémathèque de Pékin à Beaubourg

Du 15 décembre 1984 au 28 février 1985, le Centre Georges-Pompidou, en collaboration avec la Cinémathèque française et la cinémathèque de Pékin, présente dans sa nouvelle salle de projection, la salle Garamme (le Monde du 15 décembre), un ensemble de cent quarante

films, couvrant une période de soixante-dix ans (1922-1984). Quarante-huit d'entre eux seront repris à la salle Chaillet de la Cinémathèque française.

Simultanément, à Beaubourg, des costumes, maquettes, éléments de décor, affiches, rappelleront l'histoire des studios de Shanghai et de Pékin. Un ouvrage de référence sur le cinéma chinois, sous la direction de Marie-Claire Quiquenne et Jean-Loup Passek, sera publié pour la circonstance.

## L'inconnue chinoise

Tout commence vraiment, en Europe du moins, avec la rencontre de Turin, en février-mars 1982, organisée par Marco Müller sous le titre *Ombre électrique*. Quelque cent trente films chinois sont projetés. Au mois de juin de la même année, le cinéma la Pagoda à Paris, reprend soixante de ces films et publie une brochure de cent pages, qui constitue la première introduction en français au cinéma de l'Empire du milieu, tel qu'on peut le découvrir après la révolution culturelle et la soudaine ouverture sur les trésors de la Cinémathèque de Pékin, jusque-là réservés aux seuls spécialistes.

Marie-Claire Quiquenne, qui assume les mêmes fonctions à Beaubourg, nous explique Jean-Loup Passek, responsable du cinéma au Centre Georges-Pompidou, ne vit depuis vingt ans que par le cinéma chinois. Chercheuse au CNRS (Centre national de la recherche scientifique), elle

développe après 1968 l'enseignement du chinois à Censier et commence à montrer beaucoup de films : « Dieu sait si on a pu se moquer de nous ! » Pour faciliter les choses, elle crée le Centre de documentation sur le cinéma chinois, organisme privé régi par la loi de 1901. L'aventure se poursuit aujourd'hui à Jussieu.

« Les films n'étaient jamais sortis de Chine depuis 1949, date de l'arrivée au pouvoir des communistes, explique M.C. Quiquenne, mais, dès les années 50, les Chinois commencent à s'intéresser à leur héritage cinématographique, poussés peut-être par Georges Sadoul et en accord avec Henri Langlois. Les films sont stockés dans des sous-sols au froid, la Cinémathèque chinoise adhère à la FIAP (Fédération internationale des archives du film), on Henri Langlois joue un rôle important.

Jay Leyda, spécialiste du cinéma soviétique et ami d'Eisenstein, vient vers 1963 inventurer le fonds, il travaille sur les films occidentaux et soviétiques, avant la rupture avec l'URSS. Il voit également beaucoup de films chinois. Il en tirera, en 1972, un livre remarquable, *Discovering Chinese Cinema* (MIT Press, Cambridge, USA). Jay Leyda est celui qui nous a ouvert le cinéma chinois. *Discovering*, nous dit-il, est un livre, se traduit par « ombres électriques ».

La manifestation de Beaubourg est, d'un côté, un voyage à la recherche des trésors du cinéma chinois, qui apporte une aide financière importante pour la traduction simultanée de la plupart des films projetés (douze traducteurs sont prévus). Le protocole d'accord avec la Cinémathèque chinoise fut signé fin 1982 par Jean-Pierre Biron du Centre Pompidou et Marc Deloche-Pompidou, alors délégué général à la Cinémathèque française. M.C. Quiquenne part en septembre 1983 faire la sélection.

### La grande nouveauté

Comment s'est-elle faite ? « Nous avons été guidés, pour la période 1930-1940 et jusqu'à 1949, par deux principes, nous dit M.C. Quiquenne. *Qui restait-il, quels films sont encore disponibles ?* Ensuite, quels sont les réalisateurs importants de cette période ? *Chaque grande compagnie doit représenter équitablement. La Cinémathèque de Pékin n'aurait pas de restaurer les films anciens et les ressort au fur et à mesure. En 1983, s'est tenu à Pékin un festival consacré à ces années 30-40 et réservé exclusivement aux spécialistes chinois et de Hongkong.*

De 1928 à 1930, renouveau aux films sentimentaux, « de papillons et d'oiseaux », comme disait Zhang Shichuan, le cinéma shanghaien explore la vaine des films de cape et d'épée, précurseurs des films de kung-fu, où les personnages marchent d'un air sûr et sur place, et se déplacent à la vitesse du vent. Toujours sur des scénarios de Zhang Shichuan, Zhang Shichuan ne tourne pas moins de dix-huit épisodes de *Fu au temple du lotus rouge*. Puis cette vogue passa, et le cinéma shanghaien découvrit un nouveau filon : le cinéma parlant, quatre mois après son invention aux Etats-Unis, débattait en Chine. Hong Shen se mit au travail pour le compte de la Mingxing. Et, au mois de mars 1931, le premier film chinois sonorisé sortit sur les écrans, réalisé par Zhang Shichuan, sur un scénario de Hong Shen. Le premier rôle était tenu par Hu Die. Bien que le son fût mal audible et la synchronisation discutable, Hu Die, pour la première fois, parlait et, même chantait l'opéra de Pékin : l'enthousiasme du public continua au délire.

La concurrence cependant se faisait dure, même pour la Mingxing. Dès 1929, une seconde « major » s'était prouvée de se tailler une grande place dans le monde du cinéma chinois : la Lianhua. Son fondateur, Luo Mingyou, qui finit pasteur protestant, avait créé, en 1927, un circuit de distribution et de salles qui couvrait largement le nord de la Chine. Et, à la fin de 1930, la Lianhua ouvrit à Shanghai trois studios de tournage. Elle commença par lancer deux films de Sun Yu, qui avait fait des études de cinéma à New-York, à l'université Columbia. Avant même de rejoindre la Lianhua, Sun Yu avait déjà tourné deux « thrillers » et un film de cape et d'épée. Son coup d'essai à la Lianhua fut un coup de maître : le *Rêve printanier* dans la capitale antique

n'est représentée que par dix films. Si l'on en croit les spécialistes, les films de l'occupation, très intéressants, méritent d'être un jour projetés. La révolution culturelle, elle, est pratiquement passée sous silence.

Le catalogue de Beaubourg, qui devrait paraître assez rapidement (contrairement à ce qui se produisit pour l'Inde), comprendra, outre une chronologie de l'histoire chinoise et du cinéma chinois de 1897 à nos jours, une fiche détaillée pour chaque film présenté, « c'est vraiment le plus difficile, ce qui prend le plus de temps et de travail », précise M.C. Quiquenne. Quant aux textes, venus de partout, d'Australie, du Japon, de Hongkong, d'Italie, de France et bien sûr de Chine, ils offrent un des plus larges éventails réunis à ce jour sur la question.

Quels films montre-t-on aujourd'hui en Chine ? « Pour ce qui est des films chinois, déclare M.C. Quiquenne, l'accent semble devoir être mis à l'avenir sur le cinéma de pur divertissement, si l'en

crois M. Shi Fangyu, directeur du bureau du cinéma auprès du ministère de la culture. Il faut penser davantage au public, et pas seulement à éduquer, insiste-t-on. Mais la morale traditionnelle reste très forte. On ne prend que des films étrangers au contenu moral jugé parfait, sans situations scabreuses. Pour les Chinois, Tess, de Roman Polanski, raconte une histoire exemplaire, et aussi le Vieux Fantail, avec Philippe Noiret. Les Chinois attachent une grande importance à l'amitié. C'est ainsi qu'on peut voir Monsieur Verdoux doublé en Chinois, c'est assez extraordinaire. Le public ne comprend pas très bien, mais Chaplin reste l'ami de tous. Quant à Joris Ivens, c'est une figure presque légendaire. Il travailla à Pékin à un nouveau film, *Le Vent, titre symbolique, car il s'agit à la fois du vent physique et du vent de l'histoire. Il sera composé pour partie de documents anciens, pour partie de scènes jouées.*

LOUIS MARCORELLES.

### AVANT LA RÉVOLUTION

## Une très ancienne tradition

La naissance du cinéma chinois de fiction remonte à l'année 1913, où un jeune homme de vingt et un ans, Zhang Shichuan, grand amateur de théâtre moderne en langue vulgaire, tourna en quatre bobines une histoire écrite par un acteur et critique de théâtre, Zheng Zhenqiu. Le film s'intitulait *Le Couple ravagé* : on y jouait les rôles de la légende. Zhang Shichuan débutait ainsi dans une carrière de cinéaste prodige, puisqu'il devait réaliser, avant 1949, jusqu'à cent cinquante films. En 1922, Zhang et Zheng fondent une compagnie cinématographique, la Mingxing, avec des capitaux cotés par le beau-père de Zhang pour monter une compagnie de courtage en Bourse ! Ils tourneront d'abord des films comiques, dont un *Charlot en Chine* où un clown anglais joue le rôle de Chaplin. On ne peut pas dire que de la compagnie, la *Romance d'un marchand ambulant*, dans la rétrospective parisienne, avec Zheng Zhenqiu dans le rôle d'un malicieux marchand de fruits. Mais bientôt Zheng Zhenqiu décida d'écrire des films à succès, et, en 1925, pensait à l'époque, à la société en l'honneur. Ses scénarios traitaient abondamment de l'infortune des veuves et des orphelins, de la misère des filles vendues et des prostituées. Zhang Shichuan les dirigeait. Les films se terminaient par des scènes de cape et d'épée, car on devait faire pleurer, bien sûr, mais pas trop, afin de ne pas décevoir le public.

De 1928 à 1930, renouveau aux films sentimentaux, « de papillons et d'oiseaux », comme disait Zhang Shichuan, le cinéma shanghaien explore la vaine des films de cape et d'épée, précurseurs des films de kung-fu, où les personnages marchent d'un air sûr et sur place, et se déplacent à la vitesse du vent. Toujours sur des scénarios de Zhang Shichuan, Zhang Shichuan ne tourne pas moins de dix-huit épisodes de *Fu au temple du lotus rouge*. Puis cette vogue passa, et le cinéma shanghaien découvrit un nouveau filon : le cinéma parlant, quatre mois après son invention aux Etats-Unis, débattait en Chine. Hong Shen se mit au travail pour le compte de la Mingxing. Et, au mois de mars 1931, le premier film chinois sonorisé sortit sur les écrans, réalisé par Zhang Shichuan, sur un scénario de Hong Shen. Le premier rôle était tenu par Hu Die. Bien que le son fût mal audible et la synchronisation discutable, Hu Die, pour la première fois, parlait et, même chantait l'opéra de Pékin : l'enthousiasme du public continua au délire.

La concurrence cependant se faisait dure, même pour la Mingxing. Dès 1929, une seconde « major » s'était prouvée de se tailler une grande place dans le monde du cinéma chinois : la Lianhua. Son fondateur, Luo Mingyou, qui finit pasteur protestant, avait créé, en 1927, un circuit de distribution et de salles qui couvrait largement le nord de la Chine. Et, à la fin de 1930, la Lianhua ouvrit à Shanghai trois studios de tournage. Elle commença par lancer deux films de Sun Yu, qui avait fait des études de cinéma à New-York, à l'université Columbia. Avant même de rejoindre la Lianhua, Sun Yu avait déjà tourné deux « thrillers » et un film de cape et d'épée. Son coup d'essai à la Lianhua fut un coup de maître : le *Rêve printanier* dans la capitale antique

(1930), réalisé sur un scénario de Zhu Shuang et de Luo Lingyou, et joué par Sun Yu, la transfusa de la Mingxing. La Lianhua sut donner une image de marque « nouvelle vague » : abandonnant la production souvent bâclée de films comiques et de cape et d'épée au profit d'œuvres plus élaborées, elle entraîna toutes les autres compagnies.

Mais l'histoire fit soudain irruption. Le 28 janvier 1932, les Japonais attaquaient Shanghai et s'y heurtèrent à la résistance de la 19<sup>e</sup> armée. Au cours de la bataille, qui dura un mois, les studios de Zhang, de Hongkong et de Jiangwan furent détruits ; seize des trente cinéastes de Shanghai étaient en ruine. Une trentaine de maisons de production durent cesser leurs activités. Les difficultés s'aggravèrent pas les plus grandes, qui venaient juste de faire des investissements dans le cinéma parlant. L'heure était à la gravité et, pour séduire un public moins insouciant, les producteurs se tournèrent vers des scénarios politiquement engagés.

L'un des patrons de la Mingxing, Zhou Jianyun, se lia avec trois scénaristes : A. Ying, Xia Yu et Chen Boqi. Et, sans même se douter qu'ils étaient tous trois communistes, il les invita à venir travailler avec Zhang Shichuan, Zheng Zhenqiu, Hong Shen, etc. Et c'est ainsi qu'en 1933, la Mingxing produisit des films d'inspiration antiféodale et anti-imperialiste. La plupart des vingt-deux films sortis cette année-là mettaient en scène la ruine des artisans chinois, l'exploitation des paysans, l'horreur de la condition féminine. *Le Torrent sauvage*, réalisé par Cheng Bupao sur un scénario de Xia Yu, inaugure cette série. On retient aussi les *Vers à soie du printemps* de Zhang Shichuan et *Le Rêve printanier* de Li Ping, où on voit pour la première fois un jeune comédien du nom de Zhao Dan, qui allait devenir le plus grand acteur chinois.

La production de la Lianhua décrivait aussi les inégalités sociales et incitait à la résistance contre le

Japon. Le réalisateur Bu Wancang tourna deux films, *Les Trois Femmes modernes* et *Le Pire d'une mère*, d'après les scénarios d'un homme notoirement de gauche, Tian Han. Cependant que Sun Yu parlait d'amour, de haine et de folie au milieu d'une société se décomposant sur fond de guerre, il réalisait successivement *Le Rêve sauvage*, *Amour et sang* sur la violence, *Le Petit Joueur et l'Aube*. Mais le plus beau de ses films est sans doute *La Route*. Ce fut aussi Lianhua qui produisit *La Divine de Wu Yongang*, en 1934, d'autant plus émouvant que ce fut l'un des derniers où apparaît la jeune et talentueuse Xuan Lingyu, qui se suicida peu de temps après.

Une place à part doit être réservée à l'éphémère compagnie Dian-tong, en 1934. Prise en main par Xia Yu qui venait de la Mingxing, Tian Han et Shu Hanning, ancien étudiant au Japon et avec Tian Han, Dian Tong regroupa des artistes de gauche, communistes pour la plupart : les réalisateurs Yuan Muzhi, Ying Yuyue, Xuxingzhi, les actrices Chen Bo'er, Tang Kuohui, Wang Renmei, etc. ; et les compositeurs Nie Er et Xie Xie. Les trois frères Wan, les inventeurs du dessin animé chinois, en firent partie. La Dian Tong eut le temps de produire quatre très bons films avant de disparaître : *Les Malheurs de la jeunesse* de Ying Yuyue, écrit par Yuan Muzhi qui y joue le premier rôle ; *Les Enfants de la tourmente* de Xu Xingzhi, toujours avec Yuan Muzhi ; *Les Scènes de la ville*, réalisé cette fois par Yuan Muzhi ; et *La Déesse de la liberté* de Shu Hanning. C'est dans ces deux derniers films qu'on vit apparaître une jeune actrice du nom de Lin Ping, la future Jiang Qing, M<sup>me</sup> Mao. Est-ce pour cette raison que les cinéastes sont, encore à ce jour, privés de la possibilité de voir ces films ?

En 1936, la restructuration de la Mingxing offre aux cinéastes de l'époque l'occasion de reprendre pied dans une grande compagnie. De grands films voient le jour : *Les Etrangers*, de Hong Shen, *Unis dans la vie comme dans la mort*, de Ying Yuyue, *Carrefour*, de Shen Xiling et, enfin, *Les Anges du boulevard*, de Yuan Muzhi. Tous ces films présentaient pour thème l'exil de la Mandchourie occupée par les Japonais.

l'absence d'espoir de la jeunesse dans cette société injuste. Ils rendirent célèbres, entre autres, l'incorruptible chanteuse Zhou Xuan et l'actrice Bai Yang.

Le 13 août 1937, les Japonais attaquèrent pour la deuxième fois Shanghai et occupèrent la ville. Le gros du cinéma de Shanghai rejoignit le flot des exilés. Certains, comme Yuan Muzhi et Chen Bo'er, partirent à Yenching, la base communiste située dans le nord-ouest du pays, où ils tournèrent des documentaires. D'autres émigrèrent à Hankou, puis à Chongqing, où encore s'installèrent à Hongkong. Enfin, une petite poignée de cinéastes se réfugièrent dans les concessions étrangères où ils réalisèrent des « thrillers ». Après Pearl Harbor, les concessions tombèrent aux shanghaïens de l'occupation. Sous la houlette d'un collaborateur, Zhang Shichuan, cent trente films furent réalisés entre mai 1942 et août 1945, datés de la capitulation du Japon : parmi ces films, des adaptations de romans de Ba Jin et beaucoup d'histoires d'amour... Est-il nécessaire de préciser que, si, pendant les années 20 et 30, les cinéastes chinois avaient été en contact permanent avec les films des grands maîtres américains, allemands ou soviétiques, de Griffith à King Vidor en passant par Fritz Lang, Eisenstein et Poudovkine, ceux qui restèrent à Shanghai pendant la guerre durent découvrir le cinéma japonais.

Certes l'essor du cinéma chinois fut brutalement interrompu par la guerre, mais ce cinéma avait eu le temps de mûrir, à preuve la maturité dont les réalisateurs témoignèrent dès que la victoire sur le Japon leur permit de revenir travailler à Shanghai. Entre 1946 et 1949, les films produits par les compagnies Kunlun et Wenhua n'avaient rien à envier au néo-réalisme italien. En particulier, Corbucci et Molinoux de Zheng Junli, qui regroupa les meilleurs acteurs issus des années 30 dans une féroce satire de la société chinoise de l'après-guerre. Avec *Sun Mao le petit vagabond*, Corbucci et Molinoux constitue le dernier film entrepris avant l'entrée des troupes communistes à Shanghai, fin mai 1949. Toute une époque du cinéma chinois de Shanghai s'achève.

JEAN-PAUL TCHANG.

## LE DÉBAT SUR L'INFORMATION ET LE DROIT

### Secret fictif et innocents

Après un essai sur la période 1905-1949 (publié en 1978 aux Editions Ebel, à Lausanne), Régis Bergeron avait entrepris une vaste histoire du cinéma chinois, de 1949 à 1983, c'est-à-dire de l'avènement de Mao à nos jours. Ouvrage en trois tomes, dont le premier s'arrête en 1958. Les deux derniers, récemment parus, résument des travaux poursuivis depuis de longues années par un journaliste qui avait effectué de nombreux séjours en Chine.

De ce cinéma, maintenant ouvert à l'Occident, on n'a pas fini de découvrir les surprises. Il a toujours été étonnant que, à des conditions économiques, politiques et sociales de la République populaire, en 1960, nous apprenions Régis Bergeron, il se en pleine expansion, s'étend sur les marchés orientaux et ceux des « pays frères ». Puis viennent le réarmement idéologique, une régression due à la révolution culturelle et au rôle néfaste de l'épouse de Mao.

L'historien cite beaucoup de cinéastes et de films mais porte peu de jugements esthétiques. Il raconte une aventure soviétique puis terrible, unique, sans doute, au monde : celle d'un art collectif traversant des tempêtes et des tragédies, revivait comme par miracle. Trente-cinq ans d'histoire chinoise, en fait. L'œuvre d'une vie.

JACQUES SCHLIER.

« Le Cinéma chinois 1949-1983, par Régis Bergeron. Les trois tomes aux Editions L'Harmattan, 7, rue de l'Ecole-Polytechnique 75005 Paris.

## L'ASSASSINAT DE GREGORY VILE

### Bernard Larocque reste en détention

Après un essai sur la période 1905-1949 (publié en 1978 aux Editions Ebel, à Lausanne), Régis Bergeron avait entrepris une vaste histoire du cinéma chinois, de 1949 à 1983, c'est-à-dire de l'avènement de Mao à nos jours. Ouvrage en trois tomes, dont le premier s'arrête en 1958. Les deux derniers, récemment parus, résument des travaux poursuivis depuis de longues années par un journaliste qui avait effectué de nombreux séjours en Chine.

De ce cinéma, maintenant ouvert à l'Occident, on n'a pas fini de découvrir les surprises. Il a toujours été étonnant que, à des conditions économiques, politiques et sociales de la République populaire, en 1960, nous apprenions Régis Bergeron, il se en pleine expansion, s'étend sur les marchés orientaux et ceux des « pays frères ». Puis viennent le réarmement idéologique, une régression due à la révolution culturelle et au rôle néfaste de l'épouse de Mao.

L'historien cite beaucoup de cinéastes et de films mais porte peu de jugements esthétiques. Il raconte une aventure soviétique puis terrible, unique, sans doute, au monde : celle d'un art collectif traversant des tempêtes et des tragédies, revivait comme par miracle. Trente-cinq ans d'histoire chinoise, en fait. L'œuvre d'une vie.

JACQUES SCHLIER.

« Le Cinéma chinois 1949-1983, par Régis Bergeron. Les trois tomes aux Editions L'Harmattan, 7, rue de l'Ecole-Polytechnique 75005 Paris.

## M. Mitterrand et les grands projets d'architecture

M. François Mitterrand répond, dans le *Nouvel Observateur* du 14 décembre, aux questions de nos confrères Christiane Duparc et Guy Dumur sur ses conceptions architecturales et les grands projets de Paris. Dans cet entretien, intitulé « Parce que je suis amoureux de Paris... », le président de la République n'apporte pas d'informations véritablement nouvelles mais replace sa politique dans son contexte : la moitié des grands travaux de l'Etat, rappelle-t-il, étaient décidés avant mon arrivée (la Défense, le Musée d'Orsay, le Musée de la Ville, l'Institut du monde arabe). Ils ont été repris, mais modifiés par leur équipe dans une mesure variable, selon leur état d'avancement.

M. Mitterrand précise que ses décisions ont été prises en concertation avec un groupe de cinq personnes comprenant notamment les ministres de la culture et de l'Urbanisme, ainsi que le directeur de cabinet de l'ancien premier ministre. Le président affirme qu'il n'a « pas le droit d'imposer ses seules préférences ». « Plusieurs des projets que

j'ai approuvés ne reflètent pas mon inclination personnelle », poursuit-il. Il rappelle que, sans pour le Grand Louvre, tous les grands projets ont fait l'objet de consultations internationales, principe qu'il défend « parce que cela sert considérablement le rayonnement de la France ».

M. Mitterrand réaffirme l'intérêt à ses yeux de l'Opéra de la Bastille, quoique celui-ci ait été « le projet sur lequel (il ait) le plus hésité, et pas seulement pour son architecture ».

Concernant le Grand Louvre, il indique qu'il a « tiré profit, par exemple, d'un récent article de Michel Guy paru dans le Monde » (du 7 décembre), sans toutefois préciser quel profit particulier. Selon lui cependant M. Michel Guy, l'ancien secrétaire d'Etat à la culture, se tromperait sur le système d'entrée unique prévu au projet de l'architecte Jean Nouvel. 60 % des visiteurs passeront, estime le président, par d'autres entrées.

### VOTRE TABLE CE SOIR

• Ambiance musicale • Orchestre • P.M.R. : prix moyen du repas - J. H. : ouvert jusqu'à heures

DINERS		RIVE DROITE	
LES SARLADARS	F. sam. midi, dim. 522-23-62	Déjeuners, dîners j. 22 h. Cuisine périgourdine. CASSOLET, CONFIT, FOIE GRAS, CÈPES, MORILLES. Menu 165 F t.c. avec spécialités. CARTE 160/180 F.	
AUR. DE RIQUERWIR	770-62-39	De 12 h à 2 h du matin. SPÉCIALITÉS ALSACIENNES. Vins d'Alsace. Sa CARTE DES DESSERTS. Salons de 20 à 80 couverts. RANC D'HUITRES.	
EL PICADOR	387-28-87	SPÉCIALITÉS ESPAGNOLES et FRANÇAISES. RÉVEILLON de la SAINT-SYLVESTRE avec coqillots et danses : 350 F t.c. (apéritif, vin, service).	











# Économie

## La CEE et les États-Unis sont plus que jamais divisés sur les questions commerciales

De notre correspondant

Bruxelles (Communauté européenne). — La CEE et les États-Unis ont le 14 décembre affiché comme jamais leurs divergences. Au cours de la conférence de presse qui a suivi la rencontre annuelle entre la Commission européenne et une délégation américaine conduite par le secrétaire d'État, M. Shultz, les négociateurs n'ont pu masquer leur profond différend, tant sur les exportations de tubes d'acier des Dix vers le marché américain que sur le commerce agricole.

Dans ce genre de réunion, qui se tient depuis 1982, les déclarations sont toujours traitées dans un cadre strictement protocolaire. Cette fois, la tension latente qui existe en permanence dans les relations commerciales entre la Communauté et les États-Unis n'a pu être contenue.

M. Thorn, président de la commission, avait ouvert le feu en annonçant que dans l'affaire des tubes « il n'avait pas été trouvé un terrain d'entente ». M. Bresson, représentant du président Reagan pour les affaires commerciales, a alors expliqué que la décision de son pays de fermer ses frontières aux produits des Dix (le Monde du 29 novembre) était parfaitement justifiée et que, dans ces conditions, les États-Unis avaient un bon dossier pour se défendre devant les instances du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) qui se saisi lundi 17 décembre de la plainte de la CEE. En réponse, M. Davignon, commissaire aux affaires industrielles, a déclaré sèchement que pour la Communauté, « la décision des États-Unis n'était pas conforme aux règles du GATT ».

Le ton était donné. Ce fut au tour de M. Block, secrétaire américain à l'Agriculture, de sortir la grosse artillerie. Celui-ci est lancé dans l'explication du projet de loi de son gouvernement concernant une politique

nouvelle pour l'agriculture américaine. La présentation qu'il en a faite, selon M. Block, n'a été qu'une simple déclaration de guerre.

En résumé, M. Block a expliqué que les intentions de Washington, dans le cadre des mesures de réduction du déficit budgétaire, étaient de supprimer les aides publiques qui ont conduit « à l'échec de l'agriculture américaine ». Si la législation envisagée était approuvée par le Congrès, il ne serait pas question de restreindre la production. Bien au contraire, les fermiers américains devraient « produire et vendre selon la loi du marché ». L'administration Reagan à l'intention, a précisé le secrétaire à l'Agriculture, de ne plus financer des stocks qui dépasseraient le strict nécessaire. Autrement dit, les excédents de production devraient être obligatoirement exportés.

A côté de cela, M. Block a annoncé que les États-Unis n'accepteraient plus les prix-planchers négociés au sein du GATT pour les céréales, le tabac et les produits laitiers. Les Américains ont déjà déclaré, vendredi, à Genève, qu'ils ne respecteraient plus les prix minima pour les ventes de beurre, et de poudre de lait sur le marché mondial. Pour pointer le tout, le représentant de Washington a dit que son pays « ne tolérera pas » de perdre des marchés au profit des exportateurs bénéficiant de subventions. L'avertissement à l'égard des ventes européennes est en ce point plus clair.

Le gouvernement américain peut-il tenir un autre discours et envisager une autre politique à l'exportation lorsqu'il s'agit de ne plus soutenir ses agriculteurs ? Interrogé sur les éventuelles mesures de rétorsion de la CEE, M. Davignon, le commissaire à l'Agriculture, n'a pas totalement écarté la question : « Si les règles du GATT sont respectées, il n'y aura pas de représailles. »

MARCEL SCOTTO.

## L'OCDE prévoit une amélioration de la conjoncture en Europe

La réunion ministérielle de l'OCDE, la première depuis que M. Jean-Claude Paye a succédé à M. Emile Van Lennep au poste de secrétaire général de cette organisation, aura lieu en 1985, au plus tôt que d'habitude. La date en a été fixée aux 11 et 12 avril 1985, cela, pour que le conseil ministériel puisse se réunir avant la tenue du « sommet » des Sept à Bonn au début du mois de mai.

Les experts de l'OCDE sont aujourd'hui un peu plus optimistes qu'ils ne l'étaient encore au début de l'été au sujet des perspectives en Europe où le taux d'expansion devrait en moyenne se situer entre 2,5 % et 3 % (contre 2,25 % prévus au mois de juillet).

À ce Japon, le taux de croissance serait l'année prochaine de l'ordre de

4,5 à 5 %, sans changement par rapport à cette année.

Cette amélioration de la conjoncture en Europe devrait atténuer les effets d'un ralentissement modéré prévu aux États-Unis où le taux de croissance selon les experts du Chateau de la Monnaie, se situerait l'an prochain aux alentours de 3 %. Cet optimisme, comme on le sait, est loin d'être partagé par tous les experts américains, dont certains déclarent tout bonnement que les États-Unis sont déjà entrés en récession.

L'OCDE aura pour souci, au mois d'avril prochain, d'éviter qu'un dialogue de sourds ne s'instaure entre certains pays européens, impatientés de voir le chômage continuer à monter, et les Américains refusant toute discussion sur le sujet, se bornant à se donner en exemple en exhortant les Européens à libérer et à déréglent leur économie.

## SELON L'OFCE

### La France devrait connaître une croissance lente en 1985

La France devrait connaître, en 1985, « une croissance lente compatible avec l'équilibre du solde extérieur », estime l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) dans sa lettre de décembre. La situation financière des entreprises devrait continuer de s'améliorer du fait du freinage de la croissance du salaire nominal et de la faible progression du prix des importations. « La part de l'excédent brut d'exploitation dans la valeur ajoutée passerait ainsi de 30 % à la fin de 1983 à 41 % à la fin de 1985, retrouvant les niveaux antérieurs au premier choc pétrolier ».

L'OFCE prévoit que la hausse des prix à la consommation devrait continuer à se ralentir et ne pas dépasser 5,9 % en glissement (de décembre 1984 à décembre 1985). La croissance (1,1 %) serait plus faible qu'en 1984 (1,6 %), malgré

les progrès continus de l'exportation et le développement de l'investissement industriel (celui-ci augmentant de 5 % en 1984 et de 9,5 % en 1985). On assisterait également à une reprise modérée de la consommation (+ 0,4 % en moyenne, mais + 1,6 % en glissement), le pouvoir d'achat du revenu disponible des ménages, qui a régressé en 1983 et en 1984 (- 0,4 % en moyenne), s'améliorerait en 1985 (+ 0,7 %).

L'emploi salarié continuerait de baisser au cours de l'année 1985, mais de 0,2 % seulement, contre 1,1 % en 1984. Le nombre de demandeurs d'emploi atteindrait 2 440 000, à la fin de 1984, et 2 660 000 à la fin de 1985. Ce nombre pourrait être ramené à 2,6 millions en raison de la mise en place des travaux d'utilité collective (TUC).

## Faits et chiffres

### Conjoncture

● L'indice des prix CGT. — La progression des prix en novembre, selon l'indice publié par la CGT, a été de 0,4 %, ce qui aboutit à une hausse de 9,8 % par rapport au mois de l'année et de 10 % par rapport à novembre 1983.

● Augmentation des défilés. — Le nombre des défilés d'entreprises s'est élevé, en novembre, à 2 341, en données corrigées des variations saisonnières, contre 1 788 en octobre. Pour les onze premiers mois de l'année, on enregistre 22 816 défilés, contre 20 539 pour la période correspondante de 1983, soit une augmentation de 11,1 %.

### Social

● EDF-GDF : six mille emplois possibles par la réduction du temps de travail, selon la CFDT. — Plutôt que d'organiser un mouvement traditionnel, la fédération gaz-électricité de la CFDT a préféré réarmer les « six heures pour six mille emplois » à la porte de Pantin, le 13 décembre, et apporter la preuve que la réduction du temps de travail, à EDF-GDF créerait des emplois.

● Cressot-Loire : la CGT fera opposition au jugement de tribunal de commerce. — Dans un communiqué publié le 14 décembre, la Fédération de la métallurgie CGT déclare qu'elle « fera en sorte que les salariés de Cressot-Loire fassent appel en tierce opposition au jugement qui a été rendu ». Pour la CGT, « la décision prise par le tribunal de commerce met en cause immédiatement deux mille six cents emplois et bien d'autres à venir, cela du fait que toute la cohérence du groupe se trouverait brisée ».

● SEITA : fin des débrayages en centre de la Plaine-Saint-Denis. — Pour la première fois depuis plus d'un mois, la SEITA n'a été affectée le 14 décembre par aucun mouvement de grève, les débrayages quotidiens ayant cessé au centre de distribution de la Plaine-Saint-Denis. Si

la fin des grèves se confirme, le réajustement progressif des buslines d'Ile-de-France s'effectuera du 17 au 25 décembre. La Fédération agro-alimentaire CFDT a « exprimé son désaccord » avec « un certain nombre d'arbitrages rendus par le secrétaire d'État au budget sur le statut du personnel de la SEITA ».

## AU DANEMARK

### Les syndicats réclament une réduction de la durée du travail à 35 heures

De notre correspondant

Copenhague. — Les négociations en vue du renouvellement des conventions collectives, valables d'avril 1983 à mars 1985, viennent de débiter officiellement. Les syndicats réclament des augmentations de salaires — « raisonnables » selon eux — surtout pour les plus défavorisés, l'abaissement de la durée hebdomadaire de travail de quarante à trente-cinq heures avec compensation et une amélioration du régime des retraites complémentaires.

Pour sa part, le patronat rejette toute idée de hausse de salaires, au nom de la concurrence, mais se dit prêt à accepter un aménagement plus flexible des horaires. Il souhaite également que les conventions collectives soient désormais signées pour trois ans au lieu de deux, et propose que soient versés aux jeunes embauchés sans expérience préalable des « salaires d'introduction », ce que les syndicats ne veulent absolument pas retenir.

Le gouvernement de centre-droit a préalablement fait savoir qu'il n'entendait absolument pas se mêler de ces pourparlers — ce qui ne l'a pas empêché, au cours des semaines précédentes, d'avoir des contacts avec les uns et les autres et de leur faire connaître son opinion et ses projets. « Je crois que malgré ses promesses le gouvernement ne pourra pas s'empêcher d'intervenir,

## PRÉVUE POUR FÉVRIER 1985

### La privatisation de British Airways serait retardée

La compagnie aérienne britannique British Airways ne sera peut-être pas privatisée, le 14 février 1985, comme le gouvernement de M. Thatcher le souhaitait. En effet, plusieurs prévisions ne sont pas toujours levées, notamment la frappe qui oppose le liquidateur de la compagnie Laker Airways à British Airways. Celle-ci est citée en dommages et intérêts devant les tribunaux civils américains pour avoir « concurrencé » avec d'autres compagnies à la disparition de l'avion du ciel. L'importance des sommes réclamées — 840 millions de livres (9,5 milliards de francs) — et l'impossibilité actuelle de parvenir à une transaction conduiraient British Airways à retarder jusqu'à l'été 1985 le processus de privatisation. La transaction est compliquée encore par le dispute qui oppose les banquiers de la City et le Trésor sur la nécessité d'injecter de l'argent frais — 400 millions de livres — dans la compagnie, avant la vente des actions dans le public, pour réduire ses dettes.

Lord King of Wartonaby, président de British Airways, continue néanmoins l'opération de réduction qu'il a engagée à l'égard des éventuels acheteurs des actions de compagnie. Relié par ses représentants dans chaque pays où ses appareils se posent, il a publié des résultats financiers flatteurs. D'avril à septembre 1984, British Airways a enregistré un bénéfice de 187 millions de livres, soit 25 % de plus qu'au cours de la période correspondante de 1983. Le nombre des passagers a augmenté de 11,4 % sur la quasi totalité du réseau.

Enfin, la compagnie va consacrer, dans les années à venir, 42 millions de livres pour changer son logo et les couleurs de ses avions. Les agences de design, Lendur Associated et Chester Jones Limited ont imaginé une combinaison de couleurs gris perle et bleu nuit fleuri de rouge brillant, le biseau apparaissant sur le gouvernail avec la devise « To fly to serve » (Voler pour servir).

## APRÈS LA VISITE DE M<sup>me</sup> EDITH CRESSON

### Les responsables lorrains expriment leur déception

De notre correspondant

Metz. — « Expliquer la modernisation » : tout au long de son voyage de deux jours en Lorraine, les 13 et 14 décembre, M<sup>me</sup> Edith Cresson, ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur, a insisté, tant dans la Meuse et les Vosges qu'à Nancy et à Metz, sur l'importance régionale à partager au fait de la reconversion industrielle. Si, sur le fond, les élus de la majorité et de l'opposition, et l'ensemble des syndicats s'accordent à reconnaître « la nécessité de moderniser et de diversifier la tissu industriel lorrain », sa revanche « l'absence de réponses concrètes » du ministre a engendré une réprobation unanime.

« Nous sommes très déçus », affirme M. Jean-Marie Rausch, président (UDF) du conseil régional,

alors que M. François Guillaume, président du Comité économique et social, considère que le ministre n'a répondu à « aucune des deux questions » qui lui ont été soumises. M<sup>me</sup> Cresson, venue pour « vérifier que ce qui a été annoncé se réalise », n'a pas convaincu, en dépit de la promesse de constitution d'une société de financement pour l'innovation industrielle d'un capital de 72 millions de francs, de cent quatre-vingt-cinq nouvelles créations d'emplois et de la confirmation des annonces faites par M. Laurent Fabius en printemps 1984. Il est vrai que le bouclage financier des dossiers de créations d'emplois rendus publics en avril dernier donne quelque souci au préfet délégué, M. Jacques Chérèque.

Après s'être intéressée à l'agro-alimentaire dans la Meuse et l'embarquement dans les Vosges, tout en se félicitant du dynamisme des responsables de PME qu'elle a rencontrés, M<sup>me</sup> Cresson a pu mesurer, vendredi matin à Nancy, l'ampleur du défi industriel posé à la Lorraine et l'incertitude d'une population « sous le choc de trop de promesses non tenues ». « L'idée de reconversion est souvent difficile à admettre », a reconnu le ministre face aux représentants syndicaux de la sidérurgie, en remarquant : « La confiance en la reconversion reste trop incertaine, parce que le redéploiement industriel est l'objet d'un immense pari qui n'est pas gagné d'avance. »

L'ensemble des organisations syndicales s'inquiètent néanmoins de la « lecture » de la convention générale de protection sociale de la sidérurgie (CGPS) faite par M<sup>me</sup> Cresson. « Les mesures d'âge ne suffisent plus, déclare-t-elle ; les restructurations dans la sidérurgie concernent désormais des hommes et des femmes qui ont encore un long avenir professionnel devant eux (...), il faut donc dès aujourd'hui penser à utiliser les congés de formation. »

En tirant les conclusions de la visite de M<sup>me</sup> Cresson, M. Rausch a déclaré : « La situation que connaît la Lorraine est le fait des choix politiques et économiques du gouvernement. C'est à lui seul d'assumer les conséquences de ses décisions. » Le ministre du redéploiement industriel a, de son côté, affirmé : « Je suivrai la Lorraine de très près, parce que c'est un test particulièrement difficile. Je souhaite y retourner pour voir les dossiers avancer. »

JEAN-LOUIS THIS.

## LA FIN DES MANIFESTATIONS D'AMBULANCIERS

### Un projet de loi sur les transports sanitaires va être préparé

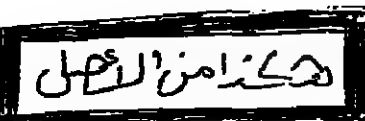
Les ambulanciers, qui manifestaient depuis plusieurs jours, ont obtenu partiellement satisfaction à l'issue d'entretiens à l'hôtel Matignon, au ministère des affaires sociales, à l'Intérieur et au secrétariat d'État à la santé.

M<sup>me</sup> Georgina Dufour, ministre des affaires sociales, a reçu vendredi 14 décembre, à l'issue du conseil des ministres, l'un des quatre responsables du CNETSA (Comité national des entreprises de transport sanitaire agréées, qui déclare réunir 3 800 entreprises et 30 000 professionnels) qui faisaient la grève de la faim depuis le 5 décembre.

Elle a annoncé qu'un projet de loi sur les transports sanitaires serait préparé d'ici au 15 janvier, ce qui permettrait de régler le problème de l'arrêt de 1955 ne prévoyant de remboursement que pour les transports hors de la commune de rési-

dence ou en cas d'hospitalisation. Une première réunion doit avoir lieu le 21 décembre. L'application d'une lettre du 9 août dernier préconisant des réductions de tarif en cas de transport répitif sera suspendue. Les caisses d'assurance maladie seront invitées à respecter les délais de paiement. Déjà une circulaire du ministre de l'Intérieur aux préfets datée du 3 décembre, recommandait aux pompiers volontaires de ne pas effectuer de transports sanitaires.

Des opérations « escargot » avaient eu lieu dans certaines villes depuis plusieurs jours. 1 500 ambulanciers s'étaient rassemblés à Paris le jeudi 13 décembre. Ils avaient défilé jusqu'à l'hôtel Matignon. Après avoir passé la nuit dans leurs véhicules garés sur le Champ-de-Mars, ils avaient de nouveau manifesté vendredi matin.





150 000 000

## Économie

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### UN EXEMPLE DE DYNAMISME ITALIEN

## Les artisans entrepreneurs de Val Vibrata

De notre envoyé spécial

Val Vibrata. — Le père continue à élever ses moutons et à s'occuper de la petite exploitation agricole; mais les enfants ont d'abord transformé une remise, puis tout le rez-de-chaussée de la maison, en atelier de confection. Et aujourd'hui, avec dix ouvriers, toutes des voisines, ils fabriquent pour leur compte, ou « à façon » pour certains grands noms du prêt-à-porter comme Biagiotti, de cent cinquante à deux cents modèles par jour.

Ici, on a sacrifié le garage, là, on a ajouté une pièce, ailleurs, on s'est serré au premier étage du pavillon; tout au long de la route 259 qui relie entre eux les douze petits pays de Val Vibrata, un « miracle » de dynamisme et d'ingéniosité industrielle est en cours. Les artisans se transforment en entrepreneurs, les ouvriers créent leur propre société, les émigrés reviennent et des entreprises de moyenne dimension passent à l'âge de l'ordinateur. Ce pullulement de PME et d'ateliers de cinq ou six employés travaillent pour l'essentiel comme sous-traitants pour les ténors de la mode (bagagerie ou habillement) : Valentino, Krizia, Adidas, Fiorucci, Benetton, Versace, Wrangler, les Copains ou Jessa.

Val Vibrata, une bande de terre de 30 kilomètres carrés s'étirant entre l'Adriatique et la montagne, au nord des Abruzzes, est l'une des zones « émergentes » de l'Italie qui produit. Son activité constitue un exemple caractéristique de ce passage, mis en relief notamment par les études du CENSIS (Centre d'études pour les investissements sociaux), du *sommero*, l'économie noire, à l'industrialisation, voire à l'ère post-industrielle. Aujourd'hui,

peut-on encore parler de *sommero*, c'est-à-dire de travail non déclaré, de double emploi, dans le cas de Val Vibrata ?

Nombre des PME sont effectivement filles de l'économie noire; mais avec le succès, elles ont « émergé ». Pas totalement toutefois, l'inspection du travail de Teramo, le chef-lieu, a récemment mené une enquête révélant qu'au cours du deuxième trimestre 1984, 284 employeurs sur 315 contrôlés ne déclaraient que partiellement leur personnel. Quatre-vingt-dix-neuf salariés travaillant dans ces entreprises ont également été poursuivis pour avoir exercé deux emplois, dont l'un n'était pas déclaré.

#### Des liens avec la terre

La région compte mille six cent deux PME, employant douze mille personnes et réalisant un chiffre d'affaires annuel global de 1 100 milliards de francs (5 milliards de francs). Entre 1971 et 1981, le nombre des emplois a augmenté de 107 % et en 1984 les investissements se sont chiffrés à 30 milliards de francs (250 millions de francs). Cette transformation s'est opérée au cours des quinze dernières années, sans provoquer cependant les déséquilibres qu'entraîne généralement un tel phénomène.

Au début des années 70, Val Vibrata était encore essentiellement agricole. Elle l'est encore, car beaucoup de ses habitants, qui travaillent pour la petite industrie, n'ont pas abandonné pour autant la terre : il y a toujours un membre de la famille qui prend soin de la vigne ou du champ. Et, au moment des récoltes, les « maladies » sont encore nombreuses. Mais le reste de l'année, l'absentéisme est très faible. Val Vibrata connaît un calme social enviable :

l'ouvrier travaille, souvent dur, mais il est intégré à son environnement, maintenant des liens solides avec sa terre et la maison familiale.

A la différence de certaines régions qui constituent aussi des viviers pour les PME — comme Prato pour les textiles, Cantù pour les meubles, Vigevano pour les peaux — mais qui se sont spécialisées dans un secteur, Val Vibrata a une activité diversifiée.



Elle compte trois secteurs de force équivalente : l'habillement (180 entreprises, 3 800 employés et 400 milliards de francs de chiffre d'affaires), le travail des peaux et du synthétique (328 entreprises, 1 800 employés, 170 milliards de francs de chiffre d'affaires) et l'ameublement (102 entreprises, 1 350 employés et 200 milliards de francs de chiffre d'affaires).

La transformation de Val Vibrata ne s'arrête pas à ce premier succès, car l'ambition de la plupart de ces jeunes entrepreneurs, qui n'ont derrière eux qu'une dizaine d'années d'expérience (près de deux cents entreprises sont nées au cours des six dernières années), est de travailler, non plus en sous-traitant, mais sous leur propre marque. Une part importante de la plus-value va en effet aux détenteurs de « griffes ».

« Nous sommes capables de faire un produit qui est vendu 700 000 ou 800 000 francs sur le marché et l'on nous paye un tiers ou un quart de sa valeur », affirment nos interlocuteurs, qui travaillent dans l'habillement.

Certains, comme M. Mardinocchi, qui dirige une petite entreprise de chemiserie (trente employés), préfèrent rester sous l'« ombrelle des grands noms ». Il travaille exclusivement « à façon » (pour Armani, Cacharel, Ungaro, Fendi), produisant deux cents chemises par jour, dont certaines demandent jusqu'à quarante et cinquante minutes de travail.

D'autres ont fait un choix différent. Ainsi Tiziana et Giuseppe Denti, qui dirigent un petit atelier de dix ouvriers. Pendant des années, ils ont fait des pantalons pour Ferré et des jeans pour Chicago, puis ils ont créé leur marque, Other Line, et vendent huit mille modèles par an. Il y a aussi ceux qui se débrouillent « à l'italienne », comme cet ancien chauffeur, émigré à Berlin, qui fabrique désormais dans son minuscule atelier des sacs qu'il vend directement en Allemagne, ou cet artisan sellier qui exporte toute sa production au Canada grâce à un réseau de parents émigrés...

#### La conquête des marchés étrangers

Le problème de fond qui se pose à Val Vibrata est celui de la commercialisation de sa production. Là encore est notable un singulier dynamisme des entrepreneurs locaux pour conquérir leur autonomie. En 1983, à l'initiative de M. Angelini, qui dirige une PME fabriquant des lainages, une association des entreprises de Val Vibrata a été créée dont l'objectif est la prospection des marchés extérieurs pour les trois secteurs de production, mais aussi la constitution d'une structure de services (marketing, représentation, montages financiers) propre à la région.

« La plupart des entreprises de Val Vibrata n'ont pas la force de s'attaquer seules au marché étranger, souligne M. Angelini; il existe déjà des consortiums pour les trois secteurs principaux. Il faut renforcer leur activité, mais aussi et surtout créer une image de Val Vibrata qui soit en quelque sorte le label de garantie de la qualité de notre production. »

Un premier pas en ce sens a été l'organisation d'une foire annuelle des productions de la vallée : « Val Vibrata made in », avec notamment le soutien de l'Institut pour le développement du Mezzogiorno. Ces foires attirent de plus en plus d'acheteurs anglais, américains, japonais ou canadiens. Même les Chinois sont intéressés par la création de co-entreprises (*joint ventures*) avec Val Vibrata.

Plusieurs particularités expliquent l'essor de la vallée. D'abord un esprit d'entreprise séculaire, propre à une région frontalière — entre le royaume des Deux-Siciles et les États pontificaux, où fleurissent le commerce et la contrebande. Le métayage a en outre favorisé un esprit d'autonomie chez les agriculteurs, sans oublier une longue tradition artisanale. De ce passé, les habitants de Val Vibrata ont hérité une mentalité où se mêlent deux qualités de l'entrepreneur : le goût du risque et la propension à l'épargne. La seule caisse d'épargne de Teramo a dans ses coffres pour 120 milliards de francs (600 millions de francs) en dépôt.

Au cours de ces vingt dernières années d'autres facteurs sont intervenus : Val Vibrata, à l'extrême nord du Mezzogiorno, a bénéficié de l'influence de la région des Marches, qui elle-même s'industrialisait au contact de l'Emilie voisine. Les plus entrepreneurs ont compris que l'âge du petit atelier ou de l'artisan fournissant le voisinage était révolu, et ils se sont lancés, créant de petits ateliers. Le phénomène a fait tache d'huile. Non seulement d'autres les ont imités, mais encore les émigrés ont commencé à rentrer, ayant souvent acquis à l'étranger une qualification, et se sont mis à leur compte, s'insérant dans le système de la sous-traitance.

#### Une « peau de léopard »

Située administrativement dans le Mezzogiorno, Val Vibrata a, certes, bénéficié des aides consenties par la Cassa del Mezzogiorno — notamment de prêts à faible taux d'intérêt pour 30 % du montant de l'investissement, de dégrèvements d'impôt, — mais en raison des facteurs culturels et historiques, la vallée n'est pas devenue un lieu d'implantation de « cathédrales dans le désert ».

Val Vibrata, et d'autres régions, qui forment désormais ce qu'on appelle la « peau de léopard » sur la carte du développement économique au sud de la péninsule, sont un exemple qui incite à réviser la stratégie d'aide au Mezzogiorno. Aux interventions « en plus » qui ont démontré leurs limites, on a cherché à substituer des interventions sélectives, adaptées à des situations particulières. C'est notamment l'action que poursuit l'Institut pour le développement du Mezzogiorno.

La vallée a, en fait, besoin aujourd'hui d'autre chose que des aides de l'Etat. Elle a en effet démontré l'efficacité de l'entreprise privée. Son originalité tient à un tissu industriel diffus, mais aussi à l'existence de firmes de dimension moyenne particulièrement solides. Il en est ainsi de la Men's Club, qui produit deux mille chemises par jour; il y a dix ans, cette entreprise a démarré sur les ruines d'une première société en faillite. Les associés, avec un capital de 50 millions de francs et les concours des syndicats, ont remporté une affaire qui fait aujourd'hui 300 millions de francs de profit par an.

C'est également le cas d'Euroflex, l'un des principaux fabricants de sacs et de bagages de la péninsule : 180 employés, 10 milliards de francs d'affaires et une gestion informatisée qui a permis d'augmenter la productivité de 28 %. C'est encore le cas de la Lyan, la fabrique de lainages de M. Angelini, qui réalise avec ses vingt employés un chiffre d'affaires de 2 milliards de francs et exporte 50 % de sa production.

Tradition artisanale, flexibilité et rapidité de la production, qualité de la main-d'œuvre et utilisation judicieuse des aides de l'Etat : la « formule » de Val Vibrata pourrait sans doute être reprise ailleurs, à condition qu'existe le même esprit d'entreprise.

PHILIPPE POINS.

LOCATEL - EGT

Locatel, assistée de Lazard Frères et du Crédit commercial de France, vient d'assurer la possibilité de reprendre, à compter de mars 1985, l'activité de location de répondeurs téléphoniques exercée par EGT (Entreprise générale de télécommunications).

Cette activité représente environ 60 000 contrats de location et génère un chiffre d'affaires de l'ordre de 35 millions de francs pour le second semestre de l'exercice 1984-1985 de

Locatel. L'expansion de l'activité du département péritéléphonie de Locatel ainsi obtenue lui permettrait d'améliorer son implantation chez les professionnels libéraux, les commerçants, artisans et la PME.

Pour sa part, EGT conserve la vente des répondeurs téléphoniques et poursuit la commercialisation de ses autres lignes de produit (eurosignal, téléphone de voiture, télécopie...).

## LE MONDE diplomatique

DÉCEMBRE 1984

### DES AMÉRICAINS FORT PEU TRANQUILLES

Les évènements contre le réaganisme

(Peter Steinfels)

Une dangereuse conception de la défense

(Jerome B. Wiesner)

Comment le président a fait les électeurs

(Samuel Bowles)

### LE RISQUE DE GUERRE EN AMÉRIQUE CENTRALE

L'impasse politique et l'usage militaire

(Jorge G. Castaneda)

Tentations et hésitations à Washington

(Francis Pisan)

### ÉTAT DE SIÈGE AU CHILI : LA CONSÉCRATION DE LA DÉFAITE

L'événement désigne les idoles

(Mgr Juan Francisco Larrain, dans sa lettre à l'Eglise de Santiago)

La peur du général Pinochet

(Armando Uribe)

La loi du bâillon

### QU'ATTENDRE DE L'ÉGYPTE DANS LA RELANCE DES NÉGOCIATIONS AU PROCHE-ORIENT ?

(Mohamed Sid-Ahmed)

### LE MOUVEMENT COMMUNISTE ET LA PAIX

(Lilly Marcon)

### L'ÉLAN DE LA RECHERCHE MÉDICALE

L'insomnie, vingt ans après (Philippe Lazer). — La liberté du chercheur, l'éthique et le droit (Jean Rosa). — Des techniques nouvelles qui interrogent la conscience (Claire Ambroselli). — Un investissement productif pour la nation (Francine Belsaich et Jean-Paul Moatti). — Un moteur de profondes transformations dans la tiers-monde (André Capron).

### A LA DÉCOUVERTE DU MONDE LATIN

Une idée en marche

(Philippe Rosillon)

L'impact du rayonnement culturel

(Guy Martinière)

Recherche scientifique et développement en Amérique latine

(Alain Ruellan)

Le combat des Roumains pour préserver leur langue

(Cicerone Poghir)

- Un livre d'Eric Rouleau : « Palestiniens sans Etat, l'espoir et la lutte » (Dominique Chevallier).
- POLITIQUE ET LITTÉRATURE : Ethiopie, l'homme dans la révolution (Oiga Kapeliouk).
- LES LIVRES DU MOIS : « La Jaurès » de Rappoport (Yves Florenel). — « La Route d'Ein Harod », d'Amos Kenan (Micheline Paumot). — « Aké, les années d'enfance », de Wole Soyinka (Marie-Françoise Allain).

### UNE NOUVELLE DE SALMAN RUSHDIE

« Le Transistor gratuit »

EN VENTE : 11 F. CHEZ LES MARCHANDS DE JOURNAUX ET AU « MONDE »  
5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

**Exceptionnel!**  
**FOURRURES DU NORD**  
**magasins ouverts**  
**DIMANCHE 16 DECEMBRE de 10h. à 19h.**

115 à 119, rue La Fayette  
PARIS 10°  
près Gare du Nord  
100, Av. Paul-Doumer  
(angle rue de la Pompe)  
PARIS 16°. m° Muette



# Crédits — Changes — Grands marchés

## L'euro-marché

### Bel exploit asiatique du Crédit lyonnais

La fin de l'année s'achève à grand pas, l'activité primaire, c'est-à-dire le lancement d'opérations nouvelles, s'est fortement ralentie sur le marché international des capitaux. Celui-ci continue d'évoluer au gré des informations économiques venues d'outre-Atlantique, celles faisant espérer une baisse supplémentaire des taux d'intérêt sur les marchés à court terme, et vice versa. Quatre euro-emprunts français ont, néanmoins, vu le jour cette semaine. Mais, afin de ne pas se désemparer, ils ont été contractés en quatre devises différentes : le dollar américain, le sterling, l'ECU et le florin hollandais.

Le Crédit lyonnais a réussi cette semaine un exploit exceptionnel en levant 250 millions de dollars en Asie par le truchement d'une euro-emission à taux d'intérêt variable d'une durée de quinze ans. C'est, au travers de ce type d'instrument, tout à la fois le plus gros volume jamais drainé dans cette région et également le plus long échecé qui ait jamais été offert sur ce qu'on appelle le marché de l'« Asia-dollar ».

Ce dernier existe depuis longtemps, mais les emprunts internationaux lancés sur ce marché refluaient la plupart du temps rapidement en Europe. Cette fois-ci, seulement 10 % du montant se sont révélés au placement européen. L'opération, proposée au pair avec un taux d'intérêt semestriel qui sera rajouté de 0,125 % au taux du Libor à six mois et une commission bancaire s'élevant à 0,40 %, s'est révélée un grand succès pour deux raisons. D'une part, le choix du taux interbancaire offert sur les dépôts en eurodollars (Libor), au lieu de la moyenne entre les taux interbancaires offerts et demandés sur les mêmes dépôts à court terme (Limex), a été chaleureusement accueilli parce que le Libor offre pour les prêteurs un niveau de sécurité plus doublet que le Limex.

D'autre part, le syndicat bancaire réuni à cette occasion a été des plus nombreux dans la mesure où il est pratiquement composé exclusivement d'établissements du Sud-Est asiatique, dont la Bank of China. Cette structure, renforcée par la présence de la Saudi International Bank, qui a puissamment aidé à placer une partie non négligeable de l'émission dans les pays du Golfe, contraste heureusement avec celle mise en place au début de 1983 lors du premier emprunt du Crédit lyonnais sur le marché de l'Asia-dollar. A l'époque, dans sa majorité le consortium bancaire, dont l'objectif était de placer du papier au Moyen-Orient et en Extrême-Orient, était composé de banques européennes.

L'émission du Crédit lyonnais était à l'origine de seulement 150 millions de dollars. Elle a été

portée à 250 millions en deux étapes successives, la première augmentation de 75 millions n'ayant pas suffi à éteindre l'appétit des investisseurs asiatiques. En outre, et ce n'est pas à l'aspect le moins intéressant de la transaction, elle a été réalisée à un coût pour la banque française qui est le plus bas jamais obtenu par un emprunteur tricolore sur le marché international des capitaux. Il est, sur une base annualisée à partir d'un Libor à 12 %, d'un peu plus de 18 points de base par an. Il était de près de 21 points pour l'euro-emission de 400 millions de dollars sur quinze ans réalisée le mois dernier par la BNP.

Pour terminer, il faut noter qu'il s'agit là de la première émission d'euro-obligations dites « subordonnées » tout à la fois pour le Crédit lyonnais et le marché de l'Asia-dollar. Les récentes restrictions apportées au Royaume-Uni par la Banque d'Angleterre pour l'utilisation de ce genre de papier ont en outre freiné l'euro-intérêt. Les réactions de la Vieille Dame de Threadneedle Street n'ont toutefois pas influencé l'Extrême-Orient. En fin de semaine, l'opération du Crédit lyonnais se traitait sur le marché gris en dessous de la commission de vente de 0,25 % que les banques reçoivent pour récompenser leur placement.

#### Des ECU pour Peugeot

L'euro-emprunt du Crédit lyonnais a été en dernière minute autorisé par le Trésor en remplacement d'une opération en dollars qu'envisageait le Crédit foncier de France. Celui-ci s'est reporté sur le marché britannique et le florin, jeudi, il a lancé au pair, sous la garantie de la République française, une euro-emission à taux variable de 100 millions de livres sterling. D'une durée de quinze ans, elle portera un intérêt trimestriel qui sera l'addition d'une marge de 0,125 % au taux du Libor à trois mois. Le tout est assorti d'une commission globale pour les banques de 0,30 %. La transaction se traitait vendredi avec une décote légèrement supérieure à celle commission. Néanmoins, le marché des émissions en eurosterling demeure fondamentalement bon et les conditions de l'emprunt s'avèrent, bien qu'un peu tirées vers le bas, acceptables, les euro-obligations devraient s'écouler sans trop de difficultés.

La transaction en florins du Crédit foncier est, elle, offerte sur le marché domestique et n'est pas techniquement une euro-emission. D'un montant de 200 millions de florins, elle est également garantie par la République française. Elle s'étendra sur dix ans et a été offerte ven-

dre au pair avec un coupon annuel de 7,75 %. Des conditions adéquates dans un environnement favorable : un succès assuré.

PSA Finance Holding SA, filiale financière du groupe Peugeot, a préféré se tourner vers l'ECU pour financer dans cette devise 50 millions sur cinq ans. Les notes ont été proposées, à la veille du week-end, avec un coupon annuel de 10,25 %. Le prix est ouvert, mais, au vu de la bonne réception, on peut s'attendre à une prime, c'est-à-dire à une sortie au minimum de 100,25.

Contrairement à ses sociétés mères industrielles, PSA Finance Holding a toujours été bénéficiaire depuis sa création il y a trois ans. La question est donc de savoir comment les actionnaires, Peugeot SA (74,6 %) et Automobiles Peugeot SA (25,4 %), désirent disposer de ces bénéfices. L'objet social de PSA Finance Holding est de financer les clients et les réseaux du groupe Peugeot. Mais les porteurs de l'émission euro-obligataire ECU seront-ils assurés dans le contrat de prêt que la bonne situation financière de PSA Finance Holding ne sera pas perturbée pendant toute la durée de l'emprunt par le déséquilibre financier actuel des maisons mères ?

Le dentiste belge, fasciné par l'excellente image de marque du Lion de Sochaux, fait dans ce domaine apparemment confiance aux actionnaires de PSA puisqu'il s'est jeté avec appétit sur l'opération. Le dentiste français, qui, par mille du très faible niveau de la prime sur la devise-livre, est également un acheteur important de papier, a réagi de même.

L'activité emprunteuse des débiteurs français ne va s'arrêter que l'espace d'un Noël. Dès le début de l'année prochaine, EDF devrait revenir sur le marché international des capitaux avec une euro-emission en dollars attendue depuis quelque temps dont l'intérêt devrait être, entre autres, de pouvoir être convertie en ECU. Le 10 janvier, le Crédit d'équipement aux petites et moyennes entreprises (CEPME) lancera un euro-emprunt de 200 millions de deutschemarks. La BFCF devrait aussi le mois prochain solliciter le marché de l'euro-yen à moins que EDF ne lui ravisse la place.

**CHRISTOPHER HUGHES.**  
● RECTIFICATIF. — Une erreur de transmission nous a fait écrire, dans notre précédente rubrique (le Monde daté 9-10 décembre), au troisième paragraphe de la deuxième colonne, que les 200 millions émis il y a dix jours à New York par la Communauté européenne ont été libellés en ECU et non en dollars. C'est « libellés » qu'il fallait lire.

## Les devises et l'or

### Grande vigueur du dollar

Le dollar se porte vraiment très bien en cette fin d'année, au moment où se préparent les échéances de fin d'exercice, de semestre, de trimestre et de mois, sans compter les « habillages de bilan » pour les banques. Il a terminé au plus haut de la semaine, dépassant 3,50 F à Paris et 3,10 DM à Francfort, en dépit des interventions de la Banque fédérale d'Allemagne, qui vend quelques dizaines de millions de dollars à l'approche du cours de 3,10 DM.

Pourtant, à la veille du week-end, on apprécie que la masse monétaire MI s'était contractée de 7,1 milliards de dollars aux Etats-Unis. Cette contraction, nettement supérieure aux prévisions, annule la progression de 8,9 milliards de dollars enregistrée les deux semaines précédentes, et relance les spéculations sur une nouvelle réduction du taux d'escompte de la Réserve fédérale, théoriquement de nature à déprimer le « billet vert ». Mais ce dernier ne s'en soucie guère, et il a bénéficié à plein d'une « bonne » nouvelle pour

le gouvernement et les entreprises américaines, à savoir une progression de 1,8 % des ventes au détail en novembre. Cette progression, inattendue, ainsi que la forte reprise des ventes d'automobiles au début de décembre, pourrait être de nature à écarter le spectre d'une récession aux Etats-Unis.

M. Henry Kaufman, le « gourou » new-yorkais bien connu, estime, dans son étude prévisionnelle pour 1985, que la progression du produit national brut américain devrait atteindre 4 % en termes réels. Pour lui, l'inflation augmentera « modestement », pour atteindre un rythme annuel de 5 % fin 1985, contre 3,8 % à 4 % actuellement. Le dollar demeurera « fort au premier semestre » mais pourrait fléchir quelque peu ensuite, par « anticipation ». Enfin, M. Kaufman pense que la « réaccélération » de la croissance, conjuguée avec un déficit budgétaire en hausse de 20 milliards de dollars pour atteindre 200 milliards de dollars, se traduira par un

« fort » accroissement de la demande de crédit.

En conséquence, si une nouvelle diminution du taux d'escompte de la Réserve fédérale est possible, et même probable, une « remontée irrégulière » des taux d'intérêt américains se produira. Il sera intéressant, dans un an, de comparer ces pronostics avec la réalité, et aussi avec ceux de la CITICORP, deuxième banque américaine, qui table sur une croissance de 2,4 % seulement en 1985, avec une inflation de 7 % à la fin de la même année, des taux d'intérêt à court terme plus élevés de 3 % que les taux actuels et un dollar qui cessera de monter.

F.R.

#### COURS MOYENS DE CLOTURE DU 7 AU 14 DÉCEMBRE

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	DM	Franc français	Franc suisse	It. mark	Yen	Florin	Lire italienne
Londres	—	—	—	—	—	—	—	—
New-York	1,1918	—	16,4967	39,264	32,2961	124,49	21,5551	0,6234
	1,2020	—	16,5764	39,2772	32,3339	124,6971	21,5697	0,6235
Paris	11,3443	12,5259	—	37,187	36,76	15,2843	271,99	4,9643
	11,3449	12,5269	—	37,187	36,76	15,2843	271,97	4,9719
Zurich	11,3449	12,5269	—	37,187	36,76	15,2843	271,97	4,9719
Frankfurt	11,3449	12,5269	—	37,187	36,76	15,2843	271,97	4,9719
Basel	11,3449	12,5269	—	37,187	36,76	15,2843	271,97	4,9719
Geneve	11,3449	12,5269	—	37,187	36,76	15,2843	271,97	4,9719
Madrid	11,3449	12,5269	—	37,187	36,76	15,2843	271,97	4,9719
Barcelone	11,3449	12,5269	—	37,187	36,76	15,2843	271,97	4,9719
Valence	11,3449	12,5269	—	37,187	36,76	15,2843	271,97	4,9719
Seville	11,3449	12,5269	—	37,187	36,76	15,2843	271,97	4,9719
Malaga	11,3449	12,5269	—	37,187	36,76	15,2843	271,97	4,9719
Granada	11,3449	12,5269	—	37,187	36,76	15,2843	271,97	4,9719
Jaen	11,3449	12,5269	—	37,187	36,76	15,2843	271,97	4,9719
Cordoue	11,3449	12,5269	—	37,187	36,76	15,2843	271,97	4,9719
Sevilla	11,3449	12,5269	—	37,187	36,76	15,2843	271,97	4,9719
Valencia	11,3449	12,5269	—	37,187	36,76	15,2843	271,97	4,9719
Barcelone	11,3449	12,5269	—	37,187	36,76	15,2843	271,97	4,9719
Madrid	11,3449	12,5269	—	37,187	36,76	15,2843	271,97	4,9719
Paris	11,3449	12,5269	—	37,187	36,76	15,2843	271,97	4,9719
Bruxelles	11,3449	12,5269	—	37,187	36,76	15,2843	271,97	4,9719
Frankfurt	11,3449	12,5269	—	37,187	36,76	15,2843	271,97	4,9719
Basel	11,3449	12,5269	—	37,187	36,76	15,2843	271,97	4,9719
Geneve	11,3449	12,5269	—	37,187	36,76	15,2843	271,97	4,9719
Madrid	11,3449	12,5269	—	37,187	36,76	15,2843	271,97	4,9719
Barcelone	11,3449	12,5269	—	37,187	36,76	15,2843	271,97	4,9719
Valence	11,3449	12,5269	—	37,187	36,76	15,2843	271,97	4,9719
Seville	11,3449	12,5269	—	37,187	36,76	15,2843	271,97	4,9719
Malaga	11,3449	12,5269	—	37,187	36,76	15,2843	271,97	4,9719
Granada	11,3449	12,5269	—	37,187	36,76	15,2843	271,97	4,9719
Jaen	11,3449	12,5269	—	37,187	36,76	15,2843	271,97	4,9719
Cordoue	11,3449	12,5269	—	37,187	36,76	15,2843	271,97	4,9719
Sevilla	11,3449	12,5269	—	37,187	36,76	15,2843	271,97	4,9719
Valencia	11,3449	12,5269	—	37,187	36,76	15,2843	271,97	4,9719
Barcelone	11,3449	12,5269	—	37,187	36,76	15,2843	271,97	4,9719
Madrid	11,3449	12,5269	—	37,187	36,76	15,2843	271,97	4,9719
Paris	11,3449	12,5269	—	37,187	36,76	15,2843	271,97	4,9719
Bruxelles	11,3449	12,5269	—	37,187	36,76	15,2843	271,97	4,9719
Frankfurt	11,3449	12,5269	—	37,187	36,76	15,2843	271,97	4,9719
Basel	11,3449	12,5269	—	37,187	36,76	15,2843	271,97	4,9719
Geneve	11,3449	12,5269	—	37,187	36,76	15,2843	271,97	4,9719
Madrid	11,3449	12,5269	—	37,187	36,76	15,2843	271,97	4,9719
Barcelone	11,3449	12,5269	—	37,187	36,76	15,2843	271,97	4,9719
Valence	11,3449	12,5269	—	37,187	36,76	15,2843	271,97	4,9719
Seville	11,3449	12,5269	—	37,187	36,76	15,2843	271,97	4,9719
Malaga	11,3449	12,5269	—	37,187	36,76	15,2843	271,97	4,9719
Granada	11,3449	12,5269	—	37,187	36,76	15,2843	271,97	4,9719
Jaen	11,3449	12,5269	—	37,187	36,76	15,2843	271,97	4,9719
Cordoue	11,3449	12,5269	—	37,187	36,76	15,2843	271,97	4,9719
Sevilla	11,3449	12,5269	—	37,187	36,76	15,2843	271,97	4,9719
Valencia	11,3449	12,5269	—	37,187	36,76	15,2843	271,97	4,9719
Barcelone	11,3449	12,5269	—	37,187	36,76	15,2843	271,97	4,9719
Madrid	11,3449	12,5269	—	37,187	36,76	15,2843	271,97	4,9719
Paris	11,3449	12,5269	—	37,187	36,76	15,2843	271,97	4,9719
Bruxelles	11,3449	12,5269	—	37,187	36,76	15,2843	271,97	4,9719
Frankfurt	11,3449	12,5269	—	37,187	36,76	15,2843	271,97	4,9719
Basel	11,3449	12,5269	—	37,187	36,76	15,2843	271,97	4,9719
Geneve	11,3449	12,5269	—	37,187	36,76	15,2843	271,97	4,9719
Madrid	11,3449	12,5269	—	37,187	36,76	15,2843	271,97	4,9719
Barcelone	11,3449	12,5269	—	37,187	36,76	15,2843	271,97	4,9719
Valence	11,3449	12,5269	—	37,187	36,76	15,2843	271,97	4,9719
Seville	11,3449	12,5269	—	37,187	36,76	15,2843	271,97	4,9719
Malaga	11,3449	12,5269	—	37,187	36,76	15,2843	271,97	4,9719
Granada	11,3449	12,5269	—	37,187	36,76	15,2843	271,97	4,9719
Jaen	11,3449	12,5269	—	37,187	36,76	15,2843	271,97	4,9719
Cordoue	11,3449	12,5269	—	37,187	36,76	15,2843	271,97	4,9719
Sevilla	11,3449	12,5269	—	37,187	36,76	15,2843	271,97	4,9719
Valencia	11,3449	12,5269	—	37,187	36,76	15,2843	271,97	4,9719
Barcelone	11,3449	12,5269	—	37,187	36,76	15,2843	271,97	4,9719
Madrid	11,3449	12,5269	—	37,187	36,76	15,2843	271,97	4,9719
Paris	11,3449	12,5269	—	37,187	36,76	15,2843	271,97	4,9719
Bruxelles	11,3449	12,5269	—	37,187	36,76	15,2843	271,97	4,9719
Frankfurt	11,3449	12,5269	—	37,187	36,76	15,2843	271,97	4,9719
Basel	11,3449	12,5269	—	37,187	36,76	15,2843	271,97	4,9719
Geneve	11,3449	12,5269	—	37,187	36,76	15,2843	271,97	4,9719
Madrid	11,3449	12,5269	—	37,187	36,76	15,2843	271,97	4,9719
Barcelone	11,3449	12,5269	—	37,187	36,76	15,2843	271,97	4,9719
Valence	11,3449	12,5269	—	37,187	36,76	15,2843	271,97	4,9719
Seville	11,3449	12,5269	—	37,187	36,76	15,2843	271,97	4,9719
Malaga	11,3449	12,5269	—	37,187	36,76	15,2843	271,97	4,9719
Granada	11,3449	12,5269	—	37,187	36,76	15,2843	271,97	4,9719
Jaen	11,3449	12,5269	—	37,187	36,76	15,2843	271,97	4,9719
Cordoue	11,3449	12,5269	—	37,187	36,76	15,2843	271,97	4,9719
Sevilla	11,3449	12,5269	—	37,187	36,76	15,2843	271,97	4,9719
Valencia	11,3449	12,5269	—	37,187	36,76	15,2843	271,97	4,9719
Barcelone	11,3449	12,5269	—	37,187	36,76	15,2843	271,97	4,9719
Madrid	11,3449	12,5269	—	37,187	36,76	15,2843	271,97	4,9719
Paris	11,3449	12,5269	—	37,187	36,76	15,2843	271,97	4,9719
Bruxelles	11,3449	12,5269	—	37,187	36,76	15,2843	271,97	4,9719
Frankfurt	11,3449	12,5269	—	37,187	36,76	15,2843	271,97	4,9719
Basel	11,3449	12,5269	—	37,187	36,76	15,2843	271,97	4,9719
Geneve	11,3449	12,5269	—	37,187	36,76	15,2843	271,97	4,9719
Madrid	11,3449	12,5269	—	37,187	36,76	15,2843	271,97	4,9719
Barcelone	11,3449	12,5269	—	37,187	36,76	15,2843	271,97	4,9719
Valence	11,3449	12,5269	—	37,187	36,76	15,2843	271,97	4,9719
Seville	11,3449	12,5269	—	37,187	36,76	15,2843	271,97	4,9719
Malaga	11,3449	12,5269	—	37,187	36,76	15,2843	271,97	4,9719
Granada	11,3449	12,5269	—	37,187	36,76	15,2843	271,97	4,9719
Jaen	11,3449	12,5269	—	37,187	36,76	15,2843	271,97	4,9719
Cordoue	11,3449	12,5269	—	37,187	36,76	15,2843	271,97	4,9719
Sevilla	11,3449	12,5269	—	37,187	36,76	15,2843	271,97	4,9719
Valencia	11,3449	12,5269	—	37,187	36,76	15,2843	271,97	4,9719
Barcelone	11,3449	12,5269	—	37,187	36,76	15,2843	271,97	4,9719
Madrid	11,3449	12,5269	—	37,187	36,76	15,2843	271,97	4,9719
Paris	11,3449	12,5269	—	37,187	36,76	15,2843	271,97	4,9719
Bruxelles	11,3449	12,5269	—	37,187	36,76	15,2843	271,97	4,9719
Frankfurt	11,3449	12,5269	—	37,187	36,76	15,2843	271,97	4,9719
Basel	11,3449	12,5269	—	37,187	36,76	15,2843	271,97	4,9719
Geneve	11,3449	12,5269	—	37,187	36,76	15,2843	271,97	4,9719
Madrid	11,3449	12,5269	—	37,187	36,76	15,2843	271,97	4,9719
Barcelone	11,3449	12,5269	—	37,187	36,76	15,2843	271,97	4,9719
Valence	11,3449	12,5269	—	37,187	36,76	15,2843	271,97	4,9719
Seville	11,3449	12,5269	—	37,187	36,76	15,2843	271,97	4,9719
Malaga	11,3449	12,5269	—	37,187	36,76	15,2843	271,97	4,9719
Granada	11,3449	12,5269	—	37,187	36,76	15,2843	271,97	4,9719
Jaen	11,3449	12,5269	—	37,187	36,76	15,2843	271,97	4,9719
Cordoue	11,3449	12,5269	—	37,187	36,76	15,2843	271,97	4,9719
Sevilla	11,3449	12,5269	—	37,187	36,76	15,2843	271,97	4,9719
Valencia	11,3449	12,5269	—	37,187	36,76	15,2843	271,97	4,9719
Barcelone	11,3449	12,5269	—	37,187	36,76	15,2843	271,97	4,9719
Madrid	11,3449	12,5269	—	37,187	36,76	15,2843	271,97	4,9719
Paris	11,3449	12,5269	—	37,187	36,76	15,2843	271,97	4,9719
Bruxelles	11,3449	12,5269	—	37,187	36,76	15,2843	271,97	4,9719
Frankfurt	11,3449	12,5269	—	37,187	36,76	15,2843	271,97	4,9719
Basel	11,3449	12,5269	—	37,187	36,76	15,2843	271,97	4,9719
Geneve	11,3449	12,5269	—	37,187	36,76	15,2843	271,97	4,9719
Madrid	11,3449	12,5269	—	37,187	36,76	15,284		



150

# Revue des valeurs

## Le dollar

Le dollar a continué sa progression, à un rythme soutenu, depuis le début de l'année. Cette hausse, qui a été particulièrement marquée en octobre et novembre, s'explique par une conjonction de facteurs. D'abord, la politique monétaire de la Réserve Fédérale, qui a maintenu des taux d'intérêt élevés, a attiré les capitaux étrangers vers le dollar. Ensuite, la situation économique des autres pays, notamment du Japon et de l'Allemagne, a été jugée moins favorable que celle des États-Unis. Enfin, la confiance dans la monnaie américaine a été renforcée par la stabilité politique et économique du pays.

## BOURSE DE PARIS

**L**a Bourse n'a pas de chance. Si d'entrée de jeu elle n'avait pas fait un faux pas, cette semaine, imputable à la légère émotion que les déclarations mal interprétées de M. Dauterive, président du Crédit du Nord, ont provoquée, elle aurait pu se maintenir à un niveau assez bon. Mais le retard pris à cette occasion (près de 1 % de baisse lundi) et l'absence d'écoulement des titres ont conduit le marché à une baisse de 1,50 point.

Le redressement causé par l'affaire Dauterive n'est, toutefois, pas de nature à faire oublier que le marché, sur son ensemble, reste en deçà de son niveau d'il y a quelques semaines. Les déclarations apaisantes de M. J. Dromer, président de l'AFB, sur le sujet brûlant abordé par M. Dauterive, le patron du Crédit du Nord, n'y ont rien fait. Les déclarations apaisantes de M. J. Dromer, président de l'AFB, sur le sujet brûlant abordé par M. Dauterive, le patron du Crédit du Nord, n'y ont rien fait. Les déclarations apaisantes de M. J. Dromer, président de l'AFB, sur le sujet brûlant abordé par M. Dauterive, le patron du Crédit du Nord, n'y ont rien fait.

## Un discret parfum de hausse

Le marché a découvert un nouveau placement de pétrole en mer du Nord, le chèque va s'aggraver en 1985, la confiance dans le franc est rétablie (selon M. Stoltzenberg, ministre des finances de l'EFA), des mesures complémentaires pour relancer les investissements pourraient être prises (M. Bérégovoy).

Pourtant, si l'on se réfère à l'information décomposée telle qu'elle fut reçue par les marchés, la Bourse a été indifférente. Après s'être effritée mercredi, les valeurs françaises se sont effritées, lentement, à grignoter le terrain perdu. Mais faut-il s'attendre à ce déclin ? Rien d'abord dans cette actualité, s'agissant des bonnes nouvelles, ne répondait aux vœux du marché, à la recherche de véritables motivations pour trouver un second souffle. La deuxième raison est que avec les journées chères prévues pour les fêtes de fin d'année, la liquidation générale a été plus avancée qu'à l'accoutumée. Elle aura lieu le mardi 18 décembre. Les opérateurs ont donc fait l'impasse et surtout procédé aux ajustements de portefeuilles habituels. Rien ne presse pour l'instant. « La grande information, disait-on, sera pour janvier », mais durant lequel les liquidités vont recommencer à devenir abondantes avec les règlements de nombreux coupons (7 % 1973, CNI, etc.).

## Semaine du 10 au 14 décembre

Même si l'on hésite sur le terme à employer — amélioration ou résistance — on s'aperçoit que, au-delà des indices, quelques belles valeurs ont encore fait de bons scores, comme par exemple CSF (+5 %) et Peugeot (+7,8 %), non loin d'ailleurs de son plus haut niveau de l'année. Même si Lorient (-10 %) a subi le contrechoc du « séisme des matières premières », le Monde du 14 décembre, cela démontre que les investisseurs sont loin d'avoir renoncé à rechercher de bonnes affaires. Il est même possible que subodorant une reprise de Wall Street, déclenchée par les premiers signes d'un redressement de l'économie américaine, quelques-uns aient déjà commencé à se préparer à reprendre position. A la veille du week-end, un discret parfum de hausse flottait sous les colonnes.

L'ensemble de la semaine a été la baisse de la devise, aux alentours de 9,73 F, dont la prime par rapport au dollar commercial est ainsi tombée en dessous de 3 %. Dans les traitées, de mécaniques laugues disaient que des ventes massives de valeurs étrangères avaient été effectuées pour épargner l'hémorragie financière récemment consentie pour le marché obligataire à bout de bras et l'espérer aussi de trop dériver.

A propos de la devise, signalons que la COB vient de donner son agrément à la Banque transatlantique pour lancer un nouveau fonds commun de placement — Neptune Institutions communautaires et internationales — en association avec la Standard Chartered Bank (GB), qui, pour la première fois, émettra en France des emprunts libellés en ECU. Cela lui permettra de transférer par cette finasse devise-tire.

## BOURSES ÉTRANGÈRES

**NEW-YORK**

Un timide redressement

Après son récent accès de faiblesse, Wall Street a cherché cette semaine à se redresser. Mais les forces lui ont fait un peu défaut. Surtout, le marché a manqué de point d'appui au départ. Cependant, par la suite, les nouvelles plus rassurantes sur l'économie l'ont un peu revigoré et, vendredi, l'indice des industrielles s'est établi à 1175,90 (contre 1163,20 le 7 décembre).

L'annonce d'une forte reprise des ventes au détail (+1,8 %) en novembre et d'une augmentation de la production industrielle (+0,4 %), en baisse les trois mois précédents, a produit un assez bon effet autour du « Big Board », où les opérateurs ont interprété la nouvelle comme le signe d'un redressement de l'économie. Toutefois, la construction de la truelle de la masse monétaire (-7,1 milliards de dollars) a créé une certaine confusion, mal ne sachant trop comment le Fed allait réagir, d'autant que les prix de gros se sont remis à monter assez sec (+0,5 %).

Valeurs à revenu fixe	14-12-84	DIF.
4 1/2 % 1973	1440	-17
7 1/2 % 1973	8470	-385
10 3/4 % 1975	9645	+0,25
10 3/4 % 1976	9610	+0,99
8 5/8 % 1977	11770	+1,54
10 % 1978	9710	+0,39
8 5/8 % 1978	9650	+0,46
8 5/8 % 1978 (1)	9750	+0,99
9 % 1979	9390	+0,81
10 5/8 % 1979	9940	+0,19
12 % 1980	10130	+0,13
13 1/2 % 1980	10525	+0,39
16 1/2 % 1981	11165	+0,35
16 1/2 % 1982	11520	+0,50
16 % 1982	11545	+1,30
15 7/8 % 1982	11230	+0,40
CNE 3 %	4114	+1,87
CNE 5 000 F	10180	+0,40
CNE 5 000 F	10180	+0,40
CNE 5 000 F	10180	+0,40
CNE 5 000 F	10180	+0,40

Métallurgie	14-12-84	DIF.
Alpi	9510	-430
BSN G-Danone	2430	-71
Carrefour	1885	30
Casino	570	-23
Cédex	851	-23
Eurochemie	529	+38
Guyane et Gers	388	-7
Industrie	188	-100
Marcel	1780	-45
Mont-Henry	1885	-20
Munna	84	-500
Occident (Oie) (1)	160	-500
Offici-Cab	278	-11
Paro-Ricard	741	+1
Promodis	1640	-20
Souris Perrier	491,50	-6,50
St-Louis-Bordeaux	218	8,50
S.S. Saurat	575	-15
Vauze Clouet	2391	-1
Vieillard	980	-100
Nord	2190	-160

Banques, assurances	14-12-84	DIF.
Ball Equipement	264	-100
Beaumont (Cie)	1380	-1
Cenelam	430,10	-26,50
Chargem SA	377	+0,40
CFP	647	+22
CFP	261	-1
Eden	1105	+27
Eden (La)	319	-5,50
Immo. PL-Monaco	412	+4
Leclercq	325	-6
Leclercq	716	+16
Mid	2095	+88
Midland Bank	230	+3
O.P.F. (Omn. Fin.)	847	-10
Parisiens de réass.	852	+12
Parisiens de réass.	1044	-25
Schneider	275	-8,10
UCB	275	-8,10

Matériel électrique	14-12-84	DIF.
Alcatel-Atlantique	204	+1,50
CTT-Alcatel	1380	-1
Crozet	226,50	+6
General des Baux	538	-9
Interchemie	1580	-20
Legrand	1880	-10
Lycamex des Baux	694	-85
Matra	1752	+17
Merle-Gérin	1371	+36
Motom-Lary-Somac	445	-14
Philips	91	-50
PM Labina	379	+3
Radiotechnique	238	-100
SEB	344	-14
Sigaux	687	-7
Télécom-CEP	2220	+70
Thomson-CEP	480	+10
IRM (1)	1170	+1,15
ITT	289,50	-6,20
ITT	151,50	-6,50
Schneider	370	-12,80
Siemens	1460	-4

Produits chimiques	14-12-84	DIF.
Industrie Minière	1401	+11
Laboratoire Belin	836	-59
Roussel-Uclaf	1590	-45
BASF	584	-12
Bayer	592	-14
Boehringer	691	-20
ICI	83,65	+3,45
Norsk Hydro	100,80	-12

Mines, caoutchouc, outre-mer	14-12-84	DIF.
Géoplysque	790	-25
Industrie	78,60	-1,30
Michels	761	-15
MM Pannoy	65,10	-2,90
St-Louis-Bordeaux	218	8,50
INDM	106,50	+4
RTZ	69,20	-3,30
ZCI	1,77	-0,60

Valeurs diverses	14-12-84	DIF.
Assor	240	-1
Agence Havas	105	-31
ADG	105	-31
Alair Liquide	587	-3
Ajman	619	+20
BIC	499	-9
BIC	499	-9
CGIP	499	-9
Club Méditerranée	1835	-18
Europe 1	2885	+38
Hachette	1675	+45
L'Oréal	2260	-50
Navigant	319	-8
Nord-Est	69,60	+40
Prosser de la Cite	1745	-33
Skin Rosignol	1749	-19
Santofi	577	-12

Mines d'or, diamants	14-12-84	DIF.
Amalg	834	-76
Anglo-American	114,50	-15,50
Buffet	394	-27,50
De Beers	44	-120
Diamonds	250,20	-31,50
Free State (1)	241	-44,40
Goldfields	86	-3,40
Harmony	145,10	-15,90
President Brand (2)	287	-64,30
Randfontein	908	-174
Sandfontein	178	-26,50
Western Diamonds	575	-5,50
Western Holding (3)	280,20	-45

## Scanvest Ring : l'informatique norvégienne au second marché

Journées festives pour les firmes étrangères à la Bourse de Paris. Après Volvo, le constructeur d'automobiles, le 5 décembre, c'était au tour d'American Brands, la célèbre marchandise de tabac et de bonbons, de grincer le 10 décembre, l'escalier central du palais Brongniart pour accéder au marché officiel. Cette fois-ci, il s'agit d'une autre société étrangère, Scanvest Ring, qui va représenter l'informatique norvégienne à Paris à partir du 18 décembre, date de son introduction sur le second marché, sous la conduite de la banque indienne et de la charge d'agents de change Nédard, Hiron et Co.

De création récente, puisqu'elle n'a qu'une dizaine d'années d'existence, cette société est née en 1973 à l'initiative de son actuel président, M. Sjur Svaboe, à l'origine pour distribuer du matériel informatique, notamment des mini-ordinateurs Datapoint, et pour commercialiser les logiciels d'application spécifiques développés ensuite par ses propres équipes à partir des applications logicielles de la firme Datapoint. Le résultat de cette politique est que Scanvest Ring assure actuellement 7 % à 8 % des ventes d'ordinateurs en Norvège, contre 25 % à 28 % au géant américain IBM (et 8 % à 10 % pour Norsk Data), tout en détenant une position dominante sur le marché local des logiciels.

Dotée d'une solide implantation dans son pays, la firme norvégienne a entrepris en 1980 une double diversification interne et externe, à savoir passer du stade de traitement de données à celui de traitement de l'information et, dans le même temps, d'élargir la portée à l'ensemble du marché scandinave puis à d'autres pays, notamment en direction des États-Unis et de l'Allemagne fédérale. Les activités du groupe se répartissent aujourd'hui en quatre grands secteurs :

1. Systèmes informatiques (39 % des ventes au premier semestre 1984 contre 95 % de l'activité de la société avant les opérations de fusion et d'acquisition menées en 1983, débouchant, notamment sur le regroupement de Scanvest EDB et de Gustav-A-Ring System Maskin); il s'agit de logiciels complexes destinés aux hôtels, aux hôpitaux, aux banques... et de systèmes informatiques sophistiqués pour de grands groupes industriels.
2. Bureautique (37 % des ventes) : commercialisation de matériel et d'équipement de bureaux auprès de cinquante-cinq mille clients. Depuis février 1984, la firme commercialise un ordinateur personnel/professionnel de 16 bits, le Scanvest PC, produit en version bureau ou portable et livré avec les logiciels ad hoc.
3. Communication (13,6 % des ventes) : systèmes électroniques de communication interne, systèmes de gestion des appels téléphoniques et autocommutateurs numériques.
4. Technologie (10,4 % du chiffre d'affaires) : équipements spéciaux et interfaces, micro-électronique et micro-mécanique, équipements radio et divers matériels électroniques.

En ce qui concerne l'internationalisation de son activité, Scanvest Ring réalise actuellement 75 % de son chiffre d'affaires en Norvège, 19 % dans les autres pays scandinaves et 6 % seulement dans le reste du monde. En France, la société, qui a déjà eu des contacts avec de grands groupes nationaux, notamment Matra, ne prévoit pas d'avoir d'activités de fabrication pour l'instant, mais elle recherche activement un partenaire, démarque qui sera sans doute facilitée par son introduction à la Bourse de Paris (1), la société étant actuellement cotée uniquement à Oslo. Signifiait-il en ce sujet que la firme norvégienne Tandberg, détenue en majorité par l'Allemand Grundig, spécialisée dans les terminaux informatiques, est actuellement en cours de négociations avec la Compagnie générale

## Bâtiment, travaux publics

Valeurs diverses	14-12-84	DIF.
Assor	240	-1
Agence Havas	105	-31
ADG	105	-31
Alair Liquide	587	-3
Ajman	619	+20
BIC	499	-9
BIC	499	-9
CGIP	499	-9
Club Méditerranée	1835	-18
Europe 1	2885	+38
Hachette	1675	+45
L'Oréal	2260	-50
Navigant	319	-8
Nord-Est	69,60	+40
Prosser de la Cite	1745	-33
Skin Rosignol	1749	-19
Santofi	577	-12

## Filatures, textiles, magasins

Valeurs diverses	14-12-84	DIF.
Assor	240	-1
Agence Havas	105	-31
ADG	105	-31
Alair Liquide	587	-3
Ajman	619	+20
BIC	499	-9
BIC	499	-9
CGIP	499	-9
Club Méditerranée	1835	-18
Europe 1	2885	+38
Hachette	1675	+45
L'Oréal	2260	-50
Navigant	319	-8
Nord-Est	69,60	+40
Prosser de la Cite	1745	-33
Skin Rosignol	1749	-19
Santofi	577	-12

## VALEURS LE PLUS ACTIVES

TRAITEES A TERME (%)	Nbre de titres	Vall. en F.
CNE 3 %	56 901	240 725 926
BSN (1)	25 755	63 320 815
CSF (1)	159 942	62 792 742
SCRG	125 124	78 567
Renault part. (1)	52 825	52 901 377
Peugeot (1)	205 130	49 844 486
Mid (1)	21 642	43 492 069
L'Oréal (1)	16 984	38 846 655
Club Méd.	34 800	36 078 245
Accor (1)	146 201	35 063 169
Thomson part.	25 801	31 991 884
1 1/2 % 1973	19 094	31 383 370
SCRG	19 825	30 316 675
COIP (1)	61 295	29 265 925

## MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Or fin (titre en barre)	Cours 7 déc.	Cours 14 déc.
Or fin (titre en barre)	100 000	98 100
Or fin (titre en barre)	98 850	98 000
Pièce française (20 F)	888	888
Pièce française (10 F)	444	444
Pièce suisse (20 F)	877	871
Pièce suisse (10 F)	438	435
Pièce italienne (20 F)	871	861
Pièce italienne (10 F)	435	430
Monnaie britannique (10 F)	728	712
Monnaie britannique (5 F)	364	356
Monnaie allemande (10 F)	4305	4305
Monnaie allemande (5 F)	2152	2152
Monnaie allemande (2 F)	870	870
Monnaie allemande (1 F)	435	435
Monnaie allemande (0,5 F)	217	217

## LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en millions de francs)

	10 déc.	11 déc.	12 déc.	13 déc.	14 déc.
RM	318 820	294 837	313 311	318 044	444 026
Comptant	3025 431	3801 411	3345 858	2976 362	2788 869
R. et obl.	56 102	48 000	55 384	66 008	83 692
Actions	3400 353	4144 248	3714 553	3360 414	3316 587

## INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 29 décembre 1983)

	10 déc.	11 déc.	12 déc.	13 déc.	14 déc.
France	119,4	119,7	119,2	119,4	-
Étrang.	84,9	85,3	85,3	83,6	-



## UN JOUR DANS LE MONDE

- ÉTRANGER**
3. La fin du Conseil atlantique de Bruxelles.
- FRANCE**
8. La situation en Nouvelle-Calédonie.
10. La communication du conseil des ministres.
- SOCIÉTÉ**
12. Le débat sur l'information judiciaire.
- CULTURE**
13. Trésors de la Cinéma-thèque de Pékin à Beauzou.
- ÉCONOMIE**
16. La CEE et les États-Unis sont plus que jamais divisés sur les questions commerciales.
18. Crises, changes et grands marchés.
19. La revue des valeurs.
- RADIO-TÉLÉVISION (15)**
- Carnet (12); Programmes des spectacles (14); Météorologie (15); Mots croisés (15).

## L'URSS lance une première sonde en direction de la comète de Halley

En lançant, samedi 15 décembre à 10 heures (heure de Paris), la sonde spatiale Vega-1, portuse notamment d'appareils scientifiques français, les Soviétiques devaient donner le coup d'envoi à l'une des plus spectaculaires aventures spatiales de ces dernières années : l'observation « sur place » de la comète de Halley. Envoyée en direction de la planète Vénus, qu'elle observera en juin 1988 et qu'elle utilisera alors comme un tremplin pour se diriger vers la comète, cette sonde de plusieurs tonnes devrait survoler Halley en mars de l'année suivante (lire notre dossier publié dans le supplément du Monde d'aujourd'hui).

Dans une semaine, elle devrait être suivie comme son ombre par une seconde sonde, Vega-2, qui, comme elle, larguera un module de descente et un ballon météo dans l'atmosphère de Vénus avant de se diriger vers la comète. Pour cet ambitieux programme auquel participent, outre l'Union soviétique, plusieurs pays de l'Est et les Autrichiens, la France, par

l'intermédiaire du Centre national d'études spatiales, a dépensé quelque 100 millions de francs.

Il s'ajoute la contribution de certains autres laboratoires scientifiques qui, à des titres divers, ont participé à l'élaboration des matériels scientifiques embarqués sur la sonde européenne Giotto, dont le lancement depuis la base guyanaise de Kourou sera effectué, en juillet de l'année prochaine, par la fusée Ariane. Deux sondes japonaises devraient compléter cette « force d'observation » dont, paradoxalement, les Américains ne font pas partie. En dépit de cette absence, la NASA, pour ne pas être en reste, a déployé la sonde spatiale ISEE-3, utilisée à d'autres fins, pour qu'elle étudie en septembre 1988 la comète Giacobini-Zinner et observe ensuite, mais depuis une distance de 30 millions de kilomètres — contre 500 à 10 000 kilomètres pour les engins européens et soviétiques — la comète de Halley. Ainel l'honneur américain serait seul.

■ **M. Hervé Bourges contre les lourdeurs du service public.** — Dans une conférence de presse, le 14 décembre, M. Hervé Bourges, président de l'ATP, a déploré « les lourdeurs, les rigidités et les corporatismes » qui paralysent souvent le secteur public de l'audiovisuel. Il a souligné notamment « le caractère scolaire et pesant des cahiers des charges », la faiblesse de la redaction, insuffisante pour compenser 40 % d'augmentation des coûts de production en trois ans et « le fonctionnement atypique de la Société française de production », qui constitue « une hypothèque grave pour le développement de la création française ». Le président de l'ATP a indiqué que la chaîne devait mobiliser ses capacités de production pour être présente sur les nouveaux marchés ouverts par le satellite et le câble.

## LE SAVIEZ-VOUS ?

Au département Occasion des Usines Citroën, vous pouvez trouver des voitures d'ingénieurs et cadres de l'usine ou des voitures d'exportation (ex. TT) ayant un faible kilométrage, garanties, à un prix intéressant.

Exceptionnellement, jusqu'au 18 décembre (dimanche excepté), reprise de votre vieille voiture.

**5.000 F MINIMUM**  
quel que soit son état, pour tout achat d'une voiture d'occasion

- 10, place Etienne-Pernet, 75015 Paris. Tél. : 531.16.32. Métro : Félix-Faure.
- 50, bd Jourdan, 75014 Paris. Tél. : 589.49.89. Métro : Porte d'Orléans.
- 59 bis, av. Jean-Jaurès, 75019 Paris. Tél. : 208.86.60. Métro : Jaurès.

Cette offre concerne uniquement les ventes à particuliers.

## SELON LE MINISTÈRE DU TRAVAIL

### Trois cent mille chômeurs de plus en un an

Avec 2524900 demandeurs d'emploi en données brutes et 2380900 en données corrigées des variations saisonnières, le chômage à la fin novembre a encore augmenté de 0,4 % et 0,6 %, respectivement, par rapport au mois d'octobre.

Ces chiffres, élevés, confirment une évolution intervenue depuis novembre 1983 quand, il faut s'en souvenir, la « crête » des deux millions de chômeurs avait été franchie après dix-huit mois d'une relative stabilité due au « traitement social du chômage », à base de départs en préretraites, sous forme de contrats de solidarité notamment.

Depuis, le marché du travail a retrouvé sa configuration antérieure, selon une courbe identique au cours de ces dix dernières années. Confirmant les estimations des experts, le chômage a progressé en un an au rythme de 25 158 demandeurs d'emploi supplémentaires par mois, en données brutes, et de 23 625 en données corrigées. Ce qui devrait entraîner, au début de 1985, une hausse sensible des taux de chômage en données corrigées.

Quant aux offres d'emploi, qui ont depuis longtemps un niveau insuffisant, elles ne cessent de diminuer, que ce soit pour celles encore

disponibles en fin de mois — 41 300 en données brutes, 47 200 en données corrigées, en chute, respectivement de 29,5 % et de 26,8 % en un an — ou de celles déposées en cours de mois — 29 400 en données brutes, 33 000 en données corrigées soit, respectivement, une baisse de 26 % et de 27,1 % en un an — révélant ainsi l'extrême fragilité du marché du travail qui se rétrécit comme une peau de chagrin.

Cependant, comme toujours à cette époque de l'année, après les conséquences de la rentrée scolaire, le nombre des demandes d'emploi déposées en cours de mois sont en baisse sensible. 315 800 ont été enregistrées en novembre, contre 451 700 en octobre et, mieux, 341 600 un an auparavant (— 7,6 %). Les demandes d'emploi placées ou annulées, elles, représentent (— 12,5 % en un mois, + 4,1 % en un an), et particulièrement en raison d'une moindre suppression à la suite d'une « absence du compte des non-réponses à l'appel » qui s'est élevée à 115 865 radiations en novembre contre 121 048 en octobre et 110 346 en novembre 1983.

Cela étant, le service des études et de la statistique du ministère du travail observe la confirmation d'une autre tendance significative. Depuis l'été, le nombre des demandeurs d'emploi de moins de 25 ans diminue (— 2,2 % entre août et novembre en données corrigées) alors que celui des demandeurs âgés de 25 à 49 ans progresse (+ 2,7 %), de même que celui des demandeurs de plus de 50 ans (+ 3 %). On peut

En un an, indiquent les statistiques publiées par le ministère du travail dans la soirée du 14 décembre, la progression du nombre de personnes inscrites à l'ANPE a été de 13,6 % en données brutes et de 13,5 % en données corrigées, soit une augmentation de 301 900 dans un cas et de 283 500 dans l'autre.

## En Yougoslavie

### NOUVEAU REPORT DU PROCÈS DE BELGRADE

(De notre correspondant.)

Belgrade. — La présidence des tribunaux militaires, accusés d'avoir formé une « brigade spéciale » pour renverser le régime, a été inscrite le 14 décembre et reporté au 24 décembre, M. Stokic, l'un des défenseurs du premier inculpé, M. Mijanovic, ayant été frappé d'une crise cardiaque, après une vive altercation avec le défenseur de l'un des autres accusés.

Le tribunal n'entendra, le 24 décembre, qu'un seul témoin, celui qui se présente sous le pseudonyme de « groupe 1 » pour se souvenir du régime, a été inscrite le 14 décembre et reporté au 24 décembre, M. Stokic, l'un des défenseurs du premier inculpé, M. Mijanovic, ayant été frappé d'une crise cardiaque, après une vive altercation avec le défenseur de l'un des autres accusés.

P. Y.

## FAITS DIVERS

### Cavale légale

Un important trafiquant de drogue, Bedros Vartanyan, ressortissant turc, a été tué de sept balles de revolver, vendredi 14 décembre, en début d'après-midi. Alors qu'il se promenait dans le centre de Marseille, deux hommes circulant à moto sont arrivés à sa hauteur. L'un d'eux tirant de son blouson un revolver 11,43 a fait feu à bout portant sur le trafiquant.

Beaucoup à Marseille le croient en prison... Interpellé le 26 septembre 1979, après la découverte dans sa cave du matériel complet d'un laboratoire d'héroïne, il était condamné à vingt ans de prison le 5 janvier 1982, par le tribunal de grande instance de Marseille. Peine confirmée en appel en avril de la même année.

Or ce trafiquant aura été, le plus légalement du monde, remis en liberté quelques mois

plus tard en 1983, soit quatre ans après avoir été condamné à vingt ans d'emprisonnement.

Cette anomalie est due à un principe jurisprudentiel constant qui veut que la peine criminelle absorbe la peine correctionnelle. Or Bedros Vartanyan, deux ans avant d'être jugé par le tribunal correctionnel marseillais, avait été condamné le 12 janvier 1980, à huit ans de réclusion criminelle par la cour d'assises des Bouches-du-Rhône, pour des agissements à main armée commis en 1973 et 1974. Les huit ans ont donc, en vertu de la jurisprudence de la Cour de cassation, annulé les vingt ans et le trafiquant, qui avait déjà accompli deux années de préventive de 1974 à 1976, a tout naturellement été relâché en 1983.

M. B.

Le numéro du « Monde » daté 15 décembre 1984 a été tiré à 459 083 exemplaires.

A B C D E F G

## LA SITUATION AU TCHAD

### Le colonel Kadhafi propose que des observateurs se rendent dans le nord et dans le sud du pays

Le colonel Kadhafi a proposé, vendredi 14 décembre, la constitution d'une commission internationale pour « établir qu'il n'y a pas de troupes libyennes » au Tchad. Dans un entretien accordé à l'AFP, le chef de l'État libyen a précisé que cette commission pourrait être constituée d'observateurs français, libyens, grecs et éventuellement syriens.

« Ces observateurs, a-t-il déclaré, peuvent inspecter le territoire tchadien pouce par pouce, et leur mission pourrait durer le temps nécessaire pour convaincre l'opinion publique française et mondiale du manège des services de renseignement américains, même si cette mission devait durer un an. Nous posons à cette condition, a-t-il ajouté, si les observateurs inspectant le Nord, ils doivent aussi inspecter le Sud ».

Pour le colonel Kadhafi, cette proposition n'est valable qu'à condition que le président Habbé Habré et M. Goudouni Oueddi, président du GUNT, l'acceptent. « Si certains tentent de mettre des obstacles devant cette proposition, a souligné M. Kadhafi, il sera alors clair que la résolution du problème tchadien n'est pas leur premier souci. » Pour lui, « tout le vacarme fait autour de la présence des troupes libyennes au Tchad est en fait un complot américain visant à faire avorter le rapprochement entre les peuples arabes et français. Je soutiens donc cette proposition à notre ami le président Mitterrand afin de lui donner l'occasion de ne pas tomber dans le piège qui lui tendent les Américains », observe le colonel libyen, qui affirme, en outre : « Nous avons fait pression sur nos amis du GUNT afin qu'ils ne s'attaquent pas aux troupes françaises ».

Le 22 novembre dernier, soit douze jours après la publication du communiqué du Quai d'Orsay annonçant le retrait des troupes françaises, le porte-parole du gouvernement grec, M. Dimitris Maroulis, avait annoncé qu'une commission mixte d'observateurs français et libyens surveillerait sur le terrain le retrait des troupes du Tchad, conformément, indiquait-on à Athènes, à ce qui avait été décidé par les présidents Mitterrand et Kadhafi. Lors de leur rencontre à Omdurman, les ministres français de la défense avait « formellement débattu » cette information, ajoutant : « Nous n'avons plus personne de nos troupes ».

La proposition du colonel Kadhafi n'avait pas encore entraîné de réaction du côté français, samedi matin. On rappelle simplement, de source officielle, que le président Mitterrand devait s'exprimer, dimanche 16 décembre, sur TF1, au cours d'une émission consacrée à la politique de la France dans le monde, à mi-chemin du septennat. On ajouta, de même source, qu'il y a déjà eu des observateurs français et libyens au Tchad et que ceux-ci peuvent toujours revenir. On s'interro-

geait, en revanche, sur la crédibilité d'observateurs syriens ou grecs pour vérifier la bonne foi du colonel Kadhafi. On rappelait, d'autre part, qu'il serait extrêmement facile au président libyen de faire mouvoir ses troupes dans le nord du Tchad de façon que des observateurs ne les rencontrent jamais. Si, malgré tout, il serait également facile de le présenter comme relevant des troupes du GUNT. Enfin, cette proposition aurait l'avantage de donner à Tripoli la possibilité d'inspecter le sud du Tchad ou de se prévaloir d'un éventuel refus de la France de vérifier sa bonne foi.

M. Allam-Mi, ambassadeur du Tchad à Paris, a estimé vendredi que le chef de l'État libyen n'a pas à imposer : « n'importe quelle initiative ou n'importe quel observateur » au gouvernement tchadien.

De son côté, le président sénégalais, M. Abdou Diouf, qui était reçu vendredi par M. Mitterrand, a déclaré que celui-ci « a tenu ses engagements à l'égard du Tchad » et qu'il « mérite des hommages particuliers », « pour la façon loyale, vigoureuse et intégrée avec laquelle il a appliqué sa politique vis-à-vis du Tchad, qui est celle à laquelle nous adhérons et croyons fermement ». Pour M. Diouf, le sommet de Banjul « a été un grand succès sur tous les plans ». « Nous en sommes repartis réconfortés et encore plus confiants dans la solidarité franco-africaine », a ajouté le président sénégalais.

■ **La présidence du Festival de Cannes.** — M. Pierre Viot a été élu à l'unanimité, le 14 décembre, président de l'Association du Festival de Cannes, en remplacement de M. Robert Favre Le Bret, sur proposition de celui-ci (voir nos dernières éditions).



■ **Mort du compositeur Max Schoenherr.** — Le compositeur et chef d'orchestre autrichien Max Schoenherr, auteur de nombreuses opérettes, ancien directeur de l'Orchestre philharmonique de Vienne, est mort le 13 décembre. Il était âgé de quatre-vingt ans.

■ **Un pétrolier attaqué dans le Golfe.** — Le pétrolier *Nimrod* a été attaqué, le samedi 15 décembre, dans le Golfe, au sud du territoire iranien de Kharg, indiquent-on de sources maritimes à Bahrain. Un incendie s'est déclaré à bord du pétrolier. (AFP.)

## CHABLIS

Grand Vin de Bourgogne

Une Patek Philippe ne dit pas que le temps. Elle dit aussi qui vous êtes.

Aldebert

16, place Vendôme  
1, bd de la Madeleine  
70, lg Saint-Honoré  
Palais des Congrès, Porte Maillot



150

# Le Monde

Aujourd'hui

V

## LA SITUATION AU CHAD

### Le colonel Kadhafi propose que des observateurs se rendent dans le nord et dans le sud du pays

Le colonel Kadhafi, chef de l'Armée libyenne, a proposé que des observateurs se rendent dans le nord et dans le sud du pays.

Le colonel Kadhafi, chef de l'Armée libyenne, a proposé que des observateurs se rendent dans le nord et dans le sud du pays.

Le colonel Kadhafi, chef de l'Armée libyenne, a proposé que des observateurs se rendent dans le nord et dans le sud du pays.

Le colonel Kadhafi, chef de l'Armée libyenne, a proposé que des observateurs se rendent dans le nord et dans le sud du pays.

Le colonel Kadhafi, chef de l'Armée libyenne, a proposé que des observateurs se rendent dans le nord et dans le sud du pays.

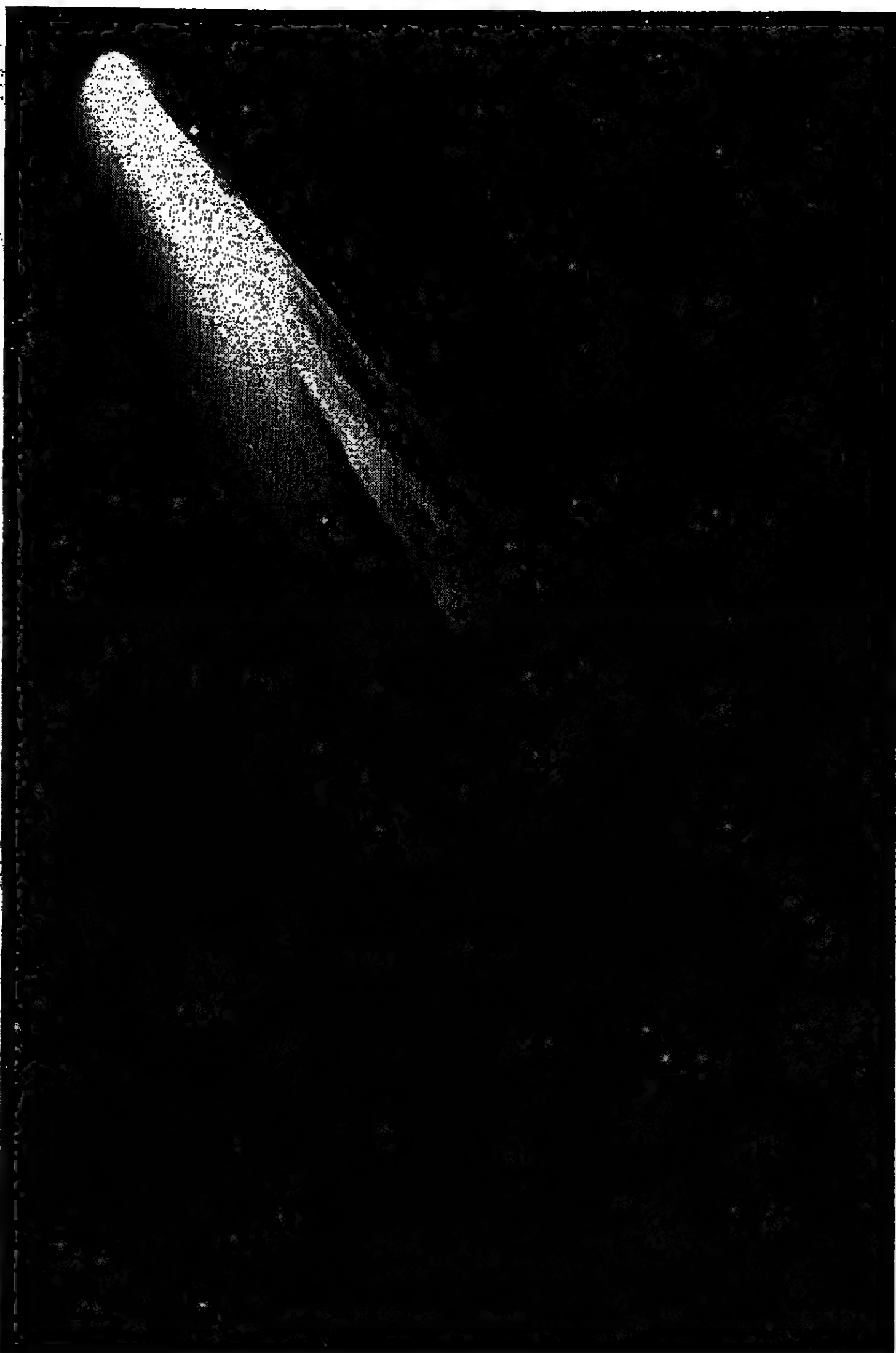
Le colonel Kadhafi, chef de l'Armée libyenne, a proposé que des observateurs se rendent dans le nord et dans le sud du pays.

Le colonel Kadhafi, chef de l'Armée libyenne, a proposé que des observateurs se rendent dans le nord et dans le sud du pays.

Le colonel Kadhafi, chef de l'Armée libyenne, a proposé que des observateurs se rendent dans le nord et dans le sud du pays.

Le colonel Kadhafi, chef de l'Armée libyenne, a proposé que des observateurs se rendent dans le nord et dans le sud du pays.

Le colonel Kadhafi, chef de l'Armée libyenne, a proposé que des observateurs se rendent dans le nord et dans le sud du pays.



## ASTRONOMIE : A LA RENCONTRE DE LA COMÈTE DE HALLEY

Le prochain passage de la comète de Halley, en mars 1986, est impatiemment attendu par la communauté scientifique internationale. Cinq sondes spatiales seront lancées entre le mois de décembre 1984 et le mois d'août 1985 à sa rencontre. Cette curiosité extrême s'explique par le fait que les comètes sont vraisemblablement les grands témoins de l'origine du système solaire. (Page III.)

**CHABLIS**  
Grand Vin de Bourgogne

Une Petite France ne dit pas qu'on s'en va.

Ete 1984

Aldeber

## ENFANTS DU MONDE

En l'an 2000 la moitié de la population mondiale sera composée d'enfants et de jeunes. Dans les pays pauvres, cette proportion atteindrait 70 %. Déjà, on estime à 80 millions le nombre des jeunes qui vivent dans la rue, et presque autant sont exploités dans des travaux ingrats... Telles sont quelques-unes des constatations révélées au Symposium international sur la protection de l'enfance qui vient de se dérouler à Amman. (Page VII.)

## L'ÉVANGILE ET LA RÉVOLUTION

Vingt-cinq ans après la révolution castriste, l'Église catholique a conservé une certaine audience à Cuba et rencontre aujourd'hui un net regain de ferveur populaire. Si la liberté de conscience est reconnue par la Constitution, le régime politique avait d'abord conduit les responsables ecclésiastiques à la rupture. Une nouvelle attitude des évêques et des prêtres apparaît depuis quelque temps. En cherchant à définir une théologie de la réconciliation. (Page XI.)

## L'ART PARIÉTAL (Page VIII.)





Kiosque

## Les enfants de Bhopal

L'ITINÉRAIRE des frayeurs modernes s'est enrichi d'une nouvelle ville-étape. Il y avait Hiroshima, Minamata, Seveso, Three-Mile-Island, il y a désormais Bhopal.

Dans la nuit du 2 au 3 décembre, une usine chimique a répandu la mort sur cette ville du centre de l'Inde, qui comptait huit cent mille habitants. Aux dernières nouvelles, il y a déjà plus de deux mille cinq cents morts. Cent mille personnes ont été touchées plus ou moins gravement par le nuage toxique émanant de l'usine d'Union Carbide. Les aveugles se comptent par milliers, pour l'instant.

Les titres résumant notre terreur : « Jamais on n'avait vu ce en temps de paix » (VSD) ; « Un Hiroshima sans guerre » (Paris-Match) ; « Apocalypse now » (Le Point) ; « L'usine de la terreur » (Le Vie) ; D'autres, plus militants, veulent déjà voir plus loin : « En France aussi, c'est possible » (Magazine Hebdo) ; « Il y aura d'autres Bhopal » (Jeune Afrique). Certains résumés leurs explications : « Quand une multinationale passe une ville par les gaz » (Afrique Asie) ; « Ça n'arrive qu'aux pauvres » (L'Express) ; « Ne tirez pas sur le progrès » (Le Nouvel Observateur).

Avant de broder, de conclure, de tirer les leçons — ou d'en donner — ayons encore un regard pour les victimes. Elles sont dans Paris-Match — dans la couverture. Des belles jeunes filles aux yeux déformés d'où s'écoulent des larmes. Des corps d'enfants. Nus de la nudité de la mort, à demi enfouis dans la terre sèche de leur sépulture anticipée. Des hôpitaux bondés. Des hommes aux yeux bandés qu'on tient comme des condamnés à mort que l'on conduirait au supplice. Oui, pour une fois, le choc des photos, qu'on dirait admirables si elles n'étaient pas l'horreur pour un seul sujet et notre apitoiement comme objet.

Vite aux cinéastes de Bhopal. Match explique : « A Chihola Road, l'une des dix mégapoles de la ville, les cadavres d'enfants musulmans et ceux des petits hindous de moins de six ans sont enterrés dans les mêmes fosses creusées profondément dans la glaise et tapissées de chaux. Au lendemain du sinistre, les tombes à fleur de terre étaient fouillées par les chiens affamés. Sur le front des bébés est apposé, maintenu par un sparadrap, un numéro qui, reporté sur l'acte de décès, permettra aux parents de toucher, après une longue attente, les mille roupies promises pour chacun des morts. Les enfants ont été les plus vulnérables à l'effet mortel du gaz : atteints de convulsions ou de paralysie, ils ont succombé en une ultime crise d'asphyxie avec une nécrose foudroyante du tissu pulmonaire. »

Sur les faits tout, ainsi, est dit. Dans le Matin de Paris, la semaine dernière, on a pu voir un de ces bébés, veillé dans une tombe ouverte par un cercle de famille. On aurait dit une crèche. La crèche de Bhopal.

Maintenant il faut instruire le procès, dire le pourquoi du comment, désigner, dénoncer. A la limite tirer un profit de cette horreur. Les manières d'y procéder ne manquent pas. D'abord, si cela s'est passé en Inde, ce n'est pas un hasard. L'Express explique : « Plus on est pauvre, plus on sollicite l'implantation d'usines apportant emplois et ressources, et moins on impose de contraintes aux industriels. En Inde, comme d'ailleurs en Chine, au Brésil ou au Mexique, les accidents de trains, les naufrages de ferry-boats, les explosions dans les mines, les incendies, sont fréquents et plus meurtriers qu'en Europe ou en Amérique du Nord. Tout simplement parce que les pays en voie de développement sont peu exigeants sur la sécurité. »

Il y en a qui vont plus loin que l'Express dans la voie de cette explication. Jeune Afrique : « Contrairement à sa jumelle de Virginie l'usine indienne n'a pas été dotée d'un

système informatique ultrasophistiqué, capable de déceler la moindre anomalie de fonctionnement (...) Le scénario de Bhopal est d'une tragédie banalité : assurées de bénéficier d'avantages de toutes sortes dans des pays soucieux de s'industrialiser à n'importe quel prix, les grandes firmes multinationales, mais aussi les sociétés nationales, installent des usines aux moindres frais, quitte à « arroser » au passage quelques responsables bien placés qui ferment les yeux sur les insuffisances en matière de sécurité ou de pollution. Bhopal, demain ce pourra être Abidjan, Gabès ou Nairobi. »

Afrique-Asie est encore plus direct : « Bhopal n'est pas une catastrophe, mais un massacre accepté et donc voulu par une multinationale qui, comme les autres, est insensible à tout ce qui n'est pas son profit. (...) Il est temps — pourquoi pas ? — de créer un tribunal pour les crimes contre l'humanité où les responsables de la guerre économique seront jugés au même titre que les criminels de guerre. »

Redoutable accusation. Dans le Vie, M. Patrick Lagarde, économiste, auteur d'une thèse remarquée sur les « risques industriels majeurs », est plus nuancé : « A Mexico, il ne s'agissait pas d'une multinationale. A Seveso, si la compagnie en cause était bien une multinationale, on ne peut pas dire que l'Italie fasse partie du terrorisme. » Dans Paris-Match, le même expert détaille les dernières catastrophes industrielles : 1974, vingt-huit tués dans l'explosion d'une usine chimique en Grande-Bretagne ; 1976, Seveso ; 1978, l'Amoco-Cadiz (220 000 tonnes de pétrole à fleur de mer) ; 1979, Three-Mile-Island, aux Etats-Unis, deux cent mille personnes fuient le voisinage d'une centrale nucléaire dont le réacteur surchauffa. Et, en France, depuis Feyzin, on a répertorié précisément la liste des « 200 à 300 installations à haut risque ».

Que faire ? Trembler ? Fuir ? Attendre que ça saute ? Tout fermer ? Le Nouvel Observateur prend la défense de l'industrie : « A moins de retourner à l'âge de pierre, où les accidents de chasse devaient être fréquents, l'homme est condamné à prendre des risques. D'autant plus graves que ses entreprises sont plus ambitieuses. » Dans Paris-Match, M. Lagarde décrit les deux attitudes les plus courantes face aux risques technologiques majeurs : « L'une, d'aveuglement, consiste à dire par exemple : nous avons douze mille morts par an sur les routes. C'est un risque acceptable puisque nous l'acceptons. Et nous l'acceptons parce que ça saute ? Tout fermer ? Le Nouvel Observateur prend la défense de l'industrie : « A moins de retourner à l'âge de pierre, où les accidents de chasse devaient être fréquents, l'homme est condamné à prendre des risques. D'autant plus graves que ses entreprises sont plus ambitieuses. »

Dans Paris-Match, M. Lagarde décrit les deux attitudes les plus courantes face aux risques technologiques majeurs : « L'une, d'aveuglement, consiste à dire par exemple : nous avons douze mille morts par an sur les routes. C'est un risque acceptable puisque nous l'acceptons. Et nous l'acceptons parce que ça saute ? Tout fermer ? Le Nouvel Observateur prend la défense de l'industrie : « A moins de retourner à l'âge de pierre, où les accidents de chasse devaient être fréquents, l'homme est condamné à prendre des risques. D'autant plus graves que ses entreprises sont plus ambitieuses. »

Alors même qu'aveuglement, dit le spécialiste, il y a une troisième voie : le cynisme. A Bhopal, on fabriquait des pesticides. Magazine Hebdo écrit : « C'est grâce à ce genre de pesticides, grâce aussi aux engrais et à d'autres technologies à risques que l'Inde, pays symbole de la famine, a atteint l'autosuffisance alimentaire. Depuis cinq ans, sa balance agricole est excédentaire et la faim, toujours présente, régresse de façon spectaculaire, il faut donc hiérarchiser les dangers et admettre que pour New-Delhi la catastrophe de Bhopal est relative. » Admettons...

BRUNO FRAPPAT.

## Terre promise

Dans le supplément du Monde daté 2-3 décembre 1984, j'ai lu avec beaucoup d'intérêt l'article « Les volontaires cambouis de la Terre promise ». Ce récit, qui traite du volontariat de Français dans l'armée israélienne, fait preuve d'un manque de connaissances de la réalité israélienne.

Sans entrer dans les détails, je voudrais souligner quelques points qui, à mon avis, illustrent cette opinion :

1) Le général Aaron Davidi, qui est le père de ce projet, est très connu pour ses affinités avec l'extrême droite israélienne et habite lui-même dans les territoires occupés du Golan ;

2) Les réservistes n'acceptent guère « volontiers » d'aller se battre au Liban et sont pris de cent quarante à avoir purgé des peines de prison pour avoir refusé de s'y bat-

tre ; le dernier cas est celui du sergent de réserve Max Bloch, de Tel-Aviv, né en Belgique et âgé de quarante-deux ans, fils d'un père mort dans un camp de déportation nazi (c'est maintenant sa troisième condamnation) ;

3) Ces volontaires qui travaillent dans l'armée ne militent pas pour « la cause d'Israël », mais servent dans une armée qui occupe des territoires libanais, syriens et palestiniens. Aujourd'hui, travailler pour la cause d'Israël, c'est prendre part d'une façon active à la lutte pour une paix juste au Moyen-Orient pour tous les peuples et pays, y compris Israéliens et Palestiniens.

EPHRAÏM DAVIDI  
(Tel-Aviv, Israël).

P.S. — Je n'ai aucune parenté avec M. Aaron Davidi.

## A la Goutte-d'Or

Depuis 1980, je vis à la Goutte-d'Or. Ce matin, j'ai lu dans un journal : « Psychoses de peur dans le XVIII<sup>e</sup> ». Dans l'article était écrit : « Le quartier n'est vraiment pas sûr, surtout depuis qu'une faune en provenance de la Goutte-d'Or, n'hésite plus à venir y commettre des méfaits. » Et un peu plus loin : « ... des voyous qui se sont enfilés en courant vers la Goutte-d'Or. »

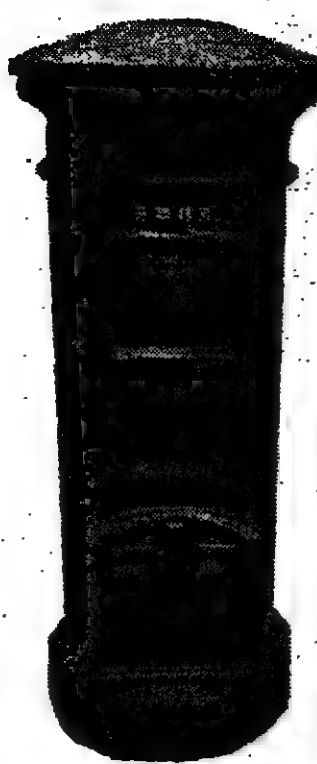
Depuis plusieurs semaines, mon quartier est l'objet d'un intérêt suspect. Il est un symbole depuis bien des années et il l'est resté, même si la prostitution s'est déplacée, mais ces derniers jours, toute la presse s'en est mêlée pour le faire apparaître comme un repaire de voleurs, de drogués et d'assassins. Il y a des drogués à la Goutte-d'Or. La drogue est un fléau qui touche tous les milieux, toutes les couches sociales. Il y a des voleurs dans les mêmes proportions que dans le reste de Paris.

Mais « mon pays » n'est pas un refuge pour ceux qui menacent le « paix civile ». Un jeune Arabe n'est pas un agresseur potentiel. La campagne qui tend à faire croire le contraire est criminelle. La peur n'évite pas le danger, elle provoque l'agression comme le prouvent les assassinats involontaires perpétrés dans leur pavillon et dans leur peur.

J'aimerais que mon témoignage soit entendu par le plus grand public pour rétablir un équilibre dangereusement menacé par les médias.

La Goutte-d'Or est aussi un enjeu important pour les promoteurs dont les intérêts sont trop bien servis par cette campagne. Quand on veut tuer son chien, on dit qu'il est galeux. Nous habitants de la Goutte-d'Or, nous ne sommes pas une faune. Nous sommes une population riche de ses différences.

MARIE-FLORENCE EHRET  
(Paris.)



Bolte à lettres chinoises

## Reconstruire Chlef

Le schéma directeur de la ville de Chlef, en Algérie, l'ancienne El Annassir, détruite par un séisme (le Monde Aujourd'hui daté 18-19 novembre) a été préparé par une équipe internationale du centre des Nations unies pour les établissements humains (PNUD).

Plusieurs études préliminaires (évaluation des risques sismiques, habitat) ont été réalisées par E. M. Fournier d'Albe, Joachim Petrovski, Omar Kricha, Ouz J. Langyel et certains auteurs du schéma directeur lui-même (août 1983), établi par Françoise Py-Molrass, Tugrul

Alkura, Raci Bademli, Ahmet Gülgönen.

« Notre équipe, nous étions en son nom M. Gülgönen, est d'autant plus sensible aux commentaires et autres données à ce projet qu'il s'agit le dernier auquel se dévoue notre ami, le grand urbaniste turc Tugrul Alpura. Pour sa mémoire, et pour l'importance d'un travail qui nous a tous mobilisés — et qui, nous le savons, est la propriété du PNUD, de l'Agence Habitat et du gouvernement algérien — nous tenons à témoigner. »

## Musique

## Chants de la spirale

IANNIS XENAKIS et ses lectures de la spirale.

— La spirale se trouve aussi bien sur un mégalythe de Carnac que sur le dos d'un escargot, dans les lointaines galaxies qu'au centre microscopique de l'ADN, sa Japon ou chez les Mayas ; elle forme archétypale évoquerait-elle, d'une certaine façon, celle de l'univers ?

— La spirale existe comme une invention humaine. Vers le troisième millénaire avant l'ère chrétienne, c'est un symbole, que l'on retrouve, c'est l'Extrême-Orient jusqu'aux civilisations d'Amérique Centrale en passant par la Méditerranée. La spirale avait certainement un pouvoir magique, mais lequel ? Il est difficile pour nous d'en décider.

— Vous venez de dire qu'il s'agit d'une « invention humaine » ; or vous affirmez par ailleurs que c'est une forme naturelle...

— C'est une forme naturelle dont l'homme a pris conscience et qu'il a reproduite d'une manière très spécifique. En effet, la spirale que l'on observe sur les coquilles de mollusques est relativement simple en comparaison de celles que l'on découvre dans les dessins ou les bas-reliefs. On trouve notamment dans la civilisation cycladique des entrelacements de spirales qui, s'ils existent dans l'univers, dans les lointaines galaxies, sont bien moins rigides et organisés.

— La spirale serait-elle une forme aussi essentielle, aussi fondamentale, que le cercle ?

— Il faudrait encore examiner les causalités spécifiques de chaque type de spirale. Ainsi, la spirale des galaxies n'a pas la même provenance que les spirales esthétiques ou que celles de l'escargot. Dans certains cas, la causalité peut

néanmoins paraître commune. En ce qui concerne les galaxies, les astrophysiciens ne sont pas tous d'accord sur l'origine des spirales : certains les imputent à l'action du champ gravitationnel, d'autres à un mouvement contradictoire d'attraction/dispersion des éléments. La causalité est différente dans le cas de l'œil d'un typhon : il s'agit là d'une opposition entre le mouvement ascensionnel de l'atmosphère et la condensation due au vide.

— Que représente pour vous la spirale ?

— C'est une forme ouverte, qui peut se relier à d'autres formes semblables, et que l'on retrouve dans une quantité de domaines très différents, allant du macro au microscopique. Il est intéressant de constater que cette forme n'a rien de moderne. L'homme du paléolithique la connaissait peut-être déjà. Ce qui est extraordinaire, ce que l'on peut observer c'est son omniprésence synchronique pendant seulement un laps de temps d'un millénaire ou deux. Comme si son évolution historique reflétait, en des lieux très différents, les mêmes types de pensée.

— N'y aurait-il pas une raison plus profonde qui expliquerait votre attirance quasi « obsessionnelle » pour cette forme originale ?

— Elle évoque pour moi une certaine dynamique dans l'espace et dans le temps. C'est l'éloignement d'un point tout en restant aussi proche que possible de son point de départ ; c'est comme une oscillation qui ne revient jamais au même point.

— Serait-ce la forme du progrès : elle s'ouvre sur le nouveau tout en restant fidèle à elle-même ?

— En effet, mais on ne peut pas dire aussi que cela ressem-

ble à un périodisme, quelque chose qui se répète, mais pas de la même manière. Cela tourne autour du même point, mais en s'en écartant de plus en plus. C'est cette dynamique qui m'intéresse, car elle correspond à une évolution continue. Mais on peut aussi imaginer un changement brutal, qui existe aussi dans la nature et chez l'homme.

— A l'instar de la « Théorie des catastrophes » de René Thom : des ruptures, qui amènent un changement ; mais le merveilleux dans la spirale, c'est qu'elle amène justement un changement harmonieux... Quelle résonance évoque cette forme pour vous aujourd'hui ?

— Si la spirale m'a tant attiré ce n'est pas seulement sur un plan intellectuel, mais parce qu'elle signifie pour moi la dynamique même du mouvement, elle suscite en moi une sensation physique, viscérale, profonde.

— Serait-ce pour cela que vous envisagez, en tant qu'architecte de la musique, de construire une salle spirale ?

— C'est pour une raison de géométrie dans l'espace : si l'on veut à la fois tourner et monter, cela crée forcément une spirale, qu'on le veuille ou non. Mais il y a aussi une torsion de l'acoustique ; de la réverbération, qui tient compte de l'acoustique de Coriolis, dans l'hémisphère Nord. Les sons vont donc être beaucoup plus efficaces que si la salle pivotait dans l'autre sens de celui des aiguilles d'une montre. Le son est un fluide qui doit certainement être influencé par la spirale créée par la rotation terrestre...

— L'auditeur serait-il ainsi saisi dans une ambiance de spirale acoustique ?

— Cela peut en effet avantager la richesse de la conduite

du son, mais il faut d'abord l'expérimenter.

— Quel est l'impact de la spirale en musique ?

— Si vous avez un son qui a une certaine hauteur, c'est-à-dire répétition d'une forme d'onde qui frappe le tympan, variation de pression atmosphérique qui se répète en conformité avec la hauteur donnée : tant de cycles par seconde, tant de répétitions de cette forme d'onde élémentaire, alors, en modifiant légèrement cette forme d'onde à chaque répétition, on s'écarte de plus en plus du son original. Ce qui veut dire qu'on obtient ainsi une sorte de spirale. Cela correspond, d'une manière plus générale abstraite, à une idée ou à un point dans l'espace, dont vous vous écartez progressivement tout en conservant la liaison avec lui. Il se produit ainsi un changement progressif et continu, qui est un facteur très important en esthétique, qu'elle soit musicale ou autre. C'est peut-être là aussi que réside le sens profond d'une spirale philosophique. La variation musicale, par exemple, est une forme spirale, très compliquée, qui part d'une idée de base et qui s'en écarte de plus en plus, tout en se référant à cette même idée musicale.

— Il s'agit donc d'une forme matricielle très forte, qui marque aussi bien la créativité humaine que celle de la nature ?

— Exactement, on englobe ainsi une continuité qui correspond à une sorte de déterminisme philosophique, mais, à force de nous éloigner de plus en plus, on peut aboutir à une formulation tout à fait probabiliste. Le déterminisme et l'indéterminisme se rejoignent par le truchement de cette idée fondamentale qu'est la spirale.

GUITTA FESSIS-PASTERNAK.

## Les comètes

### Cinq

Les comètes sont des corps célestes composés d'un noyau solide et d'une queue de gaz et de poussière. Elles sont souvent appelées « balais de Dieu » en raison de leur apparence spectaculaire lorsqu'elles passent près de la Terre. Les comètes ont été observées depuis l'antiquité, mais ce n'est qu'au cours des dernières décennies que leur composition et leur origine ont commencé à être comprises. Les scientifiques ont découvert que les comètes sont des réservoirs de matériel primitif, offrant un aperçu unique de la formation du système solaire. Parmi les comètes les plus célèbres, on peut citer la comète de Halley, qui revient régulièrement à l'intérieur du système solaire. Les comètes jouent également un rôle important dans la formation des planètes et dans l'évolution de la vie sur Terre. Elles sont considérées comme des « visiteurs » du système solaire, apportant avec elles des matériaux organiques et de l'eau. Les études des comètes sont donc essentielles pour comprendre l'histoire de notre système solaire et de la vie elle-même.



150

# Les comètes

## Cinq sondes à la rencontre de Halley

L'occasion est trop belle pour rater cette curieuse errante.



Reconstruire Chel



La comète de Bennett : découverte dans la constellation du Toucan, en 1969, par un astronome sud-américain dont elle porte le nom, Bennett a permis la découverte du fameux halo d'hydrogène qui s'étend bien au-delà de la chevelure visible sur ce cliché pris depuis l'observatoire de Haute-Provence dont on distingue la coupole.

### e la spirale

**E**LLES nous viennent du fond des âges. Quelques-unes font un petit tour puis s'en vont. D'autres sont fidèles et reviennent régulièrement nous rendre visite. La plus célèbre d'entre elles, la comète de Halley, est une vieille habituée de ces voyages dans la banlieue solaire, à l'occasion desquels elle donne lieu, comme tous les soixante-seize ans environ, à l'étonnant spectacle de sa queue développée sur des dizaines de millions de kilomètres. Certaines de ses visites sont passées inaperçues au cours des vingt-deux siècles écoulés, tandis que d'autres marquaient l'histoire ou donnaient lieu, comme en 1910, à nombre de commentaires dont le contenu n'eût pas toujours la rigueur scientifique qu'il convient. Il n'est que de lire les chroniques de l'époque pour s'en convaincre et apprécier à sa juste valeur la venue, par des escadres, de pilules anti-comète pour se protéger d'un gaz toxique — le cyanogène — détecté dans l'atmosphère de Halley, dont la Terre devait traverser la queue.

Rien de tel n'est prévu pour le prochain passage de Halley et rendez-vous a été pris par la communauté scientifique pour observer sur place, en mars 1986, cette belle errante qui ne nous reviendra pas avant 2062. A cette fin, pas moins de cinq sondes spatiales ont été construites pour aller à sa rencontre et l'étudier en détail. Deux sont japonaises, une, Giotto, est européenne, et les deux dernières, Vega-1 et Vega-2, sont soviétiques. La première des Soviétiques devait être lancée ce samedi 15 décembre, à 10 heures (heure de Paris), en direction de la planète Vénus, qu'elle doit d'abord survoler en juin 1985, avant de s'élancer en direction de la comète de Halley. Elle devrait être suivie comme son ombre par Vega-2, dont le tir a été fixé au 21 décembre.

Un pareil luxe de moyens n'est-il pas hors de proportions avec l'objet à étudier ? Ce n'est en effet ni la Lune, ni Jupiter ou Saturne. Alors, ces centaines de millions de francs dépensés pour observer un corps qui ne fait que passer et va ensuite se perdre pendant plus de

soixante-dix ans dans le fin fond du système solaire se justifient-ils ? D'autant que les résultats scientifiques que l'on attend du dépouillement des mesures faites à l'occasion du survol de la comète ne sont pas acquis. Avec Halley, on plonge un peu dans l'inconnu, et la communauté scientifique sait bien que, du fait de la grande vitesse relative à laquelle se feront les rencontres avec la comète, le temps pour observer dans les meilleures conditions sera court.

Mais qu'importe, l'occasion est trop belle pour la rater. Et cela pour au moins trois raisons. D'abord parce que les comètes sont, avec les astéroïdes, les seuls corps du système solaire à ne pas avoir été observés par une sonde spatiale. Les Américains nous ont en effet offert la Lune, Mars, Mercure et les géants que sont Jupiter et Saturne ; les Soviétiques, la Lune, Mars et Vénus.

Ensuite, parce que la période de Halley — un retour tous les soixante-seize ans — est suffisamment courte pour que la comète ait été soigneusement observée à plusieurs reprises et que sa trajectoire soit connue avec une précision suffisante pour permettre une rencontre programmée avec un engin spatial. Mais, elle est aussi suffisamment longue pour que les propriétés physiques de la comète n'aient pas été trop altérées par de fréquents passages au voisinage du Soleil. Ainsi Halley, si l'on en croit Michel Festou, de l'Institut d'astrophysique, est « une comète musclée, un objet exceptionnel ».

Enfin, et c'est la raison la plus fondamentale, parce que les comètes sont vraisemblablement des témoins de l'origine du système solaire. « On a tout lieu de penser », écrit Jean-Loup Bertaux, directeur adjoint du service d'aéronomie du CNRS (1), que les noyaux des comètes, ces boules de neige sale, ainsi que les a qualifiés l'astronome Fred L. Whipple, se sont formés en même temps que les planètes. Depuis la formation du système solaire, ils ont été conservés « au frais », loin du Soleil, dans l'immense « réfrigérateur » que constitue le système solaire extérieur. « De temps en temps, dit-il, un

événement fortuit — une infime perturbation due au passage d'une étoile à une distance relativement faible du Soleil — précipite ce noyau vers l'intérieur du système solaire, où il s'évapore rapidement, en quelques centaines de passages, en un magnifique et spectaculaire « chant du cygne ».

Avant qu'elle ne s'approche du Soleil, explique Michel Festou, « une comète n'est donc qu'un bloc de quelques kilomètres de diamètre — certains, comme celui de la comète Schwassmann-Wachmann-1, peuvent atteindre la taille exceptionnelle de 50 kilomètres — en rotation sur lui-même et qui n'a aucune raison d'être sphérique. C'est alors une boule de neige sale, un mélange d'eau et de diverses molécules (CO, CO<sub>2</sub>, CS<sub>2</sub>...) formant une matrice glacée emprisonnant

des grains de matière solide. Tant qu'il reste dans le vide, à une grande distance du Soleil, ce noyau, d'environ 6 kilomètres de diamètre pour Halley, ne manifeste aucun signe d'activité car la température (environ - 200 °C) est trop basse pour permettre aux composants volatils du noyau de s'échapper ».

Mais lorsque la comète arrive à proximité des planètes géantes (Jupiter et Saturne), la température s'élève sous l'effet du rayonnement solaire. Les composants volatils commencent à se sublimer, entraînant avec eux des poussières solides. Le démarrage de cette activité n'est guère visible pour les astronomes dans la mesure où ce dégazage est, à ce moment là, certainement très inférieur au kilogramme de matière par

seconde. Presque rien comparé aux quelque 50 tonnes d'eau et autant de poussières produites chaque seconde lorsque la comète frôle le Soleil. Une broutille comparée aux dizaines, voire aux centaines de milliards de tonnes que pèse un tel objet. En fait, avec un taux de production aussi bas, il faut attendre que soit formé un nuage de poussières de taille suffisante pour que la comète perde son aspect stellaire. Ce fut le cas, en septembre 1984, avec Halley, pourtant distante de 6 unités astronomiques, soit environ 900 millions de kilomètres.

Petit à petit, le noyau de la comète s'échauffe et libère de plus en plus de matière, ce qui le rend moins visible. Se développe alors une sorte de cocon de gaz et de poussières de forme relativement sphérique auquel on donne le nom de chevelure (coma) et dont la taille va aller croissant jusqu'au point de devenir une tache lumineuse dont le rayon peut atteindre 100 000, voire 1 million de kilomètres, éventuellement visible à l'œil nu. L'étude de la lumière émise par cette coma montre qu'elle est en fait constituée à la fois de grains de poussières de quelques microns (silicates métalliques et graphite, entre autres) et de fragments de molécules tels que OH, C, C<sub>2</sub>, C<sub>3</sub>, CH, CN, CS<sub>2</sub>...

« Tout se passe donc, explique Michel Festou, comme si la chevelure interne était composée de « molécules mères » (eau, gaz carbonique, oxyde de carbone...) issues du noyau. Celles-ci seraient cassées et ionisées par le rayonnement ultraviolet émis par le Soleil. Elles donnent alors naissance à des radicaux libres et à des atomes présents dans tout l'ensemble de la coma et à des ions que le vent solaire emporte. En outre, les photons émis par le Soleil repoussent les grains de poussières arrachés au noyau. » De l'ensemble de ces phénomènes naissent alors deux grandes queues de matière qui constituent une partie du spectacle offert par la comète. L'une d'elles, longue et étroite, porte le nom de queue de plasma. De couleur bleue, fortement chargée en ions CO, elle est orientée sous l'action du

### Le nuage de Oort

**A**ujourd'hui, les astronomes ont recensé environ sept cents comètes différentes. Chaque année apporte son lot de nouvelles découvertes dont beaucoup sont dues aux astronomes amateurs. C'est ainsi qu'en 1984 plus d'une vingtaine de comètes ont été observées, dont une bonne partie étaient déjà connues. Cela tient au fait que certaines de ces astres, tel Halley, reviennent régulièrement au voisinage du Soleil derrière lequel elles tournent avant de s'élancer à nouveau vers le fin fond du système solaire.

Près de quatre-vingts d'entre elles, dont la période est inférieure à deux cents ans, ont été observées à plusieurs reprises. D'autres, au contraire, ne l'ont été qu'une fois, soit parce que leur période est très longue à l'échelle de l'humanité, soit au contraire parce qu'elles n'ont pas été observées dans le passé, soit enfin parce que, après leur passage à proximité du Soleil, elles ont été placées sur une trajectoire qui les en éloignera à jamais.

Parmi toutes ces comètes, un grand nombre ont une période extrêmement longue : de l'ordre du million d'années. C'est l'étude astrodynamique de ces comètes à longue période qui a permis, en 1950, à l'astronome hollandais Jan Oort de formuler l'hypothèse que toutes les comètes proviennent d'un vaste réservoir — dit « nuage de Oort », — situé aux confins du système solaire, à une

distance du Soleil comprise entre 20 000 et 50 000 unités astronomiques, soit une distance un millier de fois plus grande que celle des plus lointaines planètes connues. C'est là qu'elles passeraient le plus clair de leur temps, conservées « au frais », loin du Soleil.

La existence d'un ensemble de plus de mille milliards de comètes représentant une masse équivalente à celle de la Terre. Elles se seraient formées, voici 4,6 milliards d'années, en même temps que les planètes et, selon une théorie généralement admise, seraient nées dans une région comprise entre Saturne et Uranus. Du fait des perturbations apportées par les grosses planètes, les noyaux de ces comètes auraient été progressivement envoyés sur une orbite fortement excentrique dont le point le plus éloigné du Soleil serait situé à environ 50 000 unités astronomiques du Soleil et le plus proche à quelque 15 unités astronomiques.

Or le passage d'une étoile, prise du système solaire, peut perturber ce bel équilibre et envoyer vers nous certaines de ces comètes. Un processus inverse de celui qui a donné naissance au nuage de Oort peut alors donner lieu à la capture, par les planètes du système solaire de quelques-unes de ces comètes. Ce sont celles-là qui forment la famille des comètes à courte période.

J.-F. A.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

(1) Grand Atlas de l'astronomie (Encyclopédie Universalis).







صكرا من الامم

# c la Terre

est sur le globe.



de la Terre

de la Terre

## Vingt-cinq passages

Depuis l'ère chrétienne.

UN tisserand anonyme — car il est douteux que la reine Mathilde ait brodé elle-même cette gigantesque bande de tissu — a dessiné une comète sur la tapisserie de Bayeux qui relate la conquête de l'Angleterre, en 1066, par Guillaume le Conquérant. L'apparition d'une brillante comète, peu avant la bataille de Hastings, avait été considérée par Guillaume comme un heureux présage.

Le Florentin Giotto a peint vers 1304 l'Adoration des mages. Il a représenté en haut du tableau, en guise d'étoile-guide, la comète qu'il avait pu voir trois ans plus tôt. C'est la même comète que celle de Bayeux. Mais il faudra encore plus de trois siècles pour que Edmond Halley, en utilisant la mécanique céleste que venait de créer Newton, montre que la comète qu'il avait observée en 1682 revenait régulièrement tous les soixante-seize ou soixante-dix-sept ans, qu'elle avait été vue en 1531 et en 1607, qu'elle le serait à nouveau en 1759. Mort en 1742, Halley ne put vérifier sa prédiction, mais la comète qui porte maintenant son nom revint bien à la date qu'il avait annoncée, et ses retours réguliers et souvent spectaculaires lui ont valu une célébrité sans égale dans le monde des astres chevelus.

Les calculs astronomiques ont fait de grands progrès. On sait maintenant calculer dans le détail toutes les perturbations que les planètes du système solaire apportent à l'orbite de la comète de Halley. Celle-ci est parfaitement connue, au point qu'on peut actuellement indiquer le jour de mars 1986 où les sondes qu'on envoie maintenant vers elle s'en approcheront au plus près. Mais on peut aussi remonter le temps.

Ainsi sait-on que la comète de Halley fut bien celle qui effara ses observateurs en 1456. Sa présence est régulièrement attestée au Moyen Âge, où fut surtout remarqué le passage de l'an 837 : la comète s'approcha à 6 millions de kilomètres de la Terre, ce qui constitue son record de proximité; elle fut extrêmement brillante et dotée d'une queue immense. Certaines observations remontent jusqu'à l'année 240 av. J.-C., mais il y a des indications antérieures, dont la date est trop imprécise pour qu'on puisse assurer qu'il s'est bien agi de la comète de Halley. Il se pourrait ainsi que ce soit un de ses passages que relate un 1047 av. J.-C. un texte chinois, le Livre du prince Huai-Nan.

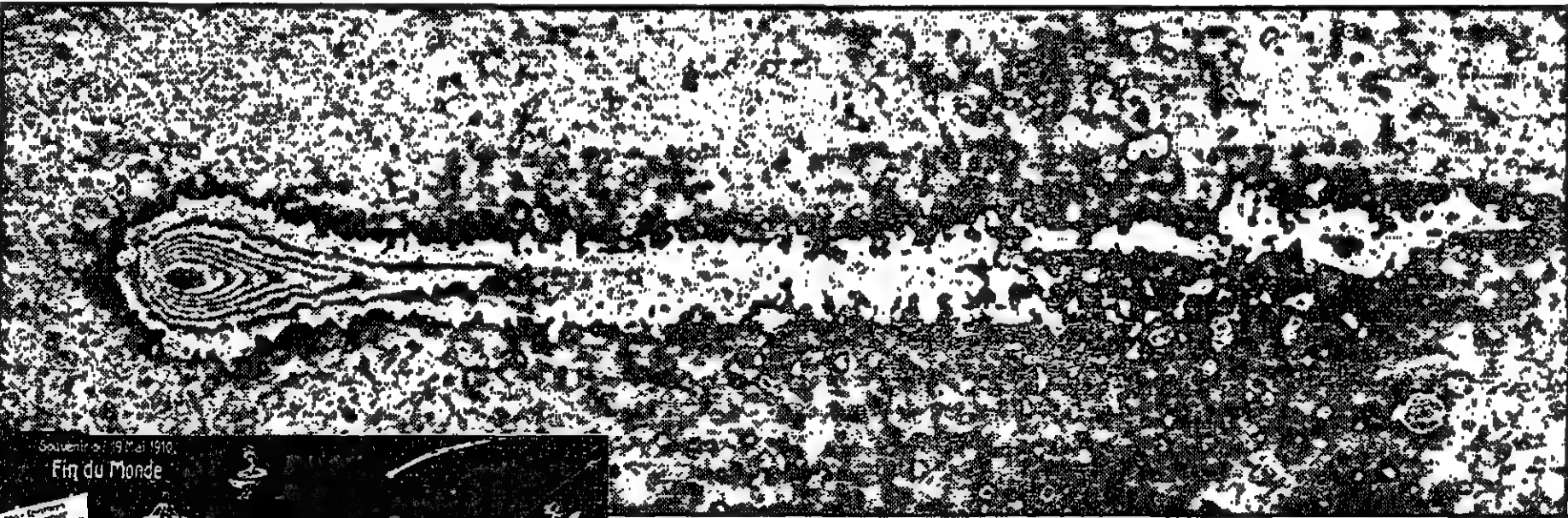
Depuis le début de l'ère chrétienne, la comète de Halley est revenue à vingt-cinq reprises au voisinage du Soleil. Tous les passages au périhélie ont pu être précisément datés. Cela met en évidence la variabilité de la période, de 74,42 ans (entre 1835 et 1910) à 79,25 ans (entre 451 et 530). Les perturbations de l'orbite par les grosses planètes Jupiter et Saturne sont les causes principales de cette variation.

Ce sont aussi ces perturbations qui ont placé la comète sur son orbite actuelle. Comme toutes les comètes, elle est originelle — c'est du moins l'hypothèse généralement admise — du « nuage de Oort », dont on pense qu'il contient environ mille milliards de noyaux cométaires.

Certains de ces objets, influencés par de lointaines étoiles, ont vu leur orbite se modifier et s'approcher assez du Soleil pour en recevoir une énergie importante. L'évapora-

tion des gaz qu'ils contiennent les transforme alors en de brillantes comètes. Après avoir quelque temps brillé d'un vif éclat, la comète repart sur sa longue ellipse pour une croisière de plusieurs millions d'années. Eventuellement, elle passe près d'une grosse planète. L'effet perturbatif de celle-ci peut être un freinage; l'orbite se raccourcit alors à des dimensions comparables à celles des orbites planétaires, ce qui ramène plus ou moins fréquemment la comète au voisinage du Soleil. C'est ce qui s'est produit dans un passé lointain pour la comète de Halley, qui voyage en gros entre les orbites de Vénus et de Neptune. Et qui continuera à nous rendre visite tous les trois quarts de siècle, jusqu'au jour où, passant à nouveau très près d'une grosse planète, elle verra son orbite se modifier de façon imprévisible.

MAURICE ARVONNY.



- Ci-dessus :
- Détail de la tapisserie de Bayeux.
  - Peu avant la bataille de Hastings (1066), l'apparition d'une très brillante comète avait été considérée par Guillaume le Conquérant comme un valeureux présage.
  - La comète Kohoutek vue par Skylab.
  - Carte postale datant du dernier passage (1910).
- Ci-contre :
- Dans l'Adoration des mages (1304), Giotto représente, en guise d'étoile-guide, la comète qu'il a pu voir trois ans plus tôt.

(Publicité)

**Librairie Alain Brioux**  
48, rue Jacob  
75006 PARIS  
260-21-98

Achat au meilleur cours  
livres et instruments anciens  
relatifs aux sciences et à la médecine

1910-1986



# La transfusion sanguine à l'heure des usines microbiennes

Le récent congrès de Carthagène analysé par le professeur Jacques Ruffié.

L'ÉVOLUTION économique et démographique mondiale, le progrès des sciences biomédicales et des biotechnologies, donnent au sang et à ses dérivés une importance sans cesse accrue et renouvelée qui nécessite une harmonisation des concepts et des objectifs dans tous les pays du monde, prenant en compte les particularités et les possibilités nationales et régionales.

La conférence qui vient de se tenir à Carthagène du 25 au 30 novembre, à l'initiative de la Croix-Rouge colombienne, avec l'aide de l'ONUDI (Organisation des Nations unies pour le développement industriel) et du gouvernement français, ainsi que de la Fondation Mérieux, a réuni des représentants de tous les pays d'Amérique latine, du bureau régional de l'OMS (Panamerican Health Organization) auxquels s'étaient jointes, à titre d'observateurs, quelques nations du tiers-monde (Inde, Algérie, Chine, Afrique noire, etc.), soit au total trente-cinq participants, dont une cinquantaine de Français, la plupart reflétant les différents aspects de la transfusion sanguine.

En effet, la transfusion sanguine représente sans nul doute l'une des spécialités qui ont fait progresser le plus la médecine, la chirurgie, la biologie humaine au cours de ce siècle. Elle fut rendue possible grâce à la découverte, par Landsteiner, en 1900, du système des groupes sanguins fondamentaux (A, B, O) qui montrait pour la première fois comment chacun de nous possède sa propre identité immunologique (identité qui s'est précisée au fil des ans avec la découverte de nombreux autres systèmes dont le plus complexe est sans doute le système HLA découvert par Jean Dausset dans les années 50).

Après l'ère pastorienne, le facteur limitant les interventions chirurgicales ne fut plus l'infection (grâce à l'asepsie et à l'antisepsie), mais la perte de sang qui finissait souvent par un état de choc irréversible. La transfusion permit de pallier cette menace et, grâce au remplacement permanent du sang écoulé, d'aborder des domaines de la chirurgie lourde et sanglante où les interventions peuvent durer plus de vingt heures, nécessiter plusieurs équipes chirurgicales et des transfusions de 40 à 50 litres

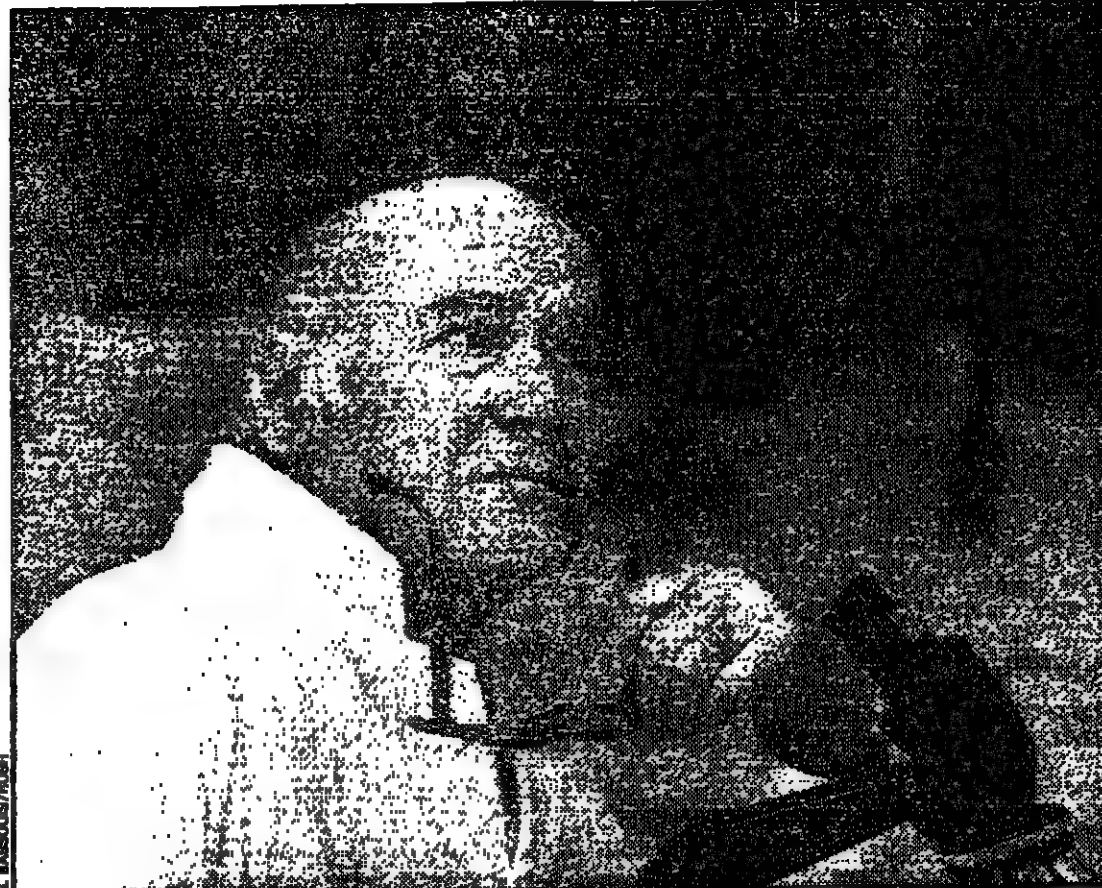
de sang. De plus l'utilisation d'appareils à circulation extracorporelle a rendu possible la déviation, pour un temps, du flux sanguin pulmonaire et cardiaque en dehors de notre organisme et d'aborder la chirurgie à cœur ouvert qui, il y a quelques décennies, passait encore pour de la science-fiction.

L'étape suivante a consisté à isoler les principaux éléments qui forment le sang et à n'injecter au malade que ceux dont il a besoin. On peut introduire ainsi dans son organisme, sous un même volume, une quantité bien plus grande de substance active.

La première division du sang, qui est aussi la plus simple et la plus commune, consiste à séparer les cellules (phase solide) du plasma dans lequel elles flottent (phase liquide). En fait, il y a plusieurs catégories de cellules que l'on sait maintenant isoler les unes des autres. D'abord les globules rouges, sans noyaux, transporteurs d'oxygène du poumon aux organes (sang artériel) qu'ils déchargent de leur déchet (surtout gaz carbonique (CO<sub>2</sub>) « relâché » à son tour dans les alvéoles pulmonaires). Cette ronde sempiternelle des globules rouges, tour à tour oxygénés dans le poumon et carboxylés dans les organes, assure le fonctionnement bio-énergétique de tout notre organisme (chaque cellule a besoin d'oxygène pour remplir ses fonctions). Aujourd'hui, on injecte des globules rouges (purée globulaire) à certains grands anémiques, à ceux qui ont perdu beaucoup de sang par blessures et exigent d'urgence un apport suffisant de leur véhicule d'oxygène.

À côté des globules rouges existent plusieurs catégories de globules blancs, à noyaux, dont la fonction essentielle est de protéger l'individu contre les agressions étrangères (microbes, virus, parasites, etc.). Les uns agissent directement en allant au-devant de la substance à détruire qu'ils entourent, attaquent, digèrent (phagocytose). D'autres agissent à distance en fabriquant des substances capables de s'attaquer à l'intrus et d'altérer ses structures. Ce sont les anticorps.

Les globules blancs sont injectés à de grands infectés ou



à des malades dont les réactions de défense sont momentanément amoindries. Il existe enfin une troisième catégorie de cellules de toute petite taille, les plaquettes sanguines, qui jouent un rôle déterminant dans la coagulation. On injecte du plasma riche en plaquettes à certains malades qui manquent de ces éléments et saignent facilement.

La deuxième partie essentielle du sang correspond, nous l'avons dit, à sa phase liquide : le plasma, riche en matières organiques, est formé d'un nombre très élevé d'éléments (quelques dizaines seulement sont bien connus sur les centaines ou les milliers qui existent réellement : hormones, anticorps, vitamines, nutriments, déchets, cholestérol, électrolytes, etc.).

Depuis plusieurs années, on sait isoler par fractionnement du plasma total quelques-uns de ces facteurs qui sont d'un précieux secours dans certaines maladies : albumine chez les dénutris, les opérés, etc.; anticorps monos ou polys spécifiques pour faire face à une agression correspondante, facteurs de coagulation (tels PPSB, le facteur VIII) chez les malades qui saignent par suite d'anomalies génétiques entraînant des perturbations dans le phénomène très complexe de la coagulation.

Jusqu'à présent et, bien que le don du sang soit en France entièrement bénévole et gratuit, ces produits coûtent cher, car ils existent à l'état très dilué dans notre organisme, et il faut des dizaines, voire des centaines, de litres pour fabriquer quelques grammes de chacun d'eux.

Aujourd'hui, l'ingénierie génétique est en train de modifier complètement les données du problème. On peut introduire dans une bactérie ou une cellule préparée (hybridome), au moyen d'un véhicule qui est souvent un virus, une zone d'ADN (acide désoxyribonucléique) portant un programme génétique donné (facteur VIII par exemple). Cette cellule « recombinée » et tous ses descendants vont fabriquer en permanence ce facteur VIII. On procède à de véritables « exploitations agricoles », mais au niveau cellulaire et bactérien, dans des cuves à fermentation. Il suffit d'alimenter régulièrement la colonie et de prélever ce qu'elle produit. Cette méthode offre trois avantages :

1. — Son rendement est élevé : les bactéries n'ont d'autres exigences que nutritionnelles. Une fois mises dans

un milieu qui leur est favorable, elles se développent par duplication quasiment à l'infini et travaillent sans arrêt. Pour elles, il n'existe ni vacances, ni jours fériés, ni semaines de 39 heures, ni charges sociales, ni congés de maladie ou de maternité. Ce sont d'infatigables ouvrières.

2. — Leur produit est d'une grande spécificité. Elles fabriquent ce qui correspond à leur programme génétique et à lui seul. Aussi la substance finie est-elle plus facile à purifier. En effet, les fractions de sang humain peuvent conserver de nombreuses molécules « parasites » qui ont parfois des conséquences désastreuses : quand il s'agit par exemple de virus hautement pathogènes tels ceux de l'hépatite ou du syndrome immuno-déficitaire acquis (SIDA). Un pas de plus vient d'être franchi avec les cellules humaines ou animales dont les programmes génétiques ont été sévèrement contrôlés. Elles fabriquent ce qu'on leur impose : jamais plus. D'où, par exemple, la possibilité d'obtenir des anticorps d'une extrême pureté (anticorps monoclonaux correspondant à une spécificité précise, alors que les anticorps extraits du plasma humain ne sont jamais rigoureusement monospécifiques).

3. — Enfin la préparation de ces composantes stables du plasma par des méthodes industrielles, qui ne font plus appel au sang humain, échappe à l'éthique qui s'attache au don volontaire, anonyme et gratuit du sang. Éthique qui a mené beaucoup de pays et d'abord la France, grâce aux règlements mis en place il y a plus de trente ans par le directeur général de la santé publique Eugène Aujaleu, à interdire toute commercialisation des produits sanguins d'origine humaine. En France, la loi fut rigoureusement appliquée. Les rares firmes privées qui préparaient les dérivés sanguins, comme l'Institut Mérieux, le faisaient à partir de placentas considérés comme produit de rebut. Malheureusement, dans d'autres pays, l'Amérique du Nord en particulier, où les deux systèmes bénévoles et lucratif coexistent, ce dernier, mis uniquement par l'appât du gain, prélevait n'importe qui au plus bas prix, ce qui n'était qu'une forme moderne de l'exploitation de la misère humaine et conduisait souvent à mettre sur le marché des produits dangereux (on en a eu un exemple récent avec le SIDA évoqué plus haut).

L'on peut ainsi mesurer les dimensions et la complexité actuelle, humaine, économique, voire politique, de la transfusion, particulièrement dans les pays en développement.

La création d'un centre important de fractionnement est devenue une entreprise de grande envergure et onéreuse. Il est exclu que les vingt républiques d'Amérique du Sud aient chacune leur industrie. En revanche, beaucoup considèrent que sous la coupe technologique des firmes nord-américaines ou multinationales dont les produits, on l'a vu, n'offrent pas toujours les garanties désirables.

Aussi la réunion de Carthagène a-t-elle souhaité l'harmonisation des règles concernant le don du sang en exigeant de tous les participants, sans exception, le bénévolat pur et simple, puis, dans un premier temps, le développement de trois pôles privilégiés : Cordoba, Mexico et Recife, qui seraient d'abord appelés à préparer des fractions à partir des placentas et ultérieurement des prélèvements veineux, cela afin de parer au plus pressé et de satisfaire les besoins les plus urgents de l'Amérique latine.

La collaboration des services français producteurs (Institut Pasteur, Institut Mérieux, grands établissements de transfusion sanguine française) devrait permettre la réalisation et le développement rapide de ces centres régionaux de fabrication des éléments stables du sang par les technologies avancées. Ces réalisations, dont notre pays aurait l'entière responsabilité technique, pourraient être mises sur pied avec l'aide de l'ONUDI dans un avenir assez proche.

La conférence de Carthagène a souligné enfin le rôle primordial des donneurs de sang, rôle qui restera longtemps irremplaçable pour tous les malades qui ont besoin de cellules : globules rouges ou globules blancs, plaquettes formant chacune à l'échelon microscopique une petite usine d'une extrême complexité.

Cette réunion, la première du genre, tenue par un pays industriel à haute technologie (la France) et un groupe de pays beaucoup moins avancés (les républiques latino-américaines) montre ce que pourrait être dans le futur une coopération régionale, fruit du dialogue Nord-Sud.

Le prix et la complexité des techniques mises en œuvre exigent désormais que plusieurs entités géographiques et politiques naturellement liées s'entendent désormais pour aboutir à des réalisations communes qui sont au-dessus des moyens de chacune prise isolément.

Une même convergence d'efforts complémentaires tendant aux mêmes objectifs est aussi indispensable à l'échelle d'une région, à l'intérieur d'un pays. Les biotechnologies, seules solutions pour répondre aux défis du troisième millénaire en matière de santé, représentent l'exemple typique de cette indispensable coopération. Le même schéma devrait s'appliquer à bien d'autres parties du monde (Afrique noire, Sud-Est asiatique, etc.) qui, en particulier dans le domaine médical, présentent, par rapport aux nations développées, un retard sans cesse accru et qui pourrait bientôt devenir irréversible, posant alors à l'humanité un problème dramatique.

Docteur JACQUES RUFFIÉ,  
professeur  
au Collège de France.

## Collecte

LA France collecte en moyenne quatre millions et demi de dons de sang total par an prélevés dans deux cents établissements de transfusion sanguine. Sept centres de fractionnement (le Centre national de transfusion sanguine de Paris et les centres de Bordeaux, Lille, Lyon, Montpellier, Nancy et Strasbourg) transforment environ quatre cent mille litres de plasma.

Face au traitement, au fractionnement du sang et de ses produits, face aux biotechnologies — on produit par des méthodes industrielles, à partir de cultures cellulaires, des éléments dérivés du sang, le facteur VIII par exemple, indispensable aux hémophiles, — les centres veulent maintenir les deux volets de leur action : collecte mais aussi recherche (le centre régional de Nancy a mis au point la gamma-globuline antirabique). Une donnée à préserver si l'on ne veut pas réduire le centre à n'être qu'une « unité d'embouteillage ».

« L'industrialisation est indispensable », dit M. Patrick Caissal, président de la Fédération française des donneurs de sang bénévoles (FFDSB), mais il faut veiller à ce que la transfusion ne se déshumanise pas. « Affaire de techniciens, la transfusion est un problème économique réglé par les services publics mais, ajoute-t-il, « la rentabilité

ne doit pas être le premier argument ».

La Fédération regroupe 2 500 associations et sections, soit 70 000 adhérents environ. Trois bataillons — les PTT, l'éducation nationale et les cheminots — rassemblent respectivement 100 000, 51 000 et 23 000 donneurs de sang.

Lors du vingt-quatrième congrès des donneurs de sang bénévoles, M. Caissal demandait, le 2 juin dernier, à M. Hervé, secrétaire d'État à la santé, de garantir deux principes auxquels les donneurs sont attachés : le bénévolat du don et le non-profit pour toutes les opérations concernant des produits d'origine humaine. Ce qui fut fait.

Nécessité de tous les jours, « le sang n'est pas un médicament » et ses délais de conservation sont limités. Les dons doivent être constamment renouvelés. Des impératifs qui justifient la requête du président de la Fédération : « Informer pour rendre responsable plutôt que faire appel à la générosité et risquer de culpabiliser. » Modemiser, donc, sans démobilité.

DANIELLE TRAMARD.

FFDSB, 23, rue Saint-Lazare, 75009 Paris. Tél. (1) 878-93-51.

## Les donneurs

EN France, la réglementation dans la transfusion sanguine a été fixée par la loi du 21 juillet 1952 et par différents décrets et arrêtés d'application dont celui du 16 janvier 1954. Ils prévoient que le sang ne peut être prélevé, analysé et délivré à l'usage transfusionnel que par des organismes agréés par l'État et œuvrant sans but lucratif.

Il y a actuellement sur l'ensemble du territoire français plus de quatre millions de dons par an représentant un don de 350 à 400 cm<sup>3</sup> de sang.

Il existe des associations de donneurs, locales ou professionnelles, regroupées au sein de la Fédération française des donneurs de sang bénévoles.

Jusqu'à présent, seules les motivations des donneurs de sang ont été étudiées. Plusieurs typologies ont été établies, mais, outre le fait qu'elles ne représentent que 5 à 7 % de la population en état de fournir du sang, ces sujets sont convaincus de la justesse de leur geste et ne peuvent élargir l'élément psychologique à mettre en avant en faveur de la publicité du don du sang.

Récemment, il a paru nécessaire d'entreprendre une recherche sur les représentations et les attitudes qu'une population globale pourrait développer face

au don du sang dans le cadre du CIERAM (Centre international d'études et de recherches en anthropologie médicale).

Une telle étude, pilote, a retenu plusieurs sites, dont celui de Macao où coexistent depuis plusieurs siècles Européens et Chinois, pays en voie de développement où les contrastes interethniques sont fortement marqués. Bien que l'enquête doive se poursuivre sur plusieurs années encore, quelques conclusions peuvent être retenues dès maintenant :

— Les niveaux de crainte face aux prélèvements ne sont pas assez élevés pour engendrer une résistance qui, par un refus massif, pourrait mettre en péril l'approvisionnement des centres de transfusion ;

— Le bénévolat pourrait être le meilleur mode de collecte (souhaité par plus de 75 % des populations étudiées) ;

— Les facteurs socio-culturels jouent un rôle essentiel dans les modalités d'acceptation ou de refus ;

— De ce fait, il est capital dans toute campagne de promotion du don du sang de tenir compte des stratifications sociales qui caractérisent toute société.

FRANÇOIS RAVEAU,  
professeur.

Les en

## Le silence et le

Le silence et le... (Text continues on the right side of the page, partially cut off)

150



سورة الاحقاف

# Les enfants sur la planète des fous

Rendez-vous noirs pour l'an 2000.

la Terre

sur le globe.

UN symposium international sur la protection de l'enfance, et plus particulièrement sur les enfants dans les conflits armés, vient de se tenir à Amman. Ceux qui sont habitués aux conférences onusiennes sur les sujets les plus divers avaient toutes les raisons de craindre une politisation à outrance des discussions suivies de condamnations visant toujours les mêmes Etats. Or rien de semblable ne s'est produit dans la capitale jordanienne, et c'est en l'absence de toute démagogie que se sont déroulés les travaux. Seul l'intérêt de l'enfant, de tous les enfants du monde, est entré en ligne de compte. Si cette réunion a eu lieu à Amman, c'est sur la suggestion du prince héritier Hassan Bin Talal, qui a accepté de répondre pour le Monde à nos questions.

« Alors que l'on a tendance à présenter tout le Proche-Orient comme une poudrière, comment l'esprit de violence guerrière a-t-il pu ne pas contaminer le symposium ? »

« Notre région ne connaît que trop, hélas ! la guerre et la violence. Afin de construire un avenir de paix durable, il faut surtout que les jeunes pensent à la paix et que celle-ci fasse partie de leur dynamique émotionnelle et intellectuelle. A mon avis, la paix doit être enseignée dans les écoles, tout comme le sont les sciences et la littérature. »

« J'ai été, en effet, frappée, notamment pendant la visite effectuée à l'école du baccalauréat international d'Amman que dirige votre épouse, la princesse Sarvath, par les dessins affichés des différents élèves, exempts de toute allusion à la guerre. »

« L'école et l'attitude des enseignants jouent un rôle décisif dans l'évolution des sentiments et des pensées des enfants. L'absence de violence dans les dessins que vous avez vus est un signe d'espoir. C'est aussi une manifestation du choix des enfants d'aujourd'hui. »

« Au symposium, on a évoqué avec force le sort des enfants dans les conflits armés et la nécessité de les protéger. Que

peut-il être fait, à votre sens, dans ce domaine ? »

« La question des enfants dans les conflits armés a, certes, été longuement débattue et a fait l'objet d'une série de recommandations. Je suis naturellement contre l'utilisation des enfants dans les conflits armés, quelle qu'en soit la manière ou la forme. Priver un enfant qui ne dispose pas d'un jugement indépendant pour ce qui est de son choix de vivre, l'empêcher de grandir en paix et dans des circonstances normales, est la pire des choses pour l'avenir d'une société. Même si les enfants n'y participent pas activement, l'environnement de violence à leur égard est néfaste à leur développement. Il ne faut surtout pas que les enfants acceptent la violence comme l'unique perspective dans la vie. De façon générale, il faut que la question de l'enfance et de sa protection soit dépolitisée dans notre région comme partout ailleurs si l'on veut construire un avenir de paix globale. »

« Votre discours inaugural était empreint de l'intensité de votre intérêt pour l'enfance et la jeunesse. Dans quelle mesure ce problème est-il prioritaire dans vos préoccupations ? »

« Les jeunes représentent une proportion importante de la population mondiale, qui, de plus, va croissant, en particulier dans les pays en voie de développement. En Jordanie, par exemple, 70 % de la population a moins de trente ans. Dans la majorité des pays, les jeunes représentent les facteurs décisifs de la vie politique et économique. A une époque de crise économique mondiale, de violence, d'érosion de la famille et des valeurs éthiques, on a plus que jamais besoin de l'énergie et de la créativité des jeunes pour bâtir un monde meilleur. D'autre part, comme vous le savez, 1985 a été consacrée par l'ONU année internationale de la jeunesse. Mais je ne suis pas convaincu que tout soit fait pour préparer cette année et saisir l'occasion qu'elle offre de se pencher sur les vrais problèmes de la jeunesse. C'est la raison pour laquelle j'ai attiré l'attention du symposium sur

ce sujet, et plus précisément sur la protection de l'enfance. Il faut des programmes réalistes, construits avec et pour les jeunes, sans préjugés ni paternalisme. »

« Dans quelle mesure pensez-vous que les jeunes pourront contribuer à l'établissement de la paix ? »

« Nous avons de nombreux exemples de situations de guerre et de catastrophe naturelle où les jeunes se sont portés volontaires pour des actions de secours et d'assistance. Ils ne portaient ni armes ni haine. Cela suscite de l'admiration et doit être encouragé ; pour transformer les comportements, il faut agir au niveau des politiques d'enseignement. L'enseignement n'est pas seulement érudition et doit être aussi un code de valeur sociale. L'école est un bon terrain pour agir dans ce sens. Les enfants doivent être préparés dès leur plus jeune âge aux idéaux de paix et des droits de l'homme. Il serait également important d'introduire dans les universités des disciplines distinctes dirigées vers l'enseignement et la recherche sur les problèmes de la jeunesse et de la paix. »

« Alors que l'UNICEF et tant d'autres organismes œuvrent en faveur de l'enfance, le symposium d'Amman a été spécifiquement organisé sur la protection de l'enfant. Est-ce que les lacunes que l'on peut constater en ce domaine sont si évidentes ? »

« Les enfants sont un des groupes les plus vulnérables et les plus exposés aujourd'hui à la violence, qu'elle soit le fait de l'homme ou de la nature. Des millions d'enfants vivent dans des conditions inhumaines, sont victimes de la faim et de la sous-alimentation, des conflits armés dans lesquels on les implique parfois dès l'âge de douze ans, de l'exploitation, de l'absence de famille ou de personnes pouvant assurer leur protection... On sait, par exemple, que près de soixante millions d'enfants âgés de huit à douze ans travaillent dans les pays en voie de développement. Imaginez que certains travaillent dès l'âge de huit ans ! Mais ce n'est pas là l'apanage exclusif du

tiers-monde. Des milliers d'enfants travaillent illégalement dans les pays occidentaux. D'autre part, on estime que quatre-vingts millions d'enfants vivent ou survivent dans la rue, avec l'aliénation que cela implique. Jusqu'à présent, on a surtout mis l'accent sur l'aspect assistance matérielle et sur la protection de l'enfant, alors que la protection de ses droits, dans le sens d'une évolution saine et équilibrée, est tout aussi importante. »

« Quelle suite peut-on espérer voir donner aux recommandations adoptées à Amman ? »

« Le symposium a cherché à mettre en lumière les lacunes des mécanismes socio-juridiques et de la pratique concernant la protection de l'enfant. Des solutions ont été recherchées et des recommandations précises ont été adoptées à ce sujet. Nous allons tout d'abord les soumettre à la réunion plénière de la commission indépendante sur les questions humanitaires, qui doit se réunir à La Haye. Elle sera ensuite adressée à ceux qui, au sein des gouvernements, des organisations internationales, tel l'UNICEF, et des agences bénévoles, sont appelés à prendre des décisions et à œuvrer dans le domaine de la protection de l'enfance. Car ce qui nous importe, ce ne sont pas les rapports ou les recommandations, mais les résultats concrets qui devraient en découler. »

« Le rôle des médias, ou plutôt d'une certaine forme d'information, a été critiqué au cours des débats. J'aimerais connaître votre opinion à ce propos. »

« Il existe incontestablement une barrière entre les champs de bataille et l'opinion publique. Il y a beaucoup de guerres cachées ou oubliées. Les journalistes doivent être protégés et avoir accès au terrain pour accomplir leur tâche. Ils ont également pour devoir de rendre compte non seulement des communiqués triomphalistes de telle ou telle partie au conflit, mais d'insister davantage sur les souffrances humaines et les violations des règles humanitaires. »

ISABELLE VICHNIAC.



G. PEREZ/ANADOLU

## Le silence et les larmes

EN l'an 2000, la moitié de la population mondiale sera composée d'enfants et de jeunes. Dans les pays pauvres, cette proportion atteindrait 70 %. Malheureusement, il est peu probable que les progrès dans les domaines de l'éducation, de l'emploi, de la protection, de l'environnement, de la sécurité et de la santé augmentent au même rythme. La situation est déjà pour le moins alarmante. On déplore à l'heure actuelle plus de 80 millions d'enfants des rues (70 millions dans le Sud et 10 millions dans le Nord), 75 millions d'enfants exploités dans des travaux ingrats, des millions d'enfants végétant en prison, des millions d'autres traumatisés psychologiquement et physiquement par les guerres et les conflits larvés qui ensanglantent la planète. Près des trois quarts des millions de réfugiés dans le monde sont des enfants. Quant à la vente d'enfants — forme classique de l'esclavage — elle obéit à la loi de l'offre et de la demande ; ce trafic, dont le proxénétisme profite largement, ne cesse de prospérer. Même lorsque l'aide matérielle est assurée, il reste un vide psychologique à combler pour la majorité silencieuse que forment les enfants du monde.

Telles sont quelques-unes des constatations relevées dans les rapports d'experts qui ont servi de base aux travaux du symposium international sur la protec-

tion de l'enfance, qui vient de se dérouler à Amman.

L'enfant étant par définition un être dépendant, désarmé et vulnérable, sa protection s'impose plus que jamais. C'est dans cette optique que la commission indépendante sur les questions humanitaires internationales, coprésidée par l'ancien haut commissaire des Nations unies pour les réfugiés, Sadruddin Aga Khan, et par le prince héritier de Jordanie, Hassan Bin Talal, a organisé en coopération avec l'institution suédoise Rådda Barnen cette réunion. Des groupes de travail, comprenant notamment des experts de l'UNICEF et divers autres organismes tels que la nouvelle et active Défense Enfants-International se sont penchés principalement sur quatre aspects du problème : les enfants dans les conflits armés, les enfants dans les rues, le déplacement d'enfants au-delà des frontières et l'élaboration d'une convention internationale sur les droits de l'enfant. Ils ont mis sur pied une série de recommandations pertinentes. Celles-ci s'imposent.

Dans son discours d'ouverture, le prince Sadruddin Aga Khan a rappelé que, depuis la deuxième guerre mondiale, il y a eu plus de 54 conflits internationaux et plus de 73 conflits internes. 5 % des victimes étaient des civils durant la première guerre mondiale, mais

cette proportion, qui a été de 50 % durant la deuxième guerre mondiale, s'est élevée à environ 85 % dans la guerre du Vietnam, et au cours du conflit actuel au Liban, a déjà atteint 90 %. Le plus grand nombre de ces victimes sont des enfants. « Bien que peu de gens semblent s'en soucier, des millions d'enfants sont tués à leur naissance dans de nombreux pays, autour du monde », a-t-il ajouté. Si de nombreuses organisations dévouées à l'enfance mettent l'accent sur les lacunes de l'alimentation, de la santé et de l'éducation, peu d'efforts spécifiques sont entrepris pour défendre l'enfant dans des situations où il est délibérément exposé à des souffrances graves qui parfois vont jusqu'à lui coûter la vie.

Les recommandations adoptées par ce symposium devraient avoir pour effet, non seulement de sensibiliser l'opinion mondiale, de coordonner les différents efforts entrepris en ce sens, de mettre les gouvernements et les organismes compétents face à leurs responsabilités, mais aussi de faire adopter par les Etats le projet de convention sur les droits de l'enfant dont les diverses dispositions ont donné lieu à un accord à Amman.

L. V.



M.-P. HEBERT/ANADOLU

« Même si les enfants ne participent pas activement aux conflits armés, l'environnement à leur égard est néfaste à leur développement. »

1910-1986



# L'art pariétal fait l'objet d'études de plus en plus fines tant sur le plan des fouilles que sur celui

## Deux cent quinze siècles de gestes de l'homme

La datation, l'une des principales difficultés pour les préhistoriens.

**S**UR quelque deux cent cinquante « cavités » — grottes et abris sous roche — ornées de gravures et de peintures faites, de l'Espagne à l'Oural, entre 30000 et 8500 avant Jésus-Christ, c'est-à-dire pendant le paléolithique supérieur, cent trente-six sont situées sur le territoire français. Et sur ces cent trente-six, quarante-cinq se trouvent dans le seul département de la Dordogne. Il était donc logique que le premier colloque international d'art pariétal paléolithique soit organisé à Périgueux et au Thot (près de Thonac, Dordogne) par M. Jean-Philippe Rigaud, directeur des antiquités préhistoriques d'Aquitaine et directeur du Centre national de préhistoire de Périgueux.

Cent vingt spécialistes ont pris part à ce colloque ; ils représentaient, outre la France et l'Espagne — les deux pays européens les mieux dotés en art pariétal paléolithique, — l'Algérie, l'Allemagne fédérale, les États-Unis, l'Italie, la Suisse, la Tchécoslovaquie et l'Australie. Ce dernier pays, comme l'a expliqué M<sup>me</sup> Josephine Flood, sous-directrice de l'Australian Heritage Commission, est sûrement le plus riche du monde en art pariétal paléolithique, mais cette extraordinaire richesse en parois gravées ou peintes commence tout juste à être connue. En Afrique du Sud aussi s'est

épanoui un art pariétal paléolithique.

L'art pariétal du paléolithique européen a été entrevu dès le seizième siècle : en 1575, François de Belleforest parle, dans sa *Cosmographie universelle*, des peintures d'animaux de la grotte de Rouffignac (Dordogne) découvertes officiellement... en 1956. C'est un instituteur, Paul Chiron, qui a eu le mérite d'avoir pensé, le premier, en 1876, à associer des gravures pariétales (de la grotte Chabot, dans le Gard) aux couches préhistoriques qu'il fouillait. Mais les archéologues professionnels ne tinrent guère compte des observations

par les préhistoriens français. En 1902 seulement est reconnue l'authenticité de « la chapelle Sixtine de l'art quaternaire », confirmée par des découvertes analogues qui viennent d'être faites en France, notamment en 1895 à La Vache (Dordogne), en 1896 à Pair-Non-Pair (Gironde), en 1901 aux Combarelles et à Font-de-Gaume (Dordogne).

Toutes ces découvertes et celles qui ont suivi pendant la première moitié du vingtième siècle se sont intéressées en priorité aux gravures et aux peintures ornant les parois et les plafonds. Les sols des « ca-

cialistes, même à l'époque (antérieure à la loi de 1941) où les fouilles archéologiques n'étaient pas soumises à l'autorisation préalable des autorités compétentes.

La datation de l'art pariétal est l'une des principales difficultés que les préhistoriens ont à résoudre. Les traits gravés et les pigments des peintures ne relèvent d'aucune des méthodes modernes de datation absolue. Les charbons des foyers ou des torches ont été trop souvent jetés. Et même lorsqu'ils sont soigneusement prélevés dans une couche archéologique rigoureusement repérée et fouillée, rien ne per-

s'étant achevée vers 8500 avant notre ère, s'est tout de même étirée sur deux cent quinze siècles.

Le début de l'art en Europe coïncide avec la civilisation magdalénienne, c'est-à-dire avec l'apparition de l'*Homo sapiens sapiens* qui remplace l'*Homo sapiens neanderthalensis* vers 35000 ans avant Jésus-Christ. Mais il s'agit d'abord d'objets mobiliers (os ou galets gravés et statuettes d'ivoire ou de pierre) puis (vers 30000 ans) de gravures faites le plus souvent sur des blocs trop gros pour être vraiment mobiles mais pas assez pour être confondus avec des

L'art réellement pariétal apparaît avec la civilisation gravettienne (— 27000 à — 19000). Quel que soit l'animal représenté, son dos et son encolure dessinent la même ligne sinusoïdale et les pattes sont souvent absentes, incomplètes ou suggérées. Le solutréen (— 20000 à — 16000) est l'époque de superbes bas-reliefs et, semble-t-il, celle des premières grottes véritablement ornées de gravures et aussi de peintures dont le dessin est nettement meilleur que pendant le gravettien.

L'apogée de l'art pariétal est atteinte pendant le magdalénien (— 16000 à — 10000). De



### Un atlas début janvier

L'ART des cavernes, atlas des grottes ornées paléolithiques françaises, devrait être disponible dans les librairies au début de janvier prochain. Il s'agit du premier ouvrage d'une série d'atlas archéologiques de la France, due à la collaboration du ministère de la Culture et de l'Imprimerie nationale et dont le deuxième volume, consacré aux monuments paléochrétiens de la Gaule, devrait paraître en 1986.

L'ART des cavernes est une œuvre monumentale pour le début de laquelle M. André Leroi-Gourhan, membre de l'Institut, a écrit un avant-propos présentant ce « phénomène [l'art pariétal] tout à fait exceptionnel, limité à la France de l'ouest et du sud, à l'Espagne, et au Portugal, à l'Italie » — avec une exception située dans l'Oural. La lecture de l'art des cavernes s'est faite sur quelques deux cents siècles et témoigne de « l'organisation symbolique de la pensée humaine ».

Viennent ensuite de courtes histoires de la géologie, de la climatologie, du milieu souterrain, des faunes et des flores, qui ont permis l'épanouissement de cet art extraordinaire. Et, fort utilement, sont rappelés la surveillance et les mesures de protection avec leur cadre administratif et juridique.

Mais l'essentiel des 640 pages est consacré aux 130 notices descriptives très détaillées des grottes qui ont nécessité le travail de 87 auteurs.

Il s'agit d'une vraie somme et, tout en même temps, d'un livre superbe où abondent illustrations, plans et relevés.

Y. R.

Format 24 x 32 cm ; reliure toile ; 266 illustrations (dont 32 en couleurs), 120 plans, 338 relevés, index et bibliographie, 490 francs.

En vente dans les FNAC et à l'Imprimerie nationale (20, rue de la Boétie, Paris 8<sup>e</sup> ; 172, rue Saint-Honoré, Paris-1<sup>er</sup> ; 12 bis, rue du Capitaine-Ménard (SEVPO), Paris-13<sup>e</sup> ; 27, rue de la Convention, Paris-15<sup>e</sup>).

Bouquins - Dossiers par milliers

### Rayonnages Bibliothèques

au prix de fabrique du kit au sur-mesure

**LEROY FABRICANT**

équipe votre appartement bureaux, magasins, etc. 25 années d'expérience. Une visite s'impose

206, av. du Maine, Paris (14<sup>e</sup>) 540-57-40 - M<sup>me</sup> Afsin

### Grottes ornées

**D**EPUIS 1980, le Centre national de préhistoire de Périgueux (inauguré en 1978) compte un département d'art pariétal, dont M. Norbert Aujoulat est responsable. La tâche du département est de faire l'inventaire des cavités ornées françaises et de constituer

ainsi des archives facilitant la recherche et la documentation. Sont déjà rassemblées quinze mille photographies et les relevés topographiques de cent vingt-cinq grottes ornées. Ces derniers sont en partie informatisés.

Centre national de préhistoire, 38, rue du 26<sup>e</sup> Régiment d'infanterie, 24000 Périgueux. Ouvert de 9 heures à 17 heures, tous les jours, sauf les samedis et les dimanches. Il est préférable de prendre rendez-vous à l'avance. Téléphone : 16 (53) 53-44-58.

cette époque datent plus de cent cinquante grottes-sanctuaires dont la plus riche est, sans conteste possible, la grotte de Lascaux (Dordogne). Celle-ci est décorée de plus de mille trois cents gravures et peintures polychromes, alors qu'Altamira compte « seulement » un peu plus de deux cents représentations gravées ou peintes. Les magdaléniens sont aussi les auteurs des décors des « grandes » grottes de Pech-Merle (Lot), de Niaux, des Trois-Frères et du Tuc-d'Audoubert (Ariège), de Rouffignac, de Font-de-Gaume et des Combarelles, etc. Outre les représentations d'animaux, les parois de ces grottes comptent énormément de signes (points, traits, damiers entre autres) dont l'interprétation suscite encore beaucoup de discussions.

Vers 8500 à — 8000 prend fin la dernière période glaciaire. Ce bouleversement climatique coïncide avec la disparition de l'art pariétal, qui cède la place à l'art mobilier, bien que quelques abris sous roche des civilisations épipaléolithiques soient encore ornés de rares gravures (dans la forêt de Fontainebleau, entre autres).

YVONNE REBEYROL.

La préservation. Cent vingt

L'art pariétal est la pré-

La grotte de Lascaux, les

La grotte de Lascaux, les

La grotte de Lascaux, les

La grotte de Lascaux, les

La grotte de Lascaux, les

La grotte de Lascaux, les

M



551

de la préservation. Cent vingt spécialistes de cette science se sont récemment réunis à Paris.

## Milieu extérieur et vandalisme

La grotte de Lascaux fermée en 1963.

**L**a conservation et la préservation de l'art pariétal préhistorique sont toujours très difficiles à assurer. Tout le monde a encore en mémoire la fermeture au public, en 1963, de la grotte de Lascaux, sur les parois de laquelle se développaient des micro-organismes et de la calcite. Ce décor unique au monde, vieux de quelque dix-sept mille ans, était menacé de disparition, après avoir été ouvert au public pendant seulement quinze ans.

Il est vrai que l'ampleur, les couleurs, la beauté des peintures de Lascaux, attiraient des foules sans cesse plus nombreuses. En 1962, on en était arrivé à cent mille visiteurs dans l'année. Or un seul visiteur dégage, par heure, en moyenne, 20 litres de CO<sub>2</sub> et 40 grammes d'eau. En outre, par sa seule présence dans un espace clos, il contribue à élever la température du milieu ambiant, et tout visiteur apporte sur ses chaussures et ses vêtements des germes exogènes.

Actuellement, les visites de Lascaux, sur autorisation préalable, sont réservées à des spécialistes en préhistoire et sont limitées à cinq personnes par jour qui ne restent que vingt-cinq minutes dans la grotte et à cinq jours par semaine au maximum. Mais ces visites suffisent à faire monter de quelques centièmes de degrés Celsius la température des parois. Celle-ci a besoin de plusieurs heures de « repos » pour revenir à sa valeur normale.

Les « maladies » de Lascaux ont eu au moins le mérite d'alerter les spécialistes, si bien que toutes les grottes ornées sont actuellement sous surveillance. On s'est ainsi aperçu que chaque grotte est un cas particulier. Il y a des grottes très sensibles et d'autres qui le sont beaucoup moins. Certaines sont surmontées de formations géologiques épaisses et peu perméables qui les rendent presque indépendantes des coups météorologiques extérieurs. D'autres ont une couverture de roches soit peu épaisse (une dizaine de mètres au-dessus de Lascaux), soit épaisse mais assez perméable. De ces dernières conditions relève la grotte de Niaux (plusieurs dizaines de mètres de couverture). Il y en a donc les entrées originales ont été obstruées par des éboulements naturels. Elles ont ainsi bénéficié, pendant des millénaires, d'un milieu ambiant extraordinairement stable, et cette stabilité préservatrice a disparu dès que leur accès a été facilité par l'aménagement d'une ouverture artificielle (c'est le cas de Lascaux). Il y en a, en revanche (Altamira et Rouffignac, notamment), qui ont toujours été en large communication avec l'extérieur et n'en ont pas, pour autant, perdu leurs peintures.

Et il peut toujours se produire un phénomène naturel inattendu. Ainsi Niaux est-elle une vaste grotte — les visiteurs ont accès à 800 mètres de galeries sur les 1 800 mètres connus — qui supporte bien l'intrusion quotidienne de deux cent vingt personnes au maximum par « fournées » comptant au plus vingt personnes chacune. Mais en 1978 et 1979 des peintures représentant un cervidé, des bisons, des bouquetins et des chevaux se sont soudain dissoutes et ont partiellement disparu en quelques semaines. Une petite



venue d'eau inattendue et inhabituelle avait lessivé les pigments des peintures. Des spécialistes du laboratoire souterrain du CNRS de Moulis (Ariège), appelés en toute hâte, détournèrent le filet d'eau. Ensuite fut faite une étude pluridisciplinaire pour comprendre les causes de cette catastrophe et chercher des remèdes à plus long terme, ainsi qu'un relevé par photographies, calques et films du décor gravé et peint.

La disparition de peintures à Niaux semble due à des causes naturelles. Un phénomène semblable s'est produit sans doute au cours des quelque treize mille ans qui se sont écoulés entre la réalisation du décor pariétal et la découverte de la grotte en 1906, comme en témoigne une trace de peinture connue depuis 1906. Toutes ces catastrophes, y compris celle de 1978 et 1979, sont liées à des causes extérieures à la grotte. Autrefois les terres situées à l'aplomb de la grotte étaient cultivées. Les cultures ont été peu à peu abandonnées après la guerre, et la forêt a progressivement pris possession des terres. Mais, depuis quelques années, les arbres, rongés par des maladies, sont morts les uns après les autres.

Bien entendu, les sols supportant des cultures et ceux sur lesquels est établi une forêt sont différents par leur composition et leur épaisseur. Le régime des infiltrations et de la rétention des eaux de pluie n'y est pas le même, et il dépend aussi de la nature des essences majoritaires de la forêt. Le

changement de la couverture végétale à l'aplomb des grottes peut donc suffire à empêcher ou à permettre des venues d'eau dommageables pour le décor pariétal.

Des études menées actuellement par le laboratoire de recherche des Monuments historiques, avec le concours d'hydrogéologues, de botanistes et d'archéologues, semblent montrer que le risque d'écoulements intempestifs pourrait, dans certains cas, être évalué deux ou trois mois à l'avance en fonction des facteurs météorologiques locaux.

Cet espoir de prévision ne supprime pas, bien évidemment, l'obligation de surveiller étroitement l'environnement en général et le couvert végétal en particulier dans les zones situées à la verticale et au voisinage des grottes ornées et aussi d'informer largement les cultivateurs et les autorités locales des risques inhérents à tout changement du mode d'utilisation des sols.

On peut ainsi se demander quelles seront les répercussions de Lascaux II sur Lascaux I. Lascaux II est le fac-similé qui reproduit avec une extraordinaire fidélité une grande partie du décor peint de la grotte originale (Lascaux I) et qui a été réalisé grâce au département, à la région et à l'Etat. Ouvert en juillet 1983, Lascaux II est un succès prodigieux : en dix-sept mois, plus de cent mille visiteurs y sont venus. La création de Lascaux II est une très bonne chose. Pour M. André Leroi-Gourhan, c'est même « la solution » qui doit servir

de modèle pour d'autres réalisations analogues.

Mais Lascaux II n'est qu'à 400 mètres de Lascaux I. La petite route qui y conduit aurait dû être peu fréquentée : trois cents à quatre cents véhicules la parcourent quotidiennement pendant l'été. Et les parkings sont totalement insuffisants, ce qui amène les touristes, parcellaires par définition, à se garer n'importe où, pourvu que ce soit le plus près possible de l'entrée de Lascaux II. Ces parkings sauvages détruisent le sous-bois et modifient les propriétés du sol. Dès lors, on peut craindre qu'à la longue les vibrations engendrées par tous ces véhicules (voitures et cars) et les modifications écologiques soient néfastes aux peintures de Lascaux I.

Il faut tenir compte du fait que tous les visiteurs ne sont pas des purs esprits et qu'une certaine toilette n'a été construite...

Pourquoi donc n'a-t-on pas construit Lascaux II plus loin de Lascaux I ? Au pied de la colline par exemple, là où la distance aurait protégé Lascaux I et où la topographie aurait permis plus aisément les parkings et autres installations indispensables à tout endroit très fréquenté.

La dégradation d'un décor pariétal est due le plus souvent à l'action de l'homme. Les visiteurs peuvent froter inconsciemment la paroi ornée d'un passage étroit. Malheureusement, il faut compter aussi avec les manies, trop largement répandues, de vouloir toucher et, pire, d'écrire des graffiti ou

de saccager pour le plaisir de détruire.

Contre le vandalisme, les remèdes efficaces sont difficiles à trouver. Certes, les « fournées » des visiteurs sont limitées (à dix, vingt-cinq ou trente personnes selon les grottes). Mais, dans une grotte étroite et longue comme les Combarelles, dix personnes peuvent difficilement entendre les explications pourtant excellentes des guides, et, de même, dix paires d'yeux ne peuvent voir toutes ensemble le point lumineux qui suit les traces embrouillées des gravures et qui est indispensable pour repérer un animal précis au milieu de toutes les figurations gravées superposées. En outre, il est impossible que le guide puisse garder en permanence l'œil sur vingt mains, et encore moins sur quarante ou cinquante.

Cela vaut pour la quinzaine de grottes dont les visites sont organisées et qui sont donc gardées. Beaucoup plus nombreuses sont les cavités ornées qui ont été repérées mais qui ne sont pas gardées, soit parce qu'elles sont mineures, soit parce qu'elles sont situées dans des endroits très isolés.

La plupart des découvertes de ces dernières décennies sont dues à des spéléologues ; une large information a été faite et continuellement refaite dans les clubs de spéléologie par les préhistoriens. Les spéléologues, actuellement, alertent très souvent (mais pas toujours) les autorités compétentes lorsqu'ils trouvent une cavité ornée. Mais, parfois, dans la joie de leur découverte... ou dans leur ignorance des techni-

ques modernes de fouilles, ils piétinent ou bouleversent les sols, faisant ainsi perdre à jamais des informations essentielles. Ils en sont sincèrement désolés lorsqu'un spécialiste leur explique le désastre. Mais c'est trop tard.

Après leur découverte, les cavités sont fermées par des portes. Mais celles-ci sont immédiatement fracturées. De 1972 à 1984, comme l'a rappelé M. Jean Clottes, directeur des Antiquités préhistoriques de Midi-Pyrénées, la porte d'une grotte de l'Ariège a dû être remplacée plus de vingt-cinq fois. Les vandales peuvent alors s'en donner à cœur joie : ils gravent leurs initiales en plein milieu d'une représentation ; ils allument des feux qui enduisent les parois de noir de fumée ; ils lancent des boulettes de terre ou de toute autre matière sur les peintures ou gravures situées hors de portée de main.

Le seul espoir de faire diminuer ces déprédations stupides est d'informer le public dès l'école et, aussi, par les associations ou par les collectivités locales. Mais c'est là un travail de très longue haleine qui aura — peut-être — des résultats progressifs à très long terme.

La préhistoire intéresse le grand public. Après tout, il est normal de vouloir comprendre comment nos ancêtres vivaient et comment ils ont progressé. On ne peut donc qu'approuver le projet de création d'un centre de culture scientifique et technique qui aura pour tâche d'animer les principaux sites préhistoriques de la vallée de la Vézère, d'aménager « divers lieux complémentaires pour l'accueil, l'information et l'initiation aux sciences et techniques liées à la découverte de l'histoire de l'homme ». La vallée de la Vézère est d'ailleurs inscrite sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO.

En revanche, nous sommes beaucoup plus réservés sur le projet d'agrandissement du Musée national de préhistoire des Eyzies-de-Tayac. Certes, le musée actuel, qui attire chaque année 50 000 visiteurs, est beaucoup trop petit. Mais le projet lauréat du concours, dont M. Jack Lang, ministre de la culture, a dévoilé aux Eyzies-de-Tayac la maquette et le plan (après avoir ouvert à Périgueux le colloque international d'art pariétal paléolithique), nous a laissés perplexes. Le musée actuel devrait être flanqué de trois cubes aveugles dont la silhouette pèsera lourdement sur le site (classé) et ne s'intégrera ni dans la falaise dominant le village ni dans le style des constructions traditionnelles aux toits gracieux. En outre, la situation prévue pour le musée posera immanquablement des problèmes insolubles d'accès, de circulation et de parking dans ce village de 750 habitants.

Dernier projet, qui, lui, ne soulève aucune objection et dont la réalisation sera effective avant la fin de ce mois : la publication de l'Atlas des grottes ornées paléolithiques françaises, l'Art des cavernes, premier ouvrage de la collection « Atlas archéologiques de la France », éditée conjointement par le ministère de la culture et l'imprimerie nationale. Le deuxième de ces atlas, qui sera consacré aux monuments paléochrétiens de la Gaule, devrait sortir en 1986.

Y. R.







501

## L'île aux fidèles

Combats et résistance de l'Eglise cubaine.

ILS sont venus des quatre coins de la capitale, hommes et femmes, jeunes et vieux, Blancs et Noirs, dans ce lointain faubourg de Parraga. Du centre, il y faut une bonne demi-heure, bien que la *guagua* (autobus) ait roulé, comme à l'ordinaire, à tombeau ouvert. Dès 20 heures, il ne reste plus une place assise dans l'église. A l'entrée, dans les bas-côtés, dans la sacristie même, c'est une bousculade bruyante, colorée et joyeuse. Les flots de lumière qui s'échappent par les portes, les fenêtres, semblent attirer les habitants de ce quartier pauvre comme autant de papillons. A l'entrée, on vend des bougies, des médailles, des images pieuses — comme partout ailleurs en Amérique latine.

Ce jour, pourtant, n'est pas une occasion ordinaire. C'est la Sainte-Barbara. Et, à Cuba, c'est depuis quatre siècles un personnage très révérent. Qu'importe que Paul VI ait, naguère, contesté son authenticité : elle est une de ces figures du christianisme dont s'était jadis emparée la religiosité à fleur de peau des esclaves noirs, qui l'ont assimilée à leur Xango, déité mâle, esprit de vengeance. La statue de la sainte, au maître-autel, témoigne de ce synchrétisme achevé : Barbara porte non seulement l'auréole, mais une épée. « Tournée vers le bas, nous fait observer le padre (curé). L'Eglise refuse l'autre Xango, monté sur un cheval blanc et son arme brandie. Pour le reste, il y a si longtemps que des hommes et des femmes humbles de cette île vénèrent la sainte... »

Vers 20 h 30, une sorte de souffle fait onduler la foule : l'archevêque de La Havane, croisé en main et mitre sur la tête, fait son entrée. La cérémonie va durer près de deux heures. Un millier de fidèles, soutenus par une chorale d'adolescents accompagnée à la *tumbadora* (tambour) et à la guitare, chantent à tue-tête. Le prélat illustre son homélie de petits faits tirés de la vie quotidienne, que les femmes approuvent en hochant la tête. Les gamins viroloient devant l'autel. Il y aura plusieurs centaines de communions.

Le padre nous indique que, dans cette paroisse, il y avait environ trois mille baptêmes par an en 1960. Ce chiffre est tombé à six cents dix années plus tard, au plus creux de la vague religieuse dans l'île. Cette année, il sera de deux mille trois cents. Selon le sacristain, plusieurs milliers de personnes — il dit trente mille — sont, au cours de cette journée de sainte Barbara, venues prier à l'église de Parraga. Et ils seront bien d'avantage le 17 décembre prochain lors du traditionnel pèlerinage de San-Lazaro, à deux pas de l'aéroport international de La Havane...

Ainsi va le christianisme au pays de Fidel Castro. De l'avis des spécialistes, Cuba n'a jamais été profondément touchée par l'évangélisation. Les cultes africains (*santería*) y ont, en règle générale, toujours été plus assidûment suivis que les rites catholiques — pour ne rien dire du protestantisme, arrivé sur les pas des Américains au début de ce siècle. Selon une enquête réalisée sous Batista, en 1955, environ 450 000 Cubains (moins de 10 % de la population) pouvaient alors être considérés comme des chrétiens assidus. Aujourd'hui, selon une information rendue publique par Mgr Rodriguez, évêque de Camagüey, 75 000 personnes

vont à la messe le dimanche à Cuba.

Cette chute de la fréquentation est évidemment brutale, surtout si l'on tient compte du fait que la population est, en trente ans, passée de 6 millions à 10 millions d'habitants. Elle reflète, naturellement, les événements politiques de ce dernier quart de siècle dans l'île caribéenne. La révolution castriste, victorieuse le 1<sup>er</sup> janvier 1959, a, très vite, cassé l'édifice un peu creux, le corps social un peu somnolent qu'était l'Eglise cubaine. Le clergé, composé à 70 % d'Espagnols formés sous le franquisme, a dans sa grande majorité très mal reçu les *barbudos*.

Il n'y avait pourtant, à l'origine, aucun préjugé anti-religieux : le *lider* Fidel Castro

s'éloignait du bercail ecclésial. L'activité inlassable du cardinal américain Cushing contre la révolution castriste contribua, par ailleurs, à assimiler l'Eglise à « l'impérialisme yankee ».

L'année terrible fut 1961. Dans les quelques semaines qui suivirent, en avril, l'invasion manquée, par des anti-castristes, à la fameuse baie des Cochons, environ cent soixante prêtres et beaucoup plus de religieux quittèrent volontairement le pays. Le 17 septembre, suite à un incident survenu lors d'une procession à La Havane, Fidel Castro décida d'en expulser cent trente-deux autres. Lorsque Jean XXIII décida de prendre l'affaire en main, il ne restait déjà plus dans l'île que deux

Le clergé, lui aussi, a bien changé. Des quelque deux cent vingt prêtres actuels, une légère majorité est cubaine. Les sept évêques ont serré les rangs sur une ligne pastorale, faisant taire leurs préférences politiques respectives d'antan. Tous manifestent prudence et humilité — à l'instar du plus prestigieux d'entre eux, Mgr Jaime Ortega, archevêque de La Havane depuis trois ans, âgé de quarante-huit ans seulement. L'impression recueillie est celle d'une hiérarchie ayant sincèrement accepté le processus révolutionnaire et soucieuse de « garder la flamme », en attendant des jours sinon meilleurs, du moins plus propices au christianisme.

L'Eglise a adopté une ligne théologique dite « de la réconciliation ». Elle vise explicitement à trouver des conver-

La « théologie de la réconciliation » glisse quelque peu, par nécessité historique, sur la dictature du prolétariat et la lutte des classes — violences faites à la conscience chrétienne, dont seul l'avenir dira si elles étaient vraiment nécessaires, mais que les chrétiens peuvent contribuer à humaniser en ne se mettant pas en travers du processus, voire en faisant effort pour y participer.

Et l'on formule inlassablement des demandes très concrètes aux autorités afin que soient assurées, en pratique, les conditions de l'indispensable liberté de conscience : cessation des pressions contre la pratique religieuse, modification du caractère « positivisme athée » de l'éducation, permission donnée aux chrétiens de participer sans restric-

milieux chrétiens, au fait que le chef de l'Etat cubain ait pris la parole à la tribune d'un temple méthodiste lorsqu'il a accueilli, en juin, le pasteur noir américain Jesse Jackson, alors candidat à l'investiture du Parti démocrate. On y a observé que, peu de jours plus tard, parlant devant l'assemblée du pouvoir populaire, Fidel Castro a cité les ordres de religions qui s'occupent des vieillards comme un exemple à suivre par leurs homologues étatiques.

Et la grande question est dans tous les esprits : Jean-Paul II fera-t-il une escale à Cuba lors d'un de ses prochains voyages en Amérique latine ? Mgr Jaime Ortega, interrogé à la sortie de l'église Santa-Barbara, demeure d'une prudence toute... ecclésiastique :



En 1955, 450 000 Cubains pouvaient être considérés comme chrétiens assidus. Aujourd'hui, 75 000 personnes seulement vont à la messe le dimanche.

n'avait-il pas lui-même fait ses études dans les bons établissements jésuites de Santiago-de-Cuba et de La Havane ? Mais les gens descendus de la sierra Maestra n'entendaient évidemment pas que quiconque se mette en travers de leur révolution.

Dans les quelques mois qui ont suivi leur victoire, la rupture était déjà presque consommée : ainsi seuls deux évêques sur six approuvèrent-ils la réforme agraire du 17 mai 1959. Tous ceux qu'effrayait le nouveau cours des choses se regroupèrent dans des mouvements à consonance religieuse : ainsi la démocratie chrétienne — née en 1960, bien trop tard pour influencer le processus — s'abrita-t-elle sous l'ancienne bannière, assez peu progressiste, des Chevaliers de Colomb. En même temps, de jeunes chrétiens qui, nombreux, s'étaient opposés à la dictature de Fulgencio Batista et aux violentes injustices de

cent vingt prêtres et religieux — le quart de l'effectif antérieur. Le pape envoya dans l'île Mgr Cesare Zacchi, habile homme qui sut trouver l'oreille du *lider maximo* et sauva les meubles. Mais la révolution était déjà, inexorablement, sur son rail marxiste-léniniste...

En l'an 25 de la révolution, l'Eglise catholique cubaine est évidemment méconnaissable. Les fidèles, tout d'abord, sont des hommes, des femmes et des adolescents bâtis à chaux et à sable. C'est un fait, il n'est pas bien vu d'être catalogué chrétien, même si l'article 54 de la Constitution « reconnaît et garantit la liberté de conscience ». Même si le régime peut exhiber quelques croyants « intégrés », un jeune homme ambitieux fera bien de ne pas se montrer à la messe. De même, des parents soucieux de l'avenir de leurs enfants préféreront ne pas porter la mention « catholique » ou « protestant » à la rubrique *ad hoc* de leur dossier scolaire.

ment à trouver des convergences entre le christianisme et le communisme, dont n'est refusé que le caractère de religion athée. Dans un document utilisé pour l'instruction des séminaristes, la « société sans classes » et « l'appropriation publique des moyens de production et même de distribution » sont reconnues, en principe, compatibles avec les exigences de la foi — sauf si le groupe dirigeant s'arroge le monopole de l'administration.

Dans une déclaration à l'agence chrétienne péruvienne Noticias aliadas, Mgr Rodriguez, président de la Conférence épiscopale nationale, a même déclaré : « Il y a des valeurs dans un projet original de société socialiste qui incarnent l'Evangile mieux qu'ailleurs : la solidarité, le sens de l'homme, l'absence de discrimination, la démythification de l'argent, la préférence donnée aux stimulants moraux, le vaste effort en faveur de la santé et de l'éducation, etc. »

tions à la vie publique — y compris en étant admis au PC ou aux Jeunesses communistes. Le slogan est : « Dans une société sans classes, les chrétiens ne doivent pas être traités comme des citoyens de seconde classe. »

De façon plus triviale, l'Eglise veut obtenir de l'Etat : une augmentation des ressources accordées pour la reconstruction ou la rénovation de ses lieux de culte, un accès aux « moyens de diffusion de masse », de plus larges quotas d'importation de publications religieuses (1).

En attendant, on observe ici les « signes des temps » avec une attention passionnée et une touche d'optimisme millénariste. On rappelle volontiers les très nombreuses proclamations de Fidel Castro, depuis un quart de siècle, en faveur de « l'alliance stratégique » des chrétiens et des marxistes pour la « libération de l'Amérique latine ». Plus récemment, on a été très sensible, dans les

« C'est évident : nous accueillons le pape s'il vient. Et il viendra un jour. » Lors de son voyage-éclair à Saint-Domingue à la mi-octobre, le pape avait déclaré en substance : « Je suis disposé à aller partout où il y a des chrétiens. Dans le cas de Cuba, il ne manque que l'invitation... »

Quoi qu'il en soit, les catholiques cubains entendent bien, sans forfanterie, être autre chose que des survivants nostalgiques. Voyageant récemment à travers l'île caribéenne, Mgr Vilnet, président de la Conférence épiscopale française, n'a-t-il pas déclaré qu'il s'attendait à trouver ici une « présence » et qu'il a, en fait, rencontré une Eglise « bien vivante » ?

JEAN-PIERRE CLERC.

(1) En 1983, quinze églises, dont la cathédrale de La Havane, ont été rénovées dans l'île sur fonds publics. Par ailleurs, l'hebdomadaire catholique *Vie chrétienne* est tiré, par les moyens de l'Eglise, à 75 000 exemplaires. En 1984, enfin, 12 000 bibles ont été autorisées à l'importation.







سنة ١٤٠٠ هـ

eau réel

du Vieux.

NOUVELLE

LE MONDE AUJOURD'HUI  
DIMANCHE 16- LUNDI 17 DÉCEMBRE 1984

XIII

# La distribution de biscuits

par Frédéric Vitoux

QUAND je repense à la journée du 8 août 1965, c'est d'abord la phrase de Louis Delamotte qui me vient à l'esprit, et j'ai presque envie de rire.

Vers midi, un vent de sirocco s'était levé, poisseux et lourd, qui venait de la mer, qui venait d'Afrique du Nord ou d'une fournaise plus lointaine encore. Il soulevait des vagues de sable tourbillonnantes sur la plage de Saint-Aygulf et les rabattait sur le camping Les Flamants roses, près de l'étang, qui était un providentiel bouillon de culture pour tous les moustiques du département du Var. A chaque rafale, les vacanciers qui attendaient à la queue leu leu devant les constructions en dur des toilettes et des points d'eau devaient s'abriter les yeux de l'avant-bras. La sueur collait à la peau. Les grains de sable giffaient les toits de tôle ondulée et semblaient grésiller dans l'air avec les stridulations des cigales et les ronflements des moteurs sur la nationale 98.

Pierre Bazin pilotait ce jour-là la camionnette « Lotion Panta ». Louis Delamotte venait de régler avec le directeur des Flamants roses, qui nous attendait, les détails de l'installation. Nous étions remontés tous les trois en voiture. J'avais branché le micro et l'amplificateur, près du tableau de bord. Et nous avions, aussitôt après, sillonné les allées sablonneuses du camping, en soulevant des nuages de poussière.

« Bonjour ! Les Petits Nantais et la Lotion Panta vous souhaitent de bonnes vacances... »

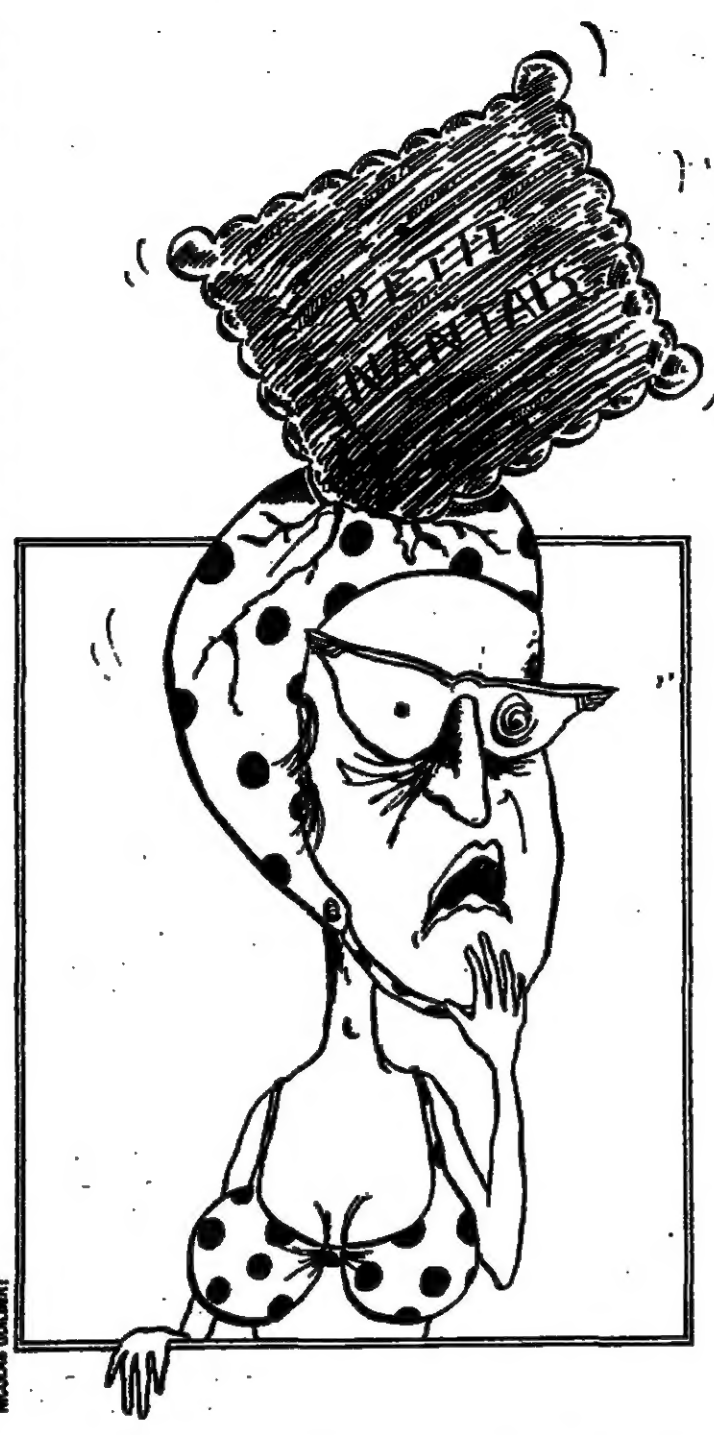
Les campeurs regardaient passer la camionnette publicitaire vert émeraude couronnée de ses deux haut-parleurs avec une vigilance résignée. Écoutaient-ils ?

« Nous sommes heureux de vous inviter ce soir, à 21 heures précises, au Rond-Point des Pêcheurs, face au centre administratif des Flamants roses, à une soirée récréative. Des jeux, des chansons, un spectacle avec les enfants du camp et un tas, un tas de cadeaux à gagner, sans oublier les délicieux Petits Nantais, le goûter des petits et des grands, et des flacons de Lotion Panta... »

Là, je changeais de ton :

« Beaux cheveux, cheveux saints, Lotion Panta chaque matin... »

Il en allait ainsi depuis le début du mois et de notre tournée publicitaire. Nous visions un camping par jour. Après le déjeuner, on débarrassait le matériel, on installait le praticable et ses accessoires. C'était surtout l'affaire de Pierre Bazin. Les enfants des campings l'admiraient d'habitude avec une curiosité silencieuse. Petit, musculeux, brun et souple comme un arlequin, il câblait les projecteurs, réglait la sonorisation, surveillait les fixations des dernières planches de l'estrade. Louis et moi, nous nous soumettions à ses directives. Il était le technicien du groupe. Et quand tout semblait au point, Louis, avec ses lunettes d'écaillé et son visage un peu poupin, retrouvait alors son autorité naturelle d'animateur ou de « metteur en scène » du groupe...



Pourquoi avions-nous entrepris cette tournée publicitaire ?

Sans doute pour gagner un peu d'argent et pour nous amuser d'une expérience inattendue. Mais Pierre et Louis avaient pour leur part de bien meilleures raisons. Etudiants, ils rêvaient déjà de devenir acteurs, régisseurs ou metteurs en scène. Ils m'avaient entraîné l'année passée à la compagnie théâtrale de la faculté des sciences, qu'ils animaient. Et, par amitié ou indolence, je les avais suivis pour ce travail d'un seul été.

Que sont-ils devenus par la suite ? Louis Delamotte a tout d'abord tenté sa chance comme comédien. Il m'a invité aux générales du *Marchand de glace* est passé, d'O'Neill, à Aubervilliers, et de *Ah! Dieu que la guerre est jolie*, à Nanterre, où il tenait de petits rôles. Au cinéma, je le vis dans *Vincent, François, Paul et les autres*, de Claude Santet. Il jouait l'un des autres. Et puis il ne joua plus personne. Il devint représentant chez Matra. Pierre Bazin s'obstina encore moins. Quatre fois j'ai eu de ses nouvelles, ces dernières années, quand il m'a adressé des faire-part à la naissance de ses quatre filles. Il est aujourd'hui délégué d'une caisse de retraite des cadres dans la région alsacienne, il anime un ciné-club à Colmar et il m'écrit qu'il est heureux.

Etions-nous heureux en 1965 ? Nous étions impertinents et cela n'a peut-être rien à voir. Nous nous donnions l'illusion d'être surs de nous. Je crois que je n'avais confiance en rien et surtout pas en moi-même.

En juin, Pierre et Louis m'avaient entraîné chez

Thierry, rue Auber, pour y choisir et commander nos costumes de scène. Au premier vendeur obséquieux qui s'était approché, Pierre avait lancé, comme au café :

« Et trois smokings, trois ! »

On nous avait proposé un modèle dont la veste avait des revers bordés d'ottoman.

« Non, quelque chose de beaucoup plus voyant. »

« De beaucoup plus vulgaire et voyant, avait ajouté Louis. Vous pouvez sûrement faire mieux ! »

Finalement, nous nous étions fait confectionner trois costumes dans un tissu bleu clair, avec des revers bleu marine métallisé, quelque chose d'atroce. Et nous repensions, en riant comme des dératés, à la tête ahurie du vendeur. Des costumes vraiment très, très vulgaires...

Mais le 8 août à 4 heures de l'après-midi aux Flamants roses, il n'était pas encore temps de les endosser. Louis Delamotte avait déniché sa demi-douzaine d'enfants pour jouer dans le petit sketch avec des dialogues enregistrés en play-back, où ils interprétaient des cow-boys, des justiciers, des tenanciers de saloon. Une malice de costumes et des accessoires, ils répétaient déjà leurs rôles sous sa direction et celle de Pierre Bazin à la régie. Quand ils monteraient le soir sur scène, leurs mamans se raient aux anges.

C'était l'heure du goûter gratuit, de la distribution de biscuits, que j'assurais seul. Je sortis de la camionnette le carton des échantillons. Une cinquantaine de personnes attendaient déjà devant l'estrade. Je refis une annonce : « Au Rond-

Point des Pêcheurs, distribution gratuite de Petits Nantais... Les Petits Nantais, le goûter de chacun... » Et le vent et le sable balayèrent cet appel au micro, le roulèrent, le malaxèrent, le diluèrent au loin vers l'étang, vers les moustiques, vers le silence bourdonnant de cet après-midi torride à Saint-Aygulf.

Je devais faire très attention. Un biscuit à chacun.

« J'ai trois enfants !, disait une mère.

« Pour moi et mes copains, me lança un marmot de huit ans effaré de son audace.

« Vous êtes combien ?

« Six, ça va ?, me demandait-il.

« Ça va... »

Je devenais un expert dans la police des biscuits. L'émeute menaçait à chaque distribution, surtout ce jour-là avec le vent à rendre fou. Les Petits Nantais étaient gratuits, ils devenaient aussitôt un privilège inaliénable. Adossés à leurs Mercedes ou à leurs 504, les campeurs s'investissaient, se jalousaient, ils étaient prêts à se battre pour cette chance d'un jour d'été, à 4 heures, aux Flamants roses : un biscuit fourré à la vanille par personne, un biscuit pour chaque enfant.

Je n'en pouvais plus. Impossible d'ordonner une file. Chacun se bousculait, jouait des coudes. Tant pis ! Je me mis à distribuer les biscuits au hasard. Les enfants se les arrachaient des mains. Les mamans protestaient. Et le vent âcre et chaud soulevait des odeurs de transpiration et d'huile solaire.

Il y eut un flottement dans la foule lorsque deux femmes s'empoignèrent à l'angle du praticable, sans doute parce que le fils de la première avait rafié trois échantillons dont l'autre était encore dépourvu. Elles se mirent à hurler. Et l'une d'elle glissa, tomba en arrière. Sa tête porta contre une tubulure métallique. Elle perdit connaissance une fraction de seconde.

Finie la distribution de biscuits, la foule avait désormais une autre distraction, je courus vers la victime. Louis et Pierre, alertés, me rejoignirent aussitôt. La femme ouvrit les yeux. Elle ne comprenait pas. Nous l'aidâmes à se relever. Pas de plaie apparente. Déçus, les autres campeurs s'éloignèrent vers leurs caravanes. Seul un grand nigaud d'une douzaine d'années resta auprès de nous, au bord des larmes, avec son Petit Nantais dans la main.

« C'est fini, ce n'est rien, allez oust ! va prévenir papa de venir me chercher », lui dit sa mère, une grosse brune moustachue d'une cinquantaine d'années qui le regarda disparaître entre les tentes.

Il jeta son Petit Nantais contre un pin parasol et personne ne songea à le ramasser. Puis la femme fut prise de nausées. Elle voulut s'asseoir à même le sol.

« Vous êtes sûre que tout va bien ?

« Oui, oui, répondit-elle. Un gros choc, mais ce n'est rien. Je me repose un peu.

« On va appeler un médecin, dit Louis.

« Non, non, laissez-moi... »

Elle était indolente, indifférente à tout. Elle souriait, heureuse, lointaine. Elle ne souffrait pas, nous expliquait-elle, elle était un peu engourdie, c'est tout, mais qu'on la laisse se reposer, fermer les yeux, voilà.

Le mari arriva au bout de trois quarts d'heure, après avoir fini sa partie de pétanque.

« Tu as glissé, quelqu'un t'a poussé, mais pourquoi, mais qui ? »

Il s'empêtrait dans ses questions saccadées. Ni son épouse ni moi-même ne pouvions lui répondre. La femme qui l'avait bousculé était sans visage, une silhouette perdue dans un camping trop vaste. Du reste, quand je repense à cette tournée publicitaire, je ne revois aucun visage. Ni celui de l'agresseur, ni celui de la victime (à part le duvet sur ses lèvres), ni celui du mari. Juste des odeurs, une grande confusion et le sirocco qui soufflait en rafales et faisait grésiller les plaques de tôle ondulée.

J'aidai son mari à la raccompagner. Elle paraissait faible et heureuse. Elle souriait d'un sourire distant qui n'avait plus rien à nous dire. Le mari la fit allonger dans la caravane.

« Ça va passer, ça va passer, madame le Biscuit Gratuit », bougonna-t-il.

Il y eut bien trois cents spectateurs au spectacle du soir. Le vent était enfin tombé, la nuit devenait tiède et les cigales plus stridentes encore. Une jeune shampooineuse de Grenoble remporta le concours de chant en interprétant *Sombrero et mantille*. Pierre Bazin lui remit un matelas pneumatique. Le spectacle western connu son triomphe habituel. Et de façon plausible, dans nos smokings rutilants et atroces, nous louâmes comme chaque soir les peu contestables mérites de la lotion Panta et des biscuits fourrés Les Petits Nantais.

Vers minuit, alors que nous démontrions le praticable et commençons à ranger le matériel dans la camionnette, le mari pétanqueur retrouva sa femme dans la caravane. Elle s'était endormie. Il ne la réveilla pas. La femme mourut dans la nuit.

Nous n'apprîmes la nouvelle que le surlendemain, lorsque *Nice-Matin* titra sur trois colonnes : « Accident tragique au camping des Flamants roses de Saint-Aygulf. M<sup>me</sup> F., de Sedan, meurt d'une hémorragie cérébrale, après une bousculade consécutive à une distribution gratuite de biscuits ». Et en plus petits caractères : « La tournée publicitaire « Petits Nantais » et « Lotion Panta » se déplaçait de camping en camping. Ce jour-là, etc. » Le *Provençal* et *Var-Matin République* firent écho à la nouvelle. *Le Parisien libéré* et même *le Figaro* la reprit par une brève notule.

Gauthier, le directeur de publicité des Petits Nantais, passait ses vacances à Sainte-Maxime. Il nous rejoignit au camping des Mûres, au fond du golfe de Saint-Tropez, où nous étions installés ce soir-là.

« C'est embêtant, nous dit-il. Je crois qu'il faudrait mieux interrompre la tournée. Ils sont d'accord chez Panta. Vous comprenez, mourir pour un Petit Nantais ce n'est pas un slogan rêvé.

« Mais...

« La nouvelle a fait le tour de la Côte d'Azur. Impossible pour vous de continuer comme avant. »

Nous aurions voulu présenter une objection. Aucune ne nous vint à l'esprit.

« Je sais, je sais, rien n'est de votre faute, ajouta-t-il (et il parlait sans colère ni dépit), mais restons-en là.

« On sera tout de même payé pour le mois entier ? », demanda Louis.

## Poésie

### Edouard J. Maunick

#### Géographe à l'œil

Ce que je dis ici m'est venu de là-bas il ne faut pas chercher plus loin que mon exil pour tous les noms sorciers au seuil de mes paroles...  
... Il pleut sur Barcelone il neige sur la Barbade j'ai perdu mes chemins à n'avoir que mémoire il fallait oublier fermer tous les volets donnant sur l'océan mettre aux fers les voyages séquestrer mon baptême pour être du sang de l'ÎLE  
JE N'AI FAIT QUE DOUBLER LA MISE DES ANCÊTRES.  
... à Sidi-Bou la blanche se lève un ventouleur la mer est calligraphe

au large du souvenir je ne sais que partir entre hier et la chair sans arriver nulle part sans ancrer de racines insulaire et nomade je suis de tous les sangs  
QUE LA VIE ET LA MORT ME JOUENT A QUI PERD GAGNE.  
... Clarivogues Matanzas sur ma route paroliers feuillages incandescents de la mer oxygène ce par quoi je respire d'archipels en îlots avant de hurler terre comme un dont la violence n'est armée que de danses  
LAISSEZ-MOI LA FOLIE EM- PORTEZ TOUS LES RISQUES.

[Edouard Maunick est né en 1931 à l'île Maurice. Voyageur, animateur culturel, il a, entre autres, participé à l'organisation du premier Festival des arts nègres de Dakar et réalisé - pendant plus de dix ans - l'émission « Magazine de l'océan indien ». Il a - à côté de films et de disques - publié *l'Homme-Fleur* (Dessain l'Afrique), *les Manges de la mer* (Présence africaine). En mémoire du mémorable (L'Harmattan), *Désert archipel* (Publisud). Sans cesse, livrée au soleil, cette poésie mise sur l'insolite. Ce chant nomade sait transporter des îles intérieures.]

CHRISTIAN DESCAMPS.

Sauf mention contraire, tous les poèmes publiés dans cette rubrique sont inédits.



# «Je vous félicite, monsieur Bofill.»

A Montparnasse, Jacques Chirac se réconcilie avec l'architecte catalan.

**P**IEDS dans la boue et nez au vent, négligeant le froid et l'humidité, Jacques Chirac consacrait ce jour-là une heure et demie de son temps précieux à visiter en détail un chantier de construction proche de la gare Montparnasse, à Paris. A ses côtés trottaient un petit homme serré dans un pardessus aussi sombre que sa chevelure : l'architecte espagnol Ricardo Bofill. Le 28 novembre 1984, il n'y avait pourtant rien à inaugurer. Les 270 appartements de ces immeubles construits par la SAGI, une société d'économie mixte dont la Ville est actionnaire, ne seront livrés que pendant l'été 1985.

Mais le maire de Paris semble s'être pris d'un vif intérêt pour l'architecture. Revenant d'un voyage en Arabie saoudite, il confie son étonnement et son admiration devant les réalisations qu'on lui a montrées là-bas. Et il regrette tout haut que l'on n'en ait pas d'équivalentes en France.

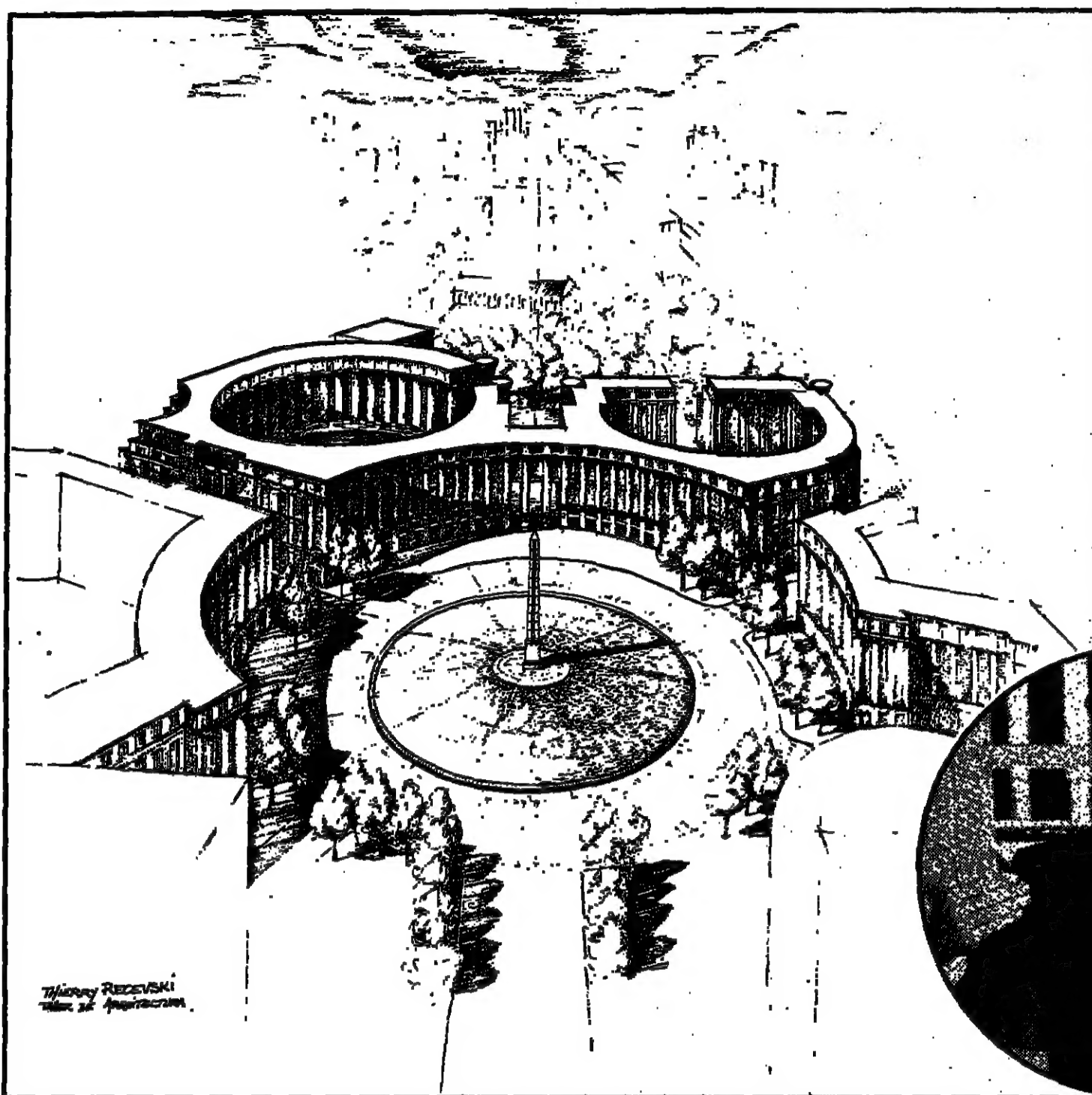
Jacques Chirac examine les façades des immeubles Bofill dont les colonnes, les pilastres et les chapiteaux néo-classiques vont étonner les Parisiens. Ce décor est monté comme un Meccano, avec des panneaux de béton coulé pierre, fabriqués à la chaîne dans une usine. Dans l'une des cours, qui sera un jardin ouvert au public, les façades des logements sont entièrement revêtues d'un verre spécial permettant de voir de l'intérieur sans être aperçu du dehors. Le maire est séduit. « Cet ensemble est bien intégré dans le site, il est conforme aux traditions parisiennes, il allie le confort et l'innovation. Je vous félicite, monsieur Bofill. »

En disant cela, le maire de Paris efface l'affront qu'il avait fait à l'architecte espagnol en l'écartant, il y a cinq ans, du Forum des Halles. Mais il donne surtout un coup de projecteur sur le nouveau profil que les architectes et les ingénieurs sont en train de dessiner pour l'un des quartiers les plus célèbres de la capitale : Montparnasse.

Célèbre par les peintres du monde entier qui, durant l'entre-deux-guerres, y constituèrent ce qu'on appelle l'école de Paris. Célèbre par la colonie bretonne qui s'était installée autour des voies ferrées menant à ses villages. Célèbre enfin par le sombre fanal planté là avec la bénédiction d'André Malraux : la plus haute tour d'Europe.

Malheureusement, ce passé, ce présent et ce futur ne sont jamais parvenus à s'accorder pour faire un vrai quartier. L'opération Maine-Montparnasse, lancée en 1970, avait pour ambition de créer un grand centre d'affaires en ce point de la capitale. On recula la gare de 300 mètres, on éleva la tour-symbole et on bâtit des milliers de mètres carrés de bureaux. Par contagion, pensait-on, les secteurs du XIV<sup>e</sup> et du XV<sup>e</sup> arrondissement, qui se trouvent en arrière de la gare de part et d'autre des voies, vont se transformer spontanément. Espoir déçu. Les constructions ont été rares, dispersées, disparates et, sauf exception, sans imagination.

Le quartier resta, pour l'essentiel, un amas de bâtisses médiocres entrecoupé de rues étroites et même de vrais coupe-gorge. Comme dit Jacques Chirac : « Cela mérite réflexion. » C'est Ricardo Bofill qui est chargé de la mener. Ses immeubles néo-classiques forment déjà le fond de ce carrefour circulaire de 100 mètres de diamètre, que l'on baptise provisoirement Jean-Zay. D'autres immeubles, de bureaux cette fois, viendront le clore. En son centre, au sommet d'un cône gazonné, l'architecte espagnol voudrait planter un obélisque lumineux. Les ur-



THOMAS REZEZSKI  
Tél. 24 49 49 49

se sont multipliées. On en compte une demi-douzaine qui couvrent au total près de 50 hectares.

Il y eut d'abord la rénovation du secteur Vandamme, le plus proche de la gare, avec le jallissement métallique de l'hôtel Sheraton. Puis, plus au sud, le secteur Plessance entra en effervescence. Il est à présent terminé. Sont en chantier la ZAC Guilleminot, à l'est des voies, où rivalisent les meilleurs architectes de France, et la ZAC Vaugirard, sur l'autre rive. La SNCF elle-même projette une ZAC sur les terrains qu'elle a conservés.

Il n'est pas jusqu'à la vieille et crasseuse rue de la Gaîté qui ne se sente tressaillir. Le Bobino des familles est jeté à bas. Une nouvelle salle de 750 fauteuils et un hôtel de 200 chambres le remplaceront. Et aux deux bouts de la célèbre artère, des aménagements sont envisagés. Une passerelle franchira peut-être le fleuve automobile de l'avenue du Maine, et une place convenable disciplinera les voitures au croisement avec le boulevard Edgar-Quinet.

Mais le geste urbanistique le plus spectaculaire sera l'ouverture d'une nouvelle place au bout de la rue du Commandant-Mouchotte. Ce sera la première fois depuis le préfet Haussmann que l'on se lancera dans la création d'une authentique place urbaine à Paris. Comme dit Jacques Chirac : « Cela mérite réflexion. » C'est Ricardo Bofill qui est chargé de la mener. Ses immeubles néo-classiques forment déjà le fond de ce carrefour circulaire de 100 mètres de diamètre, que l'on baptise provisoirement Jean-Zay. D'autres immeubles, de bureaux cette fois, viendront le clore. En son centre, au sommet d'un cône gazonné, l'architecte espagnol voudrait planter un obélisque lumineux. Les ur-

banistes de la Ville froncent le sourcil, mais le maire, au premier coup d'œil, n'a pas dit non.

Restent la gare, ou plutôt les gares : celle de Montparnasse et celle de Vaugirard. La décision de lancer le TGV Atlantique oblige à les transformer, elles aussi. La date-butoir, c'est 1989. Cette année-là, en mai ou en septembre, la première rame du TGV arrivera à Montparnasse. La station devra dès lors recevoir ou expédier 550 rames par jour : trains à grande vitesse, express de nuit, trains de banlieue. Il faudra traiter 150 000 voyageurs les jours de semaine et 200 000 les jours de pointe, soit 50 % de plus qu'aujourd'hui.

Cela suppose la création de deux voies supplémentaires et l'élargissement des ponts franchissant le boulevard Lefebvre et le périphérique, l'allongement des quais (les rames du TGV Atlantique ont un demi-kilomètre de long), des sorties latérales rue du Commandant-Mouchotte et boulevard de Vaugirard, une réorganisation totale de la circulation des taxis, des halls plus vastes et de nouveaux guichets. « Quitte à moderniser, nous voulons faire la gare de l'an 2000 », dit M. Jacques Berdou, le chef de ce secteur SNCF.

La vieille gare de marchandises de Vaugirard, elle aussi, va subir un lifting complet. Il s'agit d'édifier ici l'équivalent de la gare autos-couchettes de Bercy, qui embarque également les groupes, les jours de grande affluence. Bâtiment d'accueil des voyageurs, poste d'aiguillage ultramodern, hôtel pour les machinistes SNCF, vaste parking, rampes d'accès aux wagons-plates-formes, tout cela doit être intégré dans un ensemble de deux bâtiments de quatre étages d'assez belle allure. Hélas ! l'un des trois hangars à marchandises devra être conservé, avec son triste toit de

tuile. On promet de le soumettre à un sérieux nettoyage.

La nouvelle gare de Vaugirard, déjà en chantier, sera prête dans deux ans. Pour épargner un peu les énormes investissements que ces travaux exigent (un milliard de francs pour l'ensemble Montparnasse-Vaugirard), la SNCF voudrait bien « rentabiliser » le lopin qui lui reste en bordure de la rue du Cotentin. Elle rêve d'y voir construire un hôtel de 240 chambres et 20 000 mètres carrés de bureaux. Les plans de cette ZAC privée sont prêts. Reste à obtenir l'aval du préfet. Mais la Ville de Paris, qui construit tout à côté, dans la ZAC de Vaugirard, des logements, une école et une crèche donnant sur un jardin, fait grise mine. « Il y a bien assez de béton dans ce quartier », dit-on.

Nous entrons ici dans le domaine délicat et discret des négociations entre l'Hôtel de Ville et la SNCF. M. Chirac lorgne sur les larges espaces, parfois inutilisés, que les chemins de fer possèdent dans Paris. La SNCF veut évidemment en tirer le maximum.

L'un des points sensibles se situe précisément à Montparnasse. Entre les immenses barres de la gare actuelle, des bureaux et des appartements qui la prolongent vers le sud, les voies s'étendent sur 4 hectares et demi. Dès l'origine de l'opération Maine-Montparnasse, les conseillers de Paris, avaient demandé que l'on couvre ce quadrilatère d'une dalle. Et ils avaient imprudemment promis d'y faire un jardin. Le devis présenté fut tellement pharaonique que personne (ni le promoteur, ni les riverains, ni la SNCF, ni la Ville) ne voulut s'engager dans une affaire qui ne rapporterait pas un centime.

Le problème se repose aujourd'hui, mais en d'autres

termes. D'abord la SNCF a besoin d'une gare nouvelle permettant d'accéder aux rames TGV à partir du pont des Cinq-Martyrs-du-Lycée-Buffon. Il lui faudra donc, de toute façon, couvrir une partie des voies. Les jardins prévus dans les quartiers alentour rendent moins nécessaire un « espace vert » sur la dalle. Un groupe de travail Ville-SNCF a donc été constitué pour trouver un arrangement. La dalle, plus légère qu'autrefois mais coûtant tout de même 300 millions, serait payée par des équipements sportifs et surtout par des immeubles de bureaux encadrant le pont des Cinq-Martyrs-du-Lycée-Buffon et intégrant la gare TGV.

Pour M. Bernard Rocher, adjoint au maire chargé de l'ur-

banisme, le pont, actuellement lugubre, se transformerait en une rue animée qui ferait le lien entre la nouvelle place Jean-Zay et le boulevard Pasteur. Le fossé centenaire creusé entre deux arrondissements de Paris par la voie ferrée serait enfin comblé.

Dans quatre ou cinq ans, lorsque tous ces projets auront été menés à terme, l'axe ferré, lui-même remis à neuf, sera bordé de quartiers rénovés ou réhabilités, dans lesquels résideront 25 000 Parisiens. Bureaux, commerces et services publics offriront également 25 000 emplois. Deux gares nouvelles, des hôtels, une douzaine de crèches et d'écoles, 75 ateliers d'artistes, des salles de sport et 5 hectares de jardins auront complètement transformé le vieux Montparnasse. Centre d'affaires et de plaisir, porte de la capitale et lien de résidence, ce sera une vraie ville dans la ville.

Curieusement, cette immense transformation du paysage de la capitale est à la fois mal perçue et mal connue. Il est vrai qu'elle s'étale sur près de vingt ans, qu'elle n'a jamais été conçue dans son ensemble et que personne n'a encore eu l'idée de la présenter d'un bloc aux Parisiens.

MARC AMBROISE-RENDU.

**pianos MAGNIE**  
LES BONNS PIANOS  
ONT UNE ADRESSE  
17, av. Rd-Poncaré 75116 Paris  
M<sup>o</sup> Trocadéro. 553.20.60



Cette nouvelle place  
parviendra-t-elle  
à ressusciter Montparnasse ?  
La voici en tout cas  
telle que l'imagina  
le crayon de Ricardo Bofill.

## LES OPTIONS DU

### M. Mitterrand

#### Paris-Moscou : changement de climat

Malgré la rhétorique, c'est la « guerre de l'énergie » qui se joue en ce moment. Avant de pouvoir se lancer dans la « guerre de l'énergie », le président de la République a dû se battre pour obtenir le droit de parler de la guerre de l'énergie. C'est ce qu'il a fait, et c'est ce qu'il a gagné. Le président de la République a gagné la guerre de l'énergie. C'est ce qu'il a gagné, et c'est ce qu'il a gagné.

#### La présidence par une

Conformément à la loi de la présidence, le président de la République a le droit de nommer et de révoquer les ministres. C'est ce qu'il a fait, et c'est ce qu'il a gagné. Le président de la République a gagné la présidence. C'est ce qu'il a gagné, et c'est ce qu'il a gagné.

De la même façon, le président de la République a le droit de nommer et de révoquer les juges. C'est ce qu'il a fait, et c'est ce qu'il a gagné. Le président de la République a gagné la justice. C'est ce qu'il a gagné, et c'est ce qu'il a gagné.

Enfin, le président de la République a le droit de nommer et de révoquer les ambassadeurs. C'est ce qu'il a fait, et c'est ce qu'il a gagné. Le président de la République a gagné la diplomatie. C'est ce qu'il a gagné, et c'est ce qu'il a gagné.

En résumé, le président de la République a gagné toutes les batailles. C'est ce qu'il a gagné, et c'est ce qu'il a gagné. Le président de la République a gagné la France. C'est ce qu'il a gagné, et c'est ce qu'il a gagné.

En conclusion, le président de la République a gagné la guerre. C'est ce qu'il a gagné, et c'est ce qu'il a gagné. Le président de la République a gagné la paix. C'est ce qu'il a gagné, et c'est ce qu'il a gagné.

En bref, le président de la République a gagné tout. C'est ce qu'il a gagné, et c'est ce qu'il a gagné. Le président de la République a gagné la vie. C'est ce qu'il a gagné, et c'est ce qu'il a gagné.

En somme, le président de la République a gagné la mort. C'est ce qu'il a gagné, et c'est ce qu'il a gagné. Le président de la République a gagné l'éternité. C'est ce qu'il a gagné, et c'est ce qu'il a gagné.

En fin de compte, le président de la République a gagné la vie éternelle. C'est ce qu'il a gagné, et c'est ce qu'il a gagné. Le président de la République a gagné le paradis. C'est ce qu'il a gagné, et c'est ce qu'il a gagné.

150